

حكايا من الشرق

Initiatives : Les difficultés de la formation professionnelle

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15187 7 F

MERCREDI 3 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Haïti : l'Amérique attend

HAÏTI offre le triste spectacle d'un pays dans lequel une poignée de militaires et de policiers défient ouvertement la communauté internationale. Les néo-duvalléristes ont manifesté bruyamment leur joie d'avoir empêché, le 30 octobre, le retour au pouvoir du président constitutionnel d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, prévu par l'accord conclu en juillet dernier, sous l'égide de l'ONU, entre le chef d'Etat exilé et les militaires putschistes. Les héritiers politiques du feu le dictateur à vie François Duvalier ont eu le sentiment que les Etats-Unis, qui cherchent à se débarrasser du borborygme somnolent, n'imposeraient pas par la force la réinstallation du chef de l'Etat légalement élu.

Washington a reculé lorsque, le 11 octobre dernier, des « émeutiers », téléguidés par ceux qui exercent le pouvoir de fait à Haïti, ont contraint à repartir, sans qu'il ait même eu le loisir de débarquer, le premier contingent de « marines » chargés d'assurer le retour du président Aristide.

LES Etats-Unis se contentent désormais, au côté d'autres pays, de faire observer l'embargo sur les armes et le pétrole décrété par l'ONU. Ils ne sont même pas prêts à aller jusqu'à l'embargo commercial total qui prônerait la France, le Canada et le Venezuela. Ils craignent les effets de cette mesure sur la population et le spectacle des souffrances endurées par cette dernière que ne menqueraient pas de montrer les grandes chaînes de télévision américaines.

On est donc très loin à Washington d'envisager une intervention militaire. Une solution de rechange serait de ne plus insister sur le retour du président Aristide pour mettre plutôt l'accent sur le rétablissement de la démocratie, le premier ministre Robert Melval se chargeant dans cette hypothèse de préparer de nouvelles élections. Mais M. Melval exclut lui-même de se prêter à ce jeu de passe-passe, qui éliminerait de fait le Père Aristide puisque la Constitution ne permet pas à ce dernier de se représenter.

BILL CLINTON ne peut d'ailleurs pas ouvertement abandonner le président légal, auquel il a lui-même, ainsi que le vice-président Al Gore et le secrétaire d'Etat Warren Christopher, régulièrement manifesté son appui ces derniers jours.

M. Clinton n'oublie pas que le président haïtien a été fort bien élu en 1990. Il sait aussi que le Père Aristide a le soutien du groupe parlementaire noir au Congrès. Il veut enfin éviter que le flot des « boat-people » vers les côtes de Floride ne reprenne. Prié entre toutes ces exigences, il semble avoir conçu, pour l'instant, qu'il était urgent d'attendre.

Lire nos informations page 8

M0147 - 1103 0 - 7.00 F



Bloqué à l'Assemblée nationale il y a un mois

## Le débat sur les trente-deux heures est relancé au Sénat

Le débat sur la semaine de trente-deux heures rebondit au Sénat, qui devait entamer, mardi 2 novembre, l'examen du projet de loi quinquennale sur l'emploi, adopté par l'Assemblée nationale il y a un mois. Un amendement préparé par un sénateur du RPR, Gérard Larcher, en concertation avec Michel Giraud, ministre du travail, propose de permettre des expérimentations entreprises par entreprise, la réduction du temps de travail étant compensée par des diminutions de charges sociales et se traduisant au total par une perte de salaire de l'ordre de 7 %.

Flexibilité, partage, aménagements, annulation, congés forcés, plans sociaux, gains de productivité, temps choisis, concubinage, retraite progressive, emplois subventionnés, insertion, etc.



COMMENTAIRE

## Au-delà du slogan

AU train où vont les choses, qui, à ce jour, est encore opposé au principe de la réduction du temps de travail au sens large, qu'il soit question des 35 heures, des 33 heures, des 32 heures, ou de la semaine de quatre jours? Presque plus personne, à en croire les déclarations publiques, certes nuancées parfois, qui abondent. Hormis le CNPF, d'ailleurs peu présent dans le débat, ou des ultralibéraux comme Alain Madelin, ministre des entreprises, rares sont ceux qui manifestent une opposition irréductible.

Au-delà de cette idée, brutalement réapparue alors qu'elle somnait depuis 1982, et, par suite, injustement considérée comme neuve, un embarras s'est produit à partir du mois de septembre, dans lequel le Monde a pris sa part. N'est-ce pas dans nos colonnes que Pierre Larrourou, ce consultant qui relance le

concept, fut cité la première fois (le Monde du 8 septembre), puis qu'il s'exprime longuement (le Monde du 29 septembre), tandis que commençait, à l'Assemblée nationale, l'examen du projet de loi quinquennale sur l'emploi? Quand Pierre Bérégovoy a remis en selle l'idée d'une diminution du temps de travail, la droite l'a récupérée avec effroi.

ALAIN LEBEAUME  
Lire la suite page 22

## Carlo De Benedetti incarcéré à Rome

L'industriel italien Carlo De Benedetti, contre qui un mandat d'arrêt avait été lancé samedi 30 octobre, s'est présenté tôt mardi matin aux carabinieri de Milan. Transporté en voiture à Rome, il a été incarcéré à la prison Regina Coeli.

page 7

## Tahiti sans la bombe

Depuis l'annonce de la suspension des essais nucléaires français, le 8 avril 1992, la Polynésie, dont le Centre d'expérimentation du Pacifique était le principal moteur d'activité économique, regarde l'avenir avec inquiétude. Le président de son gouvernement, Gaston Flosse, député (RPR) du territoire, a négocié avec l'Etat un « Pacte de progrès » qui doit assurer la transition vers un autre schéma de développement. Vingt-sept ans après le premier tir sur l'atoll de Mururoa, les Polynésiens prennent conscience de la dépendance de leur territoire par rapport à l'activité du centre, aux emplois qui lui sont liés et aux taxes qu'il génère.

page 10

## L'ombre du petit Grégory

L'affaire Villemin devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

« Personne ne sortira grand de cette affaire... » Il y a tout juste sept ans, devant la première chambre du tribunal de Paris, un avocat, M<sup>re</sup> Jean-Marc Boiteau, prononçait cette phrase désabusée. C'était au cours de l'un des multiples procès en diffamation qui ont accompagné l'interminable instruction du meurtre de Grégory Villemin. « Personne... », répétait l'avocat avant de laisser un long silence. Pensait-il à ses propres

confères, dont le rôle fut parfois contesté? Pensait-il au comportement de certains journalistes, qui ont manifestement contribué à envenimer l'affaire? A la foule des « protagonistes »? Aux enquêteurs, aux magistrats et à une justice apparemment affaiblie par un dossier qu'elle était incapable de contrôler? Laissons l'avocat à ses pensées, mais le tribunal de Paris semblait lui répondre en évoquant lui-même dans son jugement « le contexte passionné et malsain qui entoure cette affaire ».

Déjà, sans doute, les sociologues se sont penchés sur cette tragédie qui a secoué les Français, et même nos voisins étrangers, transformant beaucoup d'entre eux en juges, en procureurs et en enquêteurs en chambre. Ces sociologues nous diront peut-être un jour par quelle alchimie un triste fait divers est devenu pendant des années un succès médiatique dont les vapeurs délétères semblaient n'avoir épargné aucun de ceux qui s'en sont trop approchés. Quels sont les ingrédients qu'un apprenti sorcier a mêlés pour empoisonner un drame déjà épouvantable afin qu'il dépasse, en controverses, en durée et en excès de toutes sortes, l'affaire Dominici et celle de Bruay-en-Artois? Et quel venin subtil a-t-il été ajouté pour que l'affaire atteigne à la fois les foyers populaires et le salon de Marguerite Duras?

Quoi qu'il en soit, l'inquiétante recette a aussi eu pour effet de masquer derrière un mur de polémiques le mort d'un enfant de quatre ans, tué le 16 octobre

1984. Si un enfant est toujours une victime innocente, Grégory l'est plus que tout autre. Car le mobile du crime ne le concerne en rien. Il n'est que la victime d'une baine qui vise son père. Dans une lettre postée à Léopards dans la même période horaire que celle où l'enfant fut jeté dans la Vologne, l'auteur anonyme écrit à Jean-Marie Villemin : « L'espère que tu mourras de chagrin, le chef. Ce n'est pas ton argent qui pourra te redonner ton fils. Voilà ma vengeance, pauvre con. » Et ce n'est qu'une confirmation, car, afin qu'il n'y ait aucun doute sur le mobile, une voix avait déjà dit au téléphone à Michel Villemin, frère de Jean-Marie : « Je me suis vengé du chef et j'ai kidnappé son fils. Je l'ai étranglé et je l'ai jeté dans la Vologne. Sa mère est en train de le rechercher, mais elle ne le trouvera pas. Ma vengeance est faite. »

La voix, c'est celle du « corbeau ». Ou plutôt celle de l'un des corbeaux qui tourmentent le village depuis des années. Les gendarmes soupçonnent d'abord plusieurs personnes de la famille, puis s'intéressent plus précisément à Bernard Laroche, cousin germain de Jean-Marie Villemin. Il n'a pas d'alibi pour l'heure du crime, qui est situé entre 16 h 30 et 17 h 30, mais surtout sa belle-sœur Murielle Rolle, alors âgée de quinze ans déclare aux gendarmes que, vers 17 heures, elle a vu Bernard Laroche avec un enfant qu'il avait appelé Grégory.

MAURICE PEYROT  
Lire la suite page 14

## LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

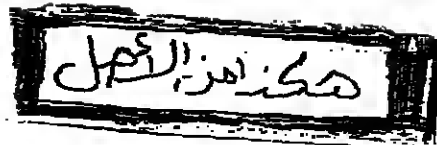
3617 LMDOC  
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56  
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

A L'ÉTRANGER : Maroc, 6 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Martinique, 9 F; Côte-d'Ivoire, 405 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; G.-B., 86 p; Grèce, 280 DR; Irlande, 1,20 \$; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 160 PTE; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.





2 Le Monde • Mardi 2 novembre 1993 •

2 Le Monde • Mercredi 3 novembre 1993 •

## DEBATS

Maastricht

# Une proposition pour l'Europe politique

Au moment où l'Union européenne entre en vigueur, les opinions publiques semblent moins mobilisées. L'ancien ministre de l'Intérieur, Laurent Cohen-Tanugi propose la création d'un groupe de travail pour préparer l'avenir politique et institutionnel de l'Europe.

par Laurent Cohen-Tanugi

Le conseil européen extraordinaire du 29 octobre aura été celui qui, en espérant, sinon une véritable relance de la dynamique communautaire, du moins la correction de la dérive institutionnelle que porte en germe l'adhésion prochaine de quatre nouveaux Etats, et surtout l'annonce d'une remobilisation des opinions publiques autour d'un projet politique européen rénové. Sur le premier point, les Douze semblent avoir eu contraire renvoyé le débat institutionnel en 1996, c'est-à-dire après l'élargissement, sans trop apparentement se soucier de la difficulté - récemment rappelée dans ces colonnes par Jean-Louis Boulenger (le Monde daté 22-23 août) - à mettre en œuvre une réforme majeure des institutions au lendemain d'une négociation d'adhésion véritablement ardue. La France avait pourtant souhaité que les conséquences institutionnelles de l'élargissement soient traitées conjointement, sinon préalablement, à l'adhésion des quatre Etats candidats. Quant à l'Allemagne, traditionnellement demanderesse d'un approfondissement de l'union politique, elle avait récemment pris position en faveur de l'ouverture immédiate du débat institutionnel. La minimalisme européen ambiant aurait-il gagné jusqu'au « moteur franco-allemand » lui-même.

En tout état de cause, la nécessité d'une réévaluation de la construction européenne auprès des opinions publiques requiert bien davantage qu'une nouvelle négociation diplomatique sur la portée des votes au conseil, le nombre des commissaires européens et les autres amendements institutionnels rendus nécessaires par l'élargissement.

La chute du mur de Berlin, le traumatisme de Maastricht et de l'union européenne ont fait en sorte que les esprits aient été en alerte, le jour de gloire venu. On aimait son pays comme un parent à l'étranger. Nous étions devenus d'un siècle d'évent-guerres. Les batailles gagnées en pathos, le drapeau en évidence. Les crachats des extrémistes confirment la règle d'un garde-à-vous des âmes.

Tant que la France risquait l'invasion armée, le patriotisme allait de soi. L'enfant aigri des soldats de plomb entre les portails des oncles morts et leurs brevets de bravoure, qu'il s'agisse d'égaliser, le jour de gloire venu. On aimait son pays comme un parent à l'étranger. Nous étions devenus d'un siècle d'évent-guerres. Les batailles gagnées en pathos, le drapeau en évidence. Les crachats des extrémistes confirment la règle d'un garde-à-vous des âmes.

Une France sans ennemis, ce n'est plus le même objet d'amour. Une fois visitée nos derniers musées méconnus, et déguistés nos spécialités de terroir, les devoirs sont rendus. L'élargissement de la planète assigne à nos tentatives de citoyen des frontières élargies.

Aucun chauvinisme de remplacement dans l'envie d'Europe, pas plus que dans la défense de l'Amérique culturelle. On peut s'inspirer de New-York comme un haut lieu de l'esprit d'aventure, l'Asie comme le siège de subtilités négligées, l'Afrique comme celui d'une poésie étouffée par nos mégapoles, l'en passe... et proclamer une préférence ardente

la répartition souhaitable des pouvoirs entre elle et les nations, ainsi que sur la manière de penser l'articulation entre le projet communautaire et le devoir d'intégration de l'Europe. Toutes ces questions, désormais étroitement interdépendantes, ont été en filigrane du débat sur Maastricht, dont on ne répètera jamais assez combien il a souffert de ce que le traité les ait largement ignorées.

Penser que ces questions devraient être soigneusement occultées ou différées en raison de la sensibilité politique des enjeux ou parce que les opinions aspirent à une pause dans l'intégration européenne est commettre un contresens sur les leçons à tirer de la crise de Maastricht : si la négociation intergouvernementale et la décision politique sont à l'évidence prématurées, le besoin d'explication et de clarification et d'orientation des peuples sur la dimension politique du projet européen aujourd'hui, sous les différents aspects qu'on vient d'évoquer, est, lui, impératif. Et cette exigence démocratique ne peut être ignorée par les gouvernements, dès lors que les référendums de Maastricht ont consacré l'adhésion irréversible des peuples au statut d'acteurs de la construction européenne.

### Débat public

Ces données nouvelles soulignent la nécessité d'une réflexion politico-institutionnelle d'ensemble et d'un grand débat public à l'échelle de l'Europe, en amont de l'élargissement et de la révision des traités prévus pour 1995-1996. Cette réflexion préalable ne peut être menée à bien ni par une nouvelle conférence intergouvernementale ni par le dialogue constitutionneliste cher au Parlement européen. La première méthode a montré ses limites avec la négociation de Maastricht et ne saurait être renouvelée en l'état ; la seconde se trouve aujourd'hui trop décalée par rapport aux réalités politiques nationales.

C'est paradoxalement le retour à une méthode ayant fait ses preuves aux origines de la Communauté - quand le comité Spaak fit naître le traité de Rome de la crise de la CEE - que requerrait la présente situation de crise et la complexité politique et intellectuelle des défis auxquels l'Europe se trouve confrontée.

Il s'agit aujourd'hui de confier à une personnalité de premier plan, entourée d'un groupe de travail restreint, une réflexion politico-institutionnelle intégrant plusieurs problématiques distinctes,

mais devenue largement indiscutable, à savoir :

- Les implications institutionnelles du prochain élargissement ;
- Les aménagements à apporter aux institutions de la Communauté en réponse au procès en « déficit démocratique » dont les débats de ratification du traité de Maastricht se sont fait l'écho ;
- L'approfondissement de la dimension politique de l'Union européenne ;

- Les stratégies possibles pour l'intégration du continent.

Investi d'une mission de clarification, d'inspiration et de proposition, ce groupe de réflexion sera chargé d'exposer les différentes options ouvertes à la construction européenne sur chacun de ces chapitres et de formuler en conséquence, dans le cadre de chacune des options retenues, des recommandations pour la révision des traités, des statuts, le cas échéant, d'un calendrier de réalisation.

La composition d'un tel groupe est, à l'évidence, une question délicate, mais déterminante. Sous peine de dénaturer l'exercice, elle ne saurait faire intervenir en effet des représentants des Etats ou des institutions communautaires, et moins encore devenir une affaire politicienne. Constitué par une personnalité désignée par les Douze pour le président, le comité envisagé devrait être composé exclusivement de personnalités indépendantes, appartenant à diverses nationalités (non exclusivement communautaires), et ayant une expérience des affaires européennes et une capacité de réflexion et d'innovation. La participation de représentants influents du monde économique et du monde intellectuel permettrait en outre d'assurer l'expression de deux composantes de la société civile dont le soutien à la construction européenne apparaît déterminant pour l'avenir, comme il l'a été dans le passé.

Le mélange des générations est une autre composante essentielle de l'initiative proposée. Il s'agit d'organiser, à travers cette réflexion collective, la rencontre des générations qui ont bâti la CEE telle qu'elle se présente aujourd'hui et de celles qui ont accédé aux responsabilités avec le Marché unique et la chute du mur de Berlin et façonneront l'Union européenne dans les vingt prochaines années.

Pour des raisons d'efficacité, et afin d'éviter de donner à ce groupe de travail des allures de conférence intergouvernementale déguisée, le nombre de ses membres devrait être sensiblement inférieur à douze (sept ou huit membres idéalement), étant

entendu que sa composition devrait refléter les diverses sensibilités et les points de vue nationaux intéressés au débat.

Le comité travaillerait dans un esprit de parfaite neutralité idéologique, sans idées préconçues sur le point d'aboutissement de l'Union européenne. Il s'agirait d'une structure ouverte, procédant par larges consultations et auditions de toutes les parties prenantes et de toutes les opinions.

Le calendrier de mise en place du comité et de réalisation de ses travaux revêt une importance particulière dans la perspective du prochain élargissement. Les Douze sont en effet aujourd'hui divisés entre les Etats qui souhaitent ouvrir le chantier institutionnel avant cet élargissement et ceux qui, pour des raisons tenant à leur vision de l'Europe ou à la sauvegarde de leurs acquis, sont plus réticents à envisager une réforme institutionnelle majeure avant l'élargissement.

Sur ce volet particulier, la mise en place du comité constituerait une manière de compromis entre ces deux positions, la publication de ses travaux et le débat qui s'ensuivrait étant appelés à précéder l'élargissement, même si la mise en place effective des réformes institutionnelles proposées devait lui succéder.

De plus, la globalisation des questions politico-institutionnelles faisant l'objet de son mandat à l'esprit de neutralité du comité devraient amener chacun des Etats membres à trouver son compte à cet exercice, en contribuant à en préciser l'agenda.

Dans cette perspective, l'annonce de ce projet et la désignation de la personnalité chargée de le mener à bien devraient intervenir, parmi d'autres initiatives de relance de la construction européenne, au conseil européen qui précédera la présidence belge. Le groupe de travail pourrait être alors rapidement mis en place, afin de pouvoir mener à bien ses travaux durant 1994 parallèlement au débat électoral européen.

Un débat public de haut niveau sur l'avenir politique et institutionnel de l'Europe pourrait alors avoir lieu dans l'ensemble de la Communauté et au sein des Etats en voie d'adhésion avant l'élargissement et la révision des traités.

La période politiquement difficile pour l'Europe qui nous sépare de ces importantes échéances serait ainsi utilement mise à profit et la répétition, en 1996, du traumatisme de Maastricht, aurait de meilleures chances d'être évitée.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat.

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

## Europe, mon amour

pour l'Europe. Des crépus d'aquarelle de Dublin ou de Coppenhague à l'ore brun d'Argenteau, des caps vert cru de Shannon aux chapelles crayeuses de Parnos : rien à faire, un instinct veut que, aux quatre coins de ce continent déshérité et secrètement uni, nous nous sentions chez nous, plus qu'ailleurs. Sans parler du battant de cœur propre à toute retrouvaille, quand le taxi de Fumicino tressaute sur les pavés du Capitole, que l'Acropole dresse son chicot dans l'air effrayantement jauni d'Athènes, que surgissent les façades sang de bœuf d'Uppesala montrées par Bergman, ou les palais pâles de Pétersbourg rendus par Mikhalov à leur origine italiennes.

Le pré carré qui recommence ? L'esprit propriétaire ? Un peu, c'est vrai. Et il n'est pas loin, l'antique besoin de frontières où l'identité, de plus en plus artificielle, se fortifie de désigner le milieu. Pourquoi faire passer la frontière au-delà de la Méditerranée, longtemps unitariste, et celle de l'est par l'Oural, comme au temps où les montagnes faisaient croire à des limites volées par Dieu ? Où poster nos gibelins mentaux : là où commencent le gel et le Byzance, comme si l'Histoire ne nous avait décidément rien appris ? Là où le richisme industriel bétonne hideusement nos côtes, des Canaries au cap Souin ?

Méfions-nous du tour de parc, de l'esprit de clocher, pour lequel Raguse et Lisbonne redonnent tours de guet. Aucune des splendeurs que nous vantent les marchands de voyages n'est à nous tout seule. On sait de reste ce que valent les patries fâchées d'échouages et d'osuaire. Nos invasions et nos hécatombes fratricides, même coupées de renaissances, on

peut tout en faire sauf des nostalgies ou des modèles - aux yeux de qui ?

L'héritage immatériel n'est pas un meilleur support pour l'attachement. Ce qui nous fait ressembler, de Joyce à Pirandello, de Stendberg à Lorca, de Proust à Kafka, pour ne prendre qu'un exemple, ce n'est pas un sens commun ou des utopies - on s'en donne - qu'un sens aigu du finiesse, de l'équilibre instable, du doute exaltant, des ravissements décevant. L'essentiel de nos mythes d'honnêteté et de beauté meurt en 1940, lorsque Stefan Zweig se tue et que nos trésors coulent sous les bombes. La sacralité du meilleur de nous-mêmes se répète un demi-siècle plus tard, avec l'abandon où nous laissons Bucarest le latine, et Sarajevo la nouvelle Beyrouth. Ce n'est pas une raison pour perdre espoir.

Même pas une langue en commun, disent les eurosceptiques, avec une joie mauvaise. Il n'y a pas lieu de le déplorer, quand on voit que le partage d'une même langue n'a évité ni la guerre de Sécession, ni la guerre civile espagnole, ni les déchirements de l'ex-Yugoslavie. L'Europe parlait dix langues, avant le fin du communisme ; le voilà niche d'une vingtaine d'autres. C'est sa chance. Elle sera mosaïque polyglotte ou ne sera pas ; sans pôle dominant, prête à reconnaître les apports extérieurs, comme la Rome impériale a assimilé la Grèce, machine à intégrer en douceur, sans l'effigie d'Églées, de partis ou d'armées ; voie et voix de l'avenir plus que châteline drapée dans ses anciennes magnificences.

La disparition du plus européen de la famille, Fellini, convainc que l'Europe a moins besoin de PIB et de règlements que de la passion de chacun de nous pour sa fragilité même.

Droit

## Ces juges qui nous gouvernent

La droit envahit la société et le monde politique. Les hommes de loi profitent du déclin de l'Etat. Sommes-nous en train de vivre le temps des juges ?

par Odon Vallet

L'ETAT de droit est-il le règne des juges ? L'actualité juridique invite à poser la question.

Il y a d'abord l'activité croissante du Conseil constitutionnel qui, cet été, a annulé tout ou partie de trois lois importantes sur l'enseignement supérieur, le statut de la Banque de France et le maître de l'immigration. Dans ce dernier cas, la Conseil a eu raison, pour se prononcer, de 35 pages et de 134 « considérants » assortis d'un communiqué d'explications résumant un débat complexe et tantôt de concilier rigueur juridique et clarté médiatique.

L'irruption du Conseil constitutionnel sur la scène politique se produit alors que le Parlement est en déclin : la discussion des projets de loi ne passionne guère l'opinion, et si cette évolution se poursuivait, le Palais-Bourbon ne serait plus qu'un hémicycle déserté et le Palais de Luxembourg une maison de retraite avec un beau jardin.

La Palais-Royal deviendrait alors la troisième haute école de la nation, pour la formation des futurs législateurs. Les neuf « sages » du Conseil se substituerait partiellement à la deuxième Assemblée dans le rôle d'instance de réflexion qui, depuis les Anciens de Sumner et le Sénat de Rome, fonde la modération et la compétence sur l'âge et l'expérience. Puisque le latin fait dériver d'une même racine le savoir, la sagesse et le sage, on pourrait dire que le Conseil constitutionnel viserait à une sorte de cuisine savante du droit et à une censure bien tempérée et efficace, savoir-faire et le bon goût.

Le Conseil constitutionnel réduirait aussi le pouvoir ou l'abus de pouvoir de l'exécutif puisque les projets de loi qu'il annule sont préparés par l'administration. Cette « technocratie censurée », selon l'expression du professeur Lott Philip, aurait des explications parfois hexagonales et corporatistes : le Conseil compte dans ses rangs trois professeurs de droit et deux magistrats mais ne comprend aucun énarque. Quelle que soit la haute compétence de ses membres, ces appartenances jouent leur rôle.

Donner quelques leçons de droit à l'énarchie peut être tentant voire justifié et l'on n'oublie pas qu'en France près de la moitié des professeurs de droit public se sont présentés sans succès au concours de l'ENA et que, d'ailleurs, la création de cette école, en 1945, avait été interprétée comme un défi aux facultés de droit. Aujourd'hui, magistrats et professeurs de droit sont souvent cités à la « une » de l'actualité alors que l'ENA perd une école quelque peu en retrait, voire en déclin pour avoir naguère abusé de son prestige. Est-ce un hasard si le Conseil constitutionnel tient à Paris le haut du pavé alors que l'ENA « s'exile » à Strasbourg ?

### Protestation virile

Bien des magistrats comptent plusieurs énergies dans leur famille, et leurs prestations voyantes et bruyantes peuvent s'apparenter à une « protestation virile » des gens de robe contre ce qu'Adler appelle l'infériorité organique. Comme la Conseil constitutionnel, la magistrature, dans son ensemble, ferait entendre haut et fort la voix du droit, trop longtemps étouffée par le bureaucratisme tatillon des bureaux et les manœuvres serviles des cabinets.

Les hommes de loi s'opposent à la maison du roi et, aujourd'hui, Michel Debré ne parlerait plus de ces princes mais de ces juges qui nous gouvernent. Encore faut-il être sûr qu'on ne retrouve pas les mêmes têtes sous d'autres masques. Ces derniers années, une trentaine d'énarques se sont inscrits au barreau, sentant monter la grande vague des plaideries : que deux énarques anciens ministres aient revêtu la robe, montre l'impor-

tance du phénomène. De même, depuis un demi-siècle, le jury de l'ENA a été souvent présidé par un ancien président du jury de l'agrégation de droit, à moins que ce ne soit l'inverse. En ce sens, la récente poussée de juridisme signifie moins un renouvellement des hommes qu'un changement de leurs priorités : désormais la justice prime la gestion.

Au lendemain de la dernière guerre, les nécessités de la reconstruction avaient inauguré ce que Burnham appelle la révolution des managers et Eric Lalande la dictature des ingénieurs : une contrainte technico-administrative de bâtisseurs et de décideurs qui faisait de l'homme le serviteur d'un monde en chantier où le force prime le droit et où la réussite des ambitions collectives passe avant la préservation des libertés individuelles.

Nous vivons aujourd'hui une allergie des citoyens aux privilèges de cet Etat qui impose, exproprie ou exproprié, une réaction de la personne contre des dirigeants qui traitent et tranchent de tout. Toute mesure devient frappée de suspicion et susceptible de recours, y compris, dans les lycées et collèges, les décisions de redoublement, soumises à un conseil de classe voire déferées devant une commission d'appel.

En sport, les procédures se multiplient selon les arcanes de chaque droit national au point que la Comité international olympique a dû créer un Conseil arbitral suprême pour éviter qu'un athlète dopé n'aille se faire blanchir par un juge californien ou brandebourgeois appliquant le droit local. Bien souvent, le « noble incertitude » du sport réside dans le débât d'un tribunal ou l'ordre du jour d'une commission, et le jeu décisif émerge de la police au tapis vert. Là encore, le pouvoir passe de l'exécutif au judiciaire, et, parmi les dirigeants des clubs et des ligues, les ténors du barreau remplacent les vieilles gloires du ballon.

### Mains propres

La morale peut expliquer ce grand retour du droit : déçu par la cruauté du communisme et la vénalité du capitalisme, l'opinion attendrait des gardiens de la Loi un supplément d'idéal : en deux générations, on est passé des Mains sales de Jean-Paul Sartre aux « Mains propres » du juge Di Pietro. Et, dans le Chicago du football-business ou des mafies connections, on voudrait voir chez les jeunes magistrats de nouveaux incorruptibles. Quelles que soient leurs qualités, n'est-ce pas trop exiger d'eux ? Les Plecteurs de Racine devaient des épées, ceux d'aujourd'hui doivent des honoires et frais de justice trop élevés pour beaucoup d'entre eux. Quiconque a assisté à une audience correctionnelle, en France ou aux Etats-Unis, sait que les plus modestes justiciables sont souvent mal défendus et entendus.

Coûteux, le droit est aussi complexe, sans doute trop pour l'immense majorité des citoyens et, dans son rapport d'activité de 1991 du Conseil d'Etat, François Chenebrier dénonçait finement cette inflation de textes qui croît faire barrage à l'justice par une montagne de papier. Un épisode clé, passé alors inaperçu, fut, en 1980, l'impossibilité de proposer au Parlement français un code de l'environnement ayant force de loi : le monstre eût compté trois mille pages.

L'inflation du droit n'est pas le respect des règles, ni la multiplication des juristes l'observation de la loi. Les Etats-Unis sont le pays du monde développé à la fois le plus procédurier et le plus délinquant avec un million d'avocats et un million de prisonniers.

Sans doute les gouvernements démocratiques doivent-ils ne pas trop s'en remettre aux tribunaux et d'abord exercer leurs propres responsabilités dans le domaine de la justice sociale et des réformes économiques. Sinon, l'opinion, lassée d'un Etat de droit trop impuissant et compliqué, réclamera les solutions simplistes d'un pouvoir unique. Et, comme dans la Bible, viendra après le temps des Juges celui des Rois.

Odon Vallet est professeur à l'ENA.



L'application de l'accord de Washington

# Les Palestiniens préparent l'autonomie prévue pour décembre avec espoir et inquiétude

JÉRUSALEM

de notre envoyée spéciale

Mosafa a échafaudé un scénario tout en symboles pour la passation des pouvoirs entre Israël et l'OLP, le 13 décembre prochain, si les délais prévus par l'accord de Washington sont tenus. « Yasser Arafat, dit ce jeune ouvrier palestinien d'une petite entreprise familiale de fabrication d'aluminium, viendra le 1<sup>er</sup> janvier, jour anniversaire de la création du Fatah. » Et il s'installera, bien sûr, à Jéricho. S'indigne-t-il quand on lui pose la question. « C'est tout aussi sûr qu'il formera un gouvernement pour Gaza et Jéricho et il y aura une grande fête, y compris à Jérusalem-Est » (qui est cependant pas concernée, à ce stade, par l'accord israélo-palestinien sur l'avenir des territoires occupés). « Arafat viendra sûrement. Quand ? Je l'ignore, mais il viendra et il se partagera entre Gaza et Jéricho. Il ira surtout à Gaza parce que c'est le gros morceau », pense, pour sa part Danièle, une jeune chrétienne de Jérusalem-Est.

Mais, en fait, bieu qu'une bonne partie de la population attende un grand spectacle au moment de l'arrivée de la direction de l'OLP, il ne devrait y avoir qu'une grave solennité, « une passation souple et pacifique » des responsabilités, nous a expliqué Fayal Hussein, le chef des Palestiniens « de l'intérieur », qui sait que les gens seront déçus et le regrette sincèrement pour eux. « Le 13 ou le 14 décembre, si les délais sont respectés - et l'OLP tient à ce qu'ils le soient - Yasser Arafat fera une première déclaration », a-t-il précisé au Monde.

A quelques nuances de formulation près, elle devrait tenir en ces termes : « En ma qualité de chef de l'OLP, j'annonce que telle et telle région, délimitée par telle et telle frontière (ces questions sont en discussion à Toba en Egypte), sera soumise à mon autorité dès cet instant précis. » Et il confirmera sans doute, là aussi, la grande déception de nombreux Palestiniens des territoires occupés, « le maintien de tous les règlements et lois actuels ». L'ex-

pression « forces de sécurité palestiniennes » remplacera celle de « forces de défense d'Israël », et « l'administration civile israélienne », celle de « l'administration palestinienne ».

## « De nouvelles réalités »

Ce n'est pas l'OLP qui a choisi cette forme de passation des pouvoirs, pas plus qu'Israël la lui aurait imposée, « c'est tout simplement comme cela se passe en droit international », souligne M. Hussein. L'OLP et les habitants des territoires ont mille fois dénoncé comme injustes certaines de ces lois et ordonnances en vigueur durant l'occupation, « mais celles-ci ne peuvent pas être abrogées du jour au lendemain », explique notre interlocuteur, parce que, si iniques soient-elles, elles ont créé de nouveaux ayant droit, de nouvelles réalités. Les considérer comme nulles et non avenues, c'est créer de nouvelles injustices ; cela ne pourra donc être fait que progressivement.

Chacun ou presque, ici, a oublié que, depuis vingt-six ans que dure l'occupation, il existe trente-sept unités administratives (dont certaines héritées de l'administration jordanienne), toutes formées de cadres palestiniens, fonctionnant sous la domination israélienne. Chargées de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, du cadastre, des douanes, des impôts, de la santé, bref de tous les aspects de la vie civile, elles devraient passer progressivement, avec cadres et budgets, sous autorité palestinienne. Yasser Arafat en désignera les nouveaux responsables.

Quant à Yasser Arafat lui-même, il ne devrait voir, estime M. Hussein, qu'une fois que « l'armée israélienne aura entrepris non pas l'évacuation totale mais un retrait substantiel » de la bande de Gaza et du secteur de Jéricho - selon l'accord, elle devrait être achevée le 13 avril. Il faudra notamment, souligne-t-il, que la question du contrôle des ponts sur le Jourdain ait été réglée car « il n'est pas concevable que le chef de l'OLP traverse un pont sous contrôle israélien ».

M. Hussein souhaite que le chef de l'OLP installe à Jéricho son siège permanent. Il « prévoit » qu'une sorte de direction sera constituée, comprenant des Palestiniens « de l'intérieur » et « de l'extérieur », parmi lesquels certains membres du comité exécutif de l'OLP à la condition, dit-il, que le nombre de ces derniers n'excède pas le quorum requis pour une réunion du comité exécutif, afin que leurs décisions ne soient pas exécutoires.

En clair, cela signifie que les Palestiniens « de l'intérieur » veulent avoir leur mot à dire sans que pèsent systématiquement sur eux le risque d'un veto de l'OLP. Nombreux sont, ici, ceux qui avouent leurs craintes d'être écartés de l'OLP, mais aussi d'une reddition du clientélisme, dont la centrale s'est fait une spécialité.

« Yasser Arafat est, certes, le seul capable de gérer la jungle palestinienne », nous a déclaré Nasser Abdel Jawad du Jérusalem Media and Communication Center. Mais, jusqu'ici, il y a beaucoup d'improvisation. Même les négociations de Toba n'ont pas été bien préparées, et on se

demande pourquoi tel ou tel fait partie de la délégation palestinienne à ces négociations. » Abdel Jawad admet que les gens « de l'intérieur » n'ont pas l'expérience politique de ceux de l'OLP, mais « ils sont enracinés, eux, dans une société civile, une structure sociale et économique concrète ». Et puis, à Toba, siège du commandement de l'OLP depuis 1982, règne « un esprit de clan et de travail en coulisses », ajoute-t-il.

## La banane et le poivron

Dans l'intelligentsia palestinienne, malgré un respect certain pour le parcours du chef de l'OLP et le symbole qu'il représente, son autoritarisme est tourné en dérision et les anecdotes fleurissent sur sa manière d'embobiner les membres du comité exécutif de l'OLP, sa méthode Coué - dont on reconnaît toutefois qu'elle finit par imposer des réalités.

La crise économique, l'anarchie, la colonisation juive, l'immigration en Israël et la lassitude font que l'écrasante majorité de la population soutient l'accord de Washington, mais seulement dans l'espoir qu'il n'est que la préfiguration d'un Etat palestinien, dont l'emblème ne serait pas seulement, disent certains, « la banane (produite par Jéricho) et le poivron (planté à Gaza) », en d'autres termes un pouvoir extrêmement limité.

Les gens appréhendent aussi la dernière ligne droite les séparant de l'entrée en vigueur de l'accord, « ce temps mort où tous les règlements de compte sont permis, personnels ou politiques », alors que l'enquête n'a pas encore démasqué les auteurs de l'assassinat récent de responsables du Fatah, notamment celui d'Assaad Saftawi. Certains Palestiniens partagent l'avis du premier ministre israélien, selon lequel il s'agit de conflits à l'intérieur même de l'OLP. M. Hussein demeure prudent et n'exclut pas qu'une tierce partie exploite les divergences intérieures au Fatah et même que sa personne puisse être le cible d'un attentat. Sans manifester d'inquiétude particulière, il a renforcé les mesures de sécurité autour de lui.

MOUNA NAÏM

**LA PASSATION DE POUVOIRS.** - C'est le 13 décembre prochain qu'Israël devrait transférer à l'OLP l'administration du territoire de Gaza et de Jéricho, aux termes de l'accord sur l'autonomie palestinienne, signé, le 13 septembre dernier, à Washington. Yasser Arafat ne devrait pas s'installer sur place avant que l'armée israélienne n'ait opéré un retrait substantiel de ces territoires.

**UN APPEL A LA DÉSŒBEISSANCE MILITAIRE.** - Plusieurs officiers de réserve israéliens ont appelé, dans une démarche inédite, les militaires à désobéir à l'ordre « totalement illégal » qui leur serait donné de démanteler des colonies installées dans les territoires occupés. Les colons ont poursuivi, lundi 1<sup>er</sup> novembre, leurs manifestations contre les Palestiniens et contre l'accord entre Israël et l'OLP.

# Des officiers israéliens appellent les soldats à refuser d'évacuer les colons des territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'offensive des colons juifs et de la droite contre l'accord de paix israélo-palestinien a continué, lundi 1<sup>er</sup> novembre, dans deux districts militaires du sud de la bande de Gaza, par un renouvellement pour le moins spectaculaire des actions musclées contre des institutions et des biens palestiniens, ensuite par la publication d'un « appel aux soldats », signé par une cinquantaine d'officiers supérieurs de réserve, incitant purement et simplement les militaires à la désobéissance.

Partiellement publié par le quotidien *Haaretz*, l'appel - le premier du genre depuis le début

des négociations de paix, il y a deux ans - est adressé aux « policiers, soldats et agents de la sécurité publique ». Il les invite à « refuser tout ordre de participation au démantèlement de villages juifs sur le Golan, en Judée-Samarie (Cisjordanie) ou à Gaza ».

## « Expulser des gens de ton peuple »

Cet ordre qui, d'après les signataires, serait « totalement illégal », le premier ministre n'a apparemment pas l'intention de le lancer, préférant de beaucoup que les colons se vident toutes seules dans les mois et les années à venir. « Un jour, l'encre des intéressés à leurs frères d'armes,

tu pourrais être appelé à évacuer des juifs de leur demeure. En hébreu, cela signifierait déraciner et expulser des gens de ton peuple (...). Nous nous adressons à ta conscience de juif, ne prends pas part à cela. » Les signataires, qui comptent aussi plusieurs universitaires et quelques écrivains très marqués à droite, ont expliqué qu'ils avaient simplement voulu « mettre en garde » contre une mesure que certains ministres « colombes » du gouvernement d'Itzhak Rabin commencent à réclamer.

Interrogé par *Haaretz*, le général Amatzia Hen, l'un des signataires, s'est ainsi justifié : « Le gouvernement a le devoir d'obte-

nir l'assentiment de l'opinion quand il prend une décision politique. Or c'est impossible, puisqu'il le fait à partir d'une lecture erronée de la situation. » Un autre officier de réserve, le colonel Moshe Leshem, est allé plus loin : « Ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires est déjà illégal, et il l'est de plus en plus. Si dans le journal *Haaretz*, organe des colons, Moshe Shmami, écrivain d'extrême droite, a conclu : « Quand on fait un pacte d'alliance avec un ennemi extérieur (l'OLP) pour frapper une fraction de son propre peuple, cela s'appelle ni plus ni moins de la trahison... »

PATRICE CLAUDE

## REPÈRES

### AFRIQUE DU SUD

#### Prolongation des négociations sur la future Constitution

Les formations négocient l'avenir politique de l'Afrique du Sud se sont donné au moins une semaine supplémentaire pour boucher leurs travaux sur la future Constitution, selon le calendrier de leurs réunions rendu public lundi 1<sup>er</sup> novembre. L'échéance qu'ils s'étaient eux-mêmes fixée prévoyait que ce texte devait être élaboré par les vingt et une formations participant aux pourparlers d'ici à la fin de cette semaine. Cette échéance est désormais rapatriée au 12 novembre.

La réunion plénière des chefs de délégation, dont le président Frederik De Klerk et le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, ne devrait pas être convoquée avant le 15 novembre, selon l'agence de presse sud-africaine SABA. Cette réunion qui doit donner son feu vert au projet de Constitution était initialement envisagée pour le week-end prochain.

Le report va donner davantage de temps aux négociateurs pour parvenir à un accord avant le session extraordinaire du Parlement, qui doit entériner les projets constitutionnels mis au point par les partis. Cette session, déjà reportée de quinze jours, doit s'ouvrir le 22 novembre.

Le principal point d'achoppement réside dans le refus de l'Alliance de la liberté, regroupant l'extrême-droite blanche et les conservateurs noirs, de s'associer au processus de négociations. L'Alliance de la liberté et le gouvernement devaient se rencontrer à huis clos, mardi

2 novembre, dans un lieu tenu secret pour tenter de trouver un terrain d'entente. - (AFP).

### CORÉE DU NORD

#### Washington convaincu que Pyongyang ne retire pas son platonium à des fins militaires

Les Etats-Unis ont acquis la conviction que la Corée du Nord ne procède pas au retraitement du plutonium de ses réacteurs nucléaires pour fabriquer des armes nucléaires. C'est ce qu'a indiqué, lundi 1<sup>er</sup> novembre, un responsable du Pentagone sous couvert de l'anonymat. D'autre part, dans une résolution votée lundi à une très large majorité, l'Assemblée générale des Nations unies a demandé à Pyongyang de « coopérer immédiatement » avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont elle a salué les « efforts impartiaux ». Washington avait auparavant menacé d'interrompre le dialogue avec la Corée du Nord et de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, si le régime du maréchal Kim Il-sung n'autorisait pas un contrôle permanent de ses activités nucléaires. - (AFP, AP).

### CORÉE DU SUD : le président du groupe Hyundai condamné à trois ans de prison.

Le président de Hyundai, l'un des plus importants groupes industriels sud-coréens, Chung Ju-Yung, candidat malheureux à l'élection présidentielle de décembre dernier, a été condamné, lundi 1<sup>er</sup> novembre, à trois ans de prison pour avoir détourné 62 millions de dollars de la société qu'il dirige, pour financer sa campagne élec-

torale. Par ailleurs, quelque 500 étudiants sud-coréens ont attaqué mardi le centre culturel américain et un poste de police voisin à Kwangju, à 260 kilomètres au sud de Séoul. - (AFP).

### ÉTATS-UNIS

#### Les salaires de la Maison Blanche

Le *Washington Post* a obtenu une copie des feuilles de paie de la présidence et elle a été publiée dans son édition du lundi 1<sup>er</sup> novembre. Premier de la liste, le président Bill Clinton gagne 200 000 dollars brut par an - soit 1,18 million de francs. Un salaire moyen aux Etats-Unis oscille entre 30 000 et 35 000 dollars annuels. Environ la moitié (141) des 290 salaires cités par le quotidien ne dépassent pas 50 000 dollars annuels. Quarante atteignent ou dépassent 100 000 dollars.

Les responsables de chaque service de la Maison Blanche, secrétaire général, communications, affaires intergouvernementales, affaires politiques, conseil de sécurité nationale, gagnent 125 000 dollars. C'est le cas notamment des proches conseillers du président, David Gergen et George Stephanopoulos, du conseiller pour la sécurité nationale Anthony Lake et du directeur de la communication Mark Gearan. Leurs homologues, sous l'administration Bush, gagnaient environ 134 000 dollars, selon le *Washington Post*.

La plupart des membres du service de presse doivent se contenter de salaires allant de 20 000 dollars pour une réceptionniste, le plus bas salaire de la présidence, à 35 000 dollars pour des assistants. Les trois personnes chargées d'écrire les discours du président gagnent 80 000 dollars. - (AFP).

### Le Sénat devait se prononcer mardi 2 novembre sur les carnets intimes du sénateur Packwood.

Après sept heures d'un débat sans précédent, le Sénat américain, réuni lundi en séance plénière, a reporté au mardi 2 novembre le vote d'un ordre de justice, contraignant le sénateur républicain Bob Packwood (Oregon) à lui remettre son journal intime afin de déterminer sa culpabilité dans une affaire de harcèlement sexuel (le *Monde* du 2 novembre). Selon le président de la commission d'éthique du Sénat chargée de l'enquête, le démocrate Richard Bryan (Nevada), la lecture de ces pages devrait permettre de faire la lumière sur d'autres délits dont est soupçonné M. Packwood. - (AFP).

Mort du général Edwin Walker. - Le général Edwin Walker, qui fut limogé par le président John Kennedy, est mort dimanche 31 octobre à l'âge de quatre-vingt-quatre ans à Dallas (Texas), victime d'une affection pulmonaire. Ancien combattant de la première guerre mondiale, le général ultraconservateur avait été relevé de ses fonctions au début des années 1960 par John Kennedy, parce qu'il avait fait distribuer aux militaires des brochures de l'organisation d'extrême droite John Birch Society accusant le chef de l'exécutif de trahison. Selon la commission Warren, chargée de l'enquête sur l'assassinat du président Kennedy en novembre 1963 à Dallas, l'unique assassin du président, Lee Harvey Oswald, avait tiré en avril de la même année sur le général Walker, mais avait manqué sa cible. - (AP).

### ÉGYPTE : assassinat d'un policier.

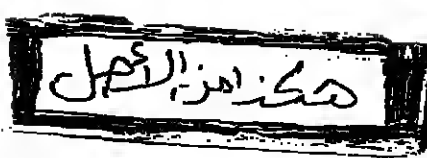
Un policier en civil a été tué, lundi 1<sup>er</sup> novembre, par des présumés iotégristes, à Badari, dans la province d'Assiout. Cet attentat porte à quatre le nombre des policiers assassinés en Haute-Egypte en une semaine. La lutte contre le terrorisme « va durer longtemps », a affirmé, lundi, le ministre de l'Intérieur, le général Hassan El Aïfi. - (AFP).

### IRAK : une mission de l'ONU affirme n'avoir pas trouvé d'armements prohibés.

Une équipe de l'ONU chargée d'inspecter les programmes militaires de l'Irak a échoué, samedi 30 octobre, dans une mission d'un mois, sans trouver d'équipements prohibés par les résolutions des Nations unies, a annoncé à Bagdad, son chef, le Russe Nikita Smidovitch. Il s'est félicité de la coopération des autorités irakiennes avec son équipe, composée de plus d'une soixantaine d'experts en armes balistiques, chimiques et biologiques. - (AFP).







EUROPE

## Le lundi rouge de Moscou

Suite de la première page

Lorsque son interlocuteur lui a fait savoir qu'il parlait au nom des responsables de la « Maison Blanche », et que le seul objet de la négociation était d'empêcher que le sang ne coule, M. Tchourine a néanmoins accepté de consulter ses supérieurs. Vingt minutes plus tard, il a rappelé M. Andronov, et lui a communiqué la « réponse » : « Déposez les armes, et quittez le bâtiment. » Le député a alors demandé quelles étaient les conditions et les garanties. Réponse : « Pas de garanties, pas de négociations, pas de conditions. »

« Il était évident que c'était inacceptable », explique M. Andronov. Pour lui, il est clair qu'à cette heure la décision de donner l'assaut avait déjà été prise. Le diplomate américain lui a demandé s'il pouvait faire quelque chose pour lui, lui offrant une sorte de protection personnelle. M. Andronov lui a demandé « un double whisky », et il est retourné à la « Maison Blanche » avec la conviction que la tragédie était désormais certaine.

Cette même nuit, dans la foule qui se pressait devant le Parlement, certains vivaient pourtant encore dans l'euphorie d'une « victoire » totalement inattendue. Des gamins arboraient des « trophées » pris aux policiers, des femmes commentaient la défaite d'un Boris Eltsine qui avait voulu « lever le bras contre le peuple russe », des militants communistes annonçaient le retour d'un « pouvoir soviétique » assimilé à la démocratie.

### Obus à charge creuse

Le réveil, au petit matin, devait être rude. Après avoir nettoyé la « place de la Russie libre », et tandis que des commandos représentaient la mairie occupée depuis la veille, les « BTR » et autres blindés légers commencent à arrosar la façade de la « Maison Blanche », tandis que des franc-tireurs, postés dans plusieurs immeubles environnants, commencent à abattre les défenseurs, eux-mêmes occupés à tenter de les débarrasser. A un moment, l'un des occupants du Parlement, un ancien parachutiste, implora Alexandre Markov, le chef du « régime de protection » constitué à l'intérieur du bâtiment, de lui donner un lance-grenade pour lui-même contre les BTR situés à proximité immédiate. « On n'en a pas », lui répondit le « chef ». Plusieurs autres témoignages, publiés eux par des quotidiens russes, semblent confirmer que la défense du bâtiment était mal organisée, que les armes étaient insuffisantes en quantité et surtout en qualité, et qu'en tout état de cause la défense d'un bâtiment civil comportant plus de vingt entrées était à peu près impossible. Les combats ont tout de même duré de longues heures. Après avoir pris le contrôle

du rez de chaussée et du premier étage, les attaquants ont commencé à progresser vers le haut, beaucoup de défenseurs cherchant eux à se réfugier dans les sous-sols. « Il y avait des morts à chaque palier, à chaque extrémité de couloir », raconte un député. Un « défenseur » rescapé affirme avoir vu de nombreux cadavres entassés dans des toilettes – mais d'autres témoins disent au contraire avoir vu assez peu de corps.

Vers 10 heures du matin, le combat change de dimension : les tanks (des T-80) commencent à tirer sur la façade. Selon le général Ivachov, secrétaire de l'état-major des forces armées de la CEI, et un des très rares officiers supérieurs à s'être exprimé publiquement, on a utilisé pour cela des obus à charge creuse, qui, s'ils ont fait relativement peu de dégâts à la façade du bâtiment, ont eu des effets très meurtriers à l'intérieur : « La tête des gens a éclaté, on a retrouvé des morceaux de cerveau sur les parois des pièces. »

### Une foule hostile

Une tentative pour mettre un terme au carnage et organiser une évacuation, en particulier des femmes, des enfants et des civils, a été faite assez tôt, dès 10 heures du matin, à l'initiative de journalistes de l'agence indépendante d'informations Interfax, dont le rédacteur en chef a servi d'intermédiaire entre les responsables de la « Maison Blanche » et le gouvernement. Mais, explique Viatcheslav Terekhov, un journaliste d'Interfax qui se trouvait à l'intérieur du bâtiment, « nous avons échoué, il y a des gens que ça n'arrangeait pas. » Lui-même a voulu quitter le bâtiment muni d'un drapeau blanc, mais « des hommes en uniforme » lui ont arraché son drapeau et l'ont repoussé dans les sous-sols. Il se dit incapable de déterminer s'il s'agit d'assailants ou de défenseurs.

M. Terekhov a finalement pu sortir vers 14 heures, par la porte n° 20, en même temps qu'un groupe d'environ 300 personnes. Mais cette sortie s'est faite alors que les tirs se poursuivaient – plusieurs personnes ont été touchées, certaines délibérément, « dans le dos ». Par ailleurs, les rescapés ont été confrontés à la sortie à une foule hostile, et parfois battus : la présence de badauds ou d'excités en tout genre, que personne n'avait empêché d'approcher, est l'un des aspects les plus incompréhensibles de cette journée.

Le photographe Sergueï Grigoriev est sorti lui aussi, après avoir été soigné dans l'une des trois infirmeries qui fonctionnaient à l'intérieur de la « Maison Blanche ». Il avait été touché juste au-dessous de l'œil par un assaillant alors qu'il tentait de prendre une photo (deux autres balles ont trouvé son chapeau) : auteur d'un livre consacré à

la défense de la « Maison Blanche » en août 1991, il a l'intention de recommencer.

A cette heure – en début d'après-midi – s'était produit un événement capital : l'intervention des hommes d'Alfa, une unité d'élite anciennement dépendante du KGB, mais à présent rattachée à la « garde présidentielle ». Lors du putsch d'août 1991, c'est cette unité qui avait été chargée de préparer l'assaut du Parlement défendu par Boris Eltsine et ses amis – mais elle n'était pas passée à l'acte, exigeant pour le faire un ordre écrit qui n'était jamais venu. Deux ans et trois mois plus tard, à en croire des membres de cette unité qui ont eux-mêmes choisi de raconter leur version des événements à la presse (en l'occurrence, un journaliste des *Izvestia* qui avait

avait auparavant refusé de s'exprimer).

Parallèlement, d'autres tentatives ont été faites pour mettre fin aux combats. Le président de la République autonome de Kalmoukie, M. Ilioumjinov, est entré et sorti plusieurs fois de la « Maison Blanche ». Il nous a lui-même affirmé avoir téléphoné, à 15 h 30, depuis le bureau du général Routskoï, à « un membre très important du gouvernement » (qu'il a refusé de désigner nommément). Ce dernier lui a répondu : « Ce ne sont pas des hommes, ce sont des animaux, il faut les liquider. »

Faut-il donc croire que c'est bien l'initiative d'Alfa qui a permis d'éviter une tragédie encore plus grande ? Selon le député Iona Andronov, vers 16 h 30, alors que tout le bas du bâtiment est déjà

sont M. Khasboulatov. Ce dernier demande s'il est bien vrai que les députés ont accepté de se rendre. Les chefs de la « Maison Blanche » réclament des garanties de sécurité, étant bien entendu que cette offre de sortir impunément ne les concerne pas. Les représentants d'Alfa se retirent. Les tirs contre le bâtiment, qui s'étaient interrompus, reprennent alors avec une extrême violence. Une demi-heure plus tard, des hommes du commando Alfa, portant cette fois leurs pistolets-mitrailleurs, pénètrent à nouveau dans le Parlement et crient « Jetez vos armes ! » A ce moment, la décision de se rendre avait déjà été prise par les généraux de la « Maison Blanche », non sans réticences parfois (« l'un d'entre eux voulait mourir », raconte M. Andronov). Les membres de « l'Union des officiers » qui gardaient le troi-

des tirs se sont poursuivis toute la nuit suivante, et encore mardi matin, dans les environs du Parlement, mais aussi à l'intérieur du bâtiment, dont toute la partie supérieure a longuement brûlé, avant que les pompiers ne soient autorisés à intervenir.

Que s'est-il passé alors, comment s'est déroulé le « nettoyage » final ? C'est là que le mystère est le plus épais, et c'est à ce sujet que circulent les accusations les plus graves : on affirme que les blessés restés à l'intérieur ont été achevés. On dit même que des exécutions ont eu lieu dans le stade de Krasnaya-Presnia, situé tout près, et où des défenseurs de la « Maison Blanche » avaient été rassemblés. Aujourd'hui encore, réunis autour d'un feu de bois, à l'entrée de ce stade, à côté d'inscriptions dénonçant le « bourreau Eltsine », d'anciens « défenseurs » de la « Maison Blanche » racontent sans relâche des horreurs, mélangeant ce qu'ils ont pu voir à ce qu'on leur a dit.

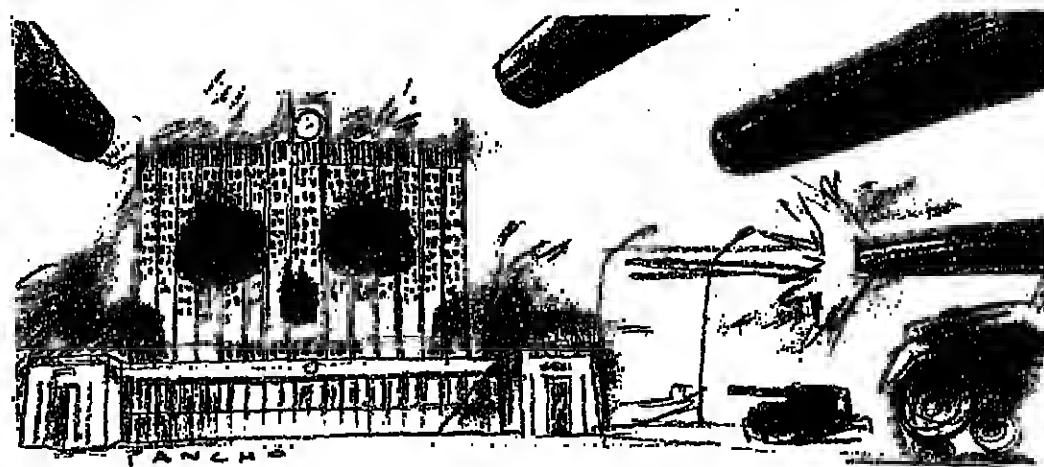
Une question fondamentale subsiste, celle du nombre des victimes. Le bilan officiel (environ 140 morts) n'est pris au sérieux par personne : les autorités ont d'abord fait savoir qu'il ne tenait pas compte des corps trouvés à l'intérieur de la « Maison Blanche », avant d'annoncer subitement que ce bilan était définitif. Plusieurs journaux russes ont lancé des appels à témoins et déploient de grands efforts pour essayer de connaître la vérité. Il est beaucoup question dans certaines rédactions d'une lettre adressée conjointement à Boris Eltsine par les ministères de la défense, de l'intérieur et de la sécurité, et donnant le nombre de 947 morts : mais aucun témoin n'a vu de ses propres yeux ce document supposé. Le quotidien indépendant *Niezavisimaya Gazeta* a par contre publié la lettre d'un officier supérieur des forces armées du ministère de l'intérieur qui affirme « de son devoir » de révéler que 1 500 cadavres au total ont été retirés de la « Maison Blanche » et brûlés sans être identifiés. Un autre quotidien, *Novaya Epejnednvaia Gazeta*, a recueilli le témoignage d'un employé de l'un des cimetières des environs de Moscou, Khavansk, où 300 corps auraient été incinérés.

Des hommes qui se trouvaient à la « Maison Blanche » jusqu'au milieu de l'après-midi de lundi, comme M. Andronov ou le président de Kalmoukie, affirment qu'à cette heure là il y avait déjà plusieurs centaines de morts. En fait, seules les autorités ont vraiment les moyens d'enquêter et de savoir. A condition de le vouloir. Un porte-parole du parquet que nous avons interrogé a eu cette réponse sans appel : « Aucune enquête n'est menée sur le nombre des victimes de la Maison Blanche. »

Le chapitre est clos, et le musée du ministère de l'intérieur expose déjà certains vestiges de la bataille. Des barres de fer. Des masques à gaz et des tréillis ayant appartenu aux défenseurs du Parlement. Du papier à lettre à en-tête de Rousslan Khasboulatov partiellement consumé. Et un drapeau blanc.

JAN KRAUZE

### Prochain article : Les réticences dans l'armée



gagné précédemment leur confiance, s'est encore une fois à eux qu'on avait décidé de confier le travail, la phase finale de l'assaut.

Selon leurs propres dires, le chef de la garde présidentielle, le général Barsoukov, leur avait donné l'ordre de « tirer pour tuer », et les a pressés à plusieurs reprises de donner l'assaut. Mais cette fois encore ils ont non seulement temporisé, mais se sont abstenus, de tirer un seul coup de feu (alors même que l'un d'eux a été tué en évacuant un « blessé », par une balle dont ils ont estimé qu'elle ne venait pas de la « Maison Blanche »). C'est un officier d'Alfa qui s'est présenté, sans arme et sans casque, sur l'arrière du bâtiment, pour organiser la première évacuation, en début d'après-midi. Et c'est le chef d'Alfa, Vladimir Zaitsev, qui, un peu plus tard, obtiendra la reddition des chefs de la « Maison Blanche » et s'engagera à assurer leur sécurité.

Le témoignage de ces hommes, tels qu'ils l'ont confié au journaliste des *Izvestia*, est extrêmement troublant, car il en ressort que non seulement ils ont pris d'eux-mêmes l'initiative de cette offre de reddition, mais que leur attitude a suscité une certaine irritation de leurs supérieurs. Disent-ils la vérité, eux qu'on a si souvent chargés du sale travail (l'assaut du palais présidentiel de Kaboul, en décembre 1979, qui fut un véritable massacre, ou encore une mission sauteuse à Vilnius, en 1991, contre les indépendantistes lituaniens). Veulent-ils se donner le beau rôle ?

Au début de l'après-midi de lundi, le général Routskoï semblait en tous cas persuadé que les assaillants avaient instruction de le tuer, lui et les autres chefs de l'opposition armée. C'est à ce moment qu'il a demandé la venue de journalistes étrangers, et sollicité, par l'intermédiaire d'une équipe de France 2 et de deux correspondants de quotidiens italiens qui ont alors pris le risque de pénétrer dans le bâtiment, la protection des ambassades occidentales. L'ambassadeur de Belgique, agissant en représentant du gouvernement assurant la présidence de la Communauté, a informé de cette requête les ministres des affaires étrangères des Douze, alors réunis à Luxembourg, et a reçu peu après instruction de faire savoir que les pays concernés ne pourraient intervenir qu'à la demande des autorités russes. D'autres ambassades, de pays n'appartenant pas à la communauté,

Reparation de la « Pravda ». – La *Pravda*, l'une des publications les plus hostiles à Boris Eltsine, a reparu, lundi 1<sup>er</sup> novembre, après un mois de suspension, pour s'être rangée du côté des insurgés du Parlement lors des événements des 4 et 5 octobre dernier. A la demande du gouvernement, la *Pravda* (« vérité ») a limogé son directeur mais refusé de changer de nom. – (Reuter.)

aux mains des assaillants, et que seul le troisième étage est encore sérieusement défendu, notamment par des mitrailleuses, deux chefs d'Alfa montent et proposent une reddition. Le général Barsoukov (ancien ministre de la sécurité, nommé à ce poste par Boris Eltsine, puis limogé en juillet dernier, et « renommé » au même poste par le général Routskoï), conduit alors les hommes d'Alfa dans la salle du Soviet des nationalités, située au centre du bâtiment, où se sont rassemblés entre 300 et 400 civils, députés et personnel de service du Parlement.

### « Jetez vos armes ! »

Là, à la lueur des bougies, le commandant d'Alfa rappelle que son unité a pris d'assaut le palais de Kaboul, que la prise de la « Maison Blanche » ne présente aucune difficulté pour eux, et que l'opération commencera dans une demi-heure. Cependant, a-t-il ajouté, selon le récit de M. Andronov, « nous n'avons pas l'intention de tuer des Russes. Il y a des gens parmi vous qui ressemblent à mon père et à ma mère ». Aussi bien M. Andronov que le général Barsoukov conseillent à l'Assemblée d'accepter la reddition. Alors que deux heures plus tôt, une offre de sortir concernant uniquement les femmes, et avancée par un officier de parachutistes, avait été repoussée par les femmes elles-mêmes, cette fois la décision est prise d'accepter : d'autant que les hommes d'Alfa ont promis de garantir la sécurité de l'évacuation, et indiqué que des autobus conduiraient en lieu sûr ceux qui sortiraient.

M. Andronov conduit ensuite le chef d'Alfa dans le bureau du général Routskoï, où est également pré-

sième étage lancent sur le sol du hall d'entrée mitrailleuses et pistolets-mitrailleurs. La sortie a lieu entre deux rangées de soldats d'Alfa, et MM. Routskoï, Khasboulatov, les généraux Barsoukov, Doukhalov, Atchakov, Malachov et plusieurs dizaines d'autres responsables montent dans de petits autobus qui les conduisent à la prison de Lefortovo.

Vient ensuite le tour des députés et des autres civils. Mais cette fois les autobus promis ne sont pas au rendez-vous. L'attente, sur les marches de la « Maison Blanche », alors que des tirs continuent à retentir un peu partout, dure une heure et demie. La nuit est proche, et la situation devient de plus en plus dangereuse pour tout le monde. Les hommes d'Alfa indiquent alors aux députés un passage par lequel ils pourraient partir à pied, vers la gauche du bâtiment. Mais il leur faut ensuite traverser la cour d'un immeuble.

Là, députés et autres civils – maintenant sans protection – tombent aux mains des « OMON », c'est à dire des membres des « unités spéciales de la milice ». Selon plusieurs témoignages, ces derniers se conduisent avec une extrême brutalité : passages à tabac, multiples menaces de mort du genre « Maintenez-vous ou vous serez fusillé ! ». L'épreuve, pour certains, dure toute la nuit, tandis que d'autres ont réussi à s'échapper. Certains combattants parviennent eux à s'enfuir par les égouts, non sans avoir dû courir très longtemps, car de nombreuses issues sont surveillées. C'est ainsi qu'auraient en particulier été évacués, selon des témoignages publiés par la presse russe, les archives de MM. Routskoï et Khasboulatov. La bataille, en théorie, était terminée. Pourtant,

## De l'assaut sans sommation à la reddition sans conditions

MOSCOU

de notre correspondant

A quoi bon essayer de savoir ? A quel bon revenir, un mois plus tard, sur cette sanglante journée du 4 octobre 1993, puisque l'essentiel est connu. Boris Eltsine a gagné, ses adversaires majeurs sont en prison, les traces de la bataille sont presque effacées sur la façade du Parlement, et on est passé à la suite, la préparation des élections du 12 décembre.

Cette journée, pourtant, a radicalement et pour très longtemps, changé les règles du jeu politique en Russie. Elle constitue l'épilogue d'un interminable affrontement, le final tragique d'un feuilleton aux allures de vaudeville. Mais eussent-ils le point

de départ d'une nouvelle époque, d'un nouveau régime.

Les dirigeants des démocraties occidentales avaient soutenu sans réserve Boris Eltsine lorsqu'il a lancé, le 21 septembre, la phase finale de son offensive politique contre le Parlement. Ils n'ont pas bronché lorsque, au terme de quatorze jours de crise épuisante, et après qu'il eut failli perdre le contrôle de la situation, le président a fait donner les tanks. Est-ce une raison pour jeter un voile pudique sur ce dénouement d'une extrême violence ? Certes, les témoignages accusés, la reconstitution des événements, ne permettent pas encore de livrer toutes les clés nécessaires à la compréhension des faits.

Une chose au moins paraît claire : à partir du moment où la décision d'en finir a été prise, on s'est fort peu préoccupé de limiter le nombre des victimes. Le bilan réel des morts est sans commune mesure avec les chiffres annoncés officiellement, et il aurait vraisemblablement été encore beaucoup plus élevé si tous les exécutants chargés de l'assaut avaient strictement obéi aux ordres.

Enfin, bien que plusieurs unités de l'armée aient participé aux opérations, de très fortes réticences se sont manifestées dans la hiérarchie militaire, et l'affaire continue de susciter un grand malaise dans les rangs.

J. K.

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

### LA JUSTICE DÉBOUSSOLÉE

Lenteur, encombrement, non-exécution des décisions : depuis quelques années la justice fait l'objet de critiques de plus en plus vives.

### LE RECUL DE L'ÉCOLOGIE

La crise économique et l'échec des écologistes aux élections législatives ont fait passer au second plan les préoccupations écologiques.

Economie de l'environnement : la nouvelle donne

Numéro de novembre 1993



INTERNATIONAL

EUROPE

La visite du premier ministre à Moscou

# M. Balladur voit dans les élections « le meilleur gage de la stabilité future » de la Russie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La France, aujourd'hui comme hier, soutient résolument la Russie de Boris Eltsine dans sa marche vers la démocratie et sa mise en œuvre des réformes économiques. Mais elle ne lui accorde ni une confiance aveugle ni un chèque en blanc. Elle fait seulement un pari optimiste sur l'avenir de son régime en espérant ne pas être déçue.

Tel est, en substance, le message que le premier ministre Edouard Balladur a voulu - en termes diplomatiques - faire passer auprès de ses hôtes, lundi 1<sup>er</sup> novembre, dès les premières heures de son voyage officiel de deux jours à Moscou. Dans le toast prononcé lors du dîner offert par son homologue russe, Viktor Tchernomyrdine, M. Balladur a évoqué les affrontements qui ont ensanglanté la capitale russe il y a un mois. « Les événements dramatiques qui ont secoué récemment Moscou, a-t-il souligné, n'auront de sens que s'ils permettent à votre grand peuple de se prononcer en

toute liberté sur les changements institutionnels qui le concernent et sur la désignation de ses représentants. Nous vous félicitons de la volonté exprimée par les plus hautes autorités russes d'ouvrir recours à la consultation du peuple, qui sera le meilleur gage de sa stabilité future. »

## « Le problème des minorités »

Pour la France, les choses sont donc claires : seul un ancrage toujours plus profond des libertés en Russie justifiera rétrospectivement le sang versé début octobre lors de l'assaut contre la « Maison Blanche ». Cela suppose, dans un premier temps, que les élections du 12 décembre se déroulent dans des conditions d'acceptabilité. Le premier ministre a confirmé à cet égard que la France « est prête » - comme l'a souhaité la Russie - à « contribuer au bon déroulement du processus électoral ». Des parlementaires français devraient assister au scrutin, ce qui n'est qu'une observation.

M. Balladur estime que « la

liberté et la démocratie font partie intégrante des exigences morales » dont est empreinte la « tradition constante de la littérature russe » jusqu'à Soljenitsyne.

Le premier ministre a, en outre, mentionné sa proposition de « pacte de stabilité » en Europe en confirmant qu'à ses yeux « la Russie doit tenir toute sa place dans ce projet auquel elle est invitée à participer à part entière ». « Notre tâche prioritaire, a-t-il ajouté, doit être de faire face aux nouvelles crises et aux conflits qui résultent des problèmes de minorités qui n'ont pas trouvé de solutions satisfaisantes ». Une allusion - qui sura sans doute été appréciée ici - au sort des minorités russophones dans les pays baltes.

M. Balladur devait s'expliquer plus longuement, mardi 2 novembre, lors de ses entretiens avec M. Tchernomyrdine, et surtout avec Boris Eltsine. Auparavant, il devait notamment, après deux déjeunés de gerbe, visiter le Musée Pouchkine et recevoir la communauté française de Moscou.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le séjour à Paris du premier ministre tchèque

# Vaclav Klaus exprime ses réserves à l'égard du « pacte de sécurité » présenté par la France

Le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, est attendu à Paris, jeudi 4 novembre. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il émet des réserves sur le projet de « pacte de sécurité » dont M. Balladur défend l'idée actuellement à Moscou.

PRAGUE

de nos envoyés spéciaux

Vaclav Klaus n'a rien perdu de son assurance : un an et demi après la victoire de son parti de droite aux élections, le premier chef de gouvernement de la jeune République tchèque se targue du soutien de 73 % de la population, « un résultat inconnu dans un pays démocratique », dit-il fièrement. Cette confiance absolue, qui passe pour de l'arrogance aux yeux de ses détracteurs, caractérise cet économiste de cinquante-deux ans.

« Dix mois plus tard c'est déjà de l'histoire », dit-il sereinement à propos de la division de la Tchécoslovaquie. Avant tout pragmatique, celui qui se concilie les deux camps - ouïe Piosou - balaise aussi d'un revers de la main les problèmes « résiduels » liés au partage des biens de la défunte fédération. Car, à l'instar de Margaret Thatcher, dont la photo trône dans son bureau au pied du chateau de Prague, le technocrate Vaclav Klaus n'affiche pas d'états d'âme. Comme elle, il a aussi horreur des « grandes idées ». Edouard Balladur aura bientôt l'occasion de s'en rendre compte car Vaclav Klaus ne cache pas ses objections au projet de « pacte de stabilité en Europe », proposé aux pays de l'Est par le premier ministre français.

« Nous sommes contre les troisièmes votes en tout genre, en politique étrangère, en politique intérieure comme en économie. Il y a beaucoup de propositions de ce genre, pas seulement celle de M. Balladur, qui mettent la charue devant les bœufs. Il n'est pas possible de créer une institution après l'autre alors qu'il existe déjà la Conférence d'Helsinki et la « bonne vieille OTAN », même si elle doit bien sûr se redéfinir après la chute du communisme. Cette nouvelle structure ne servira-t-elle pas surtout à organiser d'autres sommets et réunions de chefs de gouvernement ? Nous ne pensons pas que c'est la façon la plus efficace d'assurer la sécurité de cette région. Je suis un peu anxieux quand l'Europe, préoccupée et menacée par le conflit bosniaque, veut créer une institution de sécurité dont l'objectif est de réduire les conflits internes d'autres États. C'est quelque chose dont je me méfie beaucoup. Nous vivons dans un pays peut-être trop sensible à cet aspect, car l'un de nos « grands frères » a déjà pu décider ce qui était mauvais pour la Tchécoslovaquie. »

## Le « protectionnisme » de l'Union européenne

« L'idée qu'une structure lointaine analyse la situation intérieure de chaque pays et se permette éventuellement d'envoyer des troupes pour résoudre le problème est un cauchemar pour moi », ajoute Vaclav Klaus. Telle n'est pas, en réalité, la proposition de M. Balladur, qui suggère que les pays de l'Est règlent entre eux leurs différends sous forme contractuelle et ne emportent aucun élément militaire. Mais il est clair que le premier ministre aura à convaincre un interlocuteur à priori réticent.

Il ne pourra pas non plus compter sur un soutien de Vaclav Klaus à la position française dans les négociations du GATT, car s'il est un autre cauchemar du premier ministre tchèque, c'est bien la politique agricole commune des Douze : « Plus elle sera rapidement rationalisée, mieux ce sera. » Quant à l'exception culturelle, M. Klaus, conforme à l'image que lui prêtent les intellectuels pragoï, déclare ne pas être « très bien informé ».

En revanche, partisan forcené du libéralisme, Vaclav Klaus, pas plus que les autres dirigeants d'Europe centrale, ne cache son irritation devant le « protectionnisme » de l'Union européenne. Cette dernière est aussi soupçon-

née de jouer le retardement en insistant pour que ces pays développent d'abord leur coopération économique régionale, avant de la rejoindre. « Nous avons déjà mis en place une zone de libre-échange avec nos voisins d'Europe centrale, mais nous avons surtout besoin de commercer librement avec l'Union européenne », dit le chef du gouvernement tchèque.

L'enjeu est de taille pour ce petit pays de dix millions d'habitants dont l'essentiel du PNB provient du commerce extérieur. Pourtant, Vaclav Klaus, l'artisan de la réforme économique, ne manque jamais l'occasion de vanter l'étonnante particularité de son pays qui a l'un des taux de chômage les moins élevés d'Europe avec - officiellement - 3,2 % de demandeurs d'emploi. Existerait-il donc un « miracle tchèque » de la transition vers une économie de marché ? Même Jiri Dienstbier, célèbre dissident devenu aujourd'hui l'un des plus virulents critiques de M. Klaus, reconnaît que ce pays « qui a toujours été entre Chveik et Kafka, fait les choses différemment ». Mais l'accord entre les deux hommes s'arrête là. Au lieu de « miracle », Jiri Dienstbier parle plutôt de « mirage tchèque » et attribue le faible taux de chômage à l'absence de véritables restructurations dans l'industrie.

Faux, rétorque M. Klaus : « La restructuration se déroule plus vite ici que dans n'importe quel autre pays post-communiste et bien plus rapidement qu'en Slovaquie où le taux de chômage est de 13,5 %. Il y a un énorme potentiel d'absorption des nouvelles entreprises privées, surtout dans le secteur ter-

tière. Je ne nie pas que le chômage va augmenter, mais pas aussi rapidement qu'ailleurs. »

Si Vaclav Klaus refuse d'intervenir dans l'assainissement de l'industrie, c'est surtout, affirmant ses adversaires, pour éviter que son capital de sympathie ne souffre des conséquences sociales de ces mesures. Le premier ministre s'en défend au nom des principes ultralibéraux : « Les restructurations d'entreprises doivent être réalisées à la base par les nouveaux propriétaires issus de la privatisation et non pas par des bureaucrates, dit-il. Le gouvernement de ce pays n'a pas de politique industrielle ; il ne veut pas organiser, orchestrer, concevoir les restructurations d'en haut. C'est une différence cruciale avec ce qui se passe dans d'autres États post-communistes. » Si la méthode tchèque de privatisation de masse par distribution de coupons est un succès populaire indéfectible (six millions d'actionnaires), elle n'a toutefois pas apporté le capital nécessaire à la modernisation de l'industrie. Elle n'a pas non plus résolu le grave problème de l'endettement mutuel des entreprises, hérité ici comme ailleurs de l'ancien régime.

Pour l'instant, la coalition conservatrice de M. Klaus, épargnée par la grappe sociale, se redoute pas de désaveu à la polonaise. Vaclav Klaus explique la victoire des anciens communistes à Varsovie essentiellement par « la faiblesse et la division de la droite », un risque que ne court pas le premier ministre tchèque, maître incontesté dans son camp.

MARTIN PLUCHTA  
et YVES-MICHEL RIOIS

DIPLOMATIE

Selon un journal de Hongkong favorable au régime communiste

# Pékin ne croit plus à une amélioration des relations avec le gouvernement français

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine semble avoir perdu l'espoir de voir ses relations avec Paris s'améliorer sous le gouvernement d'Edouard Balladur. Un journal de Hongkong, parlant pour le régime de Pékin, a promis à la France qu'elle subirait « des pertes durables » pour avoir « négligé une chance de restaurer ses relations » avec la Chine en autorisant ses industriels à armer les frégates achetées par Taiwan.

Le ton de l'éditorial, publié après qu'en ait été rendue publique à Paris l'autorisation donnée par Matignon à l'ouverture de négociations pour l'éventuelle fourniture de missiles, torpilles et équipements de guerre électronique (le Monde du 21 octobre), suggère que la Chine a effectué une nouvelle protestation diplomatique. L'ambassade de France à Pékin, actuellement dirigée par un chargé d'affaires, a été refusée à tout commentaire.

Les « pertes » évoquées concernent divers contrats d'équipement et d'infrastructure pour lesquels des industriels français sont en bonne place. Un expert évalue récemment à 25 milliards de francs la plus

haute hypothèse de contrats risquant d'être attribués à des concurrents de France pour raisons politiques. La décision du précédent gouvernement d'autoriser la vente de Mirage 2000-5 à Taiwan avait rapporté environ 30 milliards de francs. Les contrats envisagés pour l'armement des frégates représenteraient 12 à 15 milliards.

## Lucratis marchés

Le Ta Kung Pao, qui exprime généralement les vues de Pékin sur un ton plus alerte que le ministère des affaires étrangères, s'est en particulier élevé contre le fait que Paris cherche à « excuser sa perfidie » en s'abritant derrière la récente expérience noelair chinoise dans le Lop Nor, en plein territoire nucléaire. Cette interprétation, que le journal feint d'attribuer au gouvernement français, est « absolument déraisonnable », a-t-il écrit dans cet éditorial.

« La France elle-même a effectué de nombreux tests nucléaires », a ajouté le journal. Elle a oublié tous les principes moraux à la vue de profits (matériels), même après la formation d'un nouveau gouverne-

ment (en 1993). Elle parle d'améliorer les relations, mais se retourne immédiatement et vend des armes à Taiwan. Cela constitue un obstacle sur le chemin de la Chine vers sa réunification pacifique. »

Cette dernière position a été réfutée auprès de diplomates chinois par l'ancien premier ministre siogapourien, Lee Kuan Yew, lors d'une récente visite en France. M. Lee, à qui Paris demandait son opinion sur les ventes d'armes à Taiwan, a répondu qu'elles constitueraient à ses yeux une manière appropriée de « détourner Pékin de la tentation de régler ce problème (la réunification de la Chine) par la force ».

On n'en est tout de même pas, du côté français, à affirmer que Paris pourrait ainsi « contribuer à la sécurité dans la région », pour reprendre les mots d'un responsable français qui dépassait probablement sa pensée. Mais, à trois mois du trentième anniversaire de la normalisation des relations entre Paris et Pékin, en janvier 1994, les sirènes signalant de lucratis marchés à Taiwan se font plus que jamais entendre.

FRANCIS DERON

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

8<sup>e</sup> arrdt  
D-ST-LAZARE

2 p. 35 m<sup>2</sup> 730 000 F  
PARTENA - 42-86-36-63

92  
Hauts-de-Seine

BOULOGNE  
Proche Canal de Seine  
2 pièces, 45 m<sup>2</sup> 450 000 F  
Imme. MARCADET 42-81-61-61

94  
Val-de-Marne

VILLEJUIF  
près parc Hte-Brylles  
beau 2 pces, cuis. aménagée,  
le étage sans vis-à-vis  
part., cave, pr 895 000 F  
Tel. : 08-56-00-09

### appartements achats

IMMO. MARCADET  
Professionnel F.N.A.I.M.  
recherche actif/actives  
Studios - 2 - 3 pièces  
PARIS intra-muros  
42-81-61-61 FAX 42-35-55-66

Recherché 2 à 4 p., PARIS  
préfère RIVE GAUCHE, PARIS  
COMPTANT chez nous  
42-73-35-43 même la nuit

pavillons

A 1 500 m Paris, sud et  
400 m RER à 250 m de terrain,  
sur 5/6 p., style médiéval,  
belle cheminée, 45 m<sup>2</sup>, pr.  
Clt. pr. : 1 250 000 F  
Tel. : 42-85-79-89

fermettes

Dans le PORTUL  
fermette à vendre, 6 pces et  
confort, 800 m<sup>2</sup> de terrain.  
Prix : 300 000 F  
Tel. : (01) 76-30-19-08 le soir

### locations non meublées offres

ANTONY

2 min. du RER, comm. imm. meub. en  
pierre de taille, grand standing,  
confortable FRANCO SUISSE RATION-  
NEMENT. Loyer hors charges, part.  
sans-est comp. à part de :

3 PCEs, 72 m<sup>2</sup> 8 500 F  
3 PCEs, 98 m<sup>2</sup> 8 477 F  
3 PCEs, 118 m<sup>2</sup> 10 500 F  
EPIMO : 45-50-83-35 ou  
42-60-71-74

SCENEX

2 min. RER ROSSIGNOL, imm. meub.  
grand stand, confort, FRANCO  
SUISSE BATHING. Loyer hors ch.  
part. sans-est comp. à part de :

3 PCEs, 75,00 m<sup>2</sup> 7 800 F  
3 PCEs, 75 m<sup>2</sup> 7 400 F  
4 PCEs, 110 m<sup>2</sup> 10 000 F  
EPIMO : 45-60-71-74 ou  
42-60-85-36

### bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

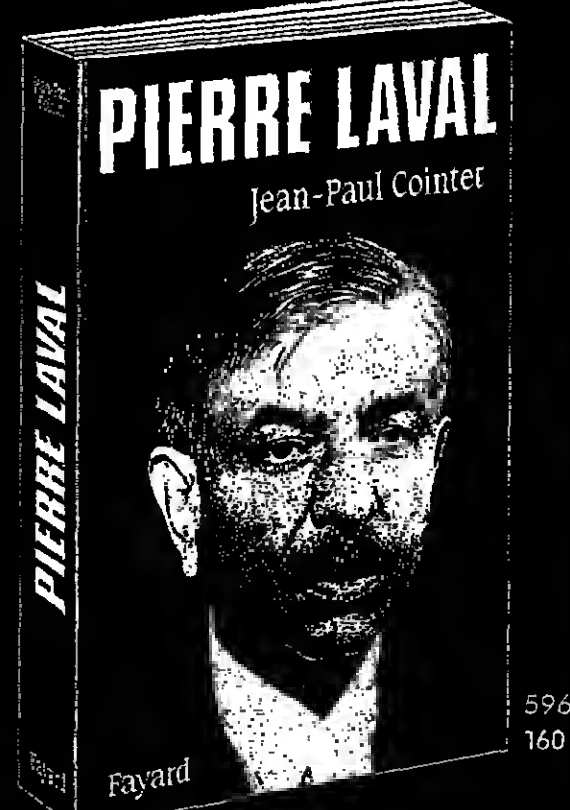
Le Monde

Renseignements

IMMOBILIER

Tel. : 42-62-75-13

# Qui était donc PIERRE LAVAL ?



596 p.  
160 F

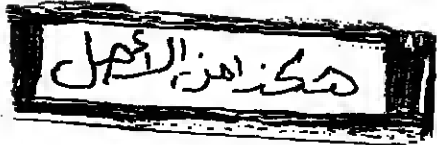
La biographie qui lui consacre Jean-Paul Cointet, bon ouvrage solide, indemne de toute passion, révèle un homme roublard, rusé, combinard, opportuniste, désiné de toute morale, et cela bien avant que la France soit accablée par la défaite.

La France n'a pas fini d'exorciser son passé vichyssois. Après un demi-siècle, les passions sont reportées de plus belle. Le mérite de Jean-Paul Cointet n'en est que plus grand d'aborder avec sérénité un personnage que l'histoire contemporaine a diabolisé. Sans rien esquiver du pire, il a réussi à cerner au plus près un homme complexe dont la carrière politique, on l'oublie souvent, n'a pas débuté en juin 1940.

Sur les attendus du « crime », Cointet dit l'essentiel sans jamais hausser le ton : son travail témoigne pour une histoire universitaire qui sait argumenter au calme sans renforcer le tempête qui gronde encore en mémoire.

Jean-Paul Cointet, Le Monde

## L'Histoire chez FAYARD



## EUROPE

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

## Tueries et mouvements forcés de population s'intensifient dans le centre du pays

Tueries et mouvements forcés de populations persistent à s'intensifier en Bosnie centrale, où le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a appelé, lundi 1<sup>er</sup> novembre, les miliciens musulmans et croates à respecter les lois de la guerre, à la suite d'une multiplication des rapports sur des exactions commises de part et d'autre contre la population civile. Cependant, le chef d'état-major des forces musulmanes, Sefer Halilovic, accusé d'avoir couvert des crimes de guerre, a été placé en résidence surveillée à Sarajevo.

Des centaines de civils croates et musulmans se sont réfugiés lundi à Vares, en Bosnie centrale, tentant désespérément d'échapper à des bandes de soldats commandées par des forces croates et musulmanes. Les civils croates stationnés dans cette localité contrôlée par les forces croates bosniaques, « beaucoup de civils sont terrorisés dans la région et recherchent notre protection. Nous faisons de notre mieux mais nous n'avons ni les hommes ni le matériel pour le travail que nous voudrions faire », a déclaré le capitaine Björn Borqvall, médecin suédois de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU).

La plupart des hommes musulmans de Vares ont été arrêtés et rassemblés dans deux écoles, dans des conditions « sordides et dégradées », de l'avis de représentants de l'ONU. Des journalistes de Reuters ont, en outre, vu une centaine de musulmans, surtout des femmes et des enfants, se blottir derrière des véhicules blindés servis par des « casques bleus » suédois et se trouvant sur la principale artère de Vares. Pendant ce temps, des Croates armés jus-

qu'aux dents, qui terrorisent la population locale musulmane depuis dix jours, se pavent sur le trottoir d'en face. Parallèlement, Vares voit affluer des réfugiés croates fuyant l'avance des combattants musulmans, qui se sont eux aussi livrés à des exactions. Ces derniers se sont emparés du village voisin de Dubostica durant le week-end.

## Purges dans les forces musulmanes

A Bugojno, autre localité de Bosnie centrale, les forces musulmanes ont affirmé avoir « casques bleus » que dix-neuf prisonniers de guerre croates avaient été tués lors d'une « tentative d'évasion ». Un porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo a précisé que la nouvelle avait été fournie à une patrouille

britannique déployée dimanche à Bugojno pour enquêter sur le sort de vingt-deux prisonniers de guerre croates aux mains des musulmans. « L'armée bosniaque a empêché cette patrouille de passer et a affirmé que dix-neuf des prisonniers avaient été tués en tentant de s'échapper », a déclaré le porte-parole, précisant que les musulmans avaient refusé que les « casques bleus » rencontrent les trois survivants.

Par ailleurs, le chef d'état-major de l'armée bosniaque inconnu au président Alija Izetbegovic, Sefer Halilovic, accusé notamment d'avoir couvert des crimes de guerre, a été placé en résidence surveillée. Cette mesure a été prise après l'arrestation, la semaine dernière, de deux chefs militaires rebelles de Sarajevo et le démantèlement de leur réseau d'activités

criminelles. Il est, entre autres, reproché à Sefer Halilovic d'avoir couvert des crimes de guerre dans la région de Mostar et Jablanica.

Sefer Halilovic, trente-six ans, ancien officier de l'armée yougoslave passé du côté bosniaque, avait été destitué le 8 juin dernier - après une série de défaites - de ses fonctions de commandant en chef de l'armée bosniaque, qu'il occupait depuis un an. Nommé chef d'état-major, ce qui le rétrogradait à la quatrième place de la hiérarchie militaire, il s'était lancé, en septembre, dans des actions décrites de source militaire bosniaque comme « aventuristes » pour tenter de faire la jonction entre les troupes venues de Sarajevo et celles de Mostar. - (AFP, Reuters)

## Enquête de l'ONU sur l'attitude de « casques bleus » à Sarajevo

L'ONU « enquête activement » sur des informations selon lesquelles une cinquantaine de « casques bleus » auraient fréquenté, à l'été et à l'automne 1992, une maison close près de Sarajevo, où des miliciens serbes forment des musulmans et des Croates à se prostituer, a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> novembre, un porte-parole des Nations unies.

Ces informations ont paru dans un article du quotidien *Newsday* de New-York qui, citant un officier serbe et d'autres témoins, a mis en cause des militaires canadiens, français, oéo-zélandais, ukrainiens et africains. A Sarajevo, toutefois, un porte-parole de

la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a indiqué que cette maison close se trouvait dans un secteur où les « casques bleus » n'avaient pas accès. « Pour moi, cela [cet article] sent la désinformation », a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters)

Reprise du trafic aérien à Sarajevo. - Le trafic aérien a repris, lundi 1<sup>er</sup> novembre, à Sarajevo après une courte interruption qui avait fait suite, dimanche, à des tirs contre l'aéroport ayant blessé un officier français (*Le Monde* du 2 novembre), a annoncé le porte-parole de la FORPRONU, Bill Aikman. - (AFP)

## PAYS-BAS

## Ombre mafieuse sur Amsterdam

## AMSTERDAM

de notre correspondant

Pétard mouillé ou bombe à retardement? En laissant entendre, récemment, qu'il avait connaissance de tentatives d'infiltration et de corruption « des partis politiques » par des organisations criminelles, le commissaire principal de la police d'Amsterdam, Eric Nordholt, a levé un beau livre.

La section d'Amsterdam du Parti du travail (PvdA) a révéilé, la semaine dernière, qu'un de ses membres, soupçonné par la police de travailler pour des trafiquants de drogue (un syndicat turco-néerlandais de l'héroïne, écrit le quotidien *Her Parool*), s'était porté candidat, au début de l'année, à une place sur la liste aux prochaines élections municipales. La suspect, qui est toujours l'objet d'une enquête policière, devait toutefois se retirer assez vite, spontanément, de la procédure de sélection.

## Tentatives de noyautage

La « sorbie » d'Eric Nordholt, commissaire très médiatique, paraît donc pour l'heure avoir accouché d'une souris. Le procureur d'Amsterdam a néanmoins affirmé connaître « deux autres cas » de noyautage de l'appareil public par le milieu : l'un visant l'administration d'un parquet judiciaire, l'autre les organes nationaux d'un parti politique, tous deux stoppés à temps. A Amsterdam, a-t-on appris à y a quelques jours, ce sont deux tentatives de noyautage de l'administration municipale qui ont été repérées et démantelées en 1990, à l'occasion d'une enquête sur un trafic d'héroïne.

Mais il n'en a pas fallu plus pour faire planer une ombre mafieuse sur les Pays-Bas, dont

les médias tirent depuis samedi matin sur le sujet. Quant aux formations politiques, elles sont outragées par cette attaque frontale : la président de la Seconde Chambre (députés), faisant exceptionnellement usage de son droit d'interpellation, a demandé au ministre de la justice de venir s'expliquer. Celui-ci a choisi de le faire devant la commission des services secrets, dont les auditions se déroulent à huis clos. Ce suspens ne contribue pas peu à l'ambiance un peu brisée d'opération « Meins propos » qui imprègne ces jours-ci la scène publique néerlandaise, où les cas avérés de corruption n'ont impliqué à ce jour qu'un quinquarion d'élus locaux et des entrepreneurs du bâtiment.

L'écho recueilli par leurs propos suggère cependant que la commission et le procureur d'Amsterdam ont peut-être touché une corde sensible. Le trafic de drogue - entre autres domaines d'activité d'un milieu que les statistiques officielles donnent pour florissant, avec un chiffre d'affaires évalué à 30 milliards de francs - a acquis une surface financière aussi importante que potentiellement corruptrice.

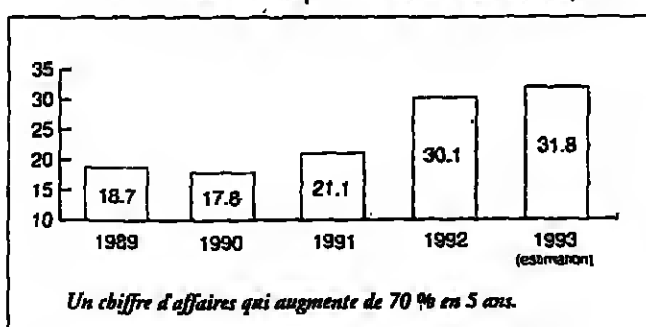
Un rapport du bureau de contrôle de la Bourse d'Amsterdam vient de mettre à jour le premier cas de blanchiment d'argent sale via une agence de courtage, et la police est intervenue contre une chaîne de bureaux de change ayant pignon sur rue, mais faisant office de « lessiveuse ». Après les institutions financières, la crime organisé a-t-il décidé de prendre pour cible les milieux judiciaires, policiers ou politiques? C'est sans doute un signal d'alarme qu'a voulu actionner Eric Nordholt.

CHRISTIAN CHARTIER

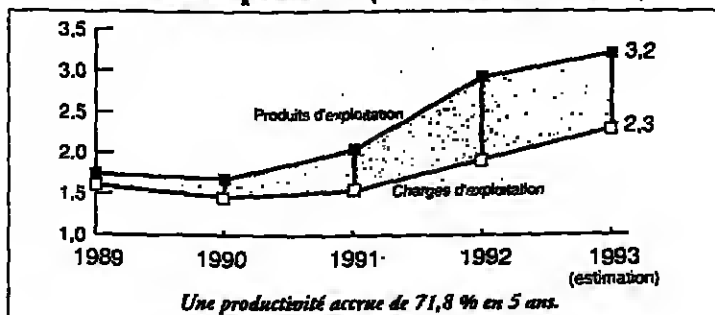
## LA FRANÇAISE DES JEUX

## RÉSULTATS DE 1989 A 1993

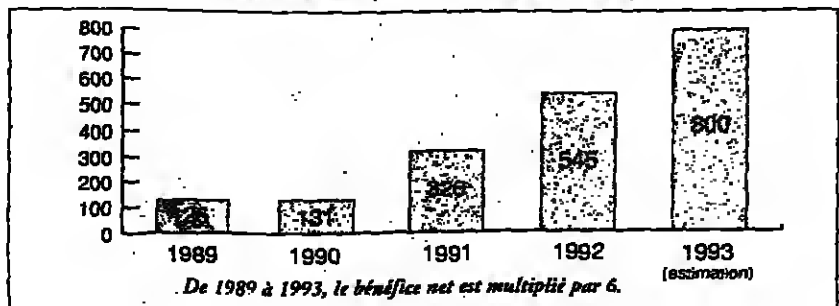
Chiffre d'affaires (en milliards de francs)



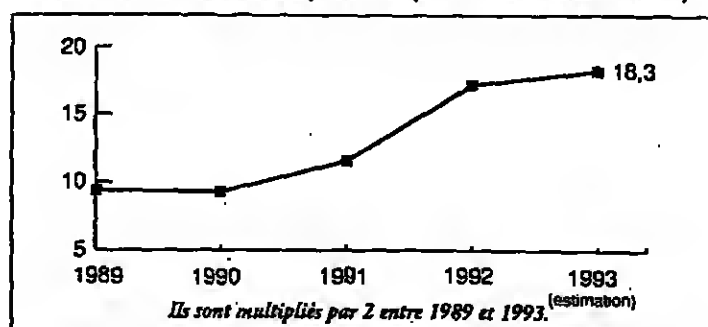
Résultat d'exploitation (en milliards de francs)



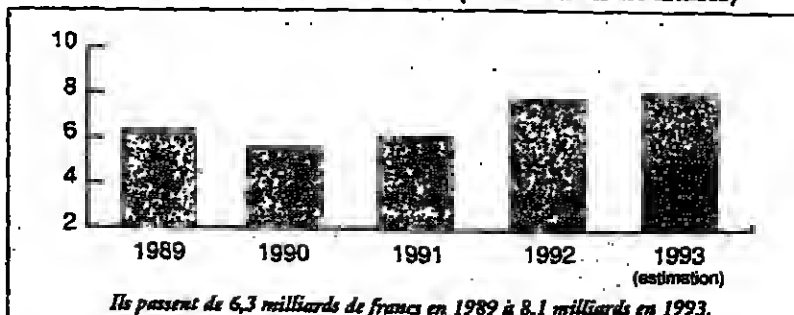
Bénéfice net (en millions de francs)



Gains redistribués aux joueurs (en milliards de francs)



Prélèvements en faveur de l'Etat (en milliards de francs)



Quatre années de profondes mutations et d'innovations ont déjà permis des résultats spectaculaires.

La Française des Jeux a changé d'image, innové, mis en place des outils techniques fiables et performants, motivé un réseau commercial étendu à 38000 points de vente, diversifié et dynamisé une gamme de produits passée de 5 à 9 jeux.

Ce développement est le fruit du travail, de l'imagination et de la rigueur de ses équipes.

Aujourd'hui la Française des Jeux s'impose sur de grands marchés étrangers.

ET LE SUCCES CONTINUE...



INTERNATIONAL

EUROPE

IRLANDE DU NORD

# John Major promet une nouvelle initiative de paix mais rejette le plan «Hume-Adams»

Devant la Chambre des Communes, lundi 1<sup>er</sup> novembre, le premier ministre britannique, John Major, a promis une nouvelle initiative de paix pour l'Irlande du Nord, mais a rejeté le plan «Hume-Adams» (1).

LONDRES

de notre correspondant

L'Irlande du Nord, une fois de plus, semble laissée à elle-même, c'est-à-dire à la fureur que lui imposent les groupes paramilitaires «républicains» (catholiques) et «loyalistes» (protestants). Du moins est-ce ainsi, au lendemain du massacre de Greyhound au cours duquel sept personnes ont été tuées près de Londonderry (le Monde du 2 novembre), que la communauté catholique d'Ulster pourrait comprendre les propos tenus lundi aux Communes par John Major. En rejetant implicitement, mais sans ambiguïté, le plan «Hume-Adams», le premier ministre met un terme aux espoirs des «nationalistes» (catholiques), pour qui les discussions entre John Hume et Gerry Adams représentaient — à tort ou à raison — l'initiative de paix la plus prometteuse de ces dernières années.

Pour M. Major, ces propositions ne sont pas de nature à recueillir l'approbation de «toutes les communautés» de la province, ce qui signifie qu'elles sont inacceptables pour les «unionistes» protestants. En d'autres termes, tant que l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et sa branche politique, le Sinn Féin, n'auront pas renoncé inconditionnellement à la violence, il est hors de question que Londres accepte de les considérer comme des interlocuteurs valables. Mais le premier ministre promet cependant de nouvelles propositions, qu'il qualifie de «concrètes et substantielles». Celles-ci pourraient être avancées dans le cadre d'une reprise, à plusieurs niveaux (2), des pourparlers interrompus en novembre 1992.

Elles supposent cependant que les partis politiques nord-irlandais acceptent de reprendre leurs discussions. Or la position de l'indépendantiste Ian Paisley, chef du Parti unioniste démocrate (DUP), n'a pas évolué : tant que John Hume poursuivra ses contacts avec le Sinn Féin, rien n'est envisageable. Les «unionistes», d'autre part, sont méfiants s'agissant du rapprochement entre les gouvernements britannique et irlandais. Ce

rapprochement, confirmé à la fin de la semaine dernière lors du sommet européen de Bruxelles, repose notamment sur une nouvelle approche des questions institutionnelles (place de l'Irlande du Nord dans la constitution de la République d'Irlande, par exemple).

## Débat sur l'internement sans procès

Les «unionistes» ont cependant des raisons d'être satisfaits de la tournure prise par les événements. Londres souhaite manifestement réamorcer le processus d'autonomie interne, brutalement interrompu en 1974 avec l'imposition de l'administration directe. Il s'agit de redonner vie et pouvoirs à une assemblée et à un gouvernement locaux. Mais ces différentes perspectives s'opposent à l'escalade de la violence.

Le gouvernement reste sourd, pour le moment, aux appels qui se multiplient en faveur de l'imposition de l'internement sans procès des suspects. Mais M. Major s'excuse pas une telle mesure d'exception, à laquelle sont favorables une large majorité de parlementaires conservateurs, et qui avait été appliquée pour la dernière fois de

1971 à 1974. A l'époque, plusieurs centaines de suspects avaient été arrêtés et internés dans des camps.

Les résultats de cette escalade de la répression s'étaient traduits par une vague de violence sans précédent. Aujourd'hui, les services de sécurité assurent qu'ils possèdent une connaissance bien plus approfondie des groupes paramilitaires et que l'internement, à condition d'être appliqué en République d'Irlande comme en Ulster, serait de nature à mettre un terme aux massacres intercommunautaires. Mais, outre que Dublin y est hostile, l'image de la Grande-Bretagne à l'étranger, comme cela avait été le cas dans les années 70, en souffrirait, notamment aux Etats-Unis, d'où les «républicains» catholiques, l'IRA donc, tirent l'essentiel de leurs soutiens financiers.

LAURENT ZECCHINI

(1) John Hume est le chef du Parti travailliste social-démocrate (SDLP), catholique modéré, et Gerry Adams est le président du Sinn Féin, branche politique de l'IRA.

(2) Ce processus prévoyait des discussions en trois étapes : entre partis politiques d'Irlande du Nord (à l'exclusion du Sinn Féin), entre ces derniers et le gouvernement britannique, enfin entre Londres et Dublin.

ITALIE

# Carlo De Benedetti a été incarcéré

ROME

de notre correspondant

Journée cruciale, mardi 2 novembre, pour le PDG du géant informatique italien Olivetti, Carlo De Benedetti. Ce dernier, contre lequel un mandat d'arrêt pour «corruption» a été délivré samedi par le parquet de Rome (le Monde du 2 novembre), s'est présenté à l'aube aux carabinieri de Milan, conduit en voiture à Rome, où il a été incarcéré à la prison de Regina Coeli. L'homme d'affaires, qui s'était absenté pour le long week-end de la Toussaint, avait déclaré, par l'intermédiaire de ses avocats, qu'il était prêt à collaborer avec la justice, comme il l'avait d'ailleurs fait spontanément en mai dernier en fournissant au juge milanais Antonio Di Pietro un long mémoire sur divers pots-de-vin versés par sa société.

Durant toute la journée de lundi, les défenseurs de M. De Benedetti ont multiplié les démarches auprès des juges romains pour obtenir l'assurance que leur client serait interrogé immédiatement après son retour. Ce qui lui permettrait ainsi de faire valoir ses arguments, avant toute éventuelle incarcération. D'autant, insistait la défense, que les faits reprochés au patron d'Olivetti — essentiellement un dessous-de-table de 10 milliards de lires (360 millions de francs) à

l'administration des postes pour obtenir de gros contrats de fournitures — ont déjà été discutés amplement avec l'équipe milanaise du pool de l'enquête «Mani Pulite» («Mains propres»).

La décision d'«mettre un mandat d'arrêt à l'encontre de Carlo De Benedetti, de la part du substitut Maria Cordova, qui a relevé «des chiffres et des faits nouveaux, portant à une relecture du dossier», n'avait d'ailleurs pas manqué de soulever des polémiques, y compris au sein de la magistrature. Le propre procureur de Rome, Vittorio Mele, qui n'avait pas été tenu immédiatement au courant de l'initiative de ses collaborateurs, a même dû préciser publiquement, pour dissiper tout malentendu, qu'il approuvait pleinement la démarche.

Quoi qu'il en soit, «l'ingénieur» De Benedetti a été transféré dans la matinée, à Rome, où il devait se soumettre à un premier interrogatoire. Si le patron d'Olivetti devait passer la nuit en prison, il serait le premier grand industriel privé à risquer la détention dans l'affaire «Mani Pulite». Raoul Gardini, l'ex-flamboyant dirigeant de la Ferruzzi, s'étant, semble-t-il, échappé à ce sort, qu'en se suicidant au printemps dernier.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALLEMAGNE : cinq ans de prison pour le meurtrier d'un responsable nazi. — Un tribunal de Dresde a condamné lundi 1<sup>er</sup> novembre à cinq ans de prison ferme Nicolas Simionidis, un proxénète grec qui avait tué d'un coup de feu, en mai 1991, un responsable nazi de la ville, Raïzer Sonntag, trente-six ans, qui s'apprêtait à démolir une maison close avec cinquante sympathisants dans le cadre d'une croisade contre la prostitution. Ronny Matz, un Allemand également proxénète, qui accompagnait Simionidis, a été de son côté condamné à dix mois de prison avec sursis. En mars 1992, les deux hommes avaient été acquittés en première instance,

les magistrats estimant alors qu'ils avaient agi en état de légitime défense. Mais le jugement avait été cassé par la Cour suprême de justice. — (AFP.)

GÉORGIE : les troupes de M. Chevardnadze aux portes de Koubi. — Des unités avancées de l'armée géorgienne ont atteint, lundi 1<sup>er</sup> novembre, la périphérie de la ville de Koubi, occupée par les rebelles fidèles à l'ex-président Zviad Gamsakhourdia, a rapporté l'agence Interfax. Selon le ministre géorgien de la défense, les forces gouvernementales obéissant à M. Chevardnadze consolident leurs positions dans la région de Senaki. — (Reuters.)

Dans la collection «Savoirs» du Monde diplomatique

# Une Terre en renaissance

par Edgard Pisani

Le Monde diplomatique et l'Institut français de recherche scientifique pour le développement ont édité en collaboration (OFSTOM) se sont associés pour élaborer le deuxième numéro de la collection «Savoirs» consacré au développement durable et fort bien intitulé «Une terre en renaissance».

Plusieurs lectures peuvent être faites de ce riche ensemble de textes divers proposés par des scientifiques du Nord et du Sud, des responsables d'organismes de recherche, d'associations et d'organisations internationales, ainsi que des journalistes. La plus forte, sans doute, se concrétise autour d'une quasi-coïncidence entre la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (tenue à Rio en juin 1992) et le parcours final de l'Uruguay Round du GATT. Bernard Cassen en tire les conclusions : «Ne s'agit-il pas, en définitive, de revoir de fond en comble un modèle de développement fondé sur l'industrialisation du marché, du profit et de la compétitivité, ainsi que sur le rabaïssement de la dimension humaine au rang de variable secondaire parmi les facteurs de production ?» Il résume ainsi le propos de spécialistes et de praticiens qui s'interrogent, sans a priori idéologique ou politique, sur la compatibilité entre une combinaison non régulée des lois du marché et, tout à la fois, le présent et l'avenir des équilibres sociaux et naturels.

Ce qui est intéressant, dans cette lecture, c'est qu'elle fait apparaître que : — l'incompatibilité relative entre écologie et marché n'est pas un a priori, mais un constat ; — le seul socle du moyen terme marchand lui-même suggère d'y prêter attention ; — définies à partir des exigences de l'avenir prévisible, les règles du marché retrouvent leur pertinence et leur efficacité. Ainsi, il ne s'agit pas d'autre chose que de prioriser. Tout le document incite à privilégier l'homme, la nature, le long terme. Il retrouve, sans le dire expressément, le devoir que nous avons de gérer la planète «en bons pères de famille» ; — s'opposant au succès de la démarche la myopie des politiques et la puissance des lobbies.

La même thèse revient, de manière différente, sous le

plume du physicien togolais Léopold Gninivi : «Dans ce monde devenu un village planétaire, on se développe toujours un peu aux dépens de quelqu'un d'autre ou de la nature... Même en situation de «refus de développement», les moyens de communication actuels rendent illusoire toute volonté de préserver quelque nature que ce soit de la pollution, par l'écrit, les images et surtout par les ondes.» Mais, au terme d'une recherche passionnée et persévérante, un autre fil conducteur aboutit à une conclusion équilibrée, optimiste et prudente : l'humanité dispose sans doute d'espace de terres, d'assez de soleil, d'eau, de bres et de savoirs, pour résoudre les problèmes que pose son affrontement avec l'avenir et avec la nature. Mais il n'y a pas certitude absolue. Il y a, dès lors, devoir de prudence, de recherche, de cohérence, de persévérance, de justice, de démocratie. Ainsi l'incertitude n'est-elle pas dans la disponibilité des moyens mais dans l'existence même d'une conscience éveille et d'une volonté politique.

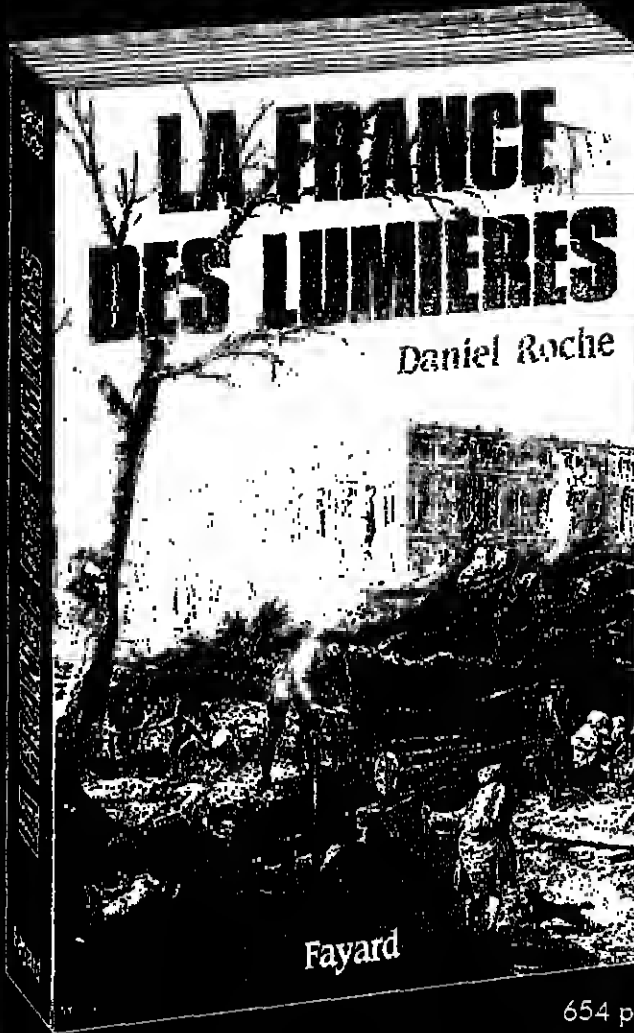
Autour de ces questions centrales, chaque article apporte des regards, des faits, parfois aigus des questions. Car la grande leçon de ce fascinant parcours est que, si elle veut survivre, l'humanité doit avoir le modestie des savoirs dont elle est fière et la volonté de faire bon usage des pouvoirs dont elle dispose.

«Une Terre en renaissance» est une interpellation au chercheur, à l'acteur économique, au citoyen. Nul n'est, ni sera innocent de ce qui adviendra, surtout pas le politicien. Après avoir instruit, sans l'instruire à la vérité, le procès des ministres sous l'autorité desquels se sont déroulés les faits constitutifs de l'affaire du sang contaminé, faudra-t-il imaginer des procédures au gré desquelles des ministres, des gouvernements, des parlements, des présidents pourraient être mis en cause pour non-intervention en situation de péril ? Le marché et la dynamique technoscientifique ne sauraient constituer des alibis pour ceux qui, constatant ou anticipant des dangers, auraient refusé de fixer des règles.

Edgard Pisani est président de l'Institut du monde arabe.

► Savoirs 2. «Une Terre en renaissance. Les semences du développement durable», publié par le Monde diplomatique, octobre 1993, 128 pages, 48 F.

# Les racines de la modernité



Daniel Roche est sans doute l'homme qui connaît le mieux les relais, le mode de transmission d'un siècle très médiatique, le XVIII<sup>e</sup>... Cette France des Lumières révèle un vrai tempérament d'historien... Vous sentez le désir d'une histoire qui décolle de l'instant pour la durée, qui se veut pont entre le passé et le présent.

Pierre Chaunu, Le Figaro de l'Institut

Daniel Roche... veut saisir au plus proche comment voyait, sentait, comprenait, travaillait, lisait, priait, vivait, mourait un homme du dix-huitième siècle... Son livre ne cherche à répondre, en fin de compte, qu'à une seule question, de taille il est vrai : qu'est-ce qu'une rupture ? Que se passe-t-il pour qu'une société séculairement stable dans ses structures essentielles abandonne cet ordre pour en adopter un autre ? Comment bascule-t-on d'un monde aux repères familiers, quotidiennement vécus, culturellement transmis, à l'inconnu d'un monde nouveau ? Comment l'Ancien peut-il produire du Moderne et construire sa propre destruction ? Le siècle des Lumières pose, de manière exemplaire et spectaculaire, la question qui est au cœur de toutes les histoires.

Pierre Lepape, Le Monde

L'Histoire chez FAYARD

Le Monde ÉDITIONS

Bromlaw Giermek	Philippines
Slobodan Milosevic	Cambodge
Ferdinand Marcos	Pologne
Hun Sen	Roumanie
Ariel Sharon	Yugoslavie
Peter Roman	Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR



## AMÉRIQUE

## HAÏTI

## Washington tente de relativiser l'importance de la crise

WASHINGTON  
et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondantes

Alors que le général Cédars et le colonel François, le chef de la police de Port-au-Prince, ont tout l'air d'avoir fait passer à la trappe l'accord de Governor's Island par lequel ils acceptaient le retour du président Aristide, et semblent préférer attendre que l'administration Clinton se désintéresse d'Haïti, la question se pose désormais concrètement à Washington : jusqu'à quel point les États-Unis sont-ils prêts à aller pour que Jean-Bertrand Aristide retrouve le pouvoir ?

Ce nouvel épisode de la crise haïtienne intervient dans un contexte délicat pour le président Clinton et son équipe, qui ont dû faire face ces dernières semaines à un tir groupé de critiques, dans la presse et au Congrès, sur la gestion de deux conflits étrangers : Haïti et la Somalie. L'administration s'est aussi trouvée en butte à

une opposition dans ses propres rangs, la CIA et le Pentagone traînant ouvertement les pieds sur la question d'Haïti. Le comble a été atteint lorsque le principal expert de la CIA sur les affaires latino-américaines, Brian Latell, est allé « bricoler », courant octobre, les membres du Congrès sur la « stabilité mentale » du président Aristide, que l'Agence de renseignement américaine met en doute.

L'entourage du président Clinton a fini par réagir, sur deux fronts. D'abord en défendant son bilan de politique étrangère, tâche qui semble avoir été assignée à Anthony Lake, le conseiller pour la sécurité nationale : dans un entretien publié dimanche 31 octobre par le New York Times, M. Lake souligne que « l'immédiat ne doit pas précéder sur l'important » ou, en d'autres termes, que des crises secondaires comme Haïti ou la Somalie, qui sont des conflits internes, ne doivent pas faire perdre de vue les

objectifs stratégiques de la diplomatie américaine, comme la transition démocratique en Russie ou les relations avec le Japon.

Cette relativisation faite, ce qui ressemble fort à une riposte à la CIA a atterri lundi à la première page du même New York Times, dont les lecteurs ont pu découvrir les liens étroits qu'entretenait la CIA avec les dirigeants militaires haïtiens actuels, puisque cette dernière les payait, au moins jusqu'à un coup d'État de 1991, en échange d'informations sur l'évolution politique du pays ou sur le trafic de drogue.

Mais la question demeure entière : que faire ? Dans l'immédiat, attendre. Au moins jusqu'à mercredi, date apparemment fixée par le représentant spécial de l'ONU, Dante Caputo, pour une éventuelle reprise des discussions avec les représentants du président Aristide et ceux des militaires.

AFSANÉ BASSIR POUR  
et SYLVIE KAUFFMANN

Un entretien avec Robert Malval

Le premier ministre se retirera  
« si la crise n'est pas réglée d'ici vingt jours »

La situation paraît bloquée au Haïti où le président exilé Jean-Bertrand Aristide n'a pu reprendre le pouvoir le 30 octobre, comme le prévoyait l'accord qui l'avait signé en juillet à New-York, sous l'égide de l'ONU, avec les militaires putschistes. L'ONU réclame l'ouverture, mercredi 3 novembre, de discussions entre Robert Malval, le premier ministre nommé par le président et pratiquement empêché de gouverner, et les militaires. Ces derniers n'ont pas encore répondu à l'invitation et les principaux chefs néo-duvaléristes ne sont de toute façon « pas visibles », comme l'affirme M. Malval dans un entretien au Monde.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyée spéciale

Au centre de Port-au-Prince, le palais national et les ministères sont vides. Dans la rue Ludovic, sur l'une des hauteurs de la capitale, la villa du premier ministre Robert Malval grouille d'activité : cette demeure cosseuse est le siège du gouvernement haïtien nommé par le président en exil Jean-Bertrand Aristide. Ses membres y dorment souvent depuis qu'un de leurs collègues, le ministre de la justice, Guy Malary, a été assassiné en plein jour, le 14 octobre, par des « attache » en civil chargés des basses besognes de la police militaire.

Une immense antenne satellite occupe le jardin, les ministres prêtent leur conseil dans la salle à manger attenante au salon, où M. Malval nous reçoit, ce lundi 1er novembre. La mission prioritaire de cet imprimeur-éditeur de cinquante ans, issu de la bourgeoisie multiraciale par son père (sa mère est d'ascendance libanaise maronite), paraît presque impossible. « Deux galaxies, résume-t-il, se font face, celle des lavolassiens (héritiers du Père Aristide) et celle des duvaléristes. Soit elles s'offrent et c'est le désastre, soit on trouve un terrain d'entente à leur périphérie, au sein des franges modérées de ces extrémismes ».

M. Malval semble rencontrer beaucoup d'échecs filant sur son chemin de pèlerin. « Ceux qui ont des trébuchets n'ont souvent pas la vision d'un homme d'État et ceux qui ont cette vision n'ont pas les trébuchets ». La tâche lui paraît d'autant plus ardue que, dans la galaxie duvalériste, « les principaux chefs ne sont pas visibles ». Ils se contentent de laisser des « agitateurs du FRAPH (Front pour l'indépendance et le progrès d'Haïti) occuper les rues ». Et ses chefs resteront en retrait « tant qu'ils ne feront pas partie d'une négociation globale », estime-t-il. M. Malval, qui se dit « folle », n'a jusqu'à présent trouvé, dans le camp duvalériste, que trois personnes ayant le « courage de comprendre que « la situation actuelle commande une vision nouvelle ». Parmi eux figurent Alix Cinéas, l'ancien ministre de Jean-Claude Duvalier,

qui négocia son exil en 1986, et Frank Romain, ex-chef de la police et ancien maire de Port-au-Prince. La quête est moins fructueuse encore dans les milieux de ses « amis » - c'est M. Malval qui le souligne - de la bourgeoisie. « Prise entre la peur que lui inspire le Père Aristide et celle que lui inspirent les attache, elle préfère se taire », constate, déçu, le premier ministre.

« Lui c'est lui,  
moi c'est moi »

Diplômé en sciences politiques de l'université de Miami et de l'IEP de Paris, M. Malval est pourtant une personnalité très respectée, y compris dans les rangs de l'armée. Il est l'un des très rares Haïtiens que tout le monde croit sur parole lorsqu'il affirme qu'il n'aime pas la politique et qu'il est pressé de retrouver « sa vie tranquille d'antan ». Démissionnaire, prié de rester à son poste par le président Aristide, il conçoit sa mission dans le cadre d'une « dynamique de négociations » et se retire « si la crise n'est pas réglée d'ici vingt jours ». Un laps de temps durant lequel l'accord de Governor's Island, signé en juillet dernier à New-York entre les militaires putschistes et le président exilé, n'a une ultime chance d'être sauvé, à travers les nouvelles discussions que l'ONU a proposées pour le mercredi 3 novembre. Le chef des forces armées n'a pas encore répondu à l'invitation. M. Malval, lui, représentera son président.

Entre ces deux derniers hommes venus d'horizons totalement différents, l'identité de vues est loin d'être automatique. « Vous vous rappelez », nous dit en souriant M. Malval, cette phrase restée célèbre : « Lui c'est lui, moi c'est moi ». L'un de son investisseur devant le Parlement haïtien, fin août, M. Malval avait solennellement reconnu que « des erreurs avaient été commises » pendant les sept mois du gouvernement du Père Aristide, avant son renversement en septembre 1991. Mais il est hors de question, à ses yeux, d'envisager une seconde solution « Malval sans Aristide ». C'est une question d'éthique pour cet homme droit.

MARTINE JACOT

CUBA : libération de l'écrivain Norberto Fuentes. - L'écrivain cubain Norberto Fuentes, qui avait été arrêté le 10 octobre dernier pour avoir tenté de quitter illégalement Cuba par la mer, a été libéré samedi 30 octobre en fin d'après-midi, a annoncé lundi à l'AFP la mère de l'écrivain. Norberto Fuentes avait été arrêté en compagnie de plusieurs amis et membres de sa famille, alors qu'il venait de quitter la côte près de La Havane à bord d'une embarcation afin de tenter de gagner les États-Unis. - (AFP)

## AFRIQUE

## Burundi : « pacification » sur la piste de Gishubi

Après leur coup d'État, les militaires tutsis ont durement répliqué aux actes de vengeance des Hutus

GISHUBI

de notre envoyé spécial

La zone a été « pacifiée » la veille et on peut suivre la progression de l'armée à la trace. La voie est libre : des centaines de troncs d'arbres abattus en travers du chemin ont été repoussés dans les fossés, des dizaines de tranchées rebouchées. Mais, sur près de soixante kilomètres, les huttes incendiées, les magasins pillés et les cadavres jonchant la piste de Gishubi. Dans la province de Gitega, l'action de la troupe a surtout consisté à réprimer les partisans du président assassiné, considérés comme des « rebelles ». Dans les heures qui ont suivi le coup d'État, ces derniers, Hutus dans leur grande majorité, ont massacré leurs voisins tutsis et bloqué les routes pour empêcher l'armée d'investir leurs colonies.

N'étant sans doute pas entrés en force, les soldats ont pratiqué une répression sélective. Les maisons des Tutsis ont été en général épargnées. Pas de destructions massives, ni de massacres - vingt-trois corps sont dénombrés en chemin, du moins au bord de la piste. Certains villages sont déserts. Les habitants hutus ont fui d'une colline à l'autre à l'approche des soldats. On les voit sur les sentiers, un baluchon sur la tête pour « loger en brousse ».

« Il n'y a  
plus de chef »

Julien, un agriculteur de Muramba, a vu les militaires arriver chez lui, guidés par des villageois tutsis qui leur indiquaient ce qu'il fallait détruire. « Ils ont pillé les boutiques et maintenant ils boivent la bière », ajoute-t-il. La marche de Gishubi a été totalement pillée ; pas une de ses cinquante échoppes n'est intacte.

L'incursion des militaires dans la région a été suivie d'une nuit de violence des civils qui sont repartis vers le Nord chargés de sacs de vivres, de tôles ondulées et autres butins ; les habitants se sont ensuite servis dans les boutiques dévastées. A Yanza, où les soldats

ont fait « balte » samedi dernier, une dizaine de personnes ont été tuées, disent les villageois, qui sont revenus, après avoir fui, dans leur village à moitié incendié. « C'est quand l'armée dégage la route qu'il y a affrontement », expliquera le capitaine Augustin Nkunda, de la caserne de Gitega. Dans certains villages, « les hommes tutsis ont disparu, sans laisser de traces », des larmes du coup d'État. A l'administrateur du district, qui aurait tenté d'apaiser les esprits, on aurait dit : « Il n'y a plus de chef puisque le président est mort ». Les premiers jours de révolte passés (« On était très fâchés à cause du président assassiné », expliquent les Hutus), les gens sont restés sur le qui-vive. A la mission de Nyabiraba, les Sœurs de la Miséricorde hébergent chaque nuit près de 80 personnes, les Hutus dans l'église et les Tutsis dans la sacristie. Mais la population ne semble pas déterminée à poursuivre l'épreuve de force avec l'armée. Les pluies sont arrivées : la priorité des priorités est de planter ; sinon « dans trois mois, on mourra de faim ».

A Gitega (30 000 habitants), 4 500 déplacés, assistés par

l'archevêché, ont été regroupés dans trois centres, dont deux protégés par l'armée et l'un situé à la mission catholique. Depuis le 28 octobre, aucun blessé n'a été amené à l'hôpital. Mais la situation n'est pas encore stabilisée. L'armée, qui n'est pas rentrée dans les casernes, empêche les pillages et les meurtres, « maintient une autorité » en l'absence des administrateurs, morts, disparus ou réfugiés. Elle aurait refusé de donner des armes aux étudiants tutsis qui en réclamaient. Milices privées et règlements de comptes n'en existent pas moins.

Les officiers ne tiennent pas toute la troupe en main : il leur est difficile d'empêcher certains soldats tutsis qui ont perdu toute leur famille de se venger. Des militaires ont tué samedi trois personnes dénoncées par un voisin. D'autres sont entrés dans la cour de l'évêché à la recherche d'un responsable du parti au pouvoir. Ils ont dû repartir bredouilles devant le mutisme des déplacés qui ont décidé, d'un commun accord, de se mêler entre Hutus et Tutsis, « pour ne pas qu'ils nous reconnaissent ».

JEAN HÉLÈNE

L'armée se déclare hostile  
au déploiement de troupes étrangères

Rendant compte, devant le Conseil de sécurité, à New-York, de sa visite à Bujumbura une semaine après le coup d'État, James Jonah, secrétaire général adjoint de l'ONU au département des affaires politiques, n'a pas exclu, lundi 1er novembre, le déclenchement d'un second coup d'État au Burundi.

M. Jonah a affirmé avoir indiqué à ses interlocuteurs que l'ONU était surchargée, et qu'elle ne serait pas en mesure d'envoyer une force importante. Il a cependant évoqué la nécessité d'une centaine de gardes de sécurité pour protéger les membres du gouvernement et d'une force plus large pour la protection des

installations vitales de la capitale. Selon lui, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) est prête à jouer un rôle dans la protection du gouvernement si elle reçoit des assurances financières et logistiques.

L'armée du Burundi rejette totalement toute tentative de déploiement de troupes étrangères, a déclaré un porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Jean Bosco Daradanga. Cela va contre nos lois et contre le bien commun du Burundi. Le colonel a également déclaré que l'armée était mécontente de l'arrivée de vingt conseillers militaires français à l'ambassade de France. - (AFP, Reuters)

## CÔTE-D'IVOIRE

Chasse aux Ghanéens  
dans les quartiers populaires d'Abidjan

De violentes émeutes, déclenchées lundi 1er novembre à Abidjan, contre les ressortissants Ghanéens, par des supporters du club de football de l'ASEC (Association sportive des employés du commerce), ont fait au moins un mort - une femme ghanéenne - et 120 blessés.

Une chasse aux Ghanéens avait été lancée dans la matinée dans les quartiers populaires d'Abidjan par des supporters de l'ASEC, de retour de Koumassi, au Ghana, où ils avaient eux-mêmes été victimes de violences de la part de supporters du club Asante Kotoko, qui remportait l'ASEC, équipe phare de Côte-d'Ivoire. Vaincue, l'ASEC avait été éliminée de la Coupe d'Afrique des champions.

Tout le long de la route qui les ramenait à Abidjan, les quelque 5 000 supporters ivoiriens se sont livrés à des violences dans des villages. A Abidjan, armés de gourdis et de couteaux, ils ont pourchassé les Ghanéens, qui ont afflué toute la journée pour se réfugier dans les commissariats, les gendarmeries et les églises. Dans la nuit de lundi à mardi, le cadavre d'une femme ghanéenne a été retrouvé dans le quartier

de Yacoué, au nord d'Abidjan, à quelque 200 mètres de baraquages où habitent de nombreuses prostituées ghanéennes.

Ces habitations avaient été incendiées dans l'après-midi par des groupes de supporters. Plus de 120 personnes - Ghanéens victimes des représailles, et Ivoiriens rentrés blessés du Ghana - ont reçu des soins dans les trois principaux hôpitaux d'Abidjan. Quelque 2 000 Ghanéens ont été regroupés dans des endroits tenus secrets à Abidjan afin de passer la nuit sous haute protection policière. - (AFP)

Le président Houphouët-Boigny a quitté Paris pour Genève. - Le président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, qui était hospitalisé depuis le 9 octobre à Paris, a quitté la capitale française lundi 1er novembre pour Genève, a-t-on appris de source sûre. Le chef de l'État, absent de son pays depuis près de six mois, se trouve dans un état de grande faiblesse, selon la même source. - (AFP)

ANGOLA : l'ONU reporte sa décision sur de nouvelles sanctions contre l'UNITA. - Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé lundi 1er novembre de reporter à la mi-décembre l'application de nouvelles sanctions contre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi et a exhorté les deux camps à reprendre les négociations. - (Reuters)

LIBÉRIA : un convoi humanitaire retenu par les combattants de Charles Taylor. - Les combattants du Front national patriotique du Libéria (FNPL), dirigé par Charles Taylor, ont saisi, le 12 octobre, dix camions chargés d'aide alimentaire, et ont emprisonné leurs chauffeurs, a indiqué lundi 1er novembre le responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU à Monrovia. D'autre part, une révolte entre factions libériennes, qui devait s'ouvrir lundi à Cotonou, a été reportée, en raison de l'absence des représentants du FNPL et du Mouvement uni de libération (ULIMO). - (AFP)

ZAIRE : campagne contre les spéculateurs à Kinshasa. - Le gouvernement de Faustin Birindwa a lancé, lundi 1er novembre, une vaste campagne de répression contre les spéculateurs et la hausse des prix dans la capitale. Des brigades du ministère de l'économie ont commencé à contrôler les commerces et les entreprises, sanctionnant les hausses illicites qui se développent depuis une semaine, alors que les prix sont théoriquement bloqués à leur niveau du 24 septembre, depuis la mise en circulation, le 21 octobre, du nouveau zaire (0,33 dollar) équivalent à 3 millions de zaires anciens. - (AFP)

LE MONDE  
diplomatique

Novembre 1993

- **ORDRE NOUVEAU EN RUSSIE** : Les choix assujettis du président Boris Eltsine, par Jean-Marie Chauvier. - L'armée se veut « une force considérable que l'on ne saurait négliger », par John Erickson. - Dans la campagne de force du Fouda monétaire, par Michel Chassidovsky. - Les régimes se rendront-elles à la raison ? par Annon Kapelouk.
- **PROCHE-ORIENT** : Le temps du Machrek ? par Georges Corm. - Comment conjurer les risques d'une perpétuelle soumission à l'État d'Israël, par Edward W. Said. - Les colonies de peuplement perdront-elles leur attrait ? par Ouzi Dekel. - L'uplisme israélienne s'abandonne au chant des sirènes, par Joseph Algazy.
- **ÉTATS-UNIS** : La chevauchée pour la direction du monde, par Jacques Decrigny. - Les stratégies de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières, par Michael Klare.
- **ASIE** : Nouvelle donne régionale pour le Xinjiang, par Isabelle Malin et Dongfang Ouyang. - Des Khmers rouges à bout de souffle, par Christophe Paschou.
- **AFRIQUE** : Légitimité de l'État et solidarités ethniques, par Thierry Michalon. - La Mauritanie sous l'empire d'un régime patrilinéaire, par Mohammed-Mahmoud Mohamedou.
- **SOCIÉTÉ** : L'exemple français, par Ignacio Ramonet.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

DEVCOM 93  
4<sup>ème</sup> Salon  
des Associations  
Le carrefour professionnel  
du monde associatif  
du 15 au 17 décembre 1993  
Palais des Congrès - PARIS  
THEMATICA  
tel. (1) 34 24 90 90

SAISON  
Saint-Lazare  
15, pl. du Havre  
43-87-34-64  
pour les réservations  
et les renseignements  
GRANDS  
OU  
FORTS  
Rafal



INTERNATIONAL

AFRIQUE

RWANDA

Lancement d'une nouvelle opération de l'ONU

La «Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda» (MINUAR) a été lancée, lundi 1<sup>er</sup> novembre, lors d'une cérémonie officielle, à 70 kilomètres de Kigali, la capitale rwandaise, en présence du premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, et du colonel Alexis Kanyaragwe, président du Front patriotique rwandais (FPR), la rébellion armée tutsie, qui a conclu un accord de paix avec le gouvernement, le 4 août dernier. La MINUAR devrait compter plus de deux mille cinq cents soldats dans le courant de 1994. Un premier contingent de vingt-quatre parachutistes belges est attendu à Kigali. La France ne participera pas à la MINUAR. Les deux compagnies françaises présentes à Kigali doivent se retirer lorsque la force internationale se déploiera. - (AFP)

TUNISIE

Le président Ben Ali candidat à sa propre succession

Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, héritier de l'ancien parti unique, a décidé, vendredi 29 octobre, de présenter la candidature du président Ben Ali à l'élection présidentielle, prévue au mois de mars prochain. Pour le premier ministre, Hamed Karoui, cette élection donnera «l'occasion privilégiée au peuple tunisien de débattre le président Ben Ali et de prouver ainsi sa fidélité et sa reconnaissance à l'homme qui a sauvé le pays». Au pouvoir depuis le 7 novembre 1987, après la destitution de Habib Bourguiba, M. Ben Ali avait obtenu plus de 99 % des suffrages, au mois d'avril 1989, lors de la dernière élection présidentielle. - (AFP)

ASIE

Les médias japonais sur la sellette

Déferente envers les puissants, dure avec les faibles, la presse nipponne entretient des relations ambiguës avec le pouvoir

TOKYO

de notre correspondant

Un extrémiste de droite se suicide dans le bureau du président du quotidien *Asahi*, l'impératrice Michiko est victime d'une syncope suivie d'une apnée à l'origine de laquelle une série d'articles la critiquant ne serait pas étrangère, le directeur de l'information d'une télévision privée est convoqué devant le Parlement pour s'expliquer sur des propos faisant douter de son impartialité : les médias nippons sont sur la sellette.

Cette suite d'incidents, survenus ces deux dernières semaines, est surtout révélatrice de l'une des faiblesses du fonctionnement de la démocratie au Japon : l'ambiguïté des rapports entre presse et pouvoir.

La convocation de Sadayoshi Tsubaki, de TV Asahi, risque de constituer un précédent : un journaliste qui indispose un parti pour l'avenir être entendu sous serment par la Diète. «Il est malsain pour la liberté d'expression que les journalistes soient pesés sur eux une telle menace», estime l'avocat Hideo Shimizu, président de la commission d'enquête sur les chaînes privées chargée de veiller à l'éthique des émissions. En signe de protestation, ses membres ont démissionné.

M. Tsubaki est soupçonné d'avoir failli à son devoir d'impartialité en favorisant l'opposition à l'ex-majorité libérale-démocrate (PLD) lors des élections du 18 juillet. Au cours de son audition, il a reconnu avoir tenu des propos «regrettables et déplacés», mais n'avoir orienté la «convergence» de la campagne. Cette affaire est loin d'être limpide : les propos de M. Tsubaki, formulés à titre personnel dans une enceinte où étaient brassées des idées, ont

été montés en épingle par le quotidien *Sankai*, qui appartient à un groupe de presse comptant une chaîne de télévision concurrente. Le PLD, qui estime «avoir été battu par la télévision», s'en est saisi.

Règlement de comptes

Ce sursaut d'indignation du PLD ne manque pas de sel : le contrôle qu'il a exercé sur les médias au cours de quarante ans de pouvoir est de notoriété publique. Cette montée au créneau «sent» le règlement de comptes avec une chaîne dont l'information est menée de manière «incisive» par un présentateur percutant, Hiroshi Kume : après que celui-ci eut demandé en direct au secrétaire général du PLD s'il avait fait pression sur les constructeurs automobiles pour qu'ils suspendent leur publicité à TV Asahi, les journalistes de la chaîne furent bannis de son bureau.

Cette affaire est révélatrice de l'importance nouvelle des médias, et de la télévision en particulier. La «politique spectacle» commence à faire reculer en dépit, ou en raison de la désaffection qui frappe les partis. Soucieux de ménager le PLD, le fragile cabinet Hosokawa a cédé à l'exigence d'audition de M. Tsubaki. Les partis sont en revanche moins pressés de convoquer des politiciens impliqués dans le scandale de la construction.

Pour *Asahi*, cette convocation sans précédent «fait craindre une érosion de la liberté de la presse». Ce n'est cependant qu'un aspect du problème : c'est moins l'indimi-

nation des médias que leur complaisance envers les pouvoirs qui constitue l'hypothèque la plus grave pesant sur le fonctionnement de la démocratie. La mollesse de la réaction à la convocation de M. Tsubaki laisse en outre planer des doutes sur la volonté de la presse de défendre son indépendance. Celle-ci constitue au Japon un «quatrième pouvoir institutionnalisé» : une concurrence féroce se conjugue à une retenue dans le maniement de l'information qui relève moins de la prudence que d'un accord tacite avec les forces politiques et économiques.

Outre les «tabous» - la maison impériale - les désordres sociaux, les nouvelles sectes, les discriminations ou les crimes de guerre sont souvent traités avec timidité. Ce n'est que lorsqu'un scandale est lancé par les hebdomadaires, qui véhiculent informations et rumeurs que la grande presse hésite à publier, que celle-ci se décide à suivre. La presse constitue rarement un contrepoids au pouvoir, elle y participe.

La malaise de l'impératrice

Cette «retenue» a plusieurs raisons. Les médias font partie d'énormes groupes de presse soucieux avant tout de rentabilité : afin de ne pas mécontenter leur audience, ils chérissent la vaine médiocratie : l'«eau tiède». Seconde raison : les pressions. Il n'y a pas de censure (sauf en matière de bonnes mœurs) mais le poids des annonceurs est dissuasif : «La presse est rarement l'amie des faibles», dit, amer, un confrère. Pouvoir sensible aux autres pou-

voirs, les médias sont moins timides lorsqu'il s'agit d'individus dont la vie privée peut être malmenée sans grand respect de leurs droits. Le suicide d'un extrémiste de droite est révélateur de ce travers.

L'extrême droite ne se prive pas d'exercer des pressions - même par des actions terroristes - mais Shusuke Nomura a choisi une autre voie. Figure d'une nouvelle extrême droite, ayant passé dix-huit ans en prison pour des attentats, il avait créé la «Société du Vent» (*Kaze no Kai*). Jouant sur l'idéogramme du «vent» qui, si on supprime un trait, signifie «poux», l'hebdomadaire *Shukan Asahi* publia une caricature peu avenante de M. Nomura. Ce dernier protesta, reçut des excuses, mais exigea la participation du quotidien à un séminaire sur le «journalisme corrompu».

Le 20 octobre, cinquantième anniversaire du départ des soldats-étudiants dont beaucoup devinrent des kamikazes, M. Nomura renouvela son exigence au président d'*Asahi*, puis, après s'être incliné en direction du Palais impérial, sortit deux pistolets qu'il dirigea contre sa poitrine : «Vous avez devant vous un homme qui joue sa vie», lança-t-il avant de tirer. Il n'était certes pas un modèle de civisme, mais son suicide n'est pas resté sans écho : les héros tragiques qui se sacrifient pour une valeur ont une place à part dans la mémoire des Japonais. Par son geste, il accusait la presse.

Pratiquement au même moment, au-delà des dunes du Palais impérial, une femme réagissait à sa manière aux attaques des médias : le jour de son anniversaire, l'impératrice Michiko était frappée d'un malaise. En septembre, des hebdomadaires avaient


dénoncé son comportement tyrannique. Salulaire libération de la presse du «tabou du chrysanthème» ? Pas tout à fait. Loin de s'attaquer au système impérial ou à sa bureaucratie compassée, les médias visaient le maillon le plus faible : une plébéienne, jamais acceptée par les conservateurs du cénacle impérial, qui pourraient avoir inspiré ces articles venimeux.

Peut-être la princesse soumise est-elle devenue autoritaire. Aujourd'hui, rentrés dans le rang, les médias ne cherchent pas à vérifier cette information : ils reproduisent les communiqués de l'agence impériale, qui a mis le malaise au compte d'une «profonde tristesse» et réfuté le contenu des articles.

Venant après le renoncement à l'écriture d'un écrivain populaire, Yasutaka Tsutsui, en raison de la capitulation de la presse devant la «dictature» de ministres sur les «expressions discriminatoires» (voir «Le Monde des livres» du 22 octobre), «ces affaires témoignent, selon M. Shimizu, d'une absence de consensus en matière de liberté d'expression et de la faiblesse de l'individu face aux atteintes aux droits de la personne».

PHILIPPE PONS

**CAMBODGE : sanglante bousculade au palais royal.** - Une quinzaine de Cambodgiens ont trouvé la mort, dimanche soir 31 octobre, dans une bousculade à l'occasion d'un feu d'artifice au palais royal de Phnom-Penh pour célébrer les soixante et onze ans du roi Norodom Sihamoniuk. - (Reuters)



## Quand Rhône-Poulenc embellit les jambes des femmes, c'est bien pour les hommes, c'est bien pour les actionnaires.

Innové sans cesse pour anticiper les attentes nouvelles des marchés, est l'une des missions de Rhône-Poulenc.

Leader européen pour le fil polyamide destiné aux bas et collants, Rhône-Poulenc a mis sur le marché en 1993 plus d'une vingtaine de nouveaux fils pour collants opaques, brillants, ultra-fins...

Ce savoir-faire s'exerce également dans des domaines très différents : le fil industriel Rhonel® Tech pour la fabrication des airbags ; les fibres thermostables Kermel®, résistant à plus de 400°, sont utilisées dans les vêtements des pompiers ; les microfils Setila® micro et Meryl® micro, plus fins que la plus fine des soies, permettent de confectionner des vêtements de sport performants, des parkas confortables, des chemisiers fluides.

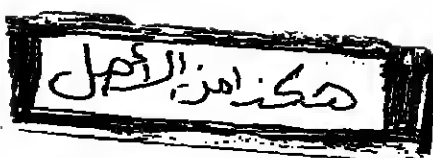
Etre actionnaire de Rhône-Poulenc, c'est participer à une belle entreprise humaine et à une grande réussite économique.

**Bienvenue dans le capital de Rhône-Poulenc**

Pour toute information, téléphonez au N° vert : 05 10 50 50

**RHÔNE-POULENC**





## POLITIQUE

# Tahiti sans la bombe

L'arrêt des essais nucléaires prive le territoire de sa principale ressource

■ 8 AVRIL. Rares sont les Polynésiens qui ne se souviennent pas de la date - le 8 avril 1992 - de la déclaration de politique générale de Pierre Bérégovoy devant l'Assemblée nationale. La dixième année du premier ministre de France, Mitterrand, avait annoncé alors, à la demande de ce dernier, que la France déciderait de suspendre ses essais nucléaires. Pour le territoire français du Pacifique, ote de ces expérimentations, sur l'atoll de Mururoa, depuis 1966, c'est sa principale ressource économique qui se révélait ainsi en voie de tarissement.

■ PACTE. Président du gouvernement du territoire, Gaston Flosse, député (RPR), a tenu aussitôt un grand débat, qui a abouti à la conclusion d'un « pacte de progrès » entre la Polynésie et l'Etat. L'ancien secrétaire d'Etat du gouvernement de Jacques Chirac, de 1986 à 1988, a fait de ce pacte sa grande affaire et l'outil d'une promotion personnelle intensive. Un développement économique « classique » est-il envisageable pour la Polynésie ?

### PAPEETE

de notre envoyée spéciale

Amis polynésiens, bienvenue au club ! « Vous faites désormais partie de la grande confrérie des cracheurs au bassin, des tondus, des impossibles, des saisisables. Vous n'êtes encore que des apprentis, mais vous gravirez bientôt les échelons pour devenir Compagnons de la main au porte-feuille, puis Maîtres-payeurs... Il ne vous reste plus qu'à vous plonger dans la prière. Qu'il pleuve suffisamment, pour vous éviter l'impôt-schénisme, mais pas trop, pour qu'on ne vote pas une taxe sur l'assèchement ! Car vous allez devoir payer sur tout et sur son contraire, au nom du Pèze et du Fisc ».

Ah ! Ils peuvent rire, les « frères » calédoniens ! Ils peuvent ironiser et faire de l'esprit, comme dans cette « lettre ouverte » aux Polynésiens, publiée le 12 juin dernier par les Nouvelles calédoniennes de Nouméa et reprise en juillet dans le mensuel Tahiti-Pacifique. Le fait est que l'impensable s'est produit à Tahiti et qu'une révolution a eu lieu, sans vague ni élan, sur les salaires, désormais, les Tahitiens paient l'impôt !

Bien sûr, il cache son nom, puisqu'on l'a baptisé pudiquement CST (contribution de solidarité territoriale), mais il s'agit bel et bien de l'impôt tabou, refusé depuis des décennies par syndicats et gouvernements, conquis avec constance par tout candidat au moindre mandat électoral et accepté soudain au mois de juin, comme par enchantement. Il y a des signes qui ne trompent pas.

Le vent, à Tahiti, a tourné, et, pour une fois, les avis des responsables politiques, économiques et syndicaux concordent : « L'après-nucléaire a commencé. Plus rien ne sera comme avant. »

Alors, il y a ceux qui paniquent et ceux qui tempèrent. Ceux qui dénoncent le lâchage de la France et attendent moult compensations de la métropole pour remplacer le loyer si rentable de Mururoa ; ceux qui jugent l'occasion idéale pour mettre fin à un système économique parfaitement artificiel et pour construire le développement de l'archipel sur la base de ses ressources propres ; ceux, enfin, qui jugent à peu près nulles les chances de la Polynésie de maintenir un niveau de vie enviable dans tout le Pacifique et qui se réjouissent d'un retour aux racines et à une vie sociale et culturelle plus conforme aux traditions.

Pas au, en tout cas, qui ne parle du « piège » dans lequel la Polynésie s'est laissée enfermer depuis trente ans. Pas un qui ne lie la prospérité provocante de Tahiti à « Mururoa », qu'on vous cite sans tendresse avec un coup de menton en direction de la mer. Pas un qui n'évoque cette « dépendance » qui imprègne jusque dans sa moelle la société polynésienne. L'odieuse dépendance.

### Ordre du général de « ne pas négocier » !

La bombe va déserter l'atoll. De cela, tous les acteurs sont sûrs, qui vous citent de mémoire la date du 8 avril 1992, à laquelle Pierre Bérégovoy avait stupéfié tout le monde en annonçant le moratoire français sur les essais nucléaires. C'est curieux comme ils se rappellent tout l'endroit où ils étaient quand ils ont appris la nouvelle ! L'un était dans les studios de Radio-France-ouest, l'autre a reçu un coup de téléphone d'un sénateur RPR, succédant à Hiro Tefarere, le président du syndicat le plus important de l'île (A.T.A.-Mura) et, à Paris, au siège de la CEF, dont il partage les options. « Un choc, dit-il, une bombe ! Nous étions soudain mis au pied du mur, contraints de nous secouer, d'ouvrir enfin les yeux, et de reconsidérer entièrement l'organisation de notre société. Tout compte fait, ce n'était pas un mal. »

Un mal ? Une catastrophe, oui ! L'ensemble des politiques, à l'exception notable du chef du Front de libération de la Polynésie française (FLP), Oscar Temaru, dont la lutte anticoloniale est, si l'on ose dire, une part du fonds de commerce et qui a su avec brio convertir en suffrages indépendantistes les vagues à l'âme polynésienne (1). Ce n'est pas qu'on aimait tant l'idée de prêter ainsi ses atolls aux artilleurs de l'atome, mais le tarif proposé par la France - et sans cesse réévalué - était, il faut l'avouer, fort appréciable. Le général de Gaulle n'avait-il pas affirmé que l'ouverture du CEP (Centre d'expérimentation du Pacifique) signifiait « la fin des ennemis financiers » de la Polynésie et que l'ordre serait de « ne pas négocier » ? Alors, en ce printemps de 1992, Tahiti l'insouciant se pencha sur ses comptes et se fit du souci : le poids du CEP dans l'économie polynésienne restait prépondérant.

En 1991, on le chiffrait à 42,1 milliards de francs CFP (2), dont 6,7 milliards en rémunérations du personnel polynésien, 15 milliards en dépenses des ménages métropolitains, 7,3 milliards en taxes sur les importations militaires et 12,8 milliards de dépenses locales diverses. Ces dépenses, bien sûr, ne engendraient bien d'autres, induites notamment par l'ensemble des personnels travaillant pour des entreprises tahitiennes concessionnaires de chantiers de construction ou de rénovation de sites. Au total, c'étaient donc près de huit mille personnes qui oeuvraient pour le CEP, trois mille trois cent cinquante civils et quatre mille quatre cents militaires (3).

Sans compter les autres salariés, artisans, commerçants, entrepreneurs ou agents administratifs tributaires d'une façon ou d'une autre du CEP (soit un total estimé à près de 15 % de l'emploi du territoire). Sans parler du marché immobilier, largement dépendant du parc de logements locatifs gérés par l'armée (mille quatre cents unités, soit un sixième du marché en 1985). Ni du budget du territoire, directement alimenté par des recettes douanières auxquelles les importations militaires contribuent pour 15 %.

Odieuse et gravissime dépendance... « Il ne faut pas se voiler la face », écrit alors l'économiste Bernard Poirene (4) : le poids du CEP dans l'économie polynésienne est primordial. Un retrait brutal non compensé serait une catastrophe apocalyptique sur tous les plans : économique, social, politique. Il fallait réagir, d'autant plus que le budget du territoire traversait une crise financière sans précédent.

Alors, pour la première fois de leur histoire, Tahiti et ses îles se sont transformées en un immense forum. Gaston Flosse, le président du gouvernement polynésien, en a confié la responsabilité au jeune PDG d'Air Tahiti, Christian Versaudon, réputé pour sa fougue et son indépendance et promu délégué de ce qu'on a appelé, pompeusement, le Charte de développement. Dans tout le pays, de Papeete aux Marquises, en passant par Moorea et les Tuamotu, a commencé le « grand débattage ». Ah ! le bel enthousiasme ! « Pouvoir dire ainsi ce que nous avions sur le cœur était, tout simplement, délicieux », se souvient un entrepreneur de Papeete.

### « Incompétents affairistes, magouilleurs ! »

« Tout semblait, pour une fois, permis », confirme Moana, un jeune pêcheur de Punaauia. On était entre nous ; le sort du pays, l'espace de quelques minutes, paraissait être entre nos mains ; alors, on se creusait la tête sincèrement, sans crainte de paraître naïf ni de demander directement des conseils à nos hommes politiques. On débattait partout, on consultait tout le monde. Et Michel Jau, le haut-commissaire, qui représente l'Etat, c'était pas le moins passionné. « Exceptionnel ! dit-il. Pas une Église, une association, un employeur, un syndicat qui n'ait été auditionné ! » Que la démocratie était belle !

Quand, à la fin du mois de juillet 1992, les « ateliers »



avaient présenté leur synthèse devant les représentants du gouvernement, le diagnostic, pour les élus, avait été proprement terrifiant, et le verdict, sans appel : la société polynésienne se déclarait malade, pessimiste et totalement désabusée par ses représentants. Ils en prirent plein leur grade - « incompétents, affairistes, magouilleurs, clientélistes... » - et se virent accusés de s'être laissé hypnotiser par le mirage nucléaire, voire totalement acheter par les géométries parisiennes.

« Que n'ai-je pas entendu ? » sourit aujourd'hui Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, avec bonhomie. « Pourrit, vendus, bouffeurs de la galette... », je me disais : ils n'ont pas tout fait tort. J'ai dirigé le pays de 1982 à 1987, je ne peux donc pas nier ma part de responsabilité. On a trop vécu sur la mère patrie, mais on avait des raisons : les uns après les autres, les ministres de la République nous avaient certifié que le CEP était là pour toujours. »

### Un « Pacte » pour tourner la page...

Certains vœux sont toujours décevants, mais l'écho, du côté d'Alexandre Léontieff, le prédecesseur de Gaston Flosse, qui, c'est vrai, avait déjà organisé en 1987 une « table ronde » sur la question du CEP, n'est guère différent. « Pendant trente ans, dit-il, la Polynésie a vécu sous le parapluie atomique, délaissant toutes ses autres activités : la cueillette des fruits, la culture de la vanille ou du café, la plongée pour la nacre et le troc ; mais, à chacune de nos interrogations, l'Etat français balisait : « Pas de panique, voyons ! La France n'a pas fait tous ces investissements pour se retirer bientôt. Ce qu'il faut donc, aujourd'hui, conclut l'ancien poulain, devenu adversaire de Gaston Flosse, c'est un vrai plan Marshall pour la Polynésie. »

A défaut de donner son propre nom à un plan - ce qui l'eût comblé ! - Gaston Flosse a mis en œuvre le « pacte de progrès », économique, social et culturel entre la Polynésie et l'Etat. Autrement dit, dans la foulée de la Charte, « le Pacte ». Impossible, lorsqu'on circule à Tahiti, de passer à côté. Il est partout : dans les librairies, où la brochure expliquant l'esprit et les principales données du pacte est en vente à 1 000 francs CFP ; dans les journaux, où les moindres discours, voyages, rencontres, sorties de Gaston Flosse sont « surcouverts » et automatiquement replacés dans le contexte du « Pacte » ; à la radio, à la télévision où l'on suit, pas à pas, les allers et venues, il est vrai étourdissants, de l'ambassadeur de choc, tou-

jours entre Paris, Los Angeles - où vient de naître son fils - et Papeete ; dans la moindre conférence, réunion d'actionnaires, assemblée syndicale, jusque dans la belle villa du haut-commissaire, qui y consacre toute son énergie.

« Observez bien autour de vous... » On ose un regard circulaire. Comme chaque soir, à l'heure où la rue devient maigre et où tombe sur l'île un grand voile de douceur et de mélancolie, la terrasse du Métro s'est tout d'un coup remplie. Des couples de papais (Occidentaux) se partagent les tables, entre lesquelles glissent des serveuses en paréo turquoise, plus souples que des lianes. L'œil d'Hiro Tefarere se fait plus malicieux encore que sa barbe. « Vous avez vu ?... Pas un Polynésien ! Vous le trouvez dans les vallées, sur le seuil d'un faré (maison), le long des routes, près du lagon. Ici, il ne se sent pas à l'aise, ce n'est pas son milieu, et si l'on continue de développer le tourisme, de défigurer l'île au nom du modernisme, on finira par le déposséder de sa terre et lui faire perdre son âme. »

Le dirigeant syndical, que l'on sache, est pourtant le premier à craindre le chômage (entre 15 % et 20 % sur l'île), à faire monter la pression pour les hausses de salaire, à fustiger tant et plus la dépendance économique à l'égard de la France... « Soyons sincères : si l'on suit les schémas classiques, la Polynésie n'a, hélas ! aucun avenir économique. Alors, ne nous affolons pas si le Tahitien déconforte parfois en lançant la route à certains projets qui mettent en cause sa terre nourricière. Il s'agit de préserver ce qui peut l'être encore, confiant dans son talent d'adaptation. La suspension des essais nous a forcés à débattre ? Parfait, mais l'identité polynésienne est telle qu'elle pourrait fort bien s'accommoder d'une régression économique et, même, en ressentir un certain mieux-être. »

Toujours entre deux avions, à cheval sur deux océans, Gaston Flosse voyage, discute, parle, s'égaille, « le Pacte » chevillé au corps. Faudrait-il donc le croire, lui aussi, quand il confie que son rêve secret est d'aller planter ses papayes dans sa belle île de Huahine ?

ANNICK COJEAN

(1) Oscar Temaru a recueilli 27,05 % des voix au premier tour des élections législatives de mai 1993. En nombre de suffrages (11 206), cela représente plus que le doublement du score (4 571) qu'il avait atteint au premier tour des élections législatives de juin 1988.

(2) 1 franc CFP = 0,055 franc français.

(3) Au 1<sup>er</sup> mai 1993, les effectifs militaires en Polynésie étaient de 3 780 personnes (1 783 affectés spécialement au CEP, 1 997 aux forces dites de souveraineté).

(4) Bernard Poirene, Tahiti : stratégie pour l'après-nucléaire, diffusion L'Harmattan.

## « Dans les starting-blocks ! »

### MURUROA

de notre envoyée spéciale

Une aurore de corail et de sable au milieu du Pacifique, comme la couronne mortuaire d'une montagne engloutie au fond, tout au fond du lagon transparent. On y fait exploser la bombe, en période d'essais, à 1 200 km de Papeete, à 4 200 km d'Auckland (Nouvelle-Zélande), mais c'est fait plus de deux ans qu'aucune onde géante n'a ridé le lagon. Les essais sont suspendus, et « Mururoa » tue le temps.

Entre mille sept cents et deux mille personnes continuent à y vivre : mille deux cent cinquante militaires (an mission pour un an), cent quatre-vingt-dix agents du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le personnel employé par diverses entreprises sous-traitantes : Bouygues-Offshore, Thomson, Sodexho... Il n'y a pas de famille, on n'y eroise pas d'enfants, mais on a la plage, le golf, le tennis, la ciné, la maison des Églises, un pique-nique, parfois, il paraît qu'on ne s'y annuie pas. Pendant la suspension, les travaux continuent. « Sans état d'âme, assure-t-on. Il faut se tenir prêt à reprendre les essais du jour au lendemain. Le CEA et les militaires restent dans les starting-blocks. » On peint, on construit, on restaure, on surveille, on étudie, on entretient.

Du côté de l'armée et du CEA, il n'y a pas de licenciements. Quelques dizaines de

départs volontaires (surtout des préretraités) ont été négociés, accentuant un mouvement amorcé ces dernières années. Le CEA a intensifié sa politique d'incitation à la reconversion du personnel polynésien, au financement des stages (pericultura, élevage de chevrettes) et en transformant le système « 34-18 » en « 30-22 » (trente semaines de travail à Mururoa, vingt-deux semaines de congé hors de l'atoll) ; ce qui, convenons-en, laisse quelques dégoûts pour réfléchir à l'avenir. Les auls licenciements se sont produits dans les entreprises sous-traitantes, dont la charge de travail a brusquement chuté (selon les sources, entre 10 % et 30 %). Cartainaa - comme la Sodexho - se sont contentées de ne pas renouveler le contrat d'une partie de leurs effectifs. D'autres ont diminué les salaires de 30 % à 40 %.

« L'île du grand secret » (c'est son nom) attend. Même si certains, déjà, se prennent à imaginer « l'après-Mururoa ». Gaston Flosse a proposé au ministre de la Défense une réflexion sur la reconversion du site et de ses installations : « Pourquoi ne pas en faire un grand centre de recherches sur la mer ? » Un billettiste da Tahiti rêvait, il y a peu, d'y lancer un complexe de loisirs - le club Mururoa-Paradis - avec transformation en casino d'une plate-forme de forage...

A. Co.

## REPÈRES

### DÉCÈS

Jacques Descours  
Desacres, ancien sénateur du Calvados, est mort

Jacques Descours Desacres, sénateur (RPR, et Ind.) du Calvados de 1955 à 1988, maire d'Oully-le-Vicomte, est décédé à son domicile, dimanche à l'âge de soixante-deux ans.

(Né le 21 janvier 1914 à Paris, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École libre des sciences politiques, Jacques Descours Desacres avait été prisonnier de guerre de 1939 à 1945. Elu maire d'Oully-le-Vicomte en 1947, constamment réélu depuis, il avait été vice-président de l'Association des maires de France, de 1959 à 1980, et conseiller général du Calvados de 1955 à 1961,

puis de 1967 à 1993 dans le canton de Lisieux). Sénateur du Calvados de février 1955 à 1989, inscrit au groupe des Républicains et Indépendants, il avait été secrétaire, puis vice-président de la commission des finances du Sénat de 1974 à 1989.)

### COMMERCE MONDIAL

M. Monory se prononce pour la signature des accords du GATT

René Monory (UDF-CDS), président du Sénat, a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> novembre, au « Club de la presse d'Europe 1 », qu'il faudra signer les accords du GATT. « Je ne suis pas suspect de ne pas défendre les agriculteurs, mais il faut signer », a-t-il affirmé, ajoutant : « La négociation a été

mal engagée, mais, si l'on ne signe pas, ce sera encore plus catastrophique pour les agriculteurs. » A propos de l'Union européenne, la président du Sénat a déclaré qu'on ne peut pas passer son temps, en France, à être fâché : il faut que notre pays soit ouvert à toutes les alliances. « Je me sens citoyen de l'Europe », a souligné M. Monory. Il ne faut pas effrayer les gens et leur laisser croire qu'ils vont perdre leur citoyenneté française.

M. Monory a assuré qu'il « ne pense pas » être candidat à la prochaine élection présidentielle. La président du Sénat a indiqué, à propos d'une éventuelle candidature d'Edouard Balladur, qu'il n'a « souhaité ni qu'il soit, ni qu'il ne soit pas candidat ».

## BIBLIOGRAPHIE

# Les ambiguïtés du catholicisme social

EDMOND MICHELET, MON AMI de Louis Terrenoire.  
Editions de la Nouvelle Cité.  
142 p., 100 F.

Un an avant de mourir, en 1992, Louis Terrenoire avait écrit quelques pages sur son ami Edmond Michelet, décédé en 1970. Ce sont les fils de Louis Terrenoire qui les ont publiés aujourd'hui. En réalité, c'est moins un ancien ministre du général de Gaulle qui parle, à travers elles, d'un autre ancien ministre de de Gaulle, qu'un chrétien engagé dans sa foi et dans le gaullisme qui évoque le

souvenir d'un ami, voire d'un maître, qui avait suivi les mêmes voies.

Louis Terrenoire montre comment, dans sa vie privée, dans son rôle dans la Résistance, dans son comportement de député au camp de Dachau, dans son action ministérielle, dans son dévouement à de Gaulle même, c'est l'engagement spirituel qui a toujours guidé Edmond Michelet. Au risque d'être en contradiction avec la politique du général, en mettant en œuvre les vertus théologiques que Louis Terrenoire voit en ce « saint laïque », la foi, l'espérance et la charité.

Ce témoignage posthume montre, incidemment, l'évolution du mouvement démocrate-chrétien et de son aspiration à être « le parti de la fidélité », alors qu'il était devenu « le parti de la vérité ». Il souligne, surtout, au-delà de l'admiration aveugle de l'auteur pour son héros, le conflit entre la foi et l'action, les ambiguïtés du catholicisme social face aux exigences politiques et les difficultés à concilier une certaine idée de la morale avec les contraintes du gouvernement, fût-il dirigé par un de Gaulle vénéré.

ANDRÉ PASSERON



COMMUNICATION

# La «révolution» de la presse au Mali

I. - Le difficile apprentissage de l'indépendance économique

La presse indépendante a joué un rôle déterminant dans l'émergence du mouvement démocratique au Mali. Deux ans et demi après la chute du régime de parti unique, les médias locaux découvrent les contraintes économiques et s'y adaptent de diverses façons...

BAMAKO

de notre envoyée spéciale

Quelque chose a changé dans la ville d'abord, il y a des feux rouges à tous les carrefours et quantité de sens uniques dans le centre. Il y a aussi les cars Tababus et Bamabus, un moyen de transport en commun tout nouveau ici, pas beaucoup plus cher que les «doutounis», ces taxis collectifs aménagés dans d'anciens 504 bâchés qui véhiculent une quinzaine de passagers dans des conditions de sécurité plus qu'incertaines. Et puis, sur le toit de l'hôtel de l'Unité qui domine de toute sa hauteur le quartier du fleuve, une antenne FM utilisée successivement par la Radio nationale et Radio-France Internationale avant de servir aujourd'hui à l'Africa n°1. Ailleurs, dans les secteurs populaires ou excentrés, d'autres antennes, plus petites, celles de Radio-Bamako et de Radio-Liberté au Nouveau Marché, celle de Radio Kayira à Korofina-Nord ou de Fréquence 3 à Hamdallaye...

Autre nouveauté, à certains points «stratégiques» des kiosques proposent dix à quinze publications alors qu'il n'y a pas si longtemps, il fallait acheter son journal aux vendeurs à la criée qui ne proposaient généralement qu'un seul titre, celui auquel ils étaient attachés.

Ces antennes et ces kiosques à journaux sont les signes les plus visibles du changement intervenu dans la vie quotidienne du pays depuis la chute de Moussa Touré, renversé le 26 mars 1991. Avec la fin du régime militaire, un vent de liberté s'est levé et chacun a ressenti le besoin de faire entendre sa voix. Une frénésie de dire a saisi le Mali. La parole a pris sa revanche, elle a éclaté à propos de tout et dans tous les sens, mêlant la dénonciation de l'ancien pouvoir au récit des souffrances endurées et au rêve de bonheur partagé dans la société idéale que la jeune démocratie allait, de toute évidence, instaurer.

Cette parole «libre» est d'abord passée par la voie de la presse écrite. Déjà, avant la «révolution» du 26 mars, le courant de pensée estimant que le changement était souhaitable et possible, contrairement à une opinion assez largement répandue, avait été porté sur la place publique par un hebdomadaire indépendant, les Echos, lancé le 17 mars 1989 par la coopérative Jamana (mot bambara signifiant «le pays») fondée en 1983, en même temps que la revue culturelle du même nom, par l'actuel président de la République, Alpha Oumar Konaré. Puis un autre hebdomadaire, l'Aurore, a vu le jour pendant que renaissait la Rue, une publication de l'époque de la lutte pour la décolonisation qui avait cessé de paraître l'été 1991, d'autres journaux indépendants sont nés. Les travaux de la Conférence nationale qui s'est tenue du 28 juillet au 12 août 1991 ont abouti à la libéralisation du statut de la presse, défini en décembre 1992 et janvier 1993, et, aujourd'hui, en dehors du quotidien national l'Essor (1), une soixantaine de titres, hebdomadaires, bi-mensuels ou mensuels ont été déposés. Tous ne parviennent pas à assurer une périodicité régulière, il en est même qui disparaissent assez rapidement, mais d'autres les remplacent.

Parmi les plus «stables», une quinzaine, outre les Echos, figurent l'Observateur, le Républicain, le Nouvel Horizon, l'Aurore, la Rue, le Scorpion, la Cigale musclée (hebdomadaire satirique dirigé par une femme), le Malien, le Démocrate, Zanke, le Tambour, la Griffon... Aucun d'entre eux n'est officiellement attaché à un parti mais, même si leurs équipes s'en défendent, le public a tendance à associer les Echos à l'ADEMA, le parti majoritaire, et le Républicain au CNID, le deuxième mouvement, avec l'ADEMA, à avoir joué un rôle déterminant dans le changement, avant de passer à l'opposition, puis de rejoindre la coalition gouvernementale élargie menée par Abdoulaye Sekou Sow, l'actuel premier ministre,

après les violentes manifestations étudiantes et la chute du cabinet de Younoussi Touré en avril dernier.

Si un certain nombre de journaux se consacrent véritablement à un travail d'information le nombre des publications qui utilisent en réalité leurs colonnes pour dénoncer les erreurs des autorités et dresser la liste des revendications de la population non prises en compte est impressionnant. Compte tenu du désenchantement qui a succédé aux espoirs qu'avait suscités l'avènement de la démocratie, et, espérant eux-mêmes, plus prosaïquement, en tirer bénéfice, certains directeurs de journaux ont pris le parti d'offrir aux lecteurs potentiels des dérivatifs éprouvés sous d'autres cieux mais qui n'avaient pas encore été exploités ici : plusieurs hebdomadaires ne parlent que de faits divers, illustrations à l'appui.

## Le renfort des «plumes d'occasion»

Bien qu'extrêmement mal écrites, ces «feuilletons», qui n'emploient pas de journalistes (très peu nombreux de toute façon : même les supports sérieux n'ont pas suffisamment et doivent recourir à des enseignants ou à des diplômés sans emploi ou trouvent un public et sont de plus en plus nombreuses sur le marché. Quelques périodiques nouveaux tentent néanmoins d'exister sans se soucier de flatter le public. Ainsi en est-il, par exemple, du mensuel, Espace Environnement, créé l'été dernier.

Au vu du très faible pouvoir d'achat de la grande majorité des Maliens et de la conjoncture générale, il est néanmoins difficile de se passer de poser la question de la durée de vie de la plupart de ces publications. Bien que leurs comptes ne soient pas publiés, les coûts d'impression sont considérables. L'impression est confiée, il n'y a pratiquement pas de postes de publicité et si le principe d'une aide à la presse (par réduction de la fiscalité et par octroi d'un tarif préférentiel pour les télécommunications et les services postaux) a été retenu, le Fonds d'aide qui doit être créé n'a pas encore vu le jour. Les rédacteurs sont généralement peu payés. Dans bien des cas, ils perçoivent des indemnités couvrant certains de leurs frais de déplacement ou autres, mais pas de véritable salaire.

Pour parer à leurs urgences comptables, certains responsables de journaux recourent à des contributions payantes. Les rédacteurs en chef sont fréquemment sollicités, en effet, par les «plumes d'occasion», intellectuels ou cadres ex-mal de notoriété pour lesquels la parution dans la presse d'un texte portant leur signature représente une satisfaction qui vaut bien qu'on mette la main à la poche-monnaie. Cette pratique touche même des titres qui, à leurs débuts, s'étaient fait remarquer pour la rigueur de leurs articles et leur volonté de se distinguer sur le terrain de l'exigence rédactionnelle. Amer retournement de situation.

La radio a-t-elle aussi sa «révolution» avec la multiplication des émetteurs «libres». Traditionnellement la Radio-diffusion nationale émet en ondes courtes sur l'ensemble du territoire, à l'exception de quelques zones d'ombre. C'est à la fin de l'été 1991 que l'occupation de la bande FM a commencé à Bamako. Il y a aujourd'hui sept radios «libres», six privées et une publique. Mais entre temps, Radio-France Internationale et Africa n°1 ont obtenu l'autorisation d'émettre en modulation de fréquence vingt-quatre heures sur vingt-quatre à partir de la capitale malienne. Elles ont commencé à diffuser leurs programmes le 26 mars 1993, jour anniversaire de la «révolution démocratique». Cela ne s'est pas passé sans grincements de dents de la part des médias nationaux, choqués par le fait qu'on ouvre l'antenne à deux radios «étranges» disposant de gros moyens financiers et humains et qu'on leur permette d'utiliser un matériel plus puissant que celui auquel ont droit les radios de la place qui, elles, ont démarré sans personnel formé et sans argent. Comme la plus ancienne des stations maliennes, Radio-Bamako, qui a démarré le 13 septembre 1991, Radio Kayira, inaugurée le 21 juin 1992, et Radio Tabati sont des radios communautaires qui s'appuient sur le milieu associatif. Aux yeux des auditeurs, Bamako est proche de

l'ADEMA et Kayira est liée au CNID. Fréquence 3 et Radio Liberté sont des radios commerciales qui s'inspirent plus ou moins du modèle Africa n°1-musique, sports et animateurs «branchés» et, en principe, vivent de la publicité. Radio Kledn aussi, mais à la différence des précédentes, Kledn a de gros moyens et joue la carte du professionnalisme. Elle appartient à un richeissime homme d'affaires dont le but, semble-t-il, est de se faire connaître et de gagner de l'influence plus que de l'argent.

Dernière née - en même temps que RFI et Africa n°1 - Chaîne 2, la petite-sœur de la Radio nationale, est la seule à diffuser régulièrement des bulletins d'information. Pour l'instant - attiré du œuf ou formule réellement différente, entre musique et radio de proximité? - elle est réputée avoir la plus forte écoute bien qu'il n'y ait aucune sorte de calcul d'audience. Toutes ces radios ont contribué à l'expression démocratique en ouvrant le micro à leurs auditeurs. Chacun peut y prendre la parole et dire tout ce qui lui passe par la tête, ce qui ne va pas sans risques de mises en cause arbitraires. Il y a des dérapages. Les radios communautaires, en particulier, ont fait de cette liberté d'expression une règle absolue : elles se veulent la voix des sans voix et, en



particulier, des jeunes et des femmes.

Fort de cette brève expérience, le Mali a ainsi accueilli, du 14 au 18 septembre, le premier «Colloque sur le pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest». Organisé par l'Institut Panos et l'Union des journalistes d'Afrique de l'Ouest, il a réuni des représentants de radios privées et publiques de seize pays de la région qui ont adopté, dans la ligne de la déclaration de Windhoek (Namibie) sur la presse indépendante en Afrique, une «Déclaration de Bamako sur le pluralisme radiophonique». Le président Konaré a proposé en

cette circonstance la création en 1994, à Bamako, d'un festival international de la radio : «Oodes en liberté». Le Mali aimait devenir un «bon exemple» africain.

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

(1) L'Essor était précédemment l'organe de l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), le parti unique interdit par les autorités de la transition. Au lendemain du renversement de la dictature, l'équipe de l'Essor a réussi le redressement rédactionnel qu'elle souhaitait depuis longtemps.

Prochain article :

Télévision en panne.

## Si tous les radiotéléphones sont prêt-à-poser, seuls nos abonnements sont sur mesure.

SFR, Société Française du Radiotéléphone,

exploite des réseaux et vous propose

des abonnements sur mesure car aucune

entreprise, aucun professionnel n'a

les mêmes besoins que ses concurrents.

Vous vous déplacez surtout en ville et vous

passer la majorité de vos appels

depuis votre région? Pour vous,

SFR a créé l'Abonnement Résident.

Vous ne vous déplacez qu'en Province et vous

téléphonez au moins deux heures par mois?

L'Abonnement Optimum devrait vous séduire.

Vous téléphonez rarement

aux heures de pointe?

Découvrez l'Abonnement

Heures Creuses...

**SFR**

SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
DU RADIOTÉLÉPHONE

Tous ceux qui ont fait le Test SFR ne se sont pas trompés de radiotéléphone. Le Test SFR est à votre disposition chez votre revendeur ou en composant le 36 68 92 29

## «La Voix du Coran»

Rien de plus facile que de créer un journal indépendant aujourd'hui au Mali. «C'est une simple formalité», indique-t-on au ministère de la communication. Si la demande est déposée le lundi, le dépôt a son récépissé à la fin de la semaine et il peut commencer. Pour les radios privées, la procédure d'attribution d'une fréquence n'est pas aussi rapide. Les demandes sont étudiées au cas par cas. Pour l'instant, il y a une trentaine de dossiers en instance pour les régions et quatre ou cinq pour le district de Bamako.

L'un des projets est très avancé : «La Voix du Coran et du Hadith» a obtenu une fréquence et est d'ores et déjà en possession de tout le matériel nécessaire. Elle vient d'organiser une visite de ses installations dans un des bâtiments annexes de la Grande Mosquée - et doit commencer à émettre incessamment.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE  
**Nos abonnés en veulent plus.**



## SOCIÉTÉ

Les intempéries en Méditerranée

## Les inondations en Corse causent deux morts et six disparitions

BASTIA

de notre correspondant

■ LE PLAN ORSEC a été déclenché dans les deux départements corses, où le bilan des graves inondations qui affectent l'île s'élève, mardi 2 novembre en fin de matinée, à deux morts et six disparus. Les corps d'une femme âgée de soixante ans et d'un homme âgé de trente-quatre ans ont été retrouvés dans le port de Solenzara (Corse-du-Sud) et à Saint-Florent (Haute-Corse).

■ MENACES DE NOUVEAUX ORAGES. - Météo-France prévoyait encore, pour la journée de mardi, des orages provoquant localement de fortes précipitations sur le pourtour méditerranéen.

La tempête de pluies orageuses qui avait balayé la Corse du sud, dimanche 31 octobre, s'est déplacée lundi d'Aléria au Cap Corse. En moins de quarante-huit heures, les précipitations ont dépassé 400 litres par mètre carré. Surpris, les habitants n'ont pas eu le temps de se mettre à l'abri. Un homme de trente-quatre ans, Gérard Salotti, berger dans le désert des Agriates, a été retrouvé noyé à Saint-Florent. La veille, le corps d'une habitante de Solenzara, Marthe Giacomini, soixante ans, avait été retrouvé sans vie dans le port.

Six autres personnes sont toujours portées disparues par les préfetures des deux départements de la Corse. Selon les

pompier, il y a peu d'espoir de les retrouver en vie. Le plan ORSEC, déclenché en Corse du sud lundi matin et en Haute-Corse dans la soirée, entraîne l'acheminement de trois hélicoptères pour les secours aériens et le renforcement terrestre par des pompiers en provenance de Brigades (Var).

En l'absence de prévisions météorologiques, de nombreux automobilistes, de retour des fêtes de la Toussaint, ont été bloqués sur des routes rendues impraticables par des torrents de boue ou obstrués par des troncs d'arbres. En plaine orientale, au sud de Bastia, les dégâts ont pris une importance considérable du fait du blocage des estrades des fleuves par la mer, dont les vagues remontaient vers l'inté-

rieur des terres, empêchant l'écoulement des fortes précipitations tombées sur la montagne. Cette situation s'est traduite par des éboulements en série, l'effondrement d'une douzaine de ponts routiers, le glissement de plusieurs kilomètres de chaussée sur les routes nationales au sud de Bastia en direction de Porto Vecchio et d'Ajaccio.

Des lignes téléphoniques ont été balayées par les torrents de boue. Rapidement isolés, les nombreux villages du piémont, au sud-est de la Corse, ont été privés d'électricité. La centrale thermique de Luciani a été débranchée sur décision d'EDF en raison de l'inondation des sous-sols des installations. Un poste de distribution électrique de 20 000 watts a été détérioré,

mettant hors circuit environ 20 000 abonnés du réseau. Des groupes électrogènes devaient être acheminés en Corse, dans la journée de mardi, pour répondre aux demandes les plus urgentes.

Sur le terrain, on cherche de premières explications à la catastrophe. L'urbanisme sauvage est dénoncé. Les voies et réseaux divers (VRD) d'évacuation de la zone industrielle de Bastia apparaissent sous-dimensionnés et quelquefois obturés par des travaux de génie civil. A la soudaineté et à l'abondance des pluies, certains habitants ajoutent la facilité des eaux à dévaler des pentes récemment dénudées de leur végétation par les incendies criminels de l'été.

MICHEL CODACCIONI

## Camargue : des renards ou des hommes ?

MARSEILLE

de notre correspondant

Devant l'ampleur du sinistre, on a d'abord accusé les renards - qu'on ne savait pas si nombreux entre les deux bras du Rhône - dont les terriers auraient miné les digues qui, depuis cent cinquante ans, mettent la Camargue à l'abri des côtes du fleuve. Depuis le samedi 30 octobre, les petits carnassiers ont laissé place à un prédateur à deux pattes : l'homme. Du moins, à en croire les propos d'un « expert » anonyme rapportés par le quotidien *Libération*. Selon lui, les digues auraient cédé en plusieurs points à cause de l'usage incontrôlé de « pécurements » pratiqués dans les digues et destinés à l'irrigation des rizières.

Du coup, la Camargue, qui s'extrait à grand-peine de sa gangue de boue et de pécure encore dans des eaux qui s'écoulent comme à regret de marais en étangs, s'enflamme. D'abord, on trouve curieux que ces propos aient été publiés précisément au lendemain de la visite de Jean-Pierre Camoin, sénateur (RPR), maire d'Arles, au ministère de l'Intérieur.

## « Des points sensibles »

Cette démarche laissait en effet espérer la publication prochaine d'un arrêté déclarant « l'état de catastrophe naturelle » applicable à la Camargue. Car, s'il était établi que les pratiques des agriculteurs sont la cause de l'effondrement de certaines digues, il est évident que les assurances suspendraient leur prise en charge, en attendant les résultats d'une expertise officielle.

On n'arriva pas à croire, entre Arles et les Saintes-Maries, que la publication des propos accusateurs de cet « expert » soit dénuée d'arrière-pensées. Roland Meyer, sous-préfet d'Arles, est catégorique : « Aucune expertise n'a été commandée par un service d'Etat. Il faudrait d'ailleurs plusieurs mois pour la réaliser. »

Octave Briand, ingénieur, qui a, jusqu'à une époque récente, dirigé la subdivision arlésienne du service de navigation (1), affirme : le lien entre l'effondrement de certaines digues et les pompes n'a jamais pu être attesté. On sait simplement qu'il y avait « des points sensibles » sur les digues. Ce qui pousse certains à désigner le service de la navigation comme responsable de leur mauvais état général.

Mais les plus virulents se comptent parmi les riziculteurs, qui se voient désignés comme coupables principaux. Le président de leur syndicat, Pierre Guitt, ne déçoit pas : « Ceux qui se sont permis d'affirmer de telles absurdités démontrent une méconnaissance totale de la réalité, d'insulte à la vérité. Jusqu'à preuve du contraire, chacun a respecté les règles et obtenu l'accord du service de la navigation pour installer une prise d'eau qui ne peut être faite que sous le contrôle des ingénieurs. »

JEAN CONTRUCCI

(1) Celui-ci fixe les conditions techniques de réalisation des prises d'eau destinées à la riziculture, à la demande du syndicat des chausseurs de Grande Camargue, qui a en charge l'entretien des digues situées sur les domaines privés.

## SPORTS

L'Open de Paris

## Marc Rosset ne fait plus rire

Le Français Henri Leconte s'est qualifié, lundi 1<sup>er</sup> novembre, pour le deuxième tour de l'Open de Paris. Vainqueur de son compatriote Thierry Champion, il devait rencontrer mardi, Cédric Pioline. Vainqueur de l'Américain Richey Reneberg, le Français Olivier Delaître devait affronter le Suédois Stefan Edberg. Le Suisse Jakob Hlasek s'est incliné face au Russe Andreï Chesnokov, quand un autre Helvète, Marc Rosset, a battu l'Américain Brad Gilbert.

Marc Rosset a avalé son match en un peu plus d'une heure, ingérant en deux petits sets un Brad Gilbert pourtant si indigeste dans ses impuissances et ses colères. C'était la dernière rencontre de la première soirée de l'Open de Paris, et le public, souvent combe-tôt quand les Français s'en sont allés, est resté plutôt nombreux pour applaudir l'une des curiosités du circuit. Car, du haut de son double titre, Marc Rosset est un personnage. Il aurait pu être mine sur le boulevard du crime, grand Duduche ou bien Gaston Lagaffe.

Mais son visage lunaire et ses allures maladroites de gamin

poussé trop vite sont trompeurs, bien loin d'une quelconque poésie, d'un imaginaire de hande dessiné. Il est le scribe le plus rapide - en 1991, à Wimbledon, l'une de ses mises en jeu fut chronométrée à 215 kilomètres à l'heure - et le renvoyer le plus cruel du monde. Rosset, c'est un batteur de la frappe, un compositeur du fragment - deux, trois, voire quatre notes - achevé d'un trait ou fillet.

Dans sa raquette, la musique ne varie guère : elle ne crée qu'un son, comme la cadence d'un métro, comme ce paradoxe entre son apparence et son jeu. Sinon un beau match, il a assuré l'unique vraie représentation d'un premier jour tennis en offrant le premier frisson de la semaine en décrochant un ace pointé à 200 kilomètres à l'heure tout rond et soulévant des enthousiasmes rigolards.

Pour le public français, Marc Rosset reste une mauvaise plaisanterie. Il fut avec Jakob Hlasek l'un des deux Suisses qui battirent, en 1992 à Nîmes, en quarts de finale de la Coupe Davis, l'équipe de France, tenant du titre. Pour les amateurs du monde entier, il est

un gag. A Barcelone, en août, il fut le seul athlète à rapporter une médaille olympique - l'or - à son pays. De lui, on dit qu'il s'ingénie à être aux rendez-vous auxquels on ne l'attend pas. Car, jusqu'à ces deux événements, Marc Rosset était surtout connu pour ses humeurs fantasques et un style tennis désarticulé à ne surtout pas montrer dans les écoles.

Depuis, l'homme a beaucoup changé, comme si ses matches, disputés bien loin du millionnaire circuit international, avaient réglé sa mécanique et huilé ses articulations. Et aujourd'hui il ne fait plus seulement rire. Après avoir été finaliste face à Michael Chang en août à Long-Island, aux Etats-Unis, en se hissant en demi-finales du tournoi de Stockholm, le 20 octobre après avoir croisé Jim Courier et Pietrangeli, il est devenu le quinzisième joueur mondial, ayant vingt places au classement depuis le début de l'année. Bien malin qui aurait parié sur la jolie progression dans un milieu qui aime peu les garçons inconstants.

Il serait presque le premier à s'écarter de sa saison, ébaubi de pouvoir se concevoir de s'absentir de sa fidèle et d'arriver à oublier le découragement, qui est son pire ennemi. Marc Rosset ne fait plus

rire en commentant des fautes de débutant, ces balles envoyées dans le public ou perdues dans les bécasses. « Je ne dois plus accepter d'être battu par le centième joueur mondial, explique-t-il. J'apprends la constance, je gagne en confiance à chaque tournoi où je vais plus loin, où je bats de meilleurs joueurs que moi. Plus on passe de tours, plus on reste en forme pour la compétition suivante. Cela devient une routine essentielle, car l'appétit vient en jouant. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Les résultats

Premier tour  
M. Rosset (Sui) b. B. Gilbert (EU), 6-3, 6-3; J. Svensson (Sue) b. M. Gellner (All), 7-6, 6-4; M. Washington (EU) b. B. Steven (NZ), 7-5, 6-3; M. Larsson (Sue) b. C. Costa (Esp), 7-6, 4-6, 6-2; A. Chesnokov (Rus) b. J. Hlasek (Sui), 7-6, 6-3; O. Delaître (Fra) b. R. Reneberg (EU), 6-4, 6-4; A. Cherkasov (Rus) b. H. Holm (Sue), 6-3, 6-3; A. Olhovskiy (Rus) b. R. Gilbert (Fra), 7-6, 6-7, 8-0; A. Mansdorf (Isr) b. M. Ondruska (RSA), 4-6, 6-4, 6-1; H. Leconte (Fra) b. T. Champion (Fra), 6-7, 7-5, 6-1; M. Gustafsson (Sue) b. W. Ferreira (RSA), 7-6, 6-1.

Les réactions aux propositions de M. Balkany

## Les syndicats sont unanimes pour critiquer le rapport sur les polices municipales

Le rapport sur les polices municipales remis au premier ministre, lundi 25 octobre, par le député (RPR) des Hauts-de-Seine, Patrick Balkany (le Monde du 28 octobre), fait l'objet d'un consensus contre lui de la part des syndicats de la police nationale.

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les gradés et gardiens de la paix, proche de la gauche) le considère comme « une déclaration de guerre » à la police et à la gendarmerie nationales. Ce

rapport remet en cause « un droit essentiel : le devoir d'Etat concernant la sécurité intérieure », ajoute la FASP, qui redoute « une sécurité à deux vitesses » et l'instauration d'une « police à caractère politique ».

« Très inquiète » des propositions du maire de Levallois-Perret, l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC, 31 % des voix chez les gradés et gardiens, proche de la droite) juge « inacceptable » l'extension des prérogatives accordées aux policiers municipaux. « Le rapport met à

mal la séparation des pouvoirs en détachant des commissaires - magistrats de l'ordre administratif - et des inspecteurs - officiers de police judiciaire - à la tête des polices municipales placées sous l'autorité du pouvoir politique local. »

De côté des organisations minoritaires, la CFDT-Interco, qui syndique à la fois des policiers municipaux et nationaux, estime que le rapport Balkany « est de nature à relancer la guerre des polices ». « Au lieu de rechercher une complémentarité

entre les polices d'Etat et les polices municipales (...), la confusion est entretenue par les uniformes identiques, l'encadrement des polices municipales par la police nationale, l'armement des policiers municipaux », note cette organisation.

Enfin, FO-police regrette que le rapport n'ait pas cantonné les polices municipales « à l'exécution des arrêtés municipaux » et rappelle que « la sécurité publique demeure une mission d'Etat que le citoyen contribuable doit se refuser d'avoir à payer deux fois ».

A Castres

## Chômage oui, immoralité non

ALBI

de notre correspondant

Au cœur de la quarantaine, Jacques Baptiste a connu les affres du chômage au printemps dernier. Gestionnaire d'une ligne de fabrication d'autos, il a été licencié en avril. Il fait partie de la centaine de salariés promis à l'ANPE, lorsque le groupe TSM (mécanique) décide de rapatrier l'activité sur le site de Granchol où on lui propose tout de même une mutation.

Marie, père de famille profondément attaché à son terroir, il

refuse de quitter Castres et étudie une formule de reconversion avec la cellule de reclassement mise en place par April. Quand certains collègues s'apprentent à devenir ambulancier, ou boulanger « bio », lui trouve l'opportunité de racheter le sex-shop de la sous-préfecture ternoise. Comme sa femme et ses filles n'en font pas une maladie, il se lance et signe l'acte.

Si passer des automates programmables aux poupées gonflables ne choque pas son entourage, la direction départe-

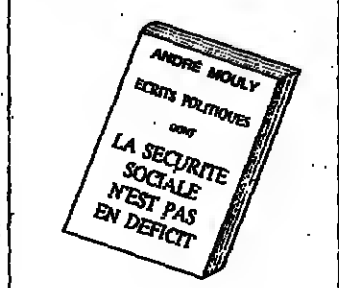
mentale du travail et de l'emploi ne l'attend pas d'une même oreille. Et Jacques Baptiste apprend par un courrier de cette administration que la prime de 44 000 francs d'aide à la reprise d'entreprise promise aux chômeurs lui est refusée.

Motif très officiel : « Un sex-shop représente un outrage aux bonnes mœurs et une incitation à la débauche. » Voilà les demandeurs d'emploi-repreneurs d'entreprise prévenus : la lutte contre le chômage sera morale, ou ne sera pas.

JEAN-PIERRE BARJOU

## VIENT DE PARAÎTRE

"PARLER VRAI"



André Mouly  
EDITEUR ROUTINES  
LA SÉCURITÉ SOCIALE  
N'EST PAS EN DÉFICIT

## Une foire-exposition du style de vie gay

## Les homosexuels, cible commerciale

AMSTERDAM

de notre correspondant

Comme les anges, les arts ménagers n'ont pas de sexe. Les quinze mille visiteurs de la première foire-exposition du style de vie gay, organisée à Hiversum, aux portes d'Amsterdam, ont pu s'en convaincre du vendredi 29 octobre au dimanche 31 : l'entrée d'Homme Expo s'opérait entre un stand de robots de cuisine et une démonstration de poêles à frire.

Pendant trois jours, des couples masculins et féminins ont pu tester des metates à eau, comparer des bagnoires à jets massants, s'arrêter devant un étalage de chemises d'intérieur, choisir du mobilier (meuble anglais ou design), voire acheter un peignoir. La preuve étant ainsi faite, s'il en était besoin, que les hommes et les femmes homosexuels ont les mêmes soucis domestiques et les mêmes besoins prosaïques que les hétérosexuels.

Mais le but premier d'Homme Expo consistait à démontrer l'existence d'un nouveau groupe cible commerciale intéressant. Le vendeur des réfrigérateurs Magnum Comfort explique ainsi sa présence : « Les homosexuels forment des couples à double revenu, qui n'ont pas d'enfant et qui ont meilleur goût que la moyenne. »

En clair : s'ils sont des gens comme les autres, ce sont des consommateurs différents, ayant les moyens de s'offrir du raffiné et d'acquiescer en sus une forte valeur ajoutée idéologique. « Nous avons dû refuser des exposants, futa de place », se réjouit Carol Jensen, lui-même homosexuel, à l'origine de cette foire : « La famille n'est plus le pilier de la société et les entreprises traditionnelles admettent de plus en plus le fait homosexuel. »

20 % des 90 exposants proposent des services spécifiques. En vrac : un camping gay, un conseiller juridique spécialisé, un fabricant de lingerie masculine, quelques commerçants de fantaisies sexuelles, plusieurs maroquiniers avec un vit panaché pour le cuir ejour et clouté.

« Les stéréotypes sur les couples homosexuels auront peut-être été renforcés par cette foire », s'inquiète Marijke, derrière le stand informatif du COC, l'association néerlandaise pour l'intégration de l'homosexualité. Mais Carol Jensen est plus serein : « L'identification des homosexuels favorise leur émancipation, assure-t-il, et, pour une fois, la minorité se sent la majorité. »

Sans doute ce sentiment gratifiant explique-t-il l'active participation des organisations militantes à cet événement symbolique de la reconnaissance - et de ses limites - de l'homosexualité aux Pays-Bas : le stand d'une association aidant les parents à accepter l'homosexualité de leur enfant était coincé entre ceux de deux groupes de défense du sado-masochisme.

CHRISTIAN CHARTIER

UNE DES  
L'ALC  
PEUT  
NOTRI

TAXE

L'LE



مكتبة من الكتب

(Publicité)

# UNE DES RARES CHOSES QUE L'ALUMINIUM NE PEUT ALLEGER DANS VOTRE VOITURE.

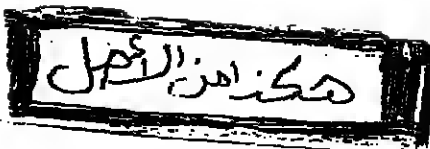


Léger et résistant, l'aluminium transforme les voitures. Pistons, blocs-moteurs, jantes, radiateurs sont déjà en alliages d'aluminium ; bientôt les éléments de carrosserie, les bras de suspension le deviendront. Des prototypes "tout alu"

préparent les performances de demain ; L'ALUMINIUM cor qui dit allègement, dit baisse de la consommation et des émissions de gaz. LE PRECIEUX METAL d'échappement. Et comme si cela ne suffi-

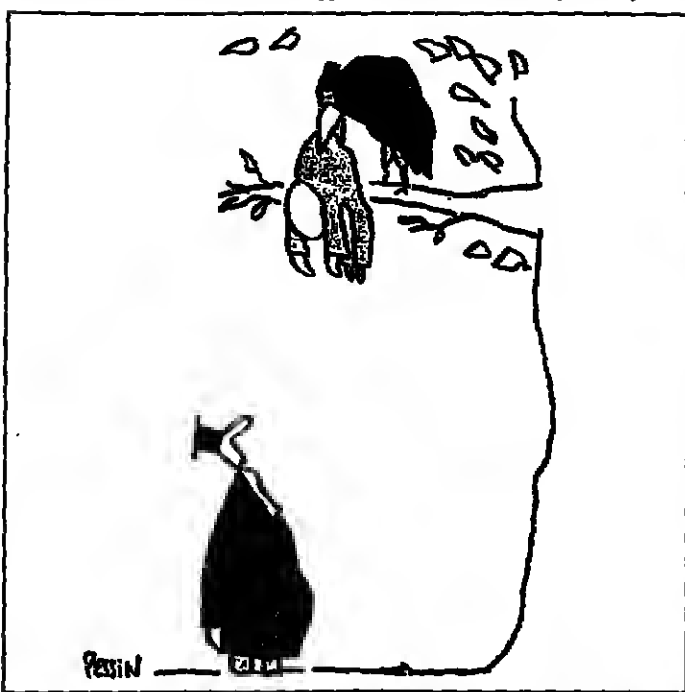
soit pas, l'aluminium est recyclable à 100 %. Nous voici, grâce à l'aluminium, à l'ère de l'automobile écologique.





JUSTICE

## L'ombre du petit Grégory



Suite de la première page

Elle confirme ensuite ses accusations devant le juge d'instruction Jean-Michel Lambert en donnant des détails troublants. Aussi, le 5 novembre 1984, Bernard Laroche est-il inculpé d'assassinat et écroué.

Le lendemain, Murielle et sa mère se présentent au cabinet du juge, et l'adolescente revient sur ses déclarations en affirmant que c'est sous la pression des gendarmes qu'elle a accusé son beau-frère. La principale charge disparue, le dossier devient léger et, le 4 février 1985, malgré l'opposition du parquet, le juge Lambert décide de remettre Bernard Laroche en liberté.

Mais Jean-Marie Villenmin reste viscéralement convaincu de la culpabilité de Bernard Laroche dans l'assassinat de son fils et, le 29 mars 1985, vers 12 h 30, il tue son cousin d'une balle de fusil. Quelques heures avant, il avait appris que la police judiciaire, chargée de reprendre l'enquête depuis le 20 février, dirigeait ses soupçons vers son épouse Christine.

Une logique sans doute trop formelle aurait voulu que le dossier concernant Jean-Marie Villenmin s'arrête là. Si tel avait été le cas, il était possible de le juger dès le 22 juillet 1986, date de l'arrêt de la

### Pour des « raisons pratiques »

**Le projet de loi renforçant l'autorité du garde des sceaux sur la politique pénale est reporté**

Depuis la fin du mois de septembre, la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice travaillait sur un avant-projet de loi destiné à renforcer l'autorité du garde des sceaux sur la politique pénale (le Monde du 19 octobre). Ce texte confie la définition de cette politique au ministre de la justice et renforce son autorité sur les parquets : alors que les orientations de politique pénale sont aujourd'hui diffusées sous la forme de simples circulaires, l'avant-projet prévoyait de les faire connaître aux procureurs généraux sous la forme d'« instructions ». Le ministre souhaitait ainsi « mieux affirmer la cohérence générale de l'action publique dans la lutte contre la délinquance et renforcer le rôle de l'autorité judiciaire dans la direction et le contrôle des services de police judiciaire ».

Consulté jeudi 13 octobre, le Conseil d'Etat avait exprimé des réserves. Certains des procureurs généraux consultés par la chancellerie lors de la rédaction du texte avaient en outre exprimé leur désapprobation. La chancellerie, qui affirmait vouloir « inscrire la pratique actuelle dans le code de procédure pénale afin de consacrer ce qui se fait déjà », a finalement décidé de reporter ce projet à plus tard : le texte, qui devait initialement être soumis au conseil des ministres du 4 novembre avec le projet de loi sur la délinquance sexuelle, ne figurera donc pas à l'ordre du jour du conseil. « Nous avons pris cette décision pour des raisons pratiques, souligne-t-on au ministère de la justice. La session parlementaire d'automne est essentiellement consacrée à des textes budgétaires et économiques. Nous avons donc décidé de présenter le minimum de projets de loi. »

A. C.

de la défense de Jean-Marie Villenmin qui veut prouver que son acte s'explique par la colère d'un père à l'égard de celui qu'il considère comme le meurtrier de son fils. Une colère renforcée par l'idée que l'on accuse son épouse. M. Henry-René Garand veut l'acquiescement de son client en soutenant que la justice doit supporter sa part de responsabilité dans le drame.

La partie civile, représentée par M. Paul Prompt, conseil de la famille Laroche, souhaite, elle aussi, que rien ne soit laissé dans l'ombre, afin d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à une sorte de condamnation posthume de Bernard Laroche. Trois dossiers au moins seront donc évoqués dans ce procès. En conséquence, partie civile et défense ont été de nombreux témoins. Il y a ceux, enquêteurs ou journalistes, que les deux parties accusent d'avoir jeté de l'huile sur le feu. Les experts viendront aussi faire part des conclusions contradictoires qui ont guidé et parfois troublé les juges. Des magistrats témoigneront sur les circonstances très particulières de l'enquête, et l'instruction de chaque dossier sera refaite.

Ce dossier, caricatural à bien des égards, peut encore réserver des surprises désagréables lors des audiences publiques. Il mériterait pourtant une fin sereine, afin de faire oublier, si cela est encore possible, qu'il est le résultat de ce que M. Garand et bien d'autres désignent comme « une catastrophe judiciaire ».

MAURICE PEYROT

### Deux enfants de onze ans devant la justice britannique

## Le procès de «A» et «B» meurtriers de James, deux ans

Le procès des deux enfants de onze ans, accusés d'avoir tué le petit James Bugler, le 12 février 1983, s'est ouvert, lundi 1<sup>er</sup> novembre, à Preston (Lancashire). Ce fait divers dramatique, qui avait bouleversé la Grande-Bretagne, provoque un vif intérêt médiatique.

LONDRES

de notre correspondant

Dans trois ou quatre semaines, lorsque le verdict sera rendu, saura-t-on pourquoi deux enfants, âgés de dix ans au moment des faits en février dernier (le Monde daté 21-22 février), ont décidé d'enlever, puis de tuer avec sauvagerie le petit James, deux ans, qu'ils ne connaissaient pas ? Connaître-t-on un peu mieux les ressorts psychologiques qui peuvent conduire des enfants à un tel acte de violence gratuite ?

Quel procès, ensuite, va-t-on instruire devant le cour de Preston (Lancashire) : celui de la « société » à l'origine de tels comportements, celui des banlieues déshéritées d'une grande ville comme Liverpool

- d'où sont originaires James et ses assassins - celui, enfin, de la violence, de la police et des parents ? Autant de questions avec, au bout du compte, le plus angoissant : que faire des jeunes meurtriers ?

L'« enfant A » et l'« enfant B », puisque c'est ainsi que le président de la cour, le juge Morland, a décidé de les appeler, sont arrivés sous haute protection au tribunal, pour éviter de nouvelles scènes d'hystérie populaire, comme en février dernier, lorsque des émeutiers avaient fait mine d'attaquer la voiture qui transportait les deux gemmes, comme pour les lyncher. Cette fois, les fenêtres des véhicules de police étaient aveuglées et la meute de photographes et de cameramen qui attendaient firent chou blanc.

Dans la salle du tribunal, «A» et «B» sont assis au banc des accusés, entourés de deux hommes, à la fois gardiens et travailleurs sociaux. Ils font face au jury - neuf hommes et trois femmes -, à qui le président a rappelé que la « publicité » entourant cette

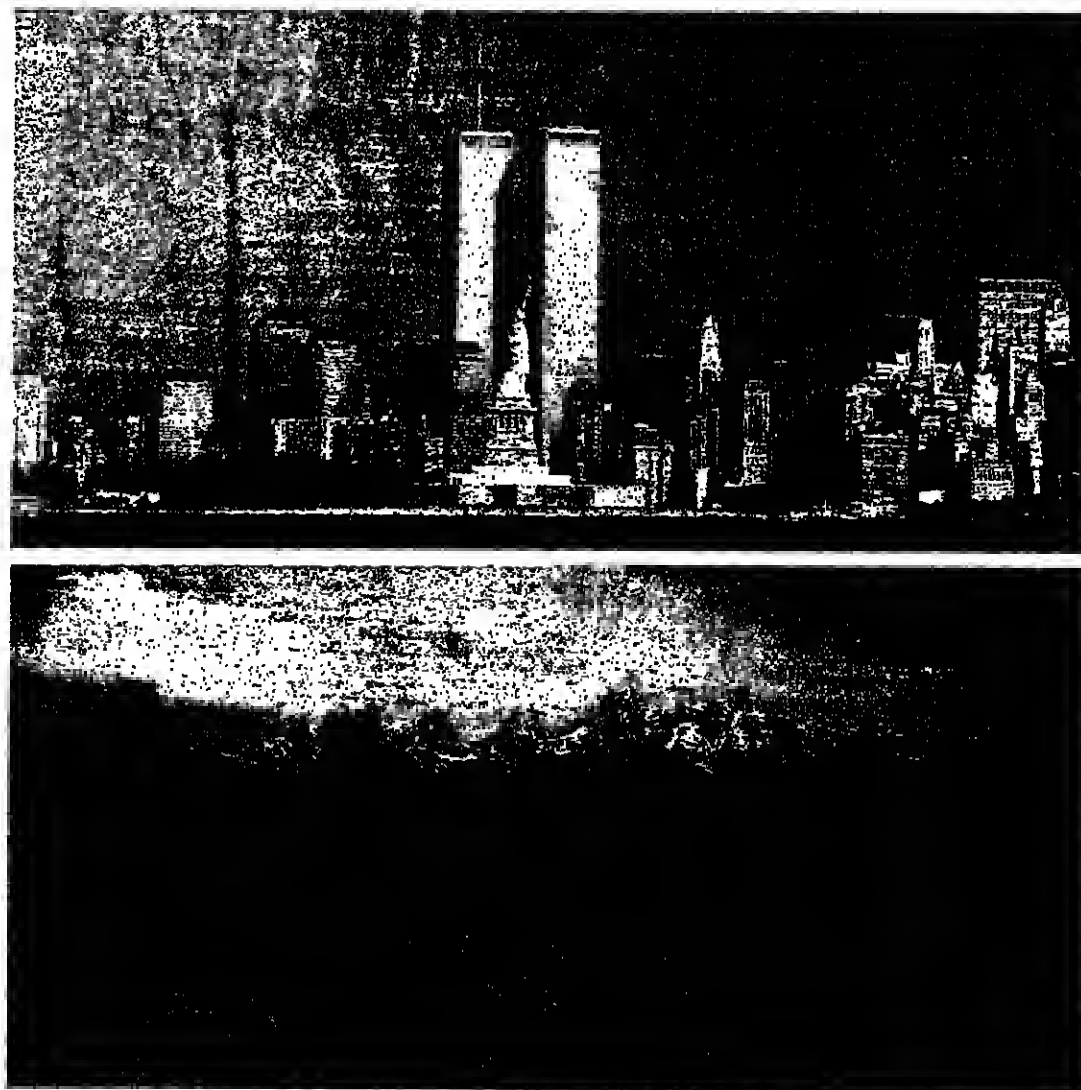
affaire ne devait pas passer sur le verdict final.

Les accusés ont calmement, cravatés et silencieux, ils sont accusés d'avoir enlevé James Bugler, de l'avoir tué et d'avoir tenté d'enlever, un peu avant, un autre enfant, dans le centre commercial de Bootle. Les enfants ont entendu l'acte d'accusation, sans ciller : James a cessé de vivre, à la suite d'une mort « violente et prolongée », par des jets de pierres, de briques, des coups portés avec un morceau de métal et son squelette a été brisé en de nombreux endroits.

Puis «A» et «B» ont plaidé le corps sur la voie ferrée et celui-ci a été sectionné en deux par un train. Richard Henriques, le procureur, a souligné que les deux enfants « savaient tous les deux que leur conduite était gravement condamnable ». Par l'intermédiaire de leurs avocats, ils ont plaidé non-coupables, ce qui laisse supposer que la défense va soutenir le thème de l'irresponsabilité au moment des faits.

LAURENT ZECCHINI

# Une Seule Compagnie. Toute L'Amét Forcément D





SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Dans un entretien avec un député européen d'origine polonaise

# Le pape critique les abus du capitalisme

Jean-Paul II a accordé, le 24 octobre au Vatican, un entretien à Jas Gawronski, député européen élu du Parti républicain en Italie, de père polonais et de mère italienne. Cet entretien est publié, mardi 2 novembre, par le quotidien *la Stampa* et repris par plusieurs journaux occidentaux.

Dans l'entretien recueilli par Jas Gawronski, Jean-Paul II reprend et précise des thèmes maintes fois développés depuis la chute du communisme, notamment dans son avant-dernière encyclique, *Centesimus annus*, publiée en 1991, où il affirmait que l'échec du système collectiviste ne devait pas servir à cautionner les injustices du système capitaliste. Depuis, l'évolution de la situation en Pologne et dans les pays de l'Est n'a fait que confirmer ses craintes, qui expliquent la vivacité de ses critiques contre le libéralisme économique, comme on le verra dans les extraits suivants de son interview à Jas Gawronski.

• Le succès de formations ex-communistes en Pologne : « Il ne s'agit pas d'un retour du communisme en tant que tel, mais plutôt d'une réaction contre l'inefficacité

des nouveaux gouvernements, explique Jean-Paul II. Cela n'a rien de surprenant. La seule classe politique existante pendant cinquante ans a été communiste (...). Les autres, ceux qui sont définis maintenant comme « le centre » ou « la droite », n'étaient pas préparés à gouverner, car ils n'en avaient jamais eu la possibilité. »

• Le bilan de l'expérience communiste : « Il était légitime de combattre un système totalitaire et injuste qui se disait socialiste et

communiste, mais, ajoute le pape, il faut aujourd'hui l'évaluer de façon précise, objective avec discernement. Il cite notamment Léon XIII, auteur de *Rerum Novarum*, selon qui il y avait des « graines de vérité dans le programme socialiste ». Jean-Paul II ajoute : « Les défenseurs du capitalisme à outrance ont tendance à fermer les yeux sur les bonnes choses réalisées par le communisme : la lutte contre le chômage, le souci des pauvres (...). Dans le

communisme, il y avait une préoccupation sociale. »

• Les crises actuelles en Europe : Le pape ne voit pas de solution à la crise économique et sociale de l'Europe : « A mon sens, les nombreux et graves problèmes sociaux et humains qui tourmentent l'Europe et le monde trouvent en partie leur origine dans des manifestations dégénérées du capitalisme. » Il ne nie pas que le capitalisme d'aujourd'hui, grâce à ses « amortisseurs sociaux » et à l'action des syndicats, n'a plus rien de commun avec celui de l'époque de Léon XIII : « Dans certains pays toutefois, il est resté dans son état sauvage, presque comme au siècle dernier. »

Le pape se montre déçu par l'évolution de la Communauté économique européenne : « Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout se réduit à la seule dimension économique ou presque. Dans cette situation, une grande tâche, un vrai défi attendent l'Eglise : la défense et la promotion d'autres dimensions et d'autres valeurs aujourd'hui oubliées. »

Interrogé sur la recherche d'une troisième voie entre le communisme et le capitalisme, il répond en substance que cette question a perdu aujourd'hui de son sens : « Le communisme s'est révélé une faillite tragique. Quant au capitalisme qui, affirme Jean-Paul II, « au niveau de ses principes de base, serait compatible avec la doctrine sociale de l'Eglise », il est responsable de trop d'abus : « Injustice, exploitation, violence et arrogance. Nous arrivons alors aux formes d'un capitalisme sauvage. Ce sont ces abus du capitalisme qui doivent être condamnés. »

Et Jean-Paul II ajoute : « Ceux qui détiennent le pouvoir dans ce monde ne regardent pas toujours favorablement un pape de ce genre. Parfois, ils le considèrent avec hostilité sur les questions de principes moraux. Ils voudraient avoir la voie libre dans la pratique de l'avortement, la contraception ou le divorce... Des positions que le pape ne peut pas prendre, car sa mission est de défendre la personne humaine, sa dignité, ses droits fondamentaux. »

## EN BREF

**EXPLOSION AU GAZ** : six personnes blessées et un quartier endommagé à Toulouse. Une explosion vraisemblablement due au gaz s'est produite, lundi 1<sup>er</sup> novembre à Toulouse. Une femme enceinte a été grièvement blessée, tandis que cinq autres personnes étaient légèrement touchées. Quatre logements d'un même bâtiment ont été détruits et une vingtaine de maisons ont été endommagées. Le souffle de l'explosion a projeté de lourds blocs de béton sur plusieurs mètres. Selon Gaz de France, la déflagration pourrait avoir été provoquée par une accumulation de gaz naturel.

**PRISONS** : double évasion à la maison d'arrêt de La Taubière (Loire). Deux détenus se sont évadés lundi 1<sup>er</sup> novembre après-midi de la maison d'arrêt de La Taubière (Loire). Ils ont réussi à escalader le mur d'enceinte extérieur après être montés sur le toit de la prison à partir des cuisines. Alain Sollère, âgé de trente-quatre ans, purgeait une peine de trois ans de prison. Richard Ocul, vingt ans, était en détention provisoire en attendant une comparution pour vol et vol à main armée.

**ENVIRONNEMENT** : saecage de locaux écologistes en vallée d'Aspe. Le centre d'accueil écologiste « La Goutte d'eau », situé en vallée d'Aspe (Pyrénées-Atlantiques), a été l'objet de déprédations, dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, causées par un commando composé d'une vingtaine de personnes, circulant à bord de six voitures, ont indiqué des responsables de l'établissement animé par Eric Pétio, chef de file des opposants au tunnel du Somport : vitres brisées, pneus crevés, voitures et locaux maculés de peinture. C'est la quatrième agression de ce genre, depuis l'été 1992, contre « La Goutte d'eau », toutes attribuées à des habitants de la vallée d'Aspe favorables à la construction du tunnel.

## REPÈRES

### SANG CONTAMINÉ

Les autorités allemandes recherchent les personnes soignées avec des produits sanguins

La recherche systématique de personnes qui ont pu être en contact avec des produits sanguins contaminés par le virus du sida a commencé en Allemagne après l'inculpation, vendredi 29 octobre, de deux responsables d'un laboratoire de Coblence qui a commercialisé des produits non testés vis-à-vis de l'infection par ce virus (le Monde du 30 octobre). A l'heure actuelle, quatorze cliniques qui ont utilisé les produits du laboratoire US-Plasma ont été identifiées à Berlin, a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> novembre, Peter Luther, responsable régional de la santé. Ces cliniques ne se sont pas procurées les produits incriminés directement auprès du laboratoire de Coblence, a-t-il ajouté, mais par l'intermédiaire de quatre distributeurs, les firmes AB-O Munich, Octapharm, Pharma Dossau et Biotest. Toutes les cliniques de Berlin, soit plus d'une centaine d'établissements, doivent rechercher l'origine des produits sanguins qu'elles utilisent. Les autorités allemandes ont reconnu à la mi-octobre que 2 305 personnes avaient été contaminées par le virus du sida au cours de transfusions de sang ou par des produits sanguins. — (AFP)

### Un syndicat dénonce la négligence des responsables italiens de la santé

La syndicat italien CGIL (ex-communiste) a remis, vendredi 29 octobre, au parquet de Naples un dossier dénonçant les contrôles insuffisants effectués selon lui sur des plasmas sanguins utilisés dans la production de produits dérivés commercialisés dans le pays. Selon la CGIL, plusieurs milliers d'ampoules de produits sanguins non testés sont restées sur le marché jusqu'en février 1987, soit un an après leur interdiction par le ministre italien de la santé. D'après le syndicat, plus de 3 000 transfusées ont reçu ces produits et risquent d'être contaminées par le virus du sida. Ces graves négligences auraient été commises par des responsables du service pharmaceutique au ministère de la santé, dont l'ancien directeur général Duilio Poggolini, déjà emprisonné depuis trois ans pour avoir touché des pots-de-vin de l'industrie pharmaceutique. Le parquet de Naples a ouvert une enquête. — (AFP, AP)

## ESPACE

### Mission réussie pour la navette Columbia

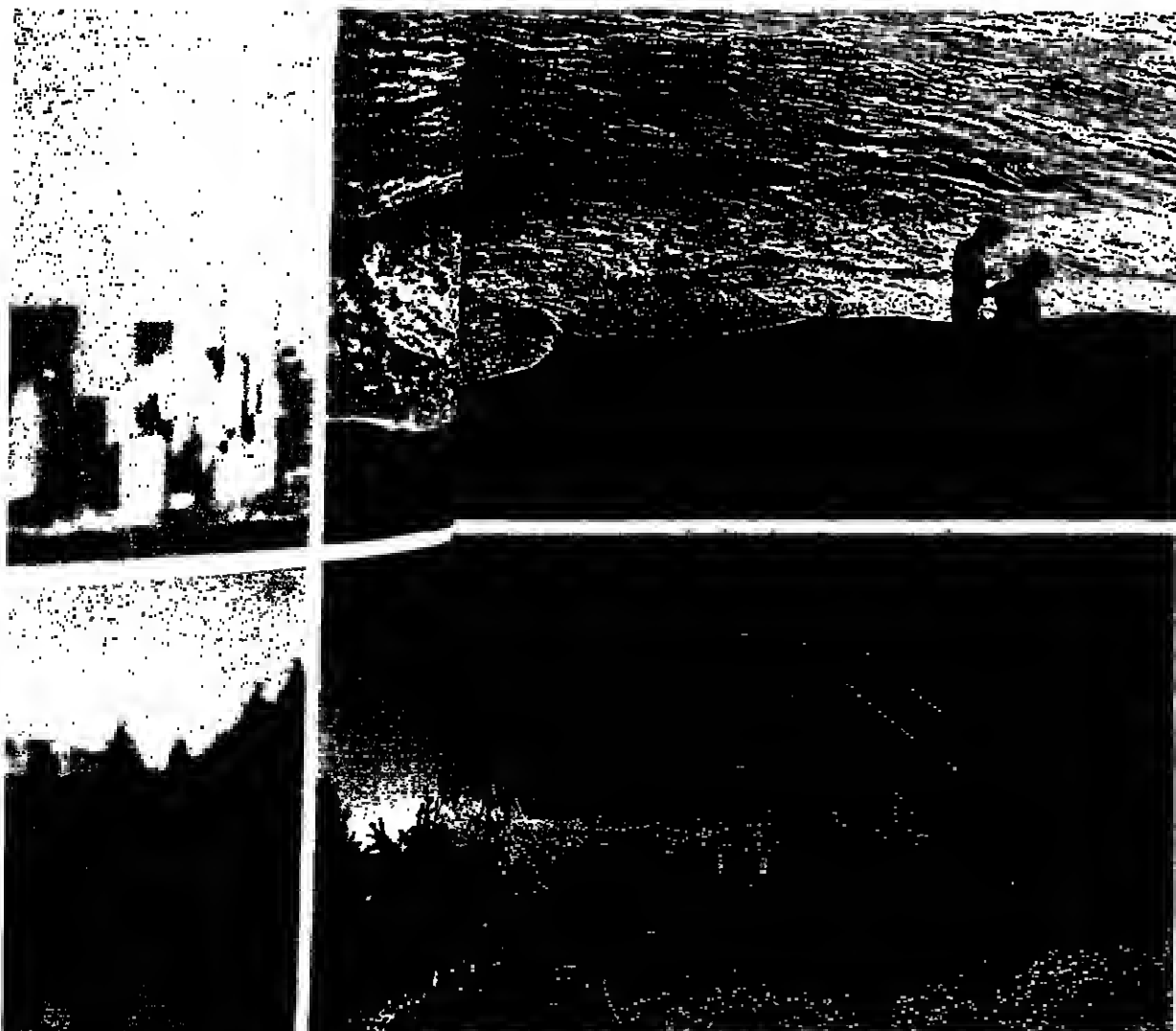
Au terme d'un vol record de 14 jours et 13 minutes, l'équipage de la navette spatiale américaine Columbia s'est posé, lundi 1<sup>er</sup> novembre, sur les pistes de la base aérienne d'Edwards (Californie). Pour ce vol d'une durée inhabituelle, les sept membres d'équipage ont pu mener à bien toutes les expériences qui leur avaient été confiées sur le comportement et les réactions des organismes vivants placés en apesantur. Une cinquantaine de rats, dont six ont été décapités en orbite, ont d'ailleurs fait les frais de ces recherches. Cette mission SpaceLab, exclusivement consacrée aux sciences de la vie, était le deuxième d'un important programme sur ce thème. — (AFP)

## RECHERCHE

### La fin du projet américain d'accélérateur de particules géant

Le président Bill Clinton a signé, vendredi 29 octobre, le texte de loi mettant fin au projet d'accélérateur de particules géant SSC (superconducting super collider), rejeté par le Congrès américain la semaine dernière (le Monde du 28 octobre). « Ce projet a été un élément important dans le programme scientifique de notre nation et son abandon constitue une sérieuse perte dans le domaine de l'énergie physique », souligne un communiqué de la Maison Blanche publié vendredi 29 octobre. Ce texte précise que le secrétaire à l'énergie, Hazel O'Leary, est chargé de préparer un rapport sur les options futures des Etats-Unis dans le domaine de la physique des hautes énergies. — (AFP)

# mie. Toute L'Amérique. C'est Forcément Delta Air Lines.



Pour votre plus grand confort, une seule compagnie vous emmène sans escale de Paris à New York, Atlanta, Cincinnati et de Nice à New York, d'où vous pourrez vous rendre dans plus de 250 villes aux USA avec le même billet d'avion. Cette compagnie c'est Delta Air Lines.

Pour plus d'information et pour toute réservation, contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au (1) 47 68 92 92 ou tapez 3615 GO US rubrique Delta. De Nice ou de Paris, jamais l'Amérique ne vous semblera si proche qu'avec Delta Air Lines !





## Le passé sous les décombres

Aux côtés des entreprises de reconstruction, les archéologues investissent le centre en ruine de la capitale libanaise.

BEYROUTH

de notre correspondant

Au cœur de Beyrouth dévasté par la guerre, les archéologues ont commencé les fouilles de la zone d'Or, sous le contrôle de l'UNESCO, pour retrouver les vestiges de la ville, ou plutôt des villes antiques. Car Beyrouth fut successivement phénicienne, perse, hellénistique, romaine, byzantine, arabe, croisée, de nouveau arabe, mamelouk, ottomane. Saos compter l'époque du mandat français dont subsistent de nombreux bâtiments qui, eux, ne sont pas enfouis dans le sous-sol.

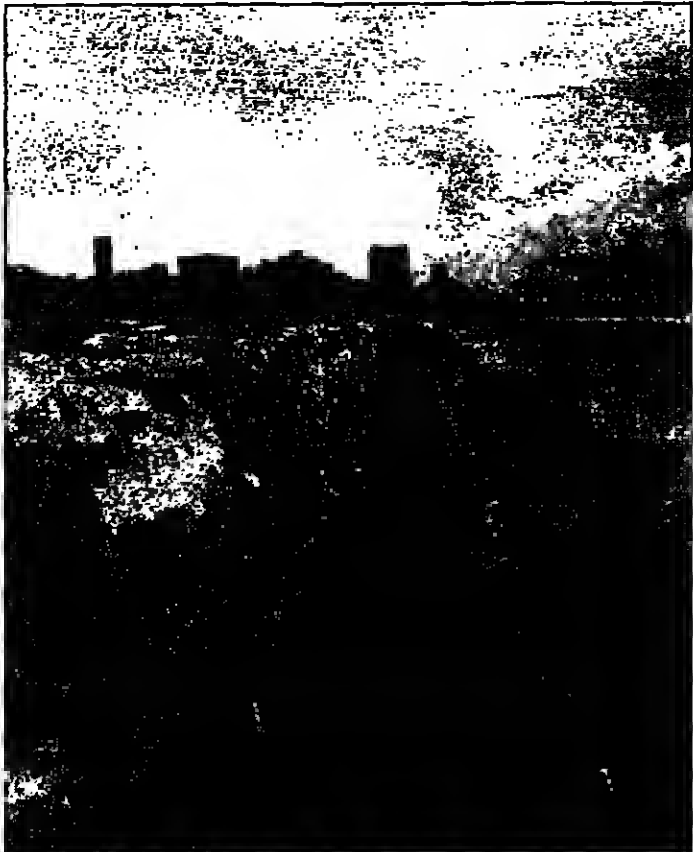
Agissant avec l'appui de la direction libanaise des antiquités, maître d'œuvre des fouilles, les archéologues ont de vingt-quatre à trente mois pour estimer le potentiel archéologique du cœur de la capitale libanaise. Ce qui se signifie pas qu'en 1996 le site sera livré sans entraves aux bulldozers et aux pelleteuses (ni, d'ailleurs, qu'entre-temps tous les travaux du centre-ville soient bloqués). Les deux opérations seront coordonnées. D'abord, durant la phase préliminaire lancée le 9 septembre, seront déterminés, grâce aux fouilles, les endroits-clés recelant les trésors archéologiques du Beyrouth ancien. Ensuite, tout au long de la recon-

struction et du développement du centre-ville, les vestiges découverts devront être harmonieusement intégrés in situ, dans le Beyrouth de demain. Quand cela ne sera pas possible, ils seront transférés au Musée national.

On sait que le sous-sol de Beyrouth est truffé de vestiges. On sait aussi où se situe la « zone d'Or » : dans un quadrilatère compris entre la place de l'Etoile, celle des Canons, la cathédrale Saint-Georges et la mer. Aussi, sur les plans (révisés) du futur centre-ville, en a-t-on fait une zone « réservée », où rien n'est prévu pour l'instant. On attend également les résultats prometteurs de fouilles de terrains en contrebas de ce que l'on appelle déjà le « Capitole », promoteur surplombant la ville ancienne, destiné à devenir le centre de l'administration libanaise, et doté de deux bâtiments d'époque ottomane dont l'un, déjà restauré, donne le ton. Des thermes romains, aujourd'hui bien mal en point après seize années de guerre, avaient été découverts dès les années 50 au pied de ce promoteur.

Un site magique et damné

Bien sûr, les archéologues vont rechercher en priorité la fameuse école de droit de Beyrouth. Mais certains se demandent si elle existe vraiment. Ou, plus exactement, si elle a existé en tant que bâtiment.



Beyrouth : le port, digne du premier bassin

Si, plutôt qu'un lieu, elle n'a pas consisté en un enseignement dispensé par des maîtres qui recevaient peut-être leurs disciples chez eux.

Pour fâcheuse qu'elle soit, et pour spectaculaire qu'en serait la mise au jour, l'école de droit n'est pas tout. Loin de là, Beyrouth est multiséculaire. La première trace de cette ville dans l'histoire remonte au quatorzième siècle avant Jésus-Christ, et le roi Amasis, vassal de Jébel, est le premier Beyrouthin connu.

Qu'y avait-il avant lui ? Qu'y eût-il après ? Plusieurs fois détruite par des séismes et des invasions, Beyrouth a toujours été reconstruite et n'a jamais été désertée. En particulier, après le fameux tremblement de terre de 551, le tiers survivant de la population y est resté. Pourquoi ? Pourquoi est-elle restée à se maintenir sur ce site à la fois magique et damné ? La réponse, si elle existe, a aujourd'hui, à l'heure de la reconstruction, plus que jamais valeur de symbole.

C'est l'identité de Beyrouth que les archéologues vont donc tenter de faire surgir des entrailles de son centre dévasté par la guerre. En détruisant presque tout, le conflit leur donne une opportunité unique d'opérer. Jamais le cœur d'une capitale historique n'a été ainsi livré aux investigations.

Où dit que le centre dévasté de Beyrouth est un « rêve d'architecte », c'est tout autant un « rêve

d'archéologue ». Pour l'instant, les fouilles ont commencé dans quatre points qui se trouvent déjà dans le domaine public : deux à la place des Canons, un derrière la cathédrale Saint-Georges. Elles s'étendront ultérieurement (sans doute début 1994) au reste de la « zone d'Or », dès que la constitution de la société foncière Solidère aura été achevée.

Trois hommes-clés sont en charge de la découverte du Beyrouth archéologique : deux Libanais, Camille Asmar, directeur général des antiquités, et Hareth Boustany, coordinateur pour le compte de la société Solidère, et un Français, Philippe Marquis, mandaté par l'UNESCO. La France - grâce à l'IFAO (Institut français d'archéologie en France-Orient), au conseil régional d'Ile-de-France et à la ville de Marseille - et la Grande-Bretagne sont, pour l'instant, les deux seuls pays étrangers présents dans cette campagne. Mais on attend d'autres contributions, notamment de l'Allemagne et de l'Italie. Les besoins en fonds et en compétences pour travailler et former des équipes libanaises sont immenses. Les fouilles ont pu commencer grâce à deux dons : 1 million de dollars de la fondation Hariri et 300 000 dollars du PNUD. Il en faut au moins quatre fois plus. La mémoire de Beyrouth vaut bien ce prix.

LUCIEN GEORGE

## Un entretien avec le PDG d'Arianespace

« Ariane 5 aura peu de concurrents », nous déclare Charles Bigot

Neuf cents industriels venus de 13 pays d'Europe et appartenant à plus de 240 sociétés se sont réunis jeudi 28 et vendredi 29, juin, à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, pour des « journées d'information et de réflexion » consacrées à la transition industrielle et opérationnelle entre Ariane 4, actuellement en exploitation, et le futur lanceur lourd Ariane 5. A cette occasion, Charles Bigot, PDG d'Arianespace, société responsable de la commercialisation, de la production et de l'exploitation d'Ariane, nous explique comment il compte maintenir la suprématie européenne dans un marché en pleine évolution.

« Où en est le développement d'Ariane 5 ? »

Le lanceur sera prêt dans les délais. C'est le moins que nous dit le CNES, maître d'œuvre. La mise au point du gros moteur cryogénique HM-60 se déroule parfaitement, sans le moindre accroc. Quelques problèmes techniques ont entraîné le report du deuxième essai du propulseur à poudre, mais cela n'aura pas d'incidence sur les délais. Les deux premiers vols de qualification sont toujours prévus fin 1995 et début 1996. Nous entamerons l'exploitation commerciale à partir du troisième, fin 1996.

« Pourquoi ces « journées industrielles » ? »

### M. Gérard Longuet : « Un exemple de cohésion européenne »

« Ariane est un exemple que tout le monde admire. Elle représente un nouveau sommet dans cette recherche de cohésion européenne et d'existence industrielle (...). Je m'attacherai (...) à défendre une solidarité européenne absolue en sa faveur », a déclaré, jeudi 28 octobre, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur aux industriels européens réunis par Arianespace à Paris.

A propos du programme européen à long terme d'infrastructures orbitales habitées, M. Longuet n'a pas caché que « les fonds publics ne seront plus ce qu'ils ont été ». Selon lui, l'industrie spatiale va glisser d'une économie de recherche et de soutien vers une économie de marché.

Nous avons tenu le même genre de manifestation en 1987, à la Villette déjà, pour annoncer aux industriels que nous voulions leur faire fabriquer Ariane en série. Cela pouvait sembler une gageure, mais l'objectif a été atteint. Le plan de 1987 prévoyait le vol 60 en octobre 1993 et il a eu lieu le 22. Si aucun gros pépin ne survient, nous prendrons même un peu d'avance sur nos prévisions.

Grâce à cette stratégie, Ariane est devenu le meilleur système au monde de lancement de satellites, et a capté 60 % du marché civil occidental. La fiabilité du lanceur nous vaut la confiance des clients, notre situation financière est très saine. Il faut maintenant se préparer à appliquer à Ariane 5 la même discipline de fer sur la qualité et la productivité.

« Comment la transition entre Ariane 4 et Ariane 5 se fera-t-elle ? »

Afin de sécuriser nos clients et aussi de nous donner la souplesse nécessaire pour traiter au mieux les éventuelles maladies de jeunesse du nouveau lanceur, nous avons prévu d'exploiter conjointement Ariane 4 et Ariane 5 pendant trois ans. Cela nécessitera deux pas de tir et deux systèmes d'exploitation différents, et coûtera cher. Le surcoût est estimé à 3 ou 4 milliards de francs, dont 2 milliards seront tirés de nos fonds propres, le reste devant être trouvé auprès de nos partenaires.

« La crise aide-t-elle certains gouvernements ou organisations européennes invoquant les lois de la concurrence pour...

choisir des lanceurs américains au détriment d'Ariane.

Il est vrai qu'un lancement sur un Thor Delta ou un Atlas peut paraître un peu plus intéressant, financièrement à certains gouvernements européens. Mais ils doivent garder les yeux ouverts. Les Américains peuvent proposer ces tarifs car ils disposent d'un énorme marché gouvernemental (notamment militaire) qui leur est réservé. La concurrence n'est pas équilibrée. Si Washington choisissait de temps en temps Ariane, je ne verrais aucun inconvénient à ce que les gouvernements européens fassent de même. Ce n'est pas le cas. Les Etats-membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) ne doivent pas oublier, en outre, qu'ils ont financé Ariane. Les sommes déposées peuvent paraître élevées, mais l'exploitation commerciale des lanceurs a généré, pour l'industrie européenne, un chiffre d'affaires de 3,5 à 4 fois supérieur.

### L'arrivée des Russes

« Les Russes, avec leur Proton, les Chinois, avec Longue-Marche, ne risquent-ils pas de devenir eux aussi de redoutables concurrents pour Ariane ? »

Quand j'ai pris mes fonctions, il y a quatre ans, la presse titrait : « ArianeSpace a mangé son pain blanc ». Depuis, les ouages se sont dissipés, mais nous avons bien réussi ! Les Chinois ? Ils n'ont toujours pas expliqué les raisons de l'échec du lancement d'un satellite australien en décembre 1992. Un tel manque de transparence risque de leur faire perdre la confiance des clients, primordiale dans notre métier.

Quant aux Russes, ils ont parfaitement compris qu'il était inutile de venir bousculer leur futur allié. Ils ont négocié avec l'Europe et les Etats-Unis deux accords qui leur accordent un quota de neuf lancements jusqu'au 31 décembre 2000. C'est de l'intérêt de tout le monde. Y compris de leur car ils n'ont pas, ainsi, à pratiquer des prix de dumping pour gagner des parts de marché.

« Pourquoi les Américains ont-ils refusé les discussions tripartites pour imposer deux accords bilatéraux ? »

L'amour-propre d'un grand pays un peu impérialiste, peut-être. Mais leur but était aussi différent du nôtre. Au-delà d'un objectif purement commercial, ils entendaient négocier avec les Russes pour éviter qu'ils ne vendent à certains pays une technologie « sensible » pouvant servir à la fabrication de missiles.

« L'accord russo-américain a été signé en septembre. L'accord russo-européen ne l'a pas encore été... »

C'est la Commission européenne qui a négocié, en compagnie de l'ESA, l'Europe a toujours des problèmes quand il s'agit de signer des accords internationaux : elle se cherche, les gouvernements sont jaloux de leurs prérogatives. Mais il est parvenu, nous sommes d'accord, c'est l'essentiel et j'ai toute confiance : il sera signé rapidement.

« Vous avez, paraît-il, fait une offre commune avec les Russes pour le lancement de satellites indiens. N'est-ce pas introduire le loup dans la bergerie ? »

Grâce à ces négociations, nos rapports avec les Russes ont changé. Il s'agit désormais d'une compétition normale, sans « guerre ». Nous pouvons nous entendre. Au coup par coup, bien sûr : pas question de mariage ni même de cohabitation. L'appel d'offres indien nous semblait tout indiqué pour un premier essai. Très bon client d'Arianespace, l'Inde a aussi d'excellents rapports avec les Russes mais, en revanche, des relations tendues avec les Etats-Unis. En une période où la demande est importante, la combinaison de deux lanceurs crédibles permet plus de flexibilité pour optimiser les services de lancement.

« Comment voyez-vous la concurrence à l'horizon 2000, quand Ariane 5 sera complètement opérationnelle ? »

A vrai dire, je ne lui vois pas beaucoup de concurrents. Proton ? Il faudra que les Russes l'améliorent et fassent de sérieux efforts de productivité. Les Américains ? De leur propre aveu, le Titan a des coûts d'exploitation faramineux ; quant à l'Atlas-2AS il fonctionne très bien, mais il a été tiré au maximum de ses possibilités et ne peut plus évoluer (1). Les Etats-Unis devraient imaginer une stratégie ambitieuse de lancements commerciaux mais, à min grand étonnement, ils ne semblent pas en avoir l'intention.

A plus long terme, s'il n'y pas trop de bagarre commerciale, on pourrait voir apparaître deux ou trois lanceurs construits en coopération internationale. Ariane 5 pourrait constituer un bon « noyau » pour l'un d'eux.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les fusées chinoises et japonaises ou l'américaine Thor Delta ont une capacité d'emport inférieure ou égale à 30 % de celle d'Ariane 5, et ne peuvent donc concurrencer le futur lanceur lourd européen.

## La recherche française en fiches

A l'heure où le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche prépare dans une certaine hâte une grande consultation sur la recherche en France, nul doute que les organisateurs de cette manifestation nationale trouveront matière à leurs réflexions dans le nouveau et second rapport (1) que l'Observatoire des sciences et des techniques (OST) vient de rendre public. Créé en 1988 à l'initiative d'Hubert Curie, alors ministre de la Recherche et de la Technologie, puis mis en place en septembre 1990, l'OST a la lourde charge de dresser périodiquement le tableau de bord de la recherche française à l'image des fameux Science and Engineering Indicators américains de la National Science Foundation (NSF).

Pour cette onzième édition, le rapport *Science et Technologie, indicateurs 1994* de l'OST reprend les quatre grands chapitres qui avaient constitué le rapport 1992. La France, les régions, l'Europe et le monde, et on développe un cinquième relatif aux recherches sur l'environnement. En voici les grandes tendances.

« Les moyens. » Quelque 160 milliards de francs ont été dépensés pour la recherche, en 1990, soit 2,4 % du PIB, contre 2,2 % à la Grande-Bretagne, 2,8 % à l'Allemagne. Ces dépenses sont assurées à 54 % par l'Etat, dont 19 % pour les seules activités de défense - et à 45 % par les entreprises. Le spatial se taille la part du lion avec 18 % des crédits, 10 % devant les grands programmes, 10 % chacun, que sont l'aéronautique, les télécommunications, l'électrochimie et les autres programmes militaires de recherche et développement.

« Les effectifs. » Environ 140 000 personnes, dont 67 000 chercheurs et ingénieurs, assurent ces activités de recherche dans le secteur public, contre 55 000 chercheurs et ingénieurs dans le monde de l'entreprise.

« La production scientifique. » La France produit 4,7 % des publications scientifiques mondiales et 16,8 % de celles de la CEE. Ces chiffres sont en très léger retrait par rapport aux années précédentes du fait de la poussée d'un certain nombre de pays d'Extrême-Orient. Mais, malgré ce tassement, la part de la France, au cours des années 80, a augmenté de 10 % au plan mondial, tandis que sa position en matière de dépense de brevets augmentait lentement (9 % en Europe et 3,6 % aux Etats-Unis). Dans ce domaine, la France se situe à 20 % au sein de la CEE quand l'Allemagne caracole en tête (50 %) et

la Grande-Bretagne n'occupe que la 3<sup>e</sup> position (15 %).

« Les régions. » Malgré les premiers effets de la décentralisation, l'Ile-de-France concentre encore 42 % des activités de la recherche publique civile, 38 % de la recherche académique et 42 % de la recherche publique finalisée. Loin devant Rhône-Alpes, la région parisienne produit donc 44 % des publications scientifiques françaises : sciences exactes, invente 45 % des brevets européens de la France et assure 44 % des emplois dans les secteurs industriels de haute technologie.

« L'environnement. » Près de quatre mille chercheurs et ingénieurs travaillent dans ce secteur qui dépense quelque 2,8 milliards de francs par an répartis sur quatre thèmes : 1 milliard de francs pour les recherches sur les milieux, dont 540 millions de francs pour le volet air-atmosphère-climat ; 900 millions de francs pour celui sur les écosystèmes ; 490 millions de francs pour les thèmes déchets-risques-sécurité et 380 millions de francs pour la gestion-qualité de l'environnement. Et c'est dans le thème « milieux » que la France a le plus grand poids mondial en matière de publications scientifiques, puis vient le secteur air-atmosphère-climat, alors qu'elle est significativement faible en écologie générale et en écotoxicologie.

« Le pouvoir de la triade. » L'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon, c'est-à-dire la triade au sens large, réalisent ensemble plus de 90 % des presque 400 milliards de dollars que représentent les activités de recherche et développement en 1991. Et ce alors que le nombre de ses chercheurs ne pèse guère plus de la moitié des 4 millions des chercheurs mondiaux.

« En matière de publications scientifiques, l'Europe représente quelque 33 %, juste derrière les Etats-Unis (37 %) mais devant le Japon (8 %). La CEE apparaît spécialisée en médecine clinique, chimie, mathématiques, mais faible en revanche dans les domaines de la biologie animale et végétale et des sciences de l'ingénieur.

Quant à la recherche industrielle, l'intensité de ce secteur aux Etats-Unis est de 20 % supérieure à celle du Japon, elle-même supérieure de près de 20 % à celle de la CEE, preuve que l'Europe, et en particulier la France, a du mal à bien valoriser son potentiel scientifique.

J.-F.A.

(1) En vente aux éditions Economica, 49, rue Hécourt, 75015 Paris. Prix : 300 F.

Les foetus d'o

Sida du Sud, sida du N

Tirer 790 F  
chez Durieux



SCIENCES • MÉDECINE

POINT DE VUE

Les fœtus d'outre-tombe

par les docteurs  
Didier David  
et Nicole Mulliez

A récente découverte de fœtus provenant de l'hôpital d'Auch dans une décharge publique (*Le Monde* du 17-18 octobre 1993) a suscité des réactions d'indignation et d'incrédulité. Le directeur de l'hôpital s'est retranché derrière le règlement qui ne prévoit d'existence légale qu'aux fœtus ayant dépassé 180 jours de gestation. On ne peut nier cet aspect réglementaire. Il vient même d'être renforcé par une récente loi (du 8 janvier 1993) suivie d'une circulaire d'application parue au *Journal officiel* du 24 mars.

Avant ces 180 jours, le fœtus mort n'a pas de personnalité juridique, à la différence du fœtus vivant qui a, lui, une personnalité juridique potentielle. Il peut de ce fait être assimilé aux déchets hospitaliers, aux prélèvements de corps humains après intervention chirurgicale par exemple, et donc, à la limite, il peut être abandonné dans une décharge publique.

Mais s'abriter derrière ce paravent juridique est très réducteur et ne tient pas compte de la formidable évolution récente de la connaissance du fœtus et de la nouvelle médecine du début de la vie. Pour les médecins, le fœtus est aujourd'hui devenu un patient, pour les parents, il est déjà un enfant. Ces dernières années ont vu le développement spectaculaire de la médecine du fœtus, comme vient de l'expliquer dans ces colonnes le professeur Fernand Daffos (*Le Monde* du 12 octobre 1993). Naguère, seuls les mouvements du fœtus ressentaient par la mère et les bruits du cœur écoutés par le médecin permettaient un abord très partiel de l'être caché dans l'utérus maternel. Le développement spectaculaire des nouvelles techniques, échographie en tête, permet de le connaître de mieux en mieux et d'en faire un patient à part entière. A ce titre, il est traité comme une personne humaine.

Parallèlement à la médecine fœtale, la pédiatrie du nouveau-né prématuré s'est extraordinairement déve-

loppée. Des prématurés de moins de 180 jours de grossesse peuvent actuellement être soignés et sauvés. Qu'ils demeurent vivants ou qu'ils décèdent, ils sont considérés comme des personnes humaines ayant droit au respect.

Le respect pour le fœtus vivant doit-il s'arrêter dès qu'il est mort ? Il ne s'agit pas d'une question théorique; en effet, de nombreuses grossesses aboutissent soit à des morts fœtales *in utero* spontanées, soit à des morts fœtales par interruptions médicales de grossesse.

Il importe sur le plan juridique de reprendre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur les limites de viabilité: 22 semaines d'absence de règles ou plus de 500 grammes de poids, pour favoriser la déclaration à l'état civil des fœtus morts. Cette décision de déclaration si importante ne doit pas être laissée au seul médecin comme le prévoit la circulaire de mars dernier. C'est de cette déclaration que dépend le devenir du corps. Et il faut permettre l'expression de la volonté des parents quant à la reconnaissance légale de leur fœtus.

«**Deuil pathologique**»

L'expression de cette volonté tient à des aspects psychologiques dont nous avons mesuré l'importance depuis quelques années, alertés que nous sommes par le comportement de certains couples dans les suites parfois éloignées d'une mort fœtale. Ces couples étaient dans un état de grande souffrance psychologique, appelée «**deuil pathologique**». Ils demandaient notamment comment était leur fœtus et ce qu'il était devenu. Ils avaient bien sûr à l'esprit que les médecins avaient dû se débarrasser comme de vulgaires déchets et peut-être même les avoir jetés dans une décharge...

Idee angoissante et en même temps intolérable pour eux, car les morts sans sépulture laissent des vivants; ou plutôt, c'est la culpabilité de ne pas avoir fait tout ce qu'il fallait pour le mort qui les assaille. Les médecins sont fiers, à juste titre, de la nouvelle

médecine du début de la vie et de ses réalisations, parce qu'elle permet de rassurer les parents lorsque tout est normal (situation heureusement et de loin la plus fréquente), de détecter et de traiter les maladies ou les anomalies curables, de préparer les soins spécialisés éventuels à la naissance, de prendre en charge et de sauver de nombreux prématurés. Ils sont souvent très mal à l'aise devant la mort qui signe leur impuissance à prévenir ou leur échec à soigner. Ils se sentent souvent coupables devant la proposition d'interruption de la grossesse.

C'est si vrai que l'on a recouru à ce terme si paradoxal et si choquant d'interruption «**thérapeutique**» de grossesse, présent dans la loi Veil. L'interruption de grossesse n'est bien sûr pas une «**thérapeutique**», c'est même le contraire. Elle est envisagée quand il n'y a pas de thérapeutique. Cette fuite par les mots peut se retrouver dans le comportement des soignants: fuite devant les parents, devant leur angoisse, escamotage du fœtus à la naissance en poussant le couple à miser sur l'oubli et en le centrant sur un projet de nouvelle grossesse.

De telles pratiques font, en quelque sorte, perdre aux parents une deuxième fois leur fœtus. Et à vouloir gommer, effacer, oublier la mémoire de ce fœtus, on ne laisse qu'un vide angoissant.

Depuis quelques années (1986 en ce qui nous concerne), des médecins et des sages-femmes ont voulu assurer une prise en charge psychologique des couples et proposent une aide concrète. Celle-ci est fondée sur un suivi personnalisé depuis le diagnostic prénatal jusqu'aux suites de l'interruption de grossesse. Le soignant doit faire face à l'angoisse du couple et lui dire que, s'il le désire, il peut voir, à la naissance, son fœtus/né. Il faut aussi se donner les moyens de pouvoir montrer le corps dans les deux ou trois jours qui suivent ou ultérieurement une photographie. Il n'est pas rare en effet qu'après un refus initial le couple ait le désir de voir celui qu'il perd. Loin d'être choquant pour les parents, la visualisation les soulage et permet ensuite de parler de

ce qu'ils ont connu et perdu et d'exprimer alors leurs affects.

Le soignant doit aussi parler de la possibilité de lui donner un prénom, de l'inscrire sur le livret de famille et aussi de pratiquer les rites funéraires selon les croyances et désirs des parents. Le devenir du corps doit être abordé à un moment où des décisions concrètes peuvent être prises par les familles. Si le couple reviendra à un moment où plus rien ne sera modifiable. Parallèlement, un bilan médical complet avec autopsie (1) doit être proposé afin d'objectiver les anomalies et de donner à distance des informations sur les risques éventuels de récurrences, heureusement rares.

Tout cela n'évite bien évidemment pas aux parents le deuil de leur enfant. Exprimer des sentiments de tristesse et de douleur morale devant la perte d'un être proche est un comportement normal. Une telle expression est favorisée par cette prise en charge. On évite aux familles d'entrer dans un deuil pathologique, blocage de l'évolution du deuil à sa phase première de choc psychologique, la perte devenant alors indépassable. Cette aide, la représentation et la reconnaissance du fœtus ainsi que l'accomplissement des rites permettent aux parents de se dire qu'ils ont agi humainement vis-à-vis de ce petit être qu'ils avaient créé et de dépasser peu à peu, en l'assumant, ce moment si douloureux.

(1) Les actes de fœtopathologie ne sont toujours pas actuellement pris en charge par la Sécurité sociale.

► Le docteur Didier David est pédiatre à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul (Paris) et le docteur Nicole Mulliez, fœtopathologiste à l'hôpital Saint-Antoine (Paris).

Retour de fléau au pays khmer

La tuberculose est devenue la première cause de décès dans la population active au Cambodge

PHNOM-PENH  
de notre envoyé spécial

Pour mesurer à quel point plus de vingt années de guerre ont affecté le Cambodge, il suffit de prendre l'exemple de la tuberculose, qui y est redevenue, selon le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), «**le fléau le plus grave**». Cette maladie endémique y ferait environ 13 000 victimes par an. On peut estimer à 500 le nombre des nouveaux cas annuels par tranche de 100 000 habitants, un chiffre sans équivalent ailleurs dans le monde», estime, pour sa part, le docteur Pierre-Yves Norval, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Sur quelque 40 000 cas «**dépistés**», 30 % peuvent être, dans les conditions actuelles, traités, et le taux de guérison n'est, parmi ces derniers, que de 40 %. La tuberculose est, ajoute le docteur Bruce Chauvin (CICR), «**la première cause de mortalité**» dans la tranche d'âge de quinze à quarante-cinq ans. Cet état de fait est d'autant plus «**inadmissible**», estime encore le docteur Chauvin, que la tuberculose peut être facilement contrôlée à défaut d'être éradiquée. «**Une petite dépense pour résoudre un gros problème**», résume-t-il.

Appel urgent à l'aide internationale

Compte tenu d'efforts déjà entrepris - la lutte contre la tuberculose a repris au Cambodge, au début des années 80 -, l'OMS a calculé qu'il faudrait un budget de 3 millions de dollars sur trois ans, alors que les Nations unies y ont dépensé plus de 2 milliards de dollars en dix-huit mois pour tenter d'y rétablir la paix, sans entêtement y parvenir. «**Le budget affecté au parc automobile de l'ONU au Cambodge a été de 152 millions de dollars**», rappelle un autre expert occidental.

Mais, à ce jour et en dépit d'un premier appel de l'OMS en août 1992, les réponses des bailleurs de fonds ont été limitées. Le ministère

de la santé khmer va lancer un «**appel urgent à la communauté internationale pour couvrir les besoins en médicaments antituberculeux**» jusqu'en mai 1994, date à laquelle une dotation importante est attendue. Pour poursuivre les soins en cours (13 000 malades traités), il évalue ces besoins, sur les sept prochains mois, à 145 000 dollars, soit un peu plus de 800 000 francs. Le ministère compte lancer son appel à l'occasion de la réunion à Bangkok, du 1<sup>er</sup> au 4 novembre, d'une conférence régionale sur la tuberculose organisée par l'Union internationale contre la tuberculose (UIC) de Paris. L'établissement d'un programme global de lutte n'en demeure pas moins tributaire de contributions qui n'ont pas encore été annoncées.

L'OMS estime que les cas de tuberculose au Cambodge sont deux fois plus nombreux qu'en Afrique ou au Vietnam. «**La guerre, la destruction des systèmes de santé et l'arrêt de la prise en charge des tuberculeux sont, bien entendu, une des raisons de cette endémie**», jugent, de leur côté, le CICR et Médecins sans frontières, dans une déclaration qui devait être diffusée début novembre à Phnom-Penh. Les efforts fournis depuis dix ans par la Croix Rouge cambodienne et des organisations d'aide humanitaire ont donc été limités, faute d'appui international.

Or la situation est d'autant plus inquiétante que la menace d'une épidémie de sida au Cambodge est prise de plus en plus au sérieux. «**Une victime du sida sur trois, rappelle le docteur Norval, meurt de la tuberculose**. Dans quelques années, donc, les risques de contamination tuberculeuse seront encore plus forts. » En d'autres termes, en agissant sur-le-champ, à peu de frais, on pourrait rapidement et efficacement lutter contre la tuberculose au Cambodge. Encore faudrait-il que la communauté internationale accomplisse le geste nécessaire.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Sida du Sud, sida du Nord

Tandis que la propagation de l'épidémie s'accélère en Asie, l'évolution des dépenses mondiales trahit le fossé entre les pays

LYON  
de notre bureau régional

Bientôt vingt ans après l'apparition des premiers signes de l'épidémie de sida en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe, dix ans après l'identification du virus, faut-il encore s'attendre au pire ? Eric Van Praag, responsable du programme AIDS à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne s'est guère montré rassurant devant les participants du premier congrès HIV 93, qui s'est déroulé courant octobre à Lyon.

Selon les estimations de l'OMS actualisées en juin 1993, treize millions de personnes seraient contaminées dans le monde (1). Parmi elles, plus de huit millions en Afrique sub-saharienne, à raison d'un adulte sur trois ou quatre dans les grandes villes, essentiellement par l'intermédiaire de rapports hétérosexuels. Plus inquiétant encore, estime M. Van Praag, est la propagation de l'épidémie en Asie, où un million et demi de personnes sont atteintes, soit trois fois plus que l'an dernier. Dans les zones du triangle d'or, du nord de l'Inde, du sud de la Chine, du Vietnam et du Cambodge, les effets cumulés de la drogue, de la prostitution juvénile et des rapports hétérosexuels font craindre une diffusion du virus à un rythme beaucoup plus rapide qu'il y a dix ans en Afrique.

Concernant la maladie elle-même, l'OMS a dénombré un peu plus de 600 000 cas de sida officiel-

lement déclarés. En réalité, l'organisation mondiale estime le chiffre de 2 millions et demi de malades plus proche de la réalité, dont 71 % en Afrique (2). Au rythme actuel, près de dix millions de personnes dans le monde seront concernées d'ici à l'an 2000. Dans certaines cités d'Australie, d'Amérique du Nord et d'Europe de l'ouest, le sida est devenu la première cause de mortalité de la population des 20-40 ans. Une proportion qui atteint 50 % parmi les adultes, et plus spécifiquement 80 % des jeunes adultes, dans les zones les plus infectées de l'Ouganda. L'OMS a par ailleurs observé une aggravation de la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants qui pourrait atteindre 200 à 250 cas pour 1 000 naissances d'ici l'an 2000.

Cette évolution modifie considérablement la nature des programmes de soins et de prévention mis en œuvre dans ces pays. La première conséquence, selon M. Van Praag, est le développement de certaines maladies «**opportunistes**», consécutives au sida, comme la tuberculose, dont seraient victimes cinq millions de personnes, notamment dans les pays développés.

Environ 10 milliards de francs

En second lieu, la prise en charge nécessitera, dans un proche avenir, un changement profond des structures sanitaires. Dans certains hôpitaux de grandes villes africaines, à Kinshasa, Lusaka ou

Bujumbura, 50 à 70 % des lits sont actuellement occupés par des malades atteints de sida ou de tuberculose, à tel point qu'il ne reste presque plus de places pour l'accueil et le traitement des autres affections.

Autre conséquence, et non des moindres, le coût global de l'épidémie qui révèle, une fois de plus, l'ampleur du fossé qui sépare les pays. Pour l'OMS, 20 % des dépenses pour le sida sont consacrées aux pays en voie de développement qui concentrent pourtant 80 % des cas.

Dépenses directes en médicaments, frais d'hospitalisation, de personnel, de prise en charge, de recherche et de prévention mais aussi coûts indirects de perte d'activité, d'indemnisation et surtout d'hémorragie dans une population jeune: le sida est devenu un enjeu économique majeur, estime, pour sa part, Denis-Clair Lambert, professeur à l'université Lyon-III. En France, où les dépenses médicales pour le sida sont passées de 2 milliards en 1989 à 3,5 milliards en 1993, le coût élargi peut être estimé à environ 10 milliards de francs, si l'on inclut la valeur capitalisée de la production perdue pendant la vie active.

En l'an 2000, il faudrait ainsi s'attendre à un triplement de cette somme, soit 6 % des dépenses de santé. Dans le monde, le coût médical direct - de 90 milliards de francs (1,6 % des dépenses en 1989) à 130 milliards en 1991 - pourrait atteindre 616 milliards en l'an 2000, soit 7,1 %, en grande partie supportés par les pays du tiers-monde. Selon l'OMS, il est en fait, à cette date, ils totaliseront 95 % des personnes contaminées et des malades.

MICHEL DELBERGHE

(1) Sur les 13 millions de personnes contaminées, 8 millions sont en Afrique sub-saharienne, 1,5 million respectivement en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, 1 million en Amérique du Nord, 500 000 en Europe de l'ouest.

(2) Parmi les 2,5 millions de cas de sida déclarés, 71 % sont en Afrique, 11 % aux USA, 9 % dans les autres parties de l'Amérique, 5 % en Europe et 1 % en Asie.

**Le Monde**

fait le tour  
de Paris-Ile de France  
avec une nouvelle page quotidienne

NOUVEAUX FILMS • ENQUÊTES • NOUVELLES • REPORTAGES • SPECTACLES DU JOUR

Chaque jour, découvrez un Monde nouveau

**Images**

ÉCONOMIQUES  
du monde 1993-94

à paraître le 15 novembre 1993

données 1992 sur les républiques d'Amérique latine

SEDES 43 25 23 23

**Titreuse 790 F chez Duriez**

Bande 6 à 18 mm de largeur • 6 tailles de caractères • 3 poches • 220 illustrations • Encadré, souligné impression verticale et miroir •

112/132, bd Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup> • 18, bd Sébastopol, Paris 4<sup>e</sup> • 3, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>

(1) 46-33-20-43



## PARIS

Après le choix de Saint-Denis pour la construction du Grand Stade

## Le maire du seizième arrondissement souhaite la destruction du Parc des Princes

La décision de construire le Grand Stade à Saint-Denis et son éventuelle utilisation par le club de football du PSG après la Coupe du monde pèsent sur l'avenir du Parc des Princes et des cinq hectares qu'il occupe depuis plus de vingt ans. La question n'a pas seulement été évoquée au Conseil de Paris, le 18 octobre. On a appris tardivement, et sans qu'il y ait été fait la moindre allusion lors de la séance du Conseil, qu'elle avait été également débattue quelques jours auparavant au conseil d'arrondissement du seizième arrondissement. Un vœu a même été voté par trente-trois des trente-neuf conseillers (les six autres étant absents).

Les élus de l'Ouest parisien souhaitent que, dans le futur,

« l'équipe du PSG joue ses matches sur le Grand Stade », que le Parc des Princes « soit rendu à la quiétude des riverains » et que les projets de réhabilitation « favorisent au maximum les familles et le cadre de vie ». En tout cas, ils n'entendent pas être tenus à l'écart des réflexions touchant au devenir du Parc.

La difficulté, dans ce cas, c'est que la loi dite PLM (Paris-Lyon-Marseille), qui a créé les conseils d'arrondissement, ne donne à ceux-ci aucun droit de regard sur les équipements intéressant la ville tout entière. Théoriquement, ils n'auraient même pas à évoquer leur sort. Le maire de Paris peut donc, en toute légalité, se passer de l'avis de l'assemblée du seizième puisque le Parc n'est pas un stade de quartier.

Pierre-Christian Taittinger, sénateur (UDF) de Paris et maire du seizième, a pourtant des idées sur une éventuelle réutilisation du Parc des Princes et il n'hésite pas à les livrer : « Nous devons envisager de casser les tribunes pour construire des logements et de transformer la pelouse (7 500 m<sup>2</sup>) en équipements sportifs de proximité et en espaces verts ». En réalité, les habitants de l'arrondissement sont excédés par les nuisances du Parc des Princes et des supporters qu'il attire. Leur slogan est aujourd'hui : « Vingt ans de gêne et d'incidents, ça suffit ».

L'Hôtel de Ville est embarrassé par la revendication du secteur le plus bourgeois de la capitale. Elle illustre l'importance grandissante que les élus de quartier souhaitent prendre et prennent effectivement dans la politique municipale. Jacques Chirac ne souhaite pas que l'affaire du Parc crée un précédent dans les relations entre l'Hôtel de Ville et des maires d'arrondissement et moins encore qu'elle ne remette en cause leurs pouvoirs respectifs. Il redoute aussi qu'elle ne devienne un objet de polémique ou même de discord au sein de sa majorité.

Jean Tibéri, premier adjoint du maire de Paris, membre du conseil d'administration du PSG, tente de calmer le jeu : « Le problème du Parc se pose, reconnaît-il, mais il n'y a pas le feu ». Et de rappeler que l'utilisation du Parc est assurée jusqu'en 1998 puisqu'un certain nombre de matches de la Coupe du monde devraient y avoir lieu.

M. A.-R.

## REPÈRES

## MÉTRO

## Des arrêts de travail sur les lignes 13 et 9

Le trafic devait être perturbé, mardi 2 novembre, sur la ligne 13 (Châtillon-Saint-Denis-Bastille), à la suite d'un préavis de grève déposé par trois syndicats de conducteurs (CGT, CFTD, SAT autonome). Des arrêts de travail sont à prévoir de 10 h 30 à 14 heures, de 17 heures à 21 heures et après 23 heures. Ces débrayages font suite à une nouvelle agression contre un agent de la RATP. Mercredi 27 octobre, six individus ont tenté d'emporter la recette de la station « Malakoff, rue Étienne-Dolet », à l'ouverture, après avoir menacé le chef de station à l'arme blanche.

D'autres arrêts de travail sont programmés durant la semaine (mercredi, jeudi et vendredi), aux mêmes heures, sur la ligne 9 (Pont-de-Sèvres-Mairie-de-Montreuil), à l'appel des mêmes syndicats auxquels s'est joint le syndicat indépendant. Cette ligne avait été perturbée la semaine dernière à la suite d'agressions de trois agents. Les syndicats réclament la présence d'au moins deux agents dans chaque station, à l'ouverture et à la fermeture du service.

## COMMERCE

## Extension d'une galerie marchande en Val-de-Marne

Après Bella Epine, un deuxième centre commercial vient de s'agrandir dans le Val-de-Marne, il s'agit du Val Fontenay, à Fontenay-sous-Bois. Une galerie de 8 000 mètres carrés, avec quarante-deux boutiques et deux moyennes surfaces (un restaurant rapide et un spécialiste de l'électroménager et de la hi-fi), s'est ajoutée à l'hypermarché (12 000 mètres carrés) installé depuis 1973 et aux cinquante boutiques d'une première galerie commer-

ciale (8 000 mètres carrés) créée en 1980. Si la partie ancienne appartient à Auchan, la nouvelle galerie est la propriété de Fleis immobilier, filiale française du groupe d'investissement suédois, Fleis Real Estate AB, qui refuse de communiquer le coût de cette opération.

Actuellement, 80 % des surfaces de la nouvelle galerie sont commercialisées. A terme, elle devrait permettre la création de près de 400 emplois. Le zone de chalandise de Val Fontenay, à cheval sur les départements du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis, concerne 300 000 personnes.

## PROMENADE

## Moins de voitures au lac Daumesnil

L'une des deux routes conduisant aux lacs du lac Daumesnil, dans le bois de Vincennes, sera bientôt interdite aux voitures. Cette mesure fait partie du programme de reconquête de l'un des sites du grand parc parisien les plus appréciés. Dessiné par l'ingénieur-paysagiste Jean-Charles Alphand, au sein du Second Empire, le lac Daumesnil s'étend sur une vingtaine d'hectares. Il entoure deux îles reliées par une passerelle et abritant un restaurant. Les rameurs du dimanche viennent y croiser sur des barques de location, dont la forme n'a pas varié depuis un siècle.

Mais la circulation automobile et une fréquentation intensive avaient profondément dégradé le paysage initialement fort verdoyant. La direction des parcs et jardins de la ville de Paris a entrepris de refaire entièrement l'allée piétonne du bord de l'eau. De nouveaux massifs de fleurs dotés d'arrosage automatique ont été créés. Des arbres vont être plantés pour renforcer les bosquets. Rostad à rendre aux seuls piétons, au moins l'une des allées conduisant aux lacs. A quand les promenades en calèche, comme au temps d'Alphand ?

## CINÉMA

## LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

LES GENS NORMAUX N'ONT RIEN D'EXCEPTIONNEL. Film français de Laurence Ferreira Barbosa : Gaumont Hauteville, 6 (38-68-75-55) ; Blonvenu Montparnasse, 15 (38-68-70-38).

LATCHO DROM. Film français de Tony Gatlif, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 8 (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8 (45-61-10-80).

PAS D'AMOUR SANS AMOUR. Film français d'Evelyne Doss : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 38-65-70-67 ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 38-65-70-74 ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-87-35-43) ; 38-65-71-68 ; Gaumont Alcala, 14 (38-68-75-58) ; Sept Perles, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (38-68-20-22).

LE SAINT DE MANHATTAN. Film américain de Tim Hunter, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Damour, 8 (42-26-10-30) ; 38-65-70-68 ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 38-65-70-81 ; Sept Perles, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-84-84) ; 38-65-70-14 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 38-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-55) ; 38-65-70-84 ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-86) ; 38-65-70-45 ; Mistral, 14 (38-65-70-41) ; UGC Convention, 18 (45-74-83-40) ; 38-65-70-47 ; Pathé Clichy, 18 (38-68-20-22) ; La Gaieté, 20 (46-38-10-88) ; 38-65-71-44.

42-56-31 ; 38-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-55) ; 38-65-70-84 ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-86) ; 38-65-70-45 ; Mistral, 14 (38-65-70-41) ; Pathé Wapler II, 18 (38-68-20-22).

TRUE ROMANCE. Film français de Tony Scott, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-68-67-57) ; 38-65-70-83 ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; 38-65-70-72 ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 38-65-70-74 ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 38-65-70-81 ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 38-65-70-44 ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-60-81) ; Sept Perles, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrand, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; 38-65-70-23 ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-84-84) ; 38-65-70-14 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 38-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-55) ; 38-65-70-84 ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-86) ; 38-65-70-45 ; Mistral, 14 (38-65-70-41) ; UGC Convention, 18 (45-74-83-40) ; 38-65-70-47 ; Pathé Clichy, 18 (38-68-20-22) ; La Gaieté, 20 (46-38-10-88) ; 38-65-71-44.

## YVELINES

## L'enseignement catholique veut s'implanter dans les quartiers défavorisés

En présentant à l'évêché de Versailles un bilan de la rentrée scolaire, Georges Oltra, directeur de l'enseignement catholique dans le département des Yvelines, a annoncé que les effectifs ont augmenté à tous les niveaux de formation. 32 819 élèves fréquentent une école, un collège ou un lycée privé, soit 1,7 % de plus que l'an passé, alors que les effectifs dans le public n'ont progressé que de 0,4 %.

Cette croissance globale ne se vérifie pas dans les zones de présence traditionnelle de l'enseignement catholique. Saint-Germain-en-Laye et Versailles ont perdu, en deux ans, 314 élèves. En revanche, le secteur de Mantes-les-Murcaux-Méulan a accueilli, en trois ans, 148 élèves de plus et la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines 417. Une école de sept classes a ouvert ses portes à 176 élèves en septembre à Montigny-Le Bretonneux.

Georges Oltra admet que « le réflexe sécuritaire » des parents dans les quartiers sensibles n'est pas étranger à ce succès, mais que « la marque éducative » qui caractérise l'enseignement catholique en est la principale explication.

« Nous veillons à l'ouverture de notre enseignement à tous, sans

exclusion sociale ni religieuse. Encore faudrait-il que la loi nous donne les moyens de toucher un autre public », a-t-il déclaré en souhaitant voir aboutir la modification de la loi Falloux. Une proposition de loi, fraîchement accueillie au début de l'été, avait été déposée sur le bureau des Assemblées pour donner aux collectivités territoriales la possibilité d'intervenir dans les investissements des établissements privés sous contrat avec l'Etat.

« Le conseil général des Yvelines a déjà choisi de subventionner la construction de nos collèges, ce qui va au-delà de la loi Falloux », a déclaré le directeur de l'enseignement catholique, qui accueille 10 % de la population scolaire du département.

Georges Oltra se déclare prêt à implanter des établissements dans les zones d'éducation prioritaire (un projet étudié conjointement avec le collège André-Chénier à Mantes-la-Jolie aurait échoué pour des raisons administratives). « Il y a contradiction à nous reprocher un certain élitisme et à ne pas nous donner les moyens de toucher une autre population », a-t-il conclu.

PASCALE SAUVAGE

## Le Monde EDITIONS

## Enquêtes sur la droite extrême

René Monzi

On l'on l'apprend que la droite extrême se sent la force.

## La République menacée

Dix ans d'effort Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollin

Pour quel avenir de la France ?

avec un débat

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## HAUTS-DE-SEINE

La mise en place d'un conseil des sages à Clichy

## Les anciens aident la municipalité

A Clichy, le maire a donné son accord pour la mise en place d'un conseil des sages qui doit rassembler quelques anciens de la commune. A eux de faire des propositions au conseil municipal pour améliorer la vie des personnes âgées, en veillant à ne pas provoquer des protestations de la part du reste de la population.

Yvon Titour est un homme heureux. Après une période probatoire de plus d'un an, il a enfin obtenu gain de cause : le maire de Clichy, Gilles Catoire (PS), a officialisé, mardi 26 octobre, le conseil de la flamboyance. L'hésitation de l'élu portait moins sur le principe d'une telle structure, qui permet aux plus de soixante ans de s'exprimer sur des dossiers concernant la cité, que sur l'expression d'un réel besoin.

Gilles Catoire aime à rappeler qu'il est président de la commission sur les personnes âgées au sein de l'Association des maires de France (AMF) et que de nombreux efforts ont été déployés pour améliorer les conditions de vie des aînés dans la ville des Hauts-de-Seine. Création et modernisation de résidences, adaptation des immeubles anciens pour les rendre accessibles par, notamment, l'installation d'ascenseurs, aménagement et élargissement des services d'aide à domicile, les réalisations municipales spécifiques sont nombreuses à Clichy, en dehors des traditionnelles fêtes et des voyages.

Côté participation, il existe des commissions extramunicipales, ouvertes à tous et évidemment aux plus de soixante ans, qui représentent 17 % des Clichois. Depuis le mois d'octobre 1992, la ville est dotée d'une association de géron-

tologie, dont le responsable est M. Titour. Cette association, appelée Agéna (1), rassemble toutes les organisations qui, d'une façon ou d'une autre, intéressent les anciens. Elle informe sur ce qui existe, aide ou oriente pour les démarches administratives et organise, s'il le faut, des solidarités de voisinage.

Mais, avec la récession rampante et l'augmentation du chômage chez les jeunes, la sollicitude dont les « vieux » sont l'objet fait naître des critiques. « On commence à nous dire : vous en faites trop pour eux ! » souligne le maire. Une petite phrase que bien d'autres élus, à l'intérieur de l'Hexagone, disent entendre depuis quelque temps.

Une remarque peut-être un peu injuste, car l'avancé en âge n'est pas que charge pour la collectivité. Outre le fait que les retraités sont des consommateurs comme les autres - et, en tant que tels, sont des agents de l'économie -, ils rendent également des services au sein de la famille et dans de multiples associations.

## Une initiative d'inspiration africaine

La solidarité n'est pas à sens unique. Elle se manifeste même entre les générations. Un thème qui a donné lieu à de nombreuses initiatives pendant l'année, mais surtout au mois d'octobre. Des retraités du quartier Beaulieu ont raconté, à l'aide de cartes postales, de photos et d'anecdotes, l'histoire de leur quartier à des enfants de huit-treize ans fréquentant le centre de loisirs. D'autres se sont joints aux élèves du lycée hôtelier Auffray pour participer à un concours de cuisine « Souvenirs sucrés salés », organisé par la mairie.

Le conseil de la flamboyance, enfin officialisé, va dans le sens de

la solidarité des anciens envers les autres. Il leur permet d'exercer pleinement leur citoyenneté en donnant leur temps, leur expérience et leur compétence à la collectivité. Il est une représentation de l'homme et de la femme âgés, porteurs de culture.

Voilà plus de quatre ans que le premier conseil a été créé en France. L'idée en revient à Kofi Yamgnane (PS), nouvellement élu maire de Saint-Coulitz, un petit village du Finistère, et pas encore secrétaire d'Etat à l'intégration. Français d'origine togolaise, ce dernier avait eu l'idée de créer une structure qu'il avait appelée « conseil des sages », rassemblant des plus de soixante ans, pour l'aider à administrer la communauté. L'initiative, d'inspiration africaine, à l'époque inédite en France, fut immédiatement reprise par d'autres communes, chacune l'adaptant à sa façon.

La formule adoptée à Clichy s'inspire fortement de l'originale. Les membres, choisis pour deux ans par le maire (pas plus de cinquante) sur une liste de volontaires, se réuniront régulièrement en groupes de travail pour étudier et proposer des solutions à des dossiers pouvant toucher tous les domaines de la vie de la commune. Au moins trois sujets les attendent déjà : l'environnement, l'urbanisme et la vie culturelle. Le travail ne manque pas. Et, s'il n'est bien sûr pas question de créer un « conseil municipal bis », le maire n'a pas attendu pas moins de ces « conseillers spéciaux » des avis pertinents. Même s'ils provoquent quelques protestations de la part d'autres habitants de la commune.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Agéna, 24, rue Fallois, 92110 Clichy. Tél. : (1) 47-31-14-63.

## Promenade au cimetière paysager de Clamart

## Des chrysanthèmes sous les boulevards

Dans la terre fraîchement remuée, enrichie de terreau, on devine des bulbes de fleurs plantés autour du pied de chrysanthème. Quelques feuilles mortes de boulevards de la même teinte, jaunes comme les fleurs, se sont posées sur le monticule marron. Seule une petite stèle verticale signale la présence de la tombe.

La cimetière Intercommunal de Clamart, dans les Hauts-de-Seine, ne ressemble pas aux autres. Pour réconcilier le monde des vivants et celui des morts, l'architecte Robert Auzelle, l'un des pionniers des cimetières parcs en France, a conçu en 1958 cet espace de 32 hectares de petits ensembles de tombes, disséminées au milieu des grands arbres (le Monde daté 7-8 février). En ce jour de Toussaint, les familles déambulent : trentenaires dans les allées, les bras chargés de plantes, pendant que des enfants se font des collections de feuilles d'automne.

Dans une vaste prairie plantée de boulevards, 400 tombes, sur les 12 400 du cimetière intercommunal, prennent la forme de grandes buttes flouies très éloignées les unes des autres. Une jeune femme, de petits outils de jardinage à la main, s'apprête à repiquer en pleine terre un pot de bruyère rose. Un couple, venu avec un enfant, désherbe la sépulture d'un grand-père disparu il y a longtemps.

## Jour d'affluence

« Cette partie du cimetière avec ses tombes dispersées sous les arbres, est la plus agréable, estime la jeune mère, mais quel travail d'entretien ! Les pierres tombales sont interdites ; alors, on plante des fleurs. C'est comme un jardin : il faut entretenir toute l'année. » Alfonso Pereira, marbrier fleuriste installé à l'entrée du cimetière, en sait quelque chose. Il s'occupe, pour la compte des familles, d'une trentaine de ces tombes. « Beaucoup ne connaissent rien au jardinage,

alors on va semer le gazon, arroser les fleurs. »

D'après un enquête réalisée à l'occasion du Salon professionnel international de l'art funéraire, 55 % des familles françaises fleurissent les tombes de leurs proches à la Toussaint. Les dépenses florales représentant 13 % du chiffre d'affaires de la branche funéraire, et le quart de ce chiffre est réalisé pendant la seule week-end de la Toussaint.

A Clamart comme ailleurs, ce jour est synonyme d'affluence. La majorité des sépultures s'ornent de fleurs, et les taches de couleur déclinant tous les tons, du jaune au rouge, égayeront les petits carrés de tombes traditionnelles. Blotties derrière des haies, il y règne une intimité propice au recueillement. Des familles brossent les pierres tombales, arrosent la terre et évoquent le défunt. Quelques personnes ronchonnent contre les feuilles mortes qu'il faut sans arrêt enlever. Mais tous apprécient la beauté et le calme du lieu. « On ne se croirait pas dans un cimetière », s'enthousiasme une vieille dame. « D'ailleurs, moi, l'été, je viens me promener pendant des heures », ajoute-t-elle avec un sourire confus.

Aujourd'hui, il fait trop froid et personne ne s'assied sur les nombreux bancs du parc. Robert, le cinquantenaire, pousse une petite voiture d'enfant sous les arbres. « J'habite à côté, alors tous les dimanches j'emmène mon petit-fils. Pour lui, c'est une sortie et moi je me permet de rendre visite aux personnes de ma famille enterrées ici. » Depuis plusieurs jours, les tombes que fréquente Robert sont fleuries.

Les arbres étouffant les bruits de la ville, laissent écouter les chants des oiseaux. Seule la soufflé des coureurs de la forêt voisine et le bruit des ballons du terrain de foot viennent troubler le silence de ce lieu de promenade et de recueillement.

CÉCILE MAILLARD



CULTURE

DANSE

ILES DE DANSES en Ile-de-France

# Les interprètes se rebellent

Quel est la part de l'interprète dans la création du chorégraphe? Quelle est sa responsabilité dans la mémoire et la transmission des œuvres auxquelles il a participé? «Iles de Danse» a élaboré, à partir de cette double question, une «Carte blanche aux interprètes», donnant suite à une réflexion — presque un mouvement — commencée, il y a trois ans, au Festival de Montpellier, à l'initiative de Patrick Bommier. Ce dernier, dessinateur, écrivain, critique, a été le premier à prendre en compte la parole des danseurs. Il a été donné la mort en août dernier, à l'âge de 32 ans. Cette «Carte blanche» lui est dédiée.

La majorité des chorégraphes contemporains fondent leur travail à partir des improvisations de leurs danseurs. Plus un danseur est doué, plus il donne de lui-même, de son imaginaire, de sa capacité à inventer des gestes. D'où cette sensation d'être dépossédé, vécue par certains comme une injustice, voire un vol, aggravée par le fait de n'être jamais associé à l'élaboration de l'œuvre, ni par le chorégraphe, ni par la critique. Bref, les interprètes demandent réparation et reconnaissance.

Bertrand Lombard, Dominique Brunet, accompagnés d'Olivia Grandville et de Mathieu Doze, revisitent ainsi le répertoire de Daniel Larrieu et de Dominique Bagouet, dont ils furent les familiers. «Bien sûr, le chorégraphe est celui qui apporte l'écriture globale, le concept», explique Olivia Grandville, ex-danseuse de l'Opéra de Paris, passée chez Bagouet, aujourd'hui chorégraphe. Mais, on sait pour l'avoir vécu, combien l'interprète

influence, même ce qui a été défini par écrit. C'est toujours le corps du danseur qui parle en dernier. Dominique Brunet et Bertrand Lombard ont, par ailleurs, créé une compagnie d'interprètes, La Ronda, afin de faire vivre le répertoire contemporain.

De leur côté, Bertrand Davy et Laurence Levasseur ont décidé de sortir de leur contexte des morceaux choisis de Mathilde Monnier pour construire une nouvelle chorégraphie. Laurence Levasseur, un temps désorientée après avoir quitté la compagnie Monnier, a également demandé à Josef Nadj de lui créer un solo autour du personnage de Lulu de Wedekind : «Tout danseur est le détenteur d'une danse, la sienne. Ce qui n'en fait pas pour autant un créateur. Un co-auteur peut-être. Les termes sont à redéfinir. Mais à la réflexion, je sais que j'ai toujours envie d'être «vampirisée», par consentement mutuel.» Jean-Christophe Bocié, Frédéric Lescure, Anne Koren, s'essayeront au dédicat exerce de cheminement chorégraphiques à travers les œuvres de ceux qui les ont fait danser. Emmanuel Huin-Montassier et Rachid Ouramdane interpréteront, l'un après l'autre, un même solo signé par Hervé Robbe, le chorégraphe avec lequel ils aiment travailler. La preuve par l'exemple.

Jean-Christophe Paré, danseur de l'Opéra aujourd'hui indépendant, symbolise, depuis plus de dix ans, la quintessence de l'interprète. Il met en perspective, au cours d'une lecture-démonstration, le rôle mythique de «l'Après-midi d'un Faune», de Nijinski. Il reprend, en outre, quelques pas de l'hommage rendu par Daniel Larrieu au célèbre danseur (en 1989) et a composé à l'Américain Andy Degroot une courte pièce investie à partir de la gestuelle du Russe. Cette mise en scène à multiples entrées s'appelle *Le Faune dévoilé*. Chantal Aubry, journaliste à *La Croix*, a assisté Jean-Christophe Paré sur ces variations qui mêlent, non sans vertige, passé et présent.

## Hommage à Alwin Nikolais

Alain Rigout, connu pourtant pour apporter aux chorégraphes son univers personnel, fait partie des quatre interprètes (avec Sabine Maucher, Martine Pisan et Robert Seyffert) qui ont répondu à la proposition d'Alain Nikolais, chargée de programmation à la Filature de Mulhouse, de confronter le corps au texte. L'opération s'appelle *Chapitre 1*. Elle est présentée dans le cadre d'«Iles de Danse».

Chaque année, le festival qui concerne trente-sept villes d'Ile-de-France (1), rend hommage à un grand de la profession. Après Carolyn Carlson, Trisha Brown, Kazuo Ohno, Marco Cunningham et le Ballet de l'Opéra de Paris, c'est l'héritage d'Alwin Nikolais, mort au printemps dernier, qui est honoré par ses danseurs et ses élèves : devenus chorégraphes, Carolyn Carlson, Susan Burge, Philippe Decouflé, Dominique Boivin, Murray Louis, Marcia Barcellos. La compagnie de Nikolais viendra tout exprès de New-York.

D'anciennes pièces de Chopinot, Nadj, Bommier, Degroot, on de la compagnie. Paul les Oiseaux seront reprises. Ainsi pourra-t-on revoir la première chorégraphie de Josef Nadj, en France (*Canard pékinois*) qu'il crée au Théâtre de la Bastille.

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) «Iles de Danse» s'installe pour un mois dans les théâtres, les écoles, les lycées et les universités avec des spectacles, mais aussi des stages, des ateliers et des colloques. Les subventions s'élèvent à plus de 4 millions de francs, dont 3 millions versés par le conseil général d'Ile-de-France. Cette année, Caroline Sotier a remplacé Alain Suma à la tête de la manifestation.

► *Iles de Danse*, du 2 novembre au 5 décembre. Renseignements sur les programmes, 4 rue de la Michodière 75002 Paris. Tél. : 42-68-07-29.

► *Chapitre 1*, Théâtre de la Bastille, 21h, jusqu'au 6 novembre. Métro : Bastille. Tél. : 43-57-42-14; Le Faune dévoilé, Théâtre Firmin-Gémier, 20h, Antony. Antony-RER 8. Tél. : 46-63-10-54.

MUSIQUES

Au Théâtre du Châtelet

# Barbara la vigilante

Aller chez Barbara, c'est déjà être dans ses chansons. L'itinéraire dit : «En arrivant au village, c'est la dernière maison. Les volets sont fermés. Sonnez à la petite porte verte.» On sonne. C'est Prêcy. Prêcy Jardin : «Oh! que j'aime les soirs de mélancolie! Prêcy, oh! que j'aime l'attente...» Voilà trois ans qu'on attendait Barbara, qu'elle n'apparaissait pas. L'intégrale de ses disques était parue (1), cela avait été beau de refaire la route avec elle. Maintenant elle revient, au Châtelet, et après ce sera la tournée. Pas de temps à perdre, il faut travailler, tous les jours, tout le temps, répéter.

Cela se passe dans la grange. Barbara l'appelle «mon théâtre». Il y a, dans un coin, un lit de fer avec une couverture tricotée au point mousse, un «perroquet» où sont accrochés des écharpes oubliées, des chapeaux de paille usés, toute une odeur de campagne, d'enfance. Mais les machines du labeur en cours ont envahi la grange : synthétiseurs, haut-parleurs, magnétophones, micros branchés. Un grand piano, bien sûr. Et le rocking-chair sacré, cette promesse de balancement noir sur la scène encore vide... D'ailleurs, ici, il y a deux rocking-chairs, l'un à l'air d'un réceptacle de vieilles batailles — il a été repeint plusieurs fois, cela se voit.

## Elle chante galement des mots tristes

Barbara est d'une minceur de lame, elle porte des chandails coconneux, des chaussures noires à brides, des bas en grosse dentelle sous des guêtres tirebouchonnées, elle est belle. Elle travaille. Va, vient, se penche, se redresse, colle, elle fredonne, arpente, une carcasse au piano, en passant. Ses trois musiciens sont là. «Ce sont des solistes», dit-elle. Trois hommes silencieux, tendus dans une dévotion discrète. A la direction musicale, Gérard Daguerre, à l'accordéon ou au bandonion Serge Tonnassi, aux synthétiseurs, Jean-Louis Hennequin. Elle travaille, lance à Daguerre : «De l'écure jusqu'à l'écure, la ex, comme tu dis, en dis.» Elle se met au piano, on a le sentiment de beaucoup de progrès, d'une entente devenue lumineuse, naturelle. Elle chante une chanson nouvelle : «L'amour s'en va/Mais tu le savais déjà/C'est mieux d'être seul/Que de se mentir à deux.»

Elle chante galement des mots tristes, corrige l'arrangement, invite la mise en scène en même temps : «C'est fort comme Paris est séduisant aujourd'hui, là c'est les cordes d'accord? Asseyons-nous près du kiosque à roulotte. Les cordes, au lointain, derrière les arbres... On rentrera par la rue du Petit-Lézard gris... Je vais faire

ouvrir le tulle. C'est bien d'être venu dans le parc Monsouris. Le tulle s'ouvre, c'est un instrument qui encre. Et, là, peut-être, la batterie, comme une sensation de vent?»

Maintenant elle reprend des refrains d'autrefois. Attendez que ma joie revienne, qui a trente ans, ce n'est pas possible, et aussi *Au cœur de la nuit*, qui date de 1968, cette rencontre tendre avec un aspect, «Qui es-tu pour me revenir? Quel est dans le mal qui t'enchaîne...» Le silence qui suit la dernière note dans cette grange presque vide est aussi plein que celui qui suspend les souffles, parfois, dans les théâtres heureux. Un des musiciens murmure : «Ce que vous faites avant qu'on entre, c'est génial.»

Elle s'arrête un moment, traverse le jardin, cinq chats d'embellissent avec des airs de maîtres, de grands chiens enfermés aboient. Elle grimpe en haut de la maison, son refuge, son antre. Des cousins, des bottes, des pétales secs, des stylos, le piano qui paraît plus grand que la pièce, comme s'il avait poussé ici, ne pourrait plus jamais en sortir. Partout des petits morceaux de papier collés, jusqu'au flanc du piano, papillons blancs de la mémoire. Des aporismes : «Ne touchez pas la pierre, le miracle est derrière», — des mots, des au-revoir, des bouts de phrase énigmatiques — «Il faut changer tous les enfants...»

C'est là qu'elle se love sur le sofa, grignote un biscuit qu'elle émiette comme un oiseau, dit : «Pas d'interview, n'est-ce pas?» Et on se sent bête avec des questions. Mais elle tend une feuille, elle a griffonné, c'est pour vous, c'est pour dire... Des mots d'attente et de profit dans tous les sens, sur la page : «Le désir, l'énergie, la tolérance, la dérision, le 6 novembre, le devoir du quotidien, l'écure et le partage, la solitude désirée et non la solitude, savoir ce que l'on ne veut pas, avoir une grande voix, l'écure, l'écure...» Après, tout de même, elle racontera un peu d'hier et, marquant aujourd'hui, cette taraboute lucidité. Ne cédant rien sur la penderie. La maladie qui a rôdé, elle la chasse d'un mouvement gracieux du poignet, mal élevé de parler de ça, elle glissera simplement avec un sourire formidable : «Oui, voilà, la voix est revenue.»

Barbara la vigilante : «Cette poignée de main entre Israël et les Palestiniens, je ne croyais pas la voir de mon vivant, Sifla, la vie est terrifiante, et le mal en devant nous. Je ne peux tout de même pas arriver en scène avec un sanglot de plus devant des gens pleins de sanglots, mais j'ai honte de tout, et je ne sais plus qui vient m'écouter. Suis-je encore crédible? La ban-



lieue... Je n'y suis pas revenue. En 1987, j'ai chanté Sida Si damnée, et maintenant, au Châtelet, je demande qu'il y ait chaque soir dans le hall des paniers remplis de préservatifs... Tous les mêmes ne s'en feront pas des ballons, non?

Ces dernières années je suis entrée dans les prisons en chantant, jusqu'il n'y a que ça que je sache faire. Les Baumettes pour commencer, Montluc, Fresnes, Fleury-Mérogis... Pas de vin d'honneur. On mettait le piano dans un coin, dans la buanderie. Les gardiens, au début, disaient : «Alors, il faut qu'on soit détenu pour que vous veniez chanter?» Je chantais sept ou huit chansons, et puis je parlais aux prisonniers, aux prisonnières. «Peut-être que ça va vous déplaire, mais on va parler Sida.» Ensuite, je demandais à les racineurs Restons en colère! Soyons vigilants... Le jour se lève encore sur Barbara. Debout.

DANIELE HEYMANN

Barbara s'est aussi occupée des malades du sida. À l'hôpital, chez elle, où a été branchée une ligne téléphonique spéciale. Elle répond nuit et jour. Elle dit : «Six heures du soir, c'est là que tout va mal.» Elle ajoute : «Je ne suis pas une visiteuse. Les visi-

teuses ont souvent la tête de l'empois, les gens qui vont mourir n'ont pas besoin qu'on leur confirme... On est loin de la rentrée au Châtelet. Pas si loin selon Barbara : «Chanter est un métier d'assistante sociale...»

Alors, beaucoup de chansons nouvelles! «Non, je n'ai pas écrit pour me mettre à écrire. Trois seulement.» Celle dont on a parlé au début, sur l'usure de l'amour et qui s'intitule *Sables mouvants*. Une autre, très drôle, et déchirante de solitude assumée : «J'suis là! Avec mes lunettes! Avec mon piano! J'suis seule dans mon lit! Et c'est bien! Enfin! J'ai voulu Rien à dire...» Une dernière, comme une *Marseillaise* du quotidien : «On reprend le corps à corps! Tu verras! Le jour se lève encore! Je vois les rivières! Gardons les torrens! Restons en colère! Soyons vigilants...» Le jour se lève encore sur Barbara. Debout.

DANIELE HEYMANN

(1) Ma plus belle histoire d'amour, c'est vous : 260 chansons dans un coffret de treize CD, Philips.

► Du 6 novembre au 31 décembre à 20 h 30. Au Châtelet, place du Châtelet. Métro : Châtelet ou RER Châtelet-Les Halles. Tél. : 40-28-28-40. Places de 80 F à 230 F.

CINÉMA

Festival du cinéma méditerranéen de Montpellier

# Une mer de promesses

A l'heure où la survie de la production européenne est mise en question, il peut paraître audacieux d'affirmer l'existence d'un cinéma méditerranéen. Au-delà des particularismes culturels et linguistiques, Israël et le Maghreb, la Turquie et l'Espagne, la Grèce et l'Égypte, l'Italie et la Géorgie puiseraient dans une géographie accommodante et une histoire millénaire les racines d'une identité commune. Pour vérifier cette proposition, la quinzième édition du Festival de Montpellier a proposé, du 22 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, un panorama dans la diversité constituant la première richesse.

Tandis qu'une rétrospective consacrée au néoréalisme italien rappelle la vitalité passée d'une production aujourd'hui sinistrée, et qu'un hommage au cinéaste égyptien Henry Barakat offre de retrouver l'éclat de la star Faten Hamama (présente au Festival), la principale ambition de la manifestation reste d'offrir à des films peu diffusés une chance d'être vus (cette année plus de cent-cinquante courts ou longs, ont été projetés devant des salles comblées).

Deux films albanais témoignent ainsi de l'existence d'un cinéma méditerranéen jusqu'à pratiquement ignoré, même si l'héritage de son ancienne vocation didactique pèse encore trop lourd. Avec davantage de liberté, le cinéaste roumain Nicolae Caranfil s'applique à décrire le climat du début des années 80, dans *Des dimanches de permission* (prix de la critique) : le destin des trois personnages, une lycéenne, un acteur et un soldat, y est évoqué avec la volonté explicite de tirer un trait sur le passé. Le désir de s'affranchir du carcan de la production courante et d'aborder des sujets audacieux est également patent dans *Sifla* si tu reviens (prix du jeune public), du cinéaste turc Orhan Oguz, histoire d'une amitié, violente et difficile, entre un serveur naïf et un jeune prostitué travesti.

*Touchia*, le cantique des femmes d'Alger conte l'histoire de Fella, confrontée à la montée de l'intégrisme; reviennent les souvenirs de son enfance, qui prit fin dans les larmes et le sang le jour où son pays accéda à l'indépendance. Son réalisateur, Rachid Benhadj, évoque bien sûr

la condition féminine algérienne, mais la mémoire et l'histoire, le rêve et la peur, la liberté et la révolte, l'amertume et l'espoir sont au centre de ce portrait composé avec vigueur et sensibilité par un cinéaste prometteur. Autre portrait de femme, venu d'Israël celui-ci, *Colin-maillard* décrit les difficultés rencontrées par une jeune pianiste pour affirmer sa personnalité, au sortir d'une enfance trop protégée. Il a valu à son réalisateur, Aner Prelinger (le petit-neveu d'Otto), la récompense suprême, l'Antigone d'or.

Sur un ton différent, le Marocain Mohamed Abderrahmane Tazi s'est souvenu des soucis que causait à son grand-père la polygamie. A la recherche du mari de ma femme (prix du public) est une comédie un peu appuyée, mais plaisante. Sa présence en compétition prouvait la cohérence de la démarche des organisateurs, puisque le projet fut, l'an passé, un nombre de ceux qui reçurent une bourse d'aide à la pré-production.

PASCAL MÉRIGEAU

La mort du cinéaste italien

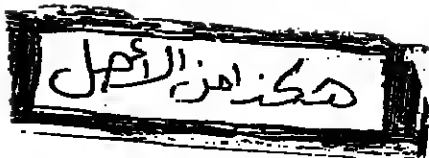
# Hommages à Federico Fellini

Les funérailles nationales du Federico Fellini, mort le 31 octobre à Rome à l'âge de soixante-treize ans, devaient avoir lieu le 3 novembre à Rome en présence du chef de l'Etat italien Oscar Luigi Scalfaro. Le cinéaste sera ensuite enterré le jeudi 4 novembre dans sa ville natale de Rimini, sur la côte Adriatique.

La dépouille de Fellini devait être présentée au public toute la journée du 2 novembre dans les studios romains de Cinecittà, où le Maestro a tourné la plupart de ses films. Un immense ciel bleu peigné de nuances roses servira de dernier décor au réalisateur, après avoir été celui d'une des scènes du film *Intervista*, tourné en 1987.

La star italienne Sophia Loren, qui a regretté de n'avoir jamais tourné avec Fellini, rappelle que «le monde va être plus triste sans sa présence, sans sa poésie, sans sa créativité». Le cinéaste japonais Akira Kurosawa, quatre-vingt-trois ans, a déclaré que cette disparition «était un grand coup porté au monde du cinéma. Il est difficilement concevable que nous ne pourrions pas voir davantage de ses œuvres uniques».





MUSIQUES

L'ORCHESTRE NATIONAL ET LE PHILHARMONIQUE DE VIENNE au Théâtre des Champs-Élysées

## Du style et des chefs

Il y a longtemps que l'on avait vu cela, depuis les concerts de Bernstein peut-être, l'Orchestre national de France faisant le ban à l'annus du public pour applaudir un chef d'orchestre. Et quel chef, ce Riccardo Muti ! L'événement était si attendu que le concert est donné deux fois, les 27 et 28 novembre, dans un Théâtre des Champs-Élysées plein jusqu'au paradis. Il y a huit ans que Muti n'avait pas délaissé les formations luxueuses qu'il dirige habituellement pour la formation-phare de la Radio. Le chef italien a choisi de diriger la *Symphonie « italienne »* de Mendelssohn et la *Neuvième*, dite la

*« Grande »*, de Schubert. Deux œuvres que le National ne joue pas souvent. Dirigé par Muti, avec la précision qu'un lui connaît, sa maîtrise du temps musical et sa capacité de relancer sans cesse le discours, l'orchestre est apparu sous son meilleur jour — même s'il restait corseté par son manque d'intimité avec ces partitions.

Daos les deux mouvements médians de la *Symphonie « italienne »*, les cordes sonnent avec plénitude et montrent leur capacité à jouer pianissimo sans rien abdiquer de leur rondeur — même si le son reste petit. Le *presto* final étouffé par sa grâce bondissante, la netteté tranchante de ses rythmes. Grâce à la précision de ses indications, Muti met en valeur chaque détail et projette dans l'espace l'entrelacs dessiné par des phrases réparties entre les pupitres du quatuor à cordes. Une interprétation soignée.

La *Grande Symphonie* de Schubert dure une heure, soit le double de l'*« italienne »*. Elle exige des musiciens une adhésion psychologique d'autant plus difficile à assumer que l'œuvre alterne les passages allégres, rêveurs, dramatiques, abonde de ruptures, de départs fulgurants, de passages éblouissants, et que sa rythmique est au moins aussi complexe que son agencement formel et tonal. Sombres et mystiques, certains chefs l'interprètent la tête dans les nuages. Ils en font presque une symphonie de Bruckner. Plus artisan, Muti ramène les musiciens. Il les tient sous le pouvoir impérieux de sa batte. Ses tempos paraissent vifs. Il faut se méfier, l'acoustique sans réverbération du Théâtre des Champs-Élysées coupe les phrases. La précision de l'accentuation rythmique, la stabilité des tempos associés à la pête sonore allégée de l'orchestre peuvent induire en erreur. C'est tout le problème du tempo objectif et de sa perception subjective par l'auditeur : certains des tempos pris par le chef sont, en réalité, très lents, si l'on se met à compter les temps. A l'inverse de Furtwängler, qu'on accuse de lenteur quand il va vite, Muti paraît rapide même quand il prend ses temps. Le patron de la Scala pourrait passer pour un objectif qui refuse l'humour romantique. Sa lecture « au rasoir » montre plutôt l'originalité de cette symphonie et l'indépendance, l'engagement personnel de ce chef.

La *Neuvième* de Schubert est un monument de pierres imbriquées les unes dans les autres. Vu de loin, on n'en voit que la masse imposante. Vu de près, que le grain et la couleur des

murs. Muti montre chaque détail, puis il le replace dans la grande arche qu'il édifie. Et cela sans temps mort, avec une grâce et une simplicité qui ignorent la démonstration technique. De sorte que l'émotion, l'élan vital qui animent cette interprétation surgissent de la musique même, ne paraissent jamais être un sentiment plaqué sur elle par la tradition.

Le National joue avec une conviction admirable, mais il lui manque, pour être totalement en phase avec le chef, cette pratique de l'écoute collective qui mettrait un peu de ciment dans les joints et consoliderait les fondations. Son quatuor à cordes trahit ses défauts : plus il monte dans l'aigu, plus il joue dur. Mais il est intrigant de constater que le couple Muti-National fonctionne mieux que celui formé par le chef avec la Philharmonie de Vienne, un orchestre autrement plus prestigieux. L'excès de confiance en soi des Viennois les conduirait-ils à s'affirmer en uniques dépositaires d'une tradition à laquelle ils contraindraient les chefs de se soumettre ? Plus d'une star de la baguette leur a reproché cette morgue.

### Sonorité sublime

C'est le sentiment qui, une fois encre, s'impose vendredi 29. Seiji Ozawa donne le départ de la *Symphonie « le Distrain »*, de Haydn, à la formation autrichienne. Grand soir, c'est le premier des trois concerts d'abonnement qu'elle dooera, cette saison, à Paris. Lunettes sur le bout du nez, les yeux plongés dans leurs pupitres, les Wiener Philharmoniker se regardent pas le chef. Forcément, ils partent de travers. Leur Haydn est joliment ouragé, gentiment sensible, violente d'une surcharge pondérale qui le fait s'affaisser peu à peu.

Ozawa revient diriger la suite, tirée, par Bartok lui-même, de *Mandarin merveilleux*. Une œuvre dans laquelle les Viennois ne sont pas attendus. Le compositeur hongrois a mis trop de violence, de turpitudes sexuelles et de sang dans une musique dont l'écriture virtuosissime des vents risque de les mettre à mal. Il n'est plus question de tradition. Ozawa reprend donc le ponvoir. Et l'Orchestre se couvre de gloire. Sa précision abrutissante, la sonorité sublime de son quatuor à cordes (la profondeur des Berlinnois, la justesse et la soie moirée de Saint-Petersbourg), la vaillance des bois et des cuivres, dont la plénitude harmonique (et quelle justesse !) projette le souff

le dans le vaisseau amiral de l'avenue Montaigne : le plus parfait pupitre de vents du monde ! Une telle sauvagerie — allée à un hris de perversité caressante — déclenche des tonnerres d'applaudissements.

Après l'entracte, la *Symphonie du Nouveau monde*, de Dvorak, ses enfilades de mélodies, son lyrisme nostalgique et ses belles danses populaires paraissent banals, bien qu'admirablement joués. Si le Philharmonique de Vienne ne tient pas à être confondu avec la dizaine de grandes formations orchestrales qui débarquent trop souvent à Paris avec des programmes bateaux, il faudrait que son comité choisisse des œuvres différentes de celles annoncées pour la venue de Zubin Mehta et de Riccardo Muti en mars et avril prochains. L'indien doit diriger *L'ouverture de Rienzi*, de Wagner et l'assomante *Symphonie domestique* de Richard Strauss (mais aussi, et heureusement, la *Sixième* de Schubert), l'Italien, des œuvres de Beethoven, Stravinsky et Tchaïkovski, qui sont, certes, des chefs-d'œuvre. Mais attend-on vraiment les glorieux Wiener Philharmoniker dans la Cinquième du Russe ?

On s'est laissé dire que de grands compositeurs avaient vécu à Vienne au XX<sup>e</sup> siècle, voire qu'ils avaient bousculé le cours de l'histoire de la musique. L'acueil fait par le TCE à Bartok devrait rassurer les musiciens de ce fabuleux orchestre : les Français aiment la musique de leur siècle, particulièrement celle de la seconde école de Vienne et de ses proches. Si le Philharmonique de Vienne n'est pas encore entré au musée, l'oo de ses musiciens vient de coucher son histoire par écrit, avec beaucoup d'honnêteté, dans un ouvrage de référence récemment traduit en français (1).

### ALAIN LOMPECH

(1) *Les Grandes Heures du Philharmonique de Vienne*, par Clausen Heiberg, préface de Brigitte Massin, traduction française supervisée par Marc Vignal. Editions Du May, 476 pages, 300 photos, 450 F.

► Prochains concerts du Philharmonique de Vienne : le 25 mars (Zubin Mehta) et le 26 avril (Riccardo Muti). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris. Horaires : 49-52-50-50. De 80 F à 750 F. Le concert du National dirigé par Muti est diffusé le 4 novembre, sur France-Musique.

### ART ROCK à Saint-Brieuc

## L'autre festival du Grand-Ouest

Quelques semaines avant les Transmusicales de Rennes se tenait à Saint-Brieuc, du 28 au 31 octobre, la onzième édition d'Art Rock, l'autre Festival du Grand-Ouest. La réputation de cet événement est due, moins à sa programmation musicale, qu'à l'originalité d'un concept pluridisciplinaire. Jean-Michel Boinet, directeur du Festival, définit, dès 1983, l'équation de son électorat : la culture rock dépasse son cadre strictement musical ; d'autres formes d'expression artistique — danse, théâtre, arts plastiques, vidéo — en sont imprégnées, peuvent être présentées sur une même affiche et appréciées d'un même public.

Après trois années d'expérimentation et de fructueux tâtonnements, Art Rock s'impose comme une réussite grâce aux intuitions de ses programmeurs, découvrant au fil des années spectacles et personnalités, avant leur consécration. Ainsi les Briochins ont pu voir avant beaucoup d'autres les films de Jeunet, de Carro ou de Jean-François Ossang, les vidéos de Zbigniew Rybczynski ou des Maîtres du Monde, les ballets de Philippe Decouflé ou les performances de Royal de Luxe.

Mais la pertinence des choix artistiques ne peut expliquer à elle seule la longévité d'un festival. Rien ne prédisposait cette paisible ville moyenne (50 000 habitants) aux velléités universitaires naissantes (un campus de 2 000 têtes), à célébrer avec succès ces diverses avant-gardes. La greffe a pris pourtant et Jean-Michel Boinet se félicite de ses relations avec la municipalité qui lui octroie une grande partie des subventions nécessaires à un budget de 1,8 million de francs. Saint-Brieuc semble en phase avec ces retrouvailles annuelles (8 000 spectateurs l'an dernier, plus de 10 000 cette année), sans doute parce qu'un des principaux soucis des organisateurs est de favoriser l'accessibilité de ces spectacles.

Cette année, Art Rock s'organise autour de deux pôles principaux : la Passerelle, maison de la culture qui allie deux théâtres (1 000 places et 300 places) à côté d'un espace de concert (un Forum de 1 000 places) et la salle de Robien, dont la capacité (2 300 places) n'empêche pas l'archaïsme. Dès l'an, comme pour mieux s'in-

tégrer à la ville, le festival débute dans la rue. Les vieux camarades du Royal de Luxe investissent le plus ouvert des lieux de spectacle pour y présenter une de leurs dernières créations, les *Embouteillages*.

Dispersés dans la cité, une vingtaine de véhicules, suite de mirages mécaniques, font irruption dans le quotidien. Un homme, la tête au travers d'un capot, hurle dans le tumulte de la circulation ; une forteresse de 7 mètres s'est plantée dans une voiture ; un arbre a poussé dans une autre ; un opéra et ses spectateurs se baladent sur le toit d'une camionnette... Regards incrédules, réactions émerveillées ou agacées pour ce théâtre inter-actif : toute la ville en parle.

Au milieu de l'après-midi on peut découvrir les réalisations des plus grandes signatures de la vidéo expérimentale, fruit d'une collaboration avec le Festival barcelonnais Art Futura. Un peu plus tard, au Forum, concert gratuit d'un groupe français en devenir : cette année Zebda, les Clams et les étonnants gamins (17 ans de moyenne) de Sawt el Atlas, adeptes d'un reggae-ragga-ral assez rafraîchissant.

Et début de soirée, toujours à la Passerelle, des performances mêlant danse, théâtre et musique sont présentées avant le démarrage, salle de Robien, des deux grands concerts de la soirée. La nuit se finit au Forum pour des musiques plus pointues comme le Techno-Rock de Technogod. Chaque spectacle est accessible séparément, mais un forfait (150 F) permet de profiter de l'ensemble du programme.

Les concerts sont utilisés comme produits d'appel. Une programmation « populaire et de qualité », mais sans surprise, est limitée dans ses choix par les impératifs des tournées nationales, a rassemblé un public nombreux. La ville, qui a réservé un accueil enthousiaste au rockeur belge Arno, se fit carrément frénétique pour Jean-Louis Aubert et les Inocents. Elle a également fait preuve d'une belle curiosité pour des premières parties plus ovatrices (Geoffrey Oryema, 22 Pistepirkko, Lucky Peterson).

STÉPHANE DAVET

## CONCERTS

MERCREDI 3 NOV. 20 h 30

AUDITORIUM DU LOUVRE  
places 100 F, 80 F, 65 F  
Tél. : 40-20-52-29

Bicentenaire du Musée du Louvre  
**Quatuor Arditti**  
DUPAT, KRAWCZYK  
(création, cdo du Musée du Louvre)  
ZEMLINSKY

MERCREDI 3 NOV. 20 h 30

JEUDI 4 NOV. 20 h 30

SALLE FLEYEL

**ORCHESTRE DE PARIS**

Dir. Scymon Bychokov

**BEETHOVEN - STRAVINSKY**

JEUDI 4 NOV. 20 h

CHATELET

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**

Dir. : ELIAHU INBAL

LSZT, STRAUSS  
(p.a. Valoisote)

DIMANCHE 7 NOV. 11 h

Théâtre des Champs-Élysées

CONCERTS DU DIMANCHE MATIN

La Grande Ecurie et

la Chambre du Roi

Dir. : Jean-Claude MALGOIRE

Sol. : François LE ROUX

J.-S. BACH

DIMANCHE 7 NOV. 20 h

CHATELET

**WALTRAUD MEIER**

Mézzo-soprano

NICOLAS CATRY, piano

BERG, SCHUMANN, WAGNER  
(p.a. Valoisote O. et C.)

LUNDI 8 NOV. 12 h 45

CHATELET

**MIDIS MUSICAUX**

**TRIO EX AEQUO**

BEETHOVEN, SIBETANA  
(p.a. Valoisote, Warner)

LUNDI 8 NOV. 20 h 30

SALLE GAVEAU

**« Lundis Musicaux »**

Margaret

**PRICE**

Réchal Schumann

Compagnie digne offert

pour l'achat d'une place

plein tarif en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> catégorie

Tél. rés. 49-53-05-07

MERCREDI 10 NOV. 20 h

OPÉRA BASTILLE

STUDIO

**Thierry FELIX**

baryton

Mozart, Schubert, Duparc

Poulenc

LUNDI 22 NOVEMBRE

FLEYEL, 45-61-06-30

ALFRED

**BRENDEL**

Cycle Beethoven

Sonate Op. 2 N° 1 et N° 3

Op. 57 • Appassionata •

PIANO ★★★★★

### THÉÂTRE

MA SEUR EST UN CHIC TYPE au Théâtre de la Renaissance

## Et pourtant, on rit

Aussitôt qu'elle paraît, on sait qu'elle ne fera qu'une bouchée du texte préparé pour elle — et un peu avec elle — par Pierre Palmade : Dominique Lavanant est une femme féroce, c'est la base d'un sûr talent comique. Et ça ne loupe pas. En quelques scènes, elle s'approprie cette comédie qui hésite entre différents genres. Quelques scènes esquissent ce qui pourrait être une vraie comédie pour un vrai théâtre ; la dernière partie ressortit carrément au music-hall, mais à la manière — pauvre — d'un spectacle de fin d'année en maternelle. La mise en scène de Roger Louret est incapable de régler entrées et sorties ; incapable d'indiquer à Pal-

made, fantasiste aguerri mais accablé débutant, une voie qui le hisserait au-dessus du balbutiement. Le décor, même voulu second degré, est en dessous de zéro, les lumières impossibles. Et pourtant, pourtant on rit. Grâce à quelques méchants bons mots mais surtout grâce aux acrobates déliants de Dominique Lavanant. Elle ferait son tordre une baie de saules pleureurs.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, 75010 Paris. Métro : Strasbourg-Saint-Denis. Ou mardi au samedi à 20 h 30. Samedi à 17 heures. 42-08-18-50. De 60 F à 240 F.

### Chœur de Radio France

Mardi 9 novembre, 20h30

Eglise Notre-Dame du Travail

Nielsen, Reger, Grieg, Penderecki, Britten

Eric Ericson, direction

Location 42 30 15 16

De pure voix

Radio France

Ecoutez voir

COMMUNE

Cornelle

Brigitte Jaques

reprise

novembre

a aubervilliers

place royale

48 34 67 67

LEO FERRE

(Editions du Grésivaudan)

Découvrez son œuvre poétique en 5 volumes 24 x 32 cm, distribués par :

PLAISIR DU LIVRE

5-7, rue Baudoin

75013 PARIS

Nouveauté 93 :

MOULOUJJI

Bon pour documentation gratuite

M

Adresse

Code postal

Tél

Ville



حكمان النجل

## ECONOMIE

### Le débat sur la semaine de 4 jours et les 32 heures

## Les sénateurs ne croient pas à la réduction du temps de travail

■ SÉNAT. Mardi 2 novembre, le Sénat devait entamer l'examen du projet de loi quinquennale sur l'emploi adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 5 octobre, avec quelques modifications (le Monde du 7 octobre). Sceptiques, voire opposés à la semaine de trente-deux heures, les sénateurs se veulent, en revanche, plus novateurs que les députés sur les mesures en faveur de l'embauche des jeunes.

■ 32 HEURES. Le débat sur les trente-deux heures a embrasé la classe politique et les sphères dirigeantes de l'économie, ces dernières semaines. Cet engagement en dit long sur l'état de l'opinion, perturbée par la montée irrésistible du chômage. Mais les difficultés techniques de la mise en œuvre d'une telle solution n'ont pas encore été discutées. Elles sont pourtant nombreuses, selon que la mesure serait appliquée à titre expérimental ou généralisée, uniforme ou négociée. Sur le fond, restent de sérieuses incertitudes.

■ OPPOSITION SYNDICALE. Jusqu'à présent, les syndicats se sont peu exprimés sur le sujet. Michel Huc, secrétaire général de la Fédération métallurgique de France ouvrière, dans un point de vue que nous publions, fait part de ses réserves. Puisque ces hypothèses de réduction du temps de travail sont évoquées au nom de la solidarité, il n'y a pas de raison, explique-t-il, pour que les salariés soient les seuls à fournir un effort. Toutes les catégories et tous les revenus doivent participer financièrement.

« On n'attend pas les trente-deux heures du Sénat », affirme Louis Souvet (RPR), l'un des deux rapporteurs de la commission sénatoriale des affaires sociales sur la loi quinquennale sur l'emploi présentée par Michel Girard (RPR), ministre du travail. « Il ne faut pas faire naître des espoirs auxquels nous ne serons pas capables de répondre », précise-t-il. La commission, qui a déjà adopté une centaine d'amendements présentés en son sein, n'en a encore étudié aucun sur la réduction du temps de travail. L'examen des quelque quatre cents autres amendements

attendus, dont certains porteront sur ce sujet, devait avoir lieu mercredi 3 novembre.

Invité, lundi, du « Club de la Presse d'Europe 1 », René Monory, président du Sénat, s'abandonne dans le sens de la commission. « Si l'inspiration du débat sur les trente-deux heures « généreuses », M. Monory estime qu'il faut « aller jusqu'au bout du raisonnement ». « S'il s'agit de payer trente-deux heures (au tarif de) trente-huit ou trente-neuf heures, nous allons tout droit à la folie », a-t-il prévenu. Pour le président du Sénat, les « vrais choix » sont ail-

leurs : dans la formation, dans la recherche et dans l'embauche des jeunes. « Il faut faire preuve d'audace », a-t-il ajouté. Aujourd'hui, il n'est pas possible de rester dans une société où nous avons deux fois plus de chômeurs jeunes que dans tout le reste de l'Europe, sauf l'Espagne.

Sur le chômage des jeunes, M. Monory considère que « le gouvernement fait tout ce qu'il peut », mais que « la loi quinquennale ne va pas assez loin ». Il a donc demandé une étude à l'INSEE et au BIPE, à horizon de l'an 2000, sur les possibilités de réduire ce chômage en travaillant sur deux

hypothèses : d'une part, une baisse du salaire direct avec l'institution d'un SMIC-jeunes, inférieur de 20 % au SMIC ; d'autre part, l'abaissement de 20 % du coût salarial, avec maintien du salaire direct, par des exonérations de charges sociales pour les employeurs.

Dans le premier cas, les instituts de prévision économique aboutissent à l'embauche de 136 000 jeunes (à productivité constante) et à l'éviction de 105 000 non-jeunes, avec une baisse du nombre des travailleurs qualifiés, soit un « effet direct de la mesure sur l'emploi

total positif de 30 000 » postes. Dans le second cas, les résultats sont beaucoup plus favorables, puisque la mesure pourrait entraîner l'embauche de 300 000 jeunes, avec l'éviction de 100 000 non-jeunes, mais avec une meilleure préservation des emplois qualifiés. La commission sénatoriale a saisi M. Monory dans son « audace » puisqu'elle a adopté un amendement prévoyant une baisse de 20 % en moyenne des coûts salariaux pour les jeunes de seize à vingt-six ans.

CLAIRE BLANDIN

### POINT DE VUE

## Solliciter les revenus de tous

par Michel Huc

LES annonces massives de suppression d'emplois dans les entreprises, la situation économique, entraînent beaucoup de réflexions et de discussions sur la meilleure manière de répondre en termes de réduction du temps de travail, chômage, partage du travail, de salaire, etc.

Examinons d'abord ce qui se passe concrètement aujourd'hui, dans les entreprises, à travers un chômage partiel lourd de plusieurs semaines par an, qui conduit à des pertes importantes de rémunération pour les salariés. Cette solution sera possible dorénavant sur 19 mois ; ce qui, comme par hasard, nous amènera en juillet 1995. Déjà, nous pouvons noter une première différence : dans certaines entreprises ou secteurs de la métallurgie, on constate que si ouvriers, techniciens, agents de maîtrise, subissent le chômage partiel et voient leur salaire diminuer, cela n'est pas toujours le cas pour les cadres ou ce que l'on a coutume d'appeler les salariés forfaitisés. Certains forfaités sont encore établis aujourd'hui sur la base de 42, voire 45 heures et la première de nos revendications est qu'on applique partout l'horizon conventionnel de la métallurgie, 38 h 30 pour tous les salariés.

La politique voulue par les pouvoirs publics, relayée par les directions des entreprises dans les plans sociaux, est de proposer des formules de mi-temps et de temps partiel afin d'éviter que des salariés se retrouvent chômeurs. Ceci part d'un bon sentiment mais, dans la mesure où les possibilités de départ en préretraite FNE seront moins faciles à utiliser, ce qui est scandaleux, on propose des contrats de travail à mi-temps, temps partiel, sans aucune garantie de retour au travail à temps complet. Nous sommes en train de figer les effectifs dans les entreprises et donc de réduire drastiquement les possibilités d'embauche pour les jeunes. C'est une forme de partage du travail, uniquement entre ceux qui ont un emploi.

Quant au partage des revenus, il concerne les soi-disant salariés volontaires pour un mi-temps ou le temps partiel. Nous savons hélas que, dans la réalité, il n'est tout autrement. Si, dans le premier plan social, voire la deuxième, les salariés volontaires existent réellement, dans les suivants, c'est sous la pression que se dégagent les noms. Nous appelons cela « tordre les bras » et c'est hélas souvent le cas, le volontariat n'existe pratiquement plus. Bien souvent d'ailleurs, cela vise les femmes amenant un deuxième salaire au foyer. C'est

presque de la confection comme pour partir à l'armée ; à tour de rôle, tout le monde y passe.

Ne soyons pas malhonnêtes, c'est bien à certains, et uniquement à certains que, dans ce cas là, on demande de faire un effort et de réduire leur niveau de vie. C'est pourquoi nous continuons à revendiquer l'extension des départs en préretraite progressive ou pas, et le départ en retraite pour tous les salariés, dès lors qu'ils ont atteint leur droit à la retraite, même s'ils n'ont pas soixante ans. C'est une des rares possibilités permettant d'absorber des embauches, à l'état actuel de notre économie.

La réflexion va aujourd'hui plus loin, avec la semaine de quatre jours, soit 32 heures par semaine. Le problème n'est pas de savoir si a ou l'idée mais si, oui ou non, il est possible de réduire le temps de travail à 32 heures brutalement. Il paraît tentant d'avoir un week-end de trois jours. Qui na le souhaite pas, finalement ? Mais, comme les entreprises n'arrivent pas de travailler la jeudi soir, d'orée et déjà on évoque la possibilité d'avoir une nouvelle organisation du travail jusqu'à samedi soir et donc des salariés qui travaillent comme depuis hebdomadaire : dimanche, lundi et mardi ; ce qui n'est pas tout à fait pareil !

### Compensation salariale

De plus, se pose le problème de la compensation salariale. Sachant qu'une heure de réduction représente 2,4 %, sept heures impliquent donc une baisse de 20 %. Si nous y ajoutons les gains de productivité, ce que nous imaginons aboutir à une compensation de 50 % - c'est une réalité dans les accords d'entreprise - cela représente une diminution de salaire de 10 %. Toujours au titre de la solidarité, il est évident que nous ne pourrions pas réduire les salaires de 10 % pour les salariés ayant des rémunérations faibles, cela aurait trop d'impact sur leur niveau de vie. C'est avec difficulté que les problèmes de la solidarité parmi les salariés de l'entreprise seront abordés lors d'éventuelles discussions. Mais si nous comparons bien la mécanique, aussi les salariés seraient concernés et là, nous ne pouvons pas être d'accord.

Si nous devons, pour lutter contre le chômage et au titre du partage du travail, aboutir à de telles diminutions de salaire, cela implique un débat national et clair. Tout le monde doit participer à la solidarité, quelles que soient les catégories professionnelles, salariées, bien sûr, mais également paysans, professions libérales, artisans, commerçants,

retraités, etc. (y compris les revenus du capital). Tout le monde doit subir une diminution de son revenu, pour la moins égale à 10 %. Alors, oui, dans ce cas seulement, nous pourrions parler de réelle solidarité. Mais osons-nous sur un tel débat pour l'instant ? Sûrement pas.

Il conviendrait que ce débat ait lieu car il serait curieux que seuls ceux qui apportent de la valeur ajoutée, c'est-à-dire les salariés, se voient concernés au nom de la solidarité, pendant que d'autres na le seraient pas. Pour la Fédération FO de la métallurgie, nous négocierons les 32 heures si nous sommes sûrs que, d'une manière ou d'une autre, l'effort est partagé par tous avec un point de passage obligé et non pas uniquement par certaines catégories. Nous jugerons le volontariat politique de la mettre en œuvre ou pas.

Enfin, at la débat n'est pas mince, une baisse généralisée du niveau de vie permettrait-elle une relance de l'activité industrielle ? Sûrement pas, mais du moins sur le papier cette solution pourrait créer des emplois. Nous avons, à la Fédération FO de la métallurgie, recensé une dizaine d'accords d'entreprise réduisant d'une manière significative les horaires de travail, jusqu'à 30 heures par semaine. Caux-ci incluent bien souvent une réduction des salaires. Pas un seul de ces accords ne créea des emplois ; tout au plus permet-t-il d'éviter des licenciements secs. C'est pourquoi, en attendant, nous continuons à dire oui à la réduction du temps de travail, mais avec le maintien du salaire.

► Michel Huc est secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie.

ALAIN MADELIN critique le « sophisme mortel » du partage du travail. - Dans une libre opinion publiée mardi 2 novembre par le Figaro, Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, reprend ses critiques à l'égard du partage du travail, qualifié de « sophisme mortel ». « On se met à nouveau à rêver à cette potion magique bien française à laquelle personne d'autre dans le monde ne pense », écrit le ministre, qui s'exclame : « Décidément, il y a bien une exception culturelle française ».

Le ministère du travail ouvre un service de renseignements téléphoniques. - A partir du mardi 2 novembre, et de 9 heures à 18 heures, chaque jour de la semaine, le ministère du travail met à la disposition du public un service de renseignements téléphoniques. Initialement 01 47 87 01 01 du lundi au vendredi et officina toutes les informations légales et juridiques concernant le droit du travail, les mesures pour l'emploi, les contrats en alternance, etc. Dix juristes pourront répondre à toutes les questions.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Le Crédit Foncier augmente son capital pour accompagner son développement

Le Crédit Foncier est l'établissement de référence dans le financement des crédits immobiliers aux particuliers. Il propose une gamme étendue de concours immobiliers aux conditions du marché. Son engagement permanent au service des Pouvoirs publics pour le placement, la financement et la gestion des prêts aidés par l'Etat, en fait un acteur majeur du logement social. En outre, partenaire des collectivités locales, il intervient activement dans leur développement.

Ancré durablement sur l'ensemble de ces secteurs, le Crédit Foncier est le seul spécialiste complet du financement de l'immobilier.

Aujourd'hui, le Crédit Foncier augmente son capital d'1,5 milliard de francs. Il réserve à ses actionnaires un droit préférentiel de souscription. En participant à cette augmentation de capital, les actionnaires de la Société lui permettent d'élargir son assise financière et l'accompagnent dans son développement.

### Caractéristiques de l'émission

- prix d'émission des actions nouvelles : 1.000 F par action.
- droit préférentiel de souscription : à titre irréductible à raison d'une action nouvelle pour 7 anciennes.
- nombre d'actions émises : 1.482.306.
- jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour les actions anciennes et nouvelles.
- période de souscription : du 2 novembre au 23 novembre 1993 inclus.

Un prospectus (visa COB n° 93-525 du 22 octobre 1993) est disponible, sans frais, au siège de la Société et auprès des établissements financiers chargés de recevoir les souscriptions.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE  
S.A. au capital de 3.112.842.800 F.  
Siège social : 19, rue des Capucines, 75001 Paris

CRÉDIT FONCIER  
Votre allié dans le temps

### Une baisse quasi continue depuis un siècle

Depuis le début de l'ère industrielle, souligne Bernard Brunhes, ancien conseiller social de Pierre Mauroy, et Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat au Plan, la durée du temps de travail n'a cessé de diminuer. Il s'agit pour eux d'une tendance presque naturelle que les revendications du mouvement ouvrier n'auraient fait qu'accélérer. Historiquement, cette évolution inéluctable a cependant connu des avancées ou des coups d'arrêt.

En 1905, la journée de huit heures est instituée dans les mines et il faudra attendre la loi d'août 1906 pour qu'elle soit étendue à tous les salariés, avec de nombreuses dérogations, sous la forme de 48 heures par semaine de six jours. Auparavant, à partir de 1848, la durée maximale était de 12 heures par jour, et ce n'est qu'à compter de la loi de 1900 qu'elle passera progressivement, en deux ans, à 11 h 30, 11 heures, 10 h 30, puis 10 heures.

Décidées par le Front populaire, les 40 heures par semaine interviennent en 1936. Mais la guerre, en 1939, ramènera le semaine à 60 heures. Ensuite, les efforts de reconstruction empêcheront l'application et ce n'est qu'à progressivement que la durée moyenne effective de travail se rapprochera des 40 heures, aux alentours des années 70. Les progrès ont alors été lents : 54 heures en moyenne sur douze semaines en 1966, 57 heures de plafond absolu en 1971, 52 heures de plafond absolu en 1975 puis 50 heures de plafond absolu en 1979.

Sous le gouvernement de Pierre Mauroy (PS), s'effectue le passage autoritaire des 40 heures aux 38 heures hebdomadaires. Selon Bernard Brunhes et Lionel Stoléru, cela aura pour effet de bloquer le mouvement pendant dix ans.

## Les patrons allemands sont réticents

Les patrons allemands se montrent peu enthousiastes devant la solution de la semaine de quatre jours que la direction de Volkswagen doit proposer, mardi 2 novembre, au conseil central d'entreprise pour éviter des vagues massives de licenciements.

Assortie d'une réduction de salaire de 20 %, cette mesure permettrait de sauver trente mille emplois, estime la direction

du constructeur automobile. Le président de la Fédération allemande de l'industrie (BDI), Tyll Necker, a estimé dans l'hebdomadaire Focus du 1<sup>er</sup> novembre que cette mesure serait une « erreur absolue ». Une baisse des salaires ne suffirait pas à compenser la réduction du temps de travail, car les coûts fixes (terrains, machines et charges financières) resteraient les mêmes.



## Le débat sur la semaine de 4 jours et les 32 heures

### Au-delà du slogan

Suite de la première page

La thèse est aujourd'hui goulument reprise par cette même droite. Et avec quelle fréquence!

Tout à tour, Jean-Yves Charnard (RPR), Claude Malhuret (PR), Gilles de Robien (PR), et même Philippe Vasseur (PR), ont affiché, sur ce sujet hier tabou, la foi de charbonnier des nouveaux convertis. Dans l'ombre, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, se déclare intéressé. Emportés par la défiance qui entraîne leur majorité, Michel Giraud, ministre du travail, et surtout Edouard Balladur, premier ministre qu'on a connu plus serein, concèdent qu'ils pourraient y regarder de plus près. Après tout, que risquent-ils à ouvrir cette possibilité quand, téjanisée par la récession, la France s'affole de voir l'abîme du chômage se creuser sous ses pieds?

Justement, c'est bien parce qu'elle est saisie de vertige que la classe politique dans son ensemble, droite et gauche confondues, se précipite aveuglément dans la solution de la semaine de quatre jours et, pour certains seulement, dans celle des 32 heures. Anxieuses par la crise, taraudées par la nécessité de trouver rapidement une réponse, dirigeants et responsables économiques se laissent fasciner par un mot d'ordre qui agit sur eux tel un mirage et représente à leurs yeux l'ultime chance de redonner de l'espoir à une opinion qui ne sera pas toujours aussi patiente. Quand on danse sur un volcan, même apparemment éteint, il arrive que la peur dicte ce qu'on appellera, ensuite, des actes de survie.

#### Négocier on pas

Pourtant, s'il faut se féliciter qu'une prise de conscience s'amorce, dont on notera avec plaisir qu'elle autorise enfin une réflexion sans présupposés idéologiques, force est aussi de constater que, telle qu'elle est posée, l'option de la réduction du temps de travail laisse pendantes de nombreuses interrogations. Sous l'urgence, des précautions d'analyse ne sont pas prises et, le premier engouement passé, le retour aux réalités risque d'être douloureux. Sur les plans de la technique et de la

méthode, des zones d'ombre demeurent. Sans parler de l'hypothétique impact sur l'emploi — ou, plutôt, sur le chômage —, à l'aune duquel tout cela sera, au fond, jugé...

Quelques questions pratiques s'imposent, qui détermineront le succès ou l'échec, et dont on voit bien aujourd'hui, dans l'euphorie de la découverte d'une pierre philosophale, qu'elles sont balayées d'un revers de main. Si, par exemple, M. Balladur se prononce en faveur d'une tentative « expérimentale », sur la base d'un amendement Charnard remanié, cela n'a pas le même sens qu'une application « globale », telle qu'elle a pu être imposée, en 1982, avec le passage des 40 heures aux 39 heures hebdomadaires. En termes d'emplois, le résultat peut ne pas être convaincant, l'une des leçons tirées de l'expérience socialiste étant que la réduction devait être brutale et significative pour avoir de l'effet. Qu'on se rappelle : la diminution d'une heure, à salaire inchangé, il est vrai, n'aurait été que de 15 000 à 70 000 emplois en solde net, sur une année pleine. Une misère.

Tout autre, également, peut être la réaction d'un dispositif d'incitation, selon qu'il revêt un caractère uniforme ou qu'il se modifie au gré de négociations entre partenaires sociaux, ainsi que le réclame la CFDT. Dans un cas, non seulement il n'améliore pas le dialogue social, mais ses conséquences, mécaniques, peuvent ne pas correspondre aux besoins d'un secteur d'activité donné, et se traduire par un désastre. Dans l'autre cas, qui a aussi le précédent de 1982, oblige à retenir, puisqu'on y a appris que la réduction du temps de travail devait être modulée en fonction des réalités, il y a fort à parier que l'objectif recherché — l'emploi — ne soit pas totalement atteint. Et, quand bien même, il resterait à définir le niveau de la négociation : interprofessionnelle pour les uns, par branche professionnelle pour les autres, et par entreprise pour les derniers.

S'agissant d'un thème maintes fois abordé, il ne faudrait pas passer sous silence les innombrables travaux de Dominique Taddei qui lient, étroitement, l'incontestable aspiration à la réduction du temps de travail avec la non moins impérieuse nécessité économique d'une aug-

mentation parallèle de la durée d'utilisation des équipements. Ce qui pose tout de suite deux problèmes et débouche sur un vrai dilemme. Autant l'industrie peut réussir à concilier ces objectifs opposés, dans l'absolu, autant tout le secteur tertiaire des services est confronté à une difficulté majeure, sauf à élargir la plage d'ouverture des magasins, des administrations ou des banques. Mais encore faudrait-il, dans une hypothèse comme dans l'autre, que les besoins en production augmentent et que, donc, la consommation soit au rendez-vous. Or,

liberté supplémentaire dans la semaine, la tentation sera grande d'en profiter pour arrondir ses fins de mois. Certains, qui se réfèrent aux conditions de vie ouvrières dans les banlieues, se demandent si une telle tendance ne serait pas inéluctable, en tout cas préférable à l'oisiveté entre télévision et HLM. Sans aller jusque-là, Philippe Herzog, l'économiste cootestataire du PCF, récuse l'idée de la réduction du temps de travail si elle ne s'accompagne pas « d'autre chose », à définir et à organiser, qui pourrait être du temps consacré à sa formation ou, plus

se situe nettement au-delà de ce seuil, par ailleurs jugé irréaliste et économiquement mortifère par ombre de chefs d'entreprise. Sur l'ensemble de l'année, dans certaines usines du groupe automobile et pour plusieurs catégories de personnel, les jours chômés aboutissent, en volume, à quelque chose qui ne doit pas être éloigné de la semaine de quatre jours.

Massivement, l'économie française a eu recours au chômage partiel pour s'adapter à la crise. Les 7,6 millions de journées indemnisées à ce titre en 1991 sont devenues 10,7 millions en 1992, et, désormais, on frôle les 2 millions de journées dans le mois. Tant et si bien que, à ce point, le différentiel escompté entre les 39 heures et les 32 heures se réduit pour, finalement, ne laisser que peu de marge pour la création nette d'emplois. Malheureusement, d'autres indices vont dans le même sens. Ainsi, les capacités de production ne sont plus utilisées à plein, sans doute aux alentours de 85 % pour toute l'industrie, et à 75 % dans les PMI; ce qui revient à dire que toute baisse du temps de travail serait, dans l'état actuel, entièrement compensée.

De même, la course aux gains de productivité s'accélère, et, quand on sait que Jacques Calvet se fixe pour objectif de les améliorer encore de 13 % en 1994, il devient évident que les 20 % théoriques de la réduction du temps de travail seront vite digérés, voire annulés. A cela s'ajoute que, par définition, pareil chamboulement suppose que l'organisation du travail soit revue, et il n'est pas alors évident que tous les emplois, et partout, tirent avantage de la mesure. Sur le papier, l'intérêt des cadres est manifeste si l'on retient la semaine de quatre jours plutôt que les 32 heures, mais, concrètement, bien des obstacles surgissent.

Pourtant favorable à cette démarche, Antoine Riboud, président du groupe BSN, justifie son refus temporaire par la certitude que ses concurrents, français ou étrangers, ne s'aligneraient pas sur lui. De fait, on peut s'interroger sur la possibilité de mener cette politique en France en solitaire, ou même au niveau européen, dès lors que des dispositions d'accompagnement ne seraient pas prises. Quand on voit les ravages causés par le phénomène des délocalisations, il y a lieu de s'inquiéter. Dans cette course, il faudra, à terme, reconstruire une autre ligne Maginot, autour, pourquoi pas, des 25 heures par semaine, chaque diminution du temps de travail étant appelée à ne pas prolonger ses effets au-delà de quelques années. Si tout va bien.

Cependant, le plus périlleux reste à évoquer, qui s'inscrit dans la suite logique de ce qui précède et peut se résumer ainsi : l'effet attendu en

emplois, même s'il devait être considérable — on parle de deux millions de postes de travail —, pourrait être sans beaucoup d'incidence sur le chômage. On, pour l'exprimer autrement, le sacrifice du partage du travail, accepté au nom de la solidarité avec les chômeurs, pourrait se révéler en partie illusoire.

#### Phénomène de file d'attente

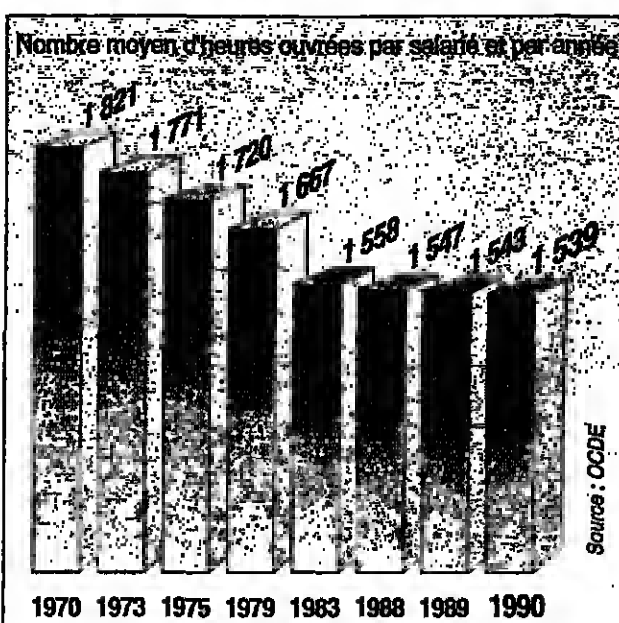
Pour l'expliquer, il faut revenir sur un phénomène de « file d'attente », mis en évidence par Robert Salais depuis une dizaine d'années, et qui se traduit par le fait que les chômeurs les plus anciens sont aussi les derniers à sortir des fichiers de l'ANPE en cas de reprise économique. Passent devant eux les derniers entrés au chômage, et, surtout, ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi, les jeunes ou les femmes, qualifiées et formées. Pis, ou mieux, c'est selon, tout regaie de création d'emplois profite en premier lieu aux arrivants sur le marché du travail, dont le nombre augmente chaque année avec la croissance de la population active (+ 170 000 en 1992). Quand la conjoncture s'améliore, des actifs potentiels se manifestent, qui, en période de détérioration, ne se déclarent pas à la recherche d'un emploi.

Résultat ? De 1987 à 1990, pendant la reprise, l'économie française créait 800 000 emplois supplémentaires, tandis que le chômage ne diminuait que de 160 000. A supposer que, dans le meilleur des cas, le passage aux 32 heures dégage 2 millions d'emplois supplémentaires, il est à craindre que le nombre des chômeurs ne descende pas de 3,5 millions à 1,5 million. Il est facile d'imaginer le choc que pourrait produire sur l'opinion la découverte de cette réalité intangible, propre au mode de fonctionnement du marché du travail. Un rêve, aujourd'hui entretenu, sera brisé.

Pour autant, il ne faut pas jouer les Cassandre. Si, telle qu'elle est exposée, la solution des 32 heures ou de la semaine de quatre jours peut apparaître un peu comme une réponse pratique, au pire comme une recette d'opportunité, elle mérite beaucoup mieux que cela. Derrière ce sujet, se profile un débat d'une autre nature qui exigera clarification et qui suppose un choix de société autrement discuté. A ce tournant de notre monde industriel, il convient d'abolir la frontière entre l'emploi et l'activité et, surtout, de ne plus lier citoyenneté et travail. Et ce sont des questions que, peut-être, le retour de l'idée de la réduction du temps de travail sur la scène permettra d'aborder. Bientôt.

ALAIN LEBEAUNE

### 1 539 heures en 1990



Entre la réduction de la durée du travail hebdomadaire et l'allongement des périodes de congés payés, la durée annuelle du travail a baissé en France. Elle est actuellement de 1 539 heures. L'Allemagne a suivi la même évolution et se situe sensiblement au même niveau (1 589 heures en 1990).

dans la phase actuelle de la récession, c'est bien l'absence de croissance qui empêche le bouclage macroéconomique d'un tel échafaudage.

#### La menace du travail au noir

Ensuite, et à supposer que ces points soient tranchés dans la clarté, il restera quelques questions de fond, plus préoccupantes encore. Dont, au premier rang, celle de la compensation salariale ou non, intégrale ou pas, qui, de toute évidence, décidera de l'attitude des salariés. Certes, les sondages permettent de croire que, pour avoir une semaine de quatre jours, une contre majorité (56 %) serait disposée à accepter une baisse de revenu de 10 %, mais le sujet est sensible à la moindre variation, puisque 83 % admettraient plus facilement une perte de salaire de 5 %. Autant dire que la marge de manœuvre est étroite et que la mise en application concrète peut réserver des surprises.

Un des problèmes en découle directement, avec la menace du développement concomitant du travail au noir, que la compensation salariale ne ferait qu'accroître. Dès lors que les salariés bénéficieraient d'une journée de

générallement, utilisé pour des activités ayant un sens pour le bien commun. Du travail au sein des associations en passant par la participation à la vie de la cité, il y aurait place pour un accomplissement personnel et collectif qui correspondrait à un changement de société. Sinon, assure-t-il comme d'autres, la semaine de quatre jours ne sera rien d'autre qu'un partage du travail — pardon, du chômage —, pas spécialement différent, dans ses modalités, de ce que certaines entreprises (Potain, Daum, Digital Equipment, etc.) ont déjà commencé à faire sous la contrainte économique, sous couvert de solidarité.

#### Un avantage vite annulé

En outre, il existe manifestement des limites formelles à l'impact sur l'emploi et qui constituent, à elles seules, la série d'objections la plus sévère à l'égard des « 32 heures ». Par exemple, on peut se demander si, de fait, au moins dans l'industrie, la réduction du temps de travail n'est pas déjà pratiquée. Quand Peugeot annonce qu'il a décidé d'une nouvelle mesure de chômage technique pour sept jours en novembre et pour cinq jours en décembre, il

#### INDICATEURS

##### ETATS-UNIS

■ Dépenses de construction : + 0,8 % en septembre. — Les dépenses de construction ont augmenté en septembre de 0,8 % par rapport au mois d'août. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle consécutive. Sur un an (septembre 92-septembre 93), ces dépenses sont en hausse de 8,7 %.

■ Indices des directeurs d'achat : 53,8 % en octobre. — L'indice économique du groupement national des directeurs d'achat (NABE) s'est établi en octobre à 53,8 %, soit une hausse de quatre points par rapport au mois de septembre où il était de 49,7 %.

TECHNOPOLE EUROPEENNE

RENNES ATALANTE

### LE LABEL "QUALITE" POUR LES TECHNOLOGIES DE LA SANTE

Industriels de l'imagerie médicale, du GBM, du médicament, des biotechnologies, du génie sanitaire, installez-vous ou sein du complexe hospitalo-universitaire pour innover avec les chercheurs de Rennes ATALANTE.

RENNES ATALANTE

Contact : Jacqueline POISSIER, 11, rue du Clos-Courtil, 35700 RENNES, FRANCE. Tél. (33) 99 12 73 73. Fax (33) 99 12 73 74.

RENNES DISTRICT

#### Dans un entretien au « Wall Street Journal Europe »

### Jacques Attali regrette sa démission de la BERD

Dans un entretien au Wall Street Journal Europe, lundi 1<sup>er</sup> novembre, Jacques Attali estime avoir peut-être commis une erreur en quittant la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Démissionnaire le 25 juin, l'ancien président de la BERD s'était résigné à accélérer son départ fin juillet, avant la nomination de son successeur, en raison de la sévérité d'un rapport d'audit sur sa gestion.

L'erreur « a été de démissionner. Parce que personnellement, m'a demandé de démissionner », déclare-t-il. M. Attali affirme qu'il « en a eu assez des rumeurs » et pense qu'il aurait « mieux fait de prendre deux semaines de vacances ». « Partir sous de telles calomnies revient à donner la vic-

toire aux mensonges », mais, « pour résister, il fallait quelque chose de plus dur que moi, un vrai politique, ce que je ne suis pas », explique-t-il.

M. Attali a annoncé qu'il allait créer, début 1994, une société de consultants spécialisée dans les investissements et les activités bancaires pour conseiller gouvernements et entreprises sur les économies latino-américaines.

[Depuis son départ de la BERD, Jacques Attali a rejoint le Conseil d'Etat. SN] Il a aussi soutenu son projet de création de sociétés commerciales tel qu'il l'expose dans le Wall Street Journal. Il devrait soit démissionner de la juridiction administrative, soit se mettre en disponibilité de celle-ci pour une période qui ne pourrait excéder six ans.]



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Avec le soutien de la Banque mondiale

# La Chine prépare une vaste réforme fiscale

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine prépare une vaste plan de réforme fiscale et bancaire, a indiqué, en début de semaine, le vice-premier ministre chinois Li Lanqing. S'appuyant sur des recommandations de la Banque mondiale, la réforme touchera la banque, les finances, la fiscalité, les investissements, le commerce international et la gestion d'entreprise. Elle intervient alors que Pékin assure avoir réussi à stopper l'embellissement de l'économie.

Les autorités chinoises disent être parvenues à ramener l'inflation à un taux annuel de 20,7 % dans les grandes villes à la fin septembre, soit une chute de trois points en trois mois de l'index à la consommation. Le Bureau d'Etat des statistiques a annoncé que les mesures antisurchauffe prises par le vice-premier ministre Zhu Rongji avaient abouti durant le troisième trimestre à ramener à 22,6 % en moyenne la croissance industrielle sur une base annuelle, contre 30 % en juin, avec une tendance plus nettement à la baisse en septembre. Le PIB chinois n'en

est pas moins connu, sur les neuf premiers mois de l'année, une augmentation de 13,3 % et les dirigeants ne cachent pas leur probable incapacité à ramener la croissance à moins de 12 % pour l'année, alors qu'il leur semble que le taux idéal serait de 8 %. Les statisticiens officiels estiment en outre que l'inflation devrait continuer à se faire sentir sans baisse très rapide.

Des mesures destinées à tempérer le début de surchauffe avaient été prises à la suite d'une pénurie de fonds dans les caisses de l'Etat qui avait fait craindre le pire à la direction politique. Les autorités viennent d'annoncer un « succès initial » dans une vaste opération de chasse à l'évasion fiscale qui a déjà rapporté 600 millions de dollars en impôts impayés. Ce n'est encore qu'un maigre bilan, les estimations officielles sur la fraude fiscale portant sur un minimum de 17,2 milliards de dollars.

Cette politique crée un certain mécontentement auprès des investisseurs, notamment des millions de petits entrepreneurs privés qui avaient pris l'habitude de considérer la fiscalité comme facultative. Le plus impopulaire des dirigeants chinois dans ces milieux vivaces mais indisciplinés n'est évidemment autre que M. Zhu, contraint de jouer les pompiers en chef alors que son image était celle d'un libéral en économie favorable à l'accélération de la croissance et des réformes. Ce mécontentement s'ajoute à celui des paysans devant le piétinement de leur niveau de vie, une grogne qui a donné lieu à plusieurs manifestations à travers le pays ces derniers mois et qui a amené le régime à convoquer une réunion au sommet - à la mi-octobre - afin de mettre l'accent sur la nécessité pour toute l'administration de se soucier d'avantage du sort des neuf cents millions de ruraux dans la transition vers une économie dite « socialiste de marché ». La réunion n'a cependant pas accouché de mesures concrètes autres que l'obligation faite aux dirigeants d'organes d'Etat de passer en personne un à trois mois à la campagne chaque année afin d'écouter les avis des agriculteurs.

FRANCIS DERON

AUTOMOBILE

Devant l'opposition grandissante à la fusion avec Renault

# L'assemblée générale des actionnaires de Volvo est repoussée d'un mois

Le conseil d'administration de Volvo a décidé lundi 1<sup>er</sup> novembre dans la soirée de reporter d'un mois l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui devait se tenir le 9 novembre pour se prononcer sur le projet de fusion avec Renault. Le constructeur suédois va utiliser ce délai pour calmer les critiques de plus en plus virulentes contre la fusion avec Renault. Une nouvelle assemblée est convoquée le 7 décembre.

Pehr Gyllenhammar, le patron de Volvo, doit avoir l'impression de revivre un mauvais rêve. Il y a cinq ans il annonçait le mariage du constructeur automobile suédois avec des investisseurs norvégiens. Cinq jours avant l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prévue pour ratifier cet accord, il retirait son projet devant l'hostilité grandissante des Suédois. Cette affaire ne semble pas lui avoir servi de leçon. Ni à lui ni aux autres acteurs principaux de la fusion

entre Renault et Volvo. Aucun d'eux ne semblait effleurer les esprits lorsque le 6 septembre dernier, Pehr Gyllenhammar annonçait, aux côtés de Louis Schweitzer, PDG de Renault, et de Gerard Longuet, ministre de l'Industrie, la fusion de Volvo et de Renault. L'accord des actionnaires de Volvo semblait acquis, tant les avantages industriels et commerciaux en étaient évidents.

Et pourtant les actionnaires suédois ne veulent pas s'en laisser conter. Face à leur opposition grandissante, le conseil d'administration de Volvo a décidé de reporter d'un mois, au 7 décembre, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour adopter la fusion avec Renault. Lundi, Trygg Hansa, le principal actionnaire de Volvo (après Renault), décidait en effet à son tour de voter contre l'accord.

Les critiques des Suédois se focalisent essentiellement sur deux points. Tout d'abord, ils redoutent que la privatisation de Renault ne se fasse jamais, ce qui nuirait à l'image et à l'efficacité de Renault-Volvo et affaiblirait donc sa valeur

en Bourse. D'autre part, ils désapprouvent le fait que le gouvernement français puisse utiliser une action spécifique (golden share) pour geler à 20 % les droits de vote de Volvo dans Renault-Volvo au cas où la participation directe de Volvo au capital du constructeur automobile français dépasserait ce seuil.

Ce délai de grâce d'un mois devrait être mis à profit pour clarifier ces deux points. Côté français, il n'est pas question pour autant d'accélérer le plan de privatisation. Et encore moins de renoncer à l'action spécifique.

De son côté, Pehr Gyllenhammar ne s'estime pas battu. « Nous voulons éviter le risque d'un non. Nous voulons obtenir un oui franc et massif. Nous continuons de croire au projet (avec Renault), et le conseil d'administration est tout à fait unanime sur ce point », a précisé le président du groupe suédois.

La dispersion de son actionariat lui a permis de diriger son entreprise sans réel contre-pouvoir. Mais cet avantage d'hier se retourne aujourd'hui contre lui.

ANNIE KAHN

En raison de dettes records

# L'entreprise de construction japonaise Muramoto a déposé son bilan

TOKYO

de notre correspondant

Le dépôt de bilan de l'entreprise de construction Muramoto, qui, lundi 1<sup>er</sup> novembre, a déposé une demande d'application de la loi sur les faillites, pourrait indiquer un changement dans la politique des banques confrontées à un montant alarmant de mauvaises dettes. Entreprise moyenne de la région de Nara, Muramoto a accumulé un montant de dettes record (990 milliards de yens, soit environ 79,5 milliards de francs) dû à des investissements aventureux au cours de la période de « bulle monétaire » de la fin de la décennie 80.

Pour réaliser ces investissements, essentiellement dans la construction de terrains de golf, Muramoto s'est endettée auprès des banques. Depuis, les prix du foncier ont chuté. Le passif de Muramoto est le plus élevé enregistré depuis la banqueroute de Sanko Steamship en 1985. Aux termes d'un plan de sauvetage de l'entreprise établi en septembre, quatre banques auraient dû accorder à Muramoto 30 mil-

liards de yens en prêts pour faire face à ses échéances. Mais celles-ci viennent d'annoncer qu'elles n'étaient plus en mesure de soutenir Muramoto, qui a donc dû déposer son bilan.

Ce refus est perçu par les analystes financiers comme une indication que les banques entendent assainir à tout prix leur bilan des mauvaises créances accumulées à la suite de l'écroulement de la bulle monétaire. « Les banques veulent se débarrasser du fardeau de la bulle », écrit le quotidien Nihon Keizai. D'autres entreprises actuellement sur la « corde raide » pourraient connaître dans les prochaines semaines un sort analogue à celui de Muramoto. Selon les estimations officielles de la Banque du Japon, les mauvaises créances détenues par les vingt et une plus grandes banques s'élèvent à 14 000 milliards de yens. En réalité, elles approcheraient 40 000 milliards (soit environ 2 180 milliards de francs).

Ph. P.

REPÈRES

## FISCALITÉ

La Californie pourrait être privée de recettes fiscales payées par les entreprises transnationales

A la demande de la banque britannique Barclays et de la multinationale américaine Colgate-Palmolive, la Cour suprême des Etats-Unis a décidé, lundi 1<sup>er</sup> novembre, de déclarer contraire à la Constitution la disposition du régime fiscal appliqué en Californie et qui prévoit de taxer sur une base mondiale, et non pas seulement locale, les bénéfices des entreprises étrangères opérant sur son sol.

Cette décision de la Haute Cour qui intéresse six autres Etats appliquant un mode d'imposition voisin (Idaho, Montana, Dakota du Nord, Tennessee, Utah et Alaska) risque de contraindre la Californie à reverser quelque 4 milliards de dollars (environ 23,6 milliards de francs) de trop-perçu aux sociétés étrangères concernées. De plus, elle constitue un revers pour le président Clinton qui, dans son programme électoral, s'était prononcé en faveur d'une taxation plus sévère des bénéfices réalisés aux Etats-Unis par les compagnies étrangères.

## GATT

Critiques contre l'administration américaine

La position des Etats-Unis sur la libéralisation des services financiers, un important dossier à l'ordre du jour des négociations sur le cycle de l'Uruguay, a été vivement épinglée lors de la réunion du comité du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le com-

merce), lundi 1<sup>er</sup> novembre à Genève. Plusieurs pays latino-américains, mais aussi la Suède, des représentants de l'Union Européenne et le Japon, notamment, ont critiqué Washington qui, contrairement à l'esprit général du projet, veut se réserver le droit de ne pas ouvrir totalement son marché des services financiers aux pays qui, à ses yeux, ne procéderaient pas de même sur leur propre marché.

Le directeur général du GATT, Peter Sutherland, a qualifié de « lamentable » l'impossibilité dans laquelle se trouvent jusqu'à présent les pays membres de la Quatrième (Canada, Etats-Unis, Japon, Union Européenne) de s'entendre sur les conditions d'accès aux marchés sur la base de l'accord de principe intervenu en juillet au sommet des Sept à Tokyo.

## TRANS

Baisse du prix de la carte Inter-Rail

Les 29 réseaux européens de trains (dont la France), qui proposent une carte pour les jeunes (InterRail), ont décidé d'en baisser le prix et annoncent, vendredi 29 octobre, la SNCF, ils ont décidé de proposer, pour l'été 1994, une gamme de cartes valables non plus sur l'ensemble du réseau mais par secteurs géographiques et donc vendues à des prix bien inférieurs. La carte valable sur tous les réseaux, qui permet des voyages à destination des jeunes de moins de 26 ans, voit également baisser son prix. La SNCF estime que cette offre devrait « relancer » la carte Inter-Rail, que 11 000 jeunes Français seulement ont acheté l'an dernier, sur un total de 350 000 cartes vendues en Europe. Elle a décidé de baisser l'ensemble de ses tarifs de 15 % pour les jeunes des pays de l'Est.

## TRANSPORTS AÉRIENS

Les négociations à Air France n'ont pas pu commencer

Christian Blanc, le nouveau président d'Air France, n'a pas engagé la concertation avec les syndicats, dans la matinée du mardi 2 novembre comme cela avait été convenu initialement. La CGT qui devait être rassemblée à 9 h 30 a refusé de participer à une négociation bilatérale. FO, attendue dès 8 heures, a demandé à n'être reçue qu'en dernier.

Plusieurs centaines de salariés d'Air France manifestaient dans la matinée de mardi devant le siège de la compagnie à Montparnasse et quatre syndicats (CGT, CFTC, CFDT, SNMSAC) ont exigé au cours d'une réunion intersyndicale tenue devant le siège d'être reçu tous ensemble par M. Blanc avec des représentants des personnels au sol. La direction d'Air France a indiqué qu'elle n'était pas opposée à une réunion plénière, mais que cela impliquait que les quatorze syndicats soient d'accord. Le Syndicat national des pilotes de ligne devait être reçu en début d'après-midi.

# ESSEC

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation à la gestion en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1994 : du 16 Mars au 18 Mars 1994  
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 31 Janvier 1994  
Documentation et dossier d'inscription : ESSEC • Admissions • B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex  
Téléphone : (1) 34.43.30.00

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles - Val d'Oise-Yvelines, membre de la Fesic.

# Enfin Paru !

Le 1<sup>er</sup> Dictionnaire Encyclopédique de la Finance

- 1 920 pages pour l'outil maniable et complet que vous attendez...
- 3 334 termes et sigles expliqués avec précision (et traduits pour la plupart en 4 langues)
- 275 experts financiers ont contribué à sa rédaction

Dans le même volume : Le Quid de la Finance\*

- Une présentation des principaux établissements bancaires, industriels et commerciaux.
- Un tableau comparatif des parts de 170 devises et des grandes macro-économiques de 170 pays.
- Les textes financiers du Traité de Maastricht.
- Des extraits de 15 Rapports Officiels sur la Finance

Bon de commande à renvoyer avec le règlement à : Le Quotidien Financier • 1052 rue Anatole France • 92392 Levallois-Perret Cedex  
Tél. (1) 48 04 47 47 • Fax (1) 49 54 57 58

☐ Je commande \_\_\_\_\_ exemplaires (1) au prix de 1 355 F TTC et joins le chèque correspondant à l'ordre de GESPERSI

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Etablissement \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_ Télécopie \_\_\_\_\_

(1) - 5 % pour le deuxième exemplaire, - 10 % pour le troisième. Au-delà nous consulter.

# Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

(Publicité)

# LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE

## MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

Dans le cadre du Protocole Franco-Libanaise du 4 décembre 1992, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) lancent un appel d'offres restreint aux sociétés françaises pouvant fournir un matériel de fabrication française (installation et mise en service comprises) pour les équipements de laboratoires et ateliers des Instituts Techniques, dans les disciplines suivantes :

Electronique, Génie civil, Optométrie, Optique, Télécommunications, Electricité, Mécanique, Aviation, Gestion Hôtelière (avec logiciel), Hardware, Groupe électrogène.

Tous ces équipements seront conformes aux normes françaises.

Les fournisseurs et sociétés françaises, intéressés, pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès du secrétariat du CDR, à compter du 29 octobre 1993, à l'adresse ci-dessous :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)  
Tallet El-Seraïl - Beyrouth - Liban.

La date limite de remise des offres au CDR est fixée au vendredi 19 novembre 1993 à 12 heures (heure locale de Beyrouth).



Directeur général adjoint depuis juin 1991

## Alain Boublil démissionne de Framatome

Dans un entretien publié mardi 2 novembre par la Tribune Des-fossés, Alain Boublil, directeur général adjoint de Framatome, annonce sa démission, qui devrait être officialisée mardi. Le rapprochement de Framatome et d'Alcatel serait à l'origine de sa décision. « Lorsque je suis arrivé en 1991, j'avais pour mission de proposer de grands axes de développement pour le groupe dans le cadre de ce protocole. Aujourd'hui les grands actionnaires ont fait un autre choix, celui d'un rapprochement avec Alcatel-Alsthom. C'est un contexte très différent », explique-t-il dans son interview au quotidien économique.

Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, dont le groupe détient 44 % du capital de Framatome, souhaite en effet depuis de nombreuses années augmenter sa participation pour détenir une majorité du capital du fabricant de

chaudières nucléaires. Mais jusqu'en printemps dernier, il s'est toujours vu opposer le refus du PDG de Framatome, Jean-Claude Lévy, ce qui n'est désormais plus le cas. De leur côté, les pouvoirs publics qui détiennent encore près de 51 % de Framatome (via CEA-Industrie, EDF et le Crédit lyonnais) sont favorables à un désengagement de l'Etat. Le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, a maintes fois déclaré qu'il serait souhaitable d'associer Framatome à un grand groupe industriel pour assurer son développement international. Aucun obstacle ne s'oppose donc plus à une prise de participation majoritaire d'Alcatel-Alsthom au capital de Framatome. La commission de privatisation devrait être saisie du dossier avant la fin de l'année.

A. K.

Pour 500 millions de francs

## Les Galeries Lafayette augmentent leur participation dans Monoprix

La société anonyme des Galeries Lafayette a porté de 54,96 % à 93,79 % sa participation dans la SA Monoprix et accru celle qu'elle détient dans la société centrale d'achats, passée de 37,77 % à 76,71 % par acquisition de participations du groupe familial Malard. Le montant de la transaction est de 500 millions de francs et son paiement sera échelonné jusqu'en décembre 1996.

Avec Prisoie (groupe Printemps), Monoprix est la chaîne de magasins populaires la plus connue en France. Les magasins populaires — comme les grands magasins — placés en centre ville, souffrent particulièrement du ralentissement de la consommation lié à la crise économique car le poids de leurs structures les handicape dans la course aux

petits prix dans laquelle la distribution tricolore est lancée. Ainsi, le chiffre d'affaires du groupe Monoprix a-t-il baissé de 5,7 % au premier semestre, à 4,68 milliards de francs, celui de sa société mère s'effritait de 3,1 %. En juin, au cours de leur assemblée générale, les Galeries Lafayette tablèrent sur une baisse des ventes de Monoprix de 3,5 % pour l'ensemble de 1993.

Face à cette situation, Monoprix se montre pourtant dynamique, se réorganisant, modernisant ses magasins, modifiant ses horaires d'ouverture pour mieux coller aux besoins d'une clientèle citadine et active, et se lançant dans des opérations commerciales comme « Jurassic Park » il y a quelques semaines.

F. V.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 21 octobre 1993 sous la présidence de Monsieur Gérard BILLAUD pour examiner les comptes arrêtés au 30 juin 1993 et l'activité de la Société depuis le 1er Janvier.

Dans un contexte marqué par le faible niveau des investissements des entreprises, IMMOBANQUE a enregistré à ce jour un montant global de production de 410 Millions de Francs dont 110 Millions de Francs au titre de l'activité de crédit-bail.

La poursuite de la gestion active du patrimoine a permis d'enregistrer 300 Millions de Francs d'opérations nouvelles dans le domaine de la location simple, réalisées principalement par remise d'immeubles intervenues dans le cadre de la cession du Centre Commercial Galade. Le Président a, par ailleurs, souligné que le taux d'occupation financier du patrimoine propre s'établissait à plus de 97 %.

Le résultat financier brut au 30 Juin 1993 ressort à 76,3 Millions de Francs, contre 74,3 Millions de Francs au 30 Juin 1992.

Après enregistrement des éléments exceptionnels et notamment de la plus-value de 230 Millions de Francs résultant de la vente rattachée ci-dessus, le bénéfice net comptable au 30 Juin 1993, imputé sur les sociétés et suramortissements déduits, s'établit à 240 Millions de Francs.

Ce résultat et les prévisions du second semestre devraient permettre de servir, au titre de l'exercice 1993, un dividende au moins égal à celui de l'exercice 1992 qui s'élevait à 60 Francs.

### Les délégués des adhérents et participants de la

### CAISSE GÉNÉRALE DE RETRAITE DES CADRES PAR RÉPARTITION (CGRCR-Institution n° 5 AGIRC)

Sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire\* le mardi 9 novembre 1993 à 9 h 30

Espace AGF - 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

\* Faute d'avoir réuni le quorum nécessaire, la première A.G.E. convoquée pour le 26 octobre 1993 n'a eu effet qu'à l'ordre du jour de l'ordre du jour et a été déclarée nulle et sans effet.

La fin de la sidérurgie publique italienne

## Le groupe Ilva va éclater en trois sociétés

Cette fois, la décision est prise. L'Etat italien se retire de la sidérurgie. Soixante ans après avoir mis en place les premiers systèmes d'aide aux producteurs d'acier, les pouvoirs publics italiens viennent de tourner la page, sous la pression de Bruxelles, mais aussi pour des raisons budgétaires évidentes. Pas moins de 30 000 milliards de lires, soit plus de 105 milliards de francs, ont été injectés par l'Etat dans la sidérurgie italienne depuis 1945. L'assemblée générale des actionnaires d'ILVA, le principal sidérurgiste transalpin contrôlé par le holding industriel d'Etat IRI, a approuvé dimanche 31 octobre un plan de restructuration qui prévoit l'écoulement du groupe et la cession au privé de ses parties les plus rentables.

Ce projet — dont les grandes lignes avaient été dévoilées en juillet par Romano Prodi, le patron de l'IRI — est présenté comme l'unique moyen d'apurer l'écrasant passif du sidérurgiste public italien. L'endettement de l'Ilva est estimé à 10 000 milliards de lires (36 milliards de francs), soit l'équivalent de 800 milliards de francs annuels. Concrètement, le plan de restructuration

se traduit par la création de trois sociétés reprenant les différents actifs du groupe Ilva. Deux d'entre elles doivent être vendues et la troisième mise en liquidation.

Les deux nouvelles sociétés destinées à être cédées au privé vont regrouper les activités produisant des produits finis (sites de Taranto et de Novi Ligure) d'une part, les aciéries inextinguibles d'autre part (sites de Terni et de Turin). Des réductions d'effectifs sont prévues dans chacune des deux entités : 3 800 emplois devraient être supprimés dans les activités produisant des produits finis, 420 dans les aciéries. La troisième entité qui rassemblera les activités lourdes (défenseurs de l'Ilva (Sidermax, Bagnoli, etc.) doit porter l'essentiel du passif du groupe, qui sera apuré une fois ces actifs mis en liquidation.

Au total ce plan se traduira par la disparition de 11 500 emplois sur un effectif total de 40 000 salariés. Bruxelles doit donner son aval le 18 novembre prochain lors d'un conseil des ministres de l'industrie des Douze consacré à la sidérurgie.

C. M.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## JUSTICE

**SOCIÉTÉ NATIONALE DU PÉTROLE DU NIGÉRIA** : sept responsables de la compagnie jugés pour corruption. — Sept dirigeants de la Société nationale du pétrole du Nigeria (NNPC) ont comparu, lundi 1er novembre, devant le tribunal, sous l'inculpation du vol de 41 millions de dollars au préjudice de leur compagnie (238 millions de francs), a annoncé la radio officielle à Lagos. Parmi les inculpés figurent notamment le directeur général du groupe, Edmund Dekoni, et le directeur chargé des finances et de la comptabilité, Okwara O. Okwara. Le ministre des ressources pétrolières, Don Etebet avait révoqué, le 8 octobre, les hauts responsables de la société nationale pétrolière en question, accusés de fraude et de négligence, étaient incarcérés depuis cette date. Lors de leur comparution, les inculpés ont plaidé oco coupables, affirmant que les faits remontaient à la période de mars à juillet de cette année. Le tribunal les a renvoyés en prison jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur leur cas. — (AFP)

## TROPHÉE

**LE PDG DE VALEO**, Noël Goutard, a été élu « manager de l'année ». — Noël Goutard, PDG de l'équipementier automobile Valeo, a été élu, jeudi 28 octobre, manager de l'année par l'hebdomadaire Le Nouvel Economiste. Ce trophée récompense les résultats obtenus par le groupe Valeo, dans une période de crise. Noël Goutard, qui a la réputation de diriger son entreprise d'une main de fer et sans état d'âme, a su lui faire traverser la tempête qui sévit actuellement dans l'automobile : dans un marché européen en chute de 18 % au premier semestre, l'équipementier a limité la casse, avec un bénéfice net semestriel de 383 millions de francs, en recul de 6,1 % seulement.

## RÉSULTATS

**AXA** : hausse du bénéfice net semestriel à 831 millions de francs. — AXA a annoncé, jeudi 28 octobre, un bénéfice net par part du groupe de 831 millions de francs, en hausse de 2,21 % par rapport à celui enregistré au premier semestre 1992 (813 millions). Le résultat consolidé est passé de 979 millions de francs à 1,11 milliard de francs. L'impact positif de la filiale américaine The Equitable, consolidée dans les comptes d'AXA depuis le deuxième semestre 1992, s'est élevé à 431 millions de francs. Le chiffre d'affaires a bondi à 60,1 milliards de francs, contre 59,3 milliards un an plus tôt, du fait de l'intégration de The Equitable.

## GROUPE GBL : bénéfice

semestriel en hausse de 15 %. — Le bénéfice net consolidé du holding belge Groupe Bruxelles Lambert (GBL), hors plus-values et résultats exceptionnels, a progressé de 15 % au premier semestre 1993, à 3,42 milliards de francs belges (environ 535 millions de francs), a annoncé le groupe, mardi 26 octobre. Les six principales participations de GBL sont Petrofina, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), Parifinco, Tractebel, la Royale Belge, la Baloque Bruxelles Lambert (BBL),...

## CESSION

**ERIDANIA BEGHIN-SAY** vend son secteur nutrition animale aux Etats-Unis. — Le groupe Eridania Beghin-Say (EBS) a annoncé récemment que sa filiale américaine Central Soya avait conclu la vente de ses activités de nutrition animale et d'abattage de porc aux Etats-Unis. Le montant de la vente est estimé à 1 milliard de francs. Les deux sociétés cédées, Central Soya Animal Feed (nutrition animale) et Iodiana Packers (sélection géométrique et abattage de porc), ont un chiffre d'affaires total de 770 millions de dollars (4,3 milliards de francs), pour un effectif de 2 000 personnes. En revanche, la firme conserve l'activité nutrition animale en Europe au travers de la société Provimi Holdings.

## INVESTISSEMENT

**VOLKSWAGEN** va créer une usine d'assemblage au Venezuela. — Le constructeur automobile allemand Volkswagen va créer une usine d'assemblage au Venezuela afin d'exporter des automobiles vers les pays du pacte andin, et en particulier la Colombie et l'Equateur, ont annoncé il y a quelques jours des responsables de Volkswagen co-visite à Caracas. VW, qui avait cessé d'assembler des véhicules au Venezuela il y a dix ans, investira 13 millions de dollars (73 millions de francs) dans sa nouvelle usine, située dans la province centrale de Carabobo. Volkswagen espère vendre annuellement entre 3 500 et 4 000 automobiles sur le marché colombien, quelque 2 500 en Equateur et également approvisionner le marché vénézien.

## NOMINATION

**JOHN SCULLEY** nouveau PDG de Spectrum Technologies. — L'ancien président de la compagnie informatique Apple et de Pepsi-Cola, John Sculley, a été nommé président directeur général du groupe Spectrum Information Technologies, spécialisé dans les systèmes de communications cellulaires. M. Sculley a été désigné à ce poste par son prédécesseur, Peter Caserta, qui restera vice-président du groupe.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 2 novembre ↑ Indécise

Après un long week-end de trois jours en raison de la fête de la Toussaint, la Bourse de Paris était indécise mardi 2 novembre au début de la journée, en dépit du nouveau record battu lundi soir à Wall Street. L'indice CAC 40, qui perdait 0,36 % au début de la séance, se reprit pour finir en hausse de 0,34 % à 2 189,74 points dans un marché modérément actif.

A l'évidence, les investisseurs manquant d'idées après les records et les prises de bénéfices des derniers jours. Le marché cherche un second souffle et ne s'attend plus à la trouver du côté des marchés de base. Le taux de l'argent au jour le jour reste stable à 6 7/8 %. La Banque de France a laissé inchangé son taux sur appel d'offres, mardi matin, à 6,45 %. En Allemagne, on ne s'at-

tend pas non plus à une baisse des taux d'intérêt jeudi lors de la réunion du conseil de la Bundesbank.

En fait, pour franchir une nouvelle étape, le marché devrait disposer d'indications économiques favorables sur la reprise de l'activité ou la rentabilité des entreprises, déclarent les professionnels. La Bourse française pourrait toutefois réagir dans l'après-midi à la publication de statistiques américaines.

Du côté des valeurs, Carat, le holding français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt et s'est rendu à la police italienne mardi, perd 2,5 %. En revanche, Total gagne 0,2 %. Son président, Serge Tchuruk, vient de déclarer que le groupe pétrolier devrait obtenir des résultats « significatifs » en 1994 et surtout en 1995.

NEW-YORK, 1<sup>er</sup> novembre ↑ Nouveau record

Wall Street a établi un nouveau record, lundi 1<sup>er</sup> novembre, à l'issue d'une séance irrégulière, grâce à une petite chasse aux bonnes affaires qui a bénéficié aux valeurs cycliques composant l'indice Dow Jones. Au terme des transactions, le principal baromètre de la place a clôturé à 3 692,61 points, en hausse de 12,02 points, soit une progression de 0,33 %. L'activité a été soutenue avec quelque 253 millions de titres échangés. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 071 contre 859 alors que 619 titres restent inchangés.

La publication de bonnes statistiques économiques dans la matinée a pesé sur Wall Street en provoquant une nette remontée des taux d'intérêt à long terme. Une chasse aux bonnes affaires dans l'après-midi a favorisé les valeurs cycliques comme IBM et International Paper, et a permis à Wall Street de se

redresser, selon James Schroeder, analyste chez MMS International.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 1 <sup>er</sup> novembre
Alcoa	85	87 3/4
AT&T	87 1/2	88
Boeing	87 1/2	87 3/4
Chemical Bank	35	35 3/4
Du Pont de Nemours	47 3/4	47 3/4
Eastman Kodak	66 3/4	66 1/2
Exxon	66 3/4	66 1/2
Ford	61 7/8	62 3/4
General Electric	67	67 1/2
General Motors	47 5/8	48 1/4
Goodyear	44 3/4	45 1/2
IBM	102	102 1/2
ITT	88 1/2	89 1/2
McGraw Hill	81 1/2	82 1/2
Merck	82 1/2	83 1/2
Schlumberger	83 3/8	83 1/2
Texas	88 1/2	89 1/2
WAL Mart	19 3/4	19 3/4
Wells Fargo	14 1/2	14 1/4
Yale	79 1/4	80

LONDRES, 1<sup>er</sup> novembre ↓ Repli

Les valeurs ont fortement réduit leurs pertes en fin de séance lundi 1<sup>er</sup> novembre au Stock Exchange, encouragées par l'ouverture stable de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 8,8 points, soit un repli de 0,2 %, à 3 184,4 points, alors qu'il perdait plus de 20 points à la mi-séance. La séance a été calme en raison de la fermeture de la plupart des Bourses européennes, avec 484,6 millions de titres échangés contre 759,1 millions vendredi.

La nuit des espoirs d'une baisse des taux d'intérêt britannique, suite à de récentes commentaires du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Edna George, du chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, avait fortement pesé sur la tendance dans la matinée.

Du côté des valeurs, les assurances, les alimentaires et surtout les pharmaceutiques ont perdu du terrain. Les supermarchés ont été affectés par la perspective d'une guerre des prix après le gel des prix de plus de 5 000 pro-

duits annoncé par Asda vendredi. Calvi-ci est resté stable à 54, mais Tesco a perdu 2 pence à 201 et Argus 3 pence à 292,5.

British Telecom, qui a annoncé une réduction de ses tarifs pour les appels nationaux pendant les week-ends, a perdu 3,5 pence à 465,5. En revanche Vodafone a gagné 24,5 pence à 577, après des chiffres encourageants sur le nombre de nouveaux abonnés en octobre.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 1 <sup>er</sup> novembre
Allentys	5,30	5,38
Alcatel	2,20	2,23
BT	3,72	3,68
Cable	4,29	4,24
Carson	13,28	13,42
Chen	6,82	6,76
Colson	6,59	6,53
De La	2,16	2,15
Eden	16,31	16,32
FT	7,11	7,11
Liberty	11,81	11,85

TOKYO, 2 novembre ↓ Irrégulière

La Bourse de Tokyo a terminé la journée sur une note irrégulière mardi 2 novembre, cédant une partie de ses gains initiaux sous l'effet d'ajustements de positions à la veille d'un jour férié et affectée par l'annonce lundi de la fin de la Muroto Construction. L'indice Nikkei a perdu en clôture 57 points, soit 0,29 %, à 19 381,24 points mais l'indice Topix a baissé plus large à 1 621,87 points (0,13 %) à 12 621,87 points.

L'annonce lundi de la plus grosse faillite de l'après-guerre au Japon, celle de Muroto Construction qui laisse un passif de 5,6 milliards de dollars

(32 milliards de francs) inquiète les boursiers. Ils craignent que cette défaillance fragilise davantage un système financier japonais déjà ébranlé par des dizaines de milliards de dollars de ordres d'urgence.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> novembre	Cours de 2 novembre
Asahi	1 340	1 330
Fuyo	1 340	1 330
Sanwa	1 340	1 330
Sumitomo	1 340	1 330
Yamaha	1 340	1 330
Yamaha	1 340	1 330
Yamaha	1 340	1 330
Yamaha	1 340	1 330
Yamaha	1 340	1 330
Yamaha	1 340	1 330

## CHANGES

Dollar : 5,9260 F ↑

Mardi 2 novembre, le deutschemark recule légèrement à 3,4878 francs sur le marché des changes parisiens, contre 3,5045 francs vendredi. Le dollar américain (3,5019 francs, cours indicatif de la Banque de France), tandis que le dollar était en forte progression à 5,9260 francs contre 5,8710 francs vendredi, soit 3,865 francs cours Banque de France.

	29 oct.	2 nov.
FRANCOFRONT	1,679	1,695
Dollar (en DM)	1,679	1,695
TOKYO	1,679	1,695
Dollar (en yen)	168,63	168,17

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (cotes privées)  
Paris (2 nov.) : 6 13/16 % - 15/16 %  
New-York (1<sup>er</sup> nov.) : 3 1/8 %

## BOURSES

29 oct. 1<sup>er</sup> nov.

(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice global CAC : 696,39 Cts  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 : 2 118,95 Cts

NEW-YORK (indice Dow Jones)

29 oct. 1<sup>er</sup> nov.  
Industrielles : 3 692,61 3 692,61

LONDRES (indice Financial Times)

29 oct. 1<sup>er</sup> nov.  
100 valeurs : 3 171 3 164,4  
30 valeurs : 2 386 2 392,10  
Mines d'or : 225,50 224,80  
Fonds d'Etat : 105,68 102,36

FRANCOFRONT

29 oct. 1<sup>er</sup> nov.  
Dax : 2 669 2 662,12

TOKYO

1<sup>er</sup> nov. 2 nov.  
Nikkei Dow Jones : 19 381,24 19 381,24  
Indice global : 1 618,75 1 621,87

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COEURS COMPTANT	COEURS TERME TROIS MOIS
\$ E-U	Demandé : 5,9210 Offert : 5,9240	Demandé : 5,9708 Offert : 5,9758
Yen (100)	5,4727 6,0401	5,5345 6,0412
Deutschemark	3,4955 3,4976	3,4978 3,4991
Franc suisse	3,9447 3,9483	3,9609 3,9715
Lire italienne (1000)	3,5977 3,5977	3,5774 3,5788
Livre sterling	3,7007 3,7007	3,7032 3,7032
Peseta (100)	4,3051 4,3051	4,3380 4,3469

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E-U	Demandé : 3 Offert : 3 1/8	Demandé : 3 1/2 Offert : 3 1/2	Demandé : 3 7/8 Offert : 3 7/8
Yen (100)	2 3/8 2 1/2	2 1/4 2 1/4	2 1/8 2 1/4
Deutschemark	7 3/16 6 7/16	7 3/16 6 7/16	6 7/16 6 1/4
Franc suisse	4 9/16 4 11/16	4 1/2 4 1/2	4 1/4 4 3/8
Lire italienne (1000)	8 7/8 8 1/8	8 13/16 8 1/8	8 5/8 8 7/8
Livre sterling	9 1/2 9 1/2	9 1/2 9 1/2	9 1/2 9 1/2
Peseta (100)	6 13/16 6 13/16	6 5/8 6 5/8	6 5/8 6 1/2

Ces cours indicatifs, précisés sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.



## BOURSE DE PARIS DU 2 NOVEMBRE

**Cours relevés à 13 h 30**  
**CAC 40 : +0,33 % (2189,21)**

Comptant (sélection)

Sicav (sélection) 29 octobre

VALEURS	% du sem.	% de compte	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Encaisse Fraiss. incl.	Rachet net	VALEURS	Encaisse Fraiss. incl.	Rachet net	VALEURS	Encaisse Fraiss. incl.	Rachet net	VALEURS	Encaisse Fraiss. incl.	Rachet net			
<b>Obligations</b>						<b>Étrangères</b>																	
BORF 95-91-82	118,00	9,951	Eut. Belg. Publ.	6805	5900	Act. Agrop. C. et U.	255,87	261,81	France Energie	285,34	280,76	Paribas Participations	858,94	878,58									
CEPHEF 125-81-81	118,00	9,951	Edouard Belin (C)	720	715	Act. Agrop. C. et U.	3229,12	3229,12	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20	9,951	Edouard Belin (C)	350	345	Act. Agrop. C. et U.	1880,48	1880,48	France Edilglobe	504,18	498,15	Paribas Participations	280,15	285,07									
CEPHEF 95-81-81	115,20</																						

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTE		Matif (Marché à terme international de France)													
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 29/10	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 29/10	<div>36-15</div> <div>TAPEZ LE MONDE</div> <div>PUBLICITÉ FINANCIÈRE</div> <div>☎ 46-62-72-57</div>	NOTIONNEL 10 %			CAC 40 A TERME											
			achat	vente					Nombre de contrats estimés : 149 259			Volume : 34 207											
									Cours	Jun 94	Déc. 93	Cours	Oct. 93	Nov. 93	Déc. 93								
									Dernier...	126,20	127,84	123,88	Dernier...	2189,50	2192	2202							
									Précédent...	128,22	127,84	123,94	Précédent...	2197	2211	2225							
<div>Exts Unis (1 USD)</div> <div>Ecu</div> <div>Allemagne (100 DM)</div> <div>Belgique (100 F)</div> <div>Fr.-Bis (100 F)</div> <div>Italie (100 Lit)</div> <div>Danemark (100 kr.)</div> <div>Irlande (1 Irp)</div> <div>Gr.-BreTAGNE (1 £)</div> <div>Grds (100 drachmes)</div> <div>Suède (100 S)</div> <div>Norvège (100 L)</div> <div>Autriche (100 sch)</div> <div>Espagne (100 pes)</div> <div>Portugal (100 esc)</div> <div>Canada (1 \$ can)</div> <div>Japon (100 Yens)</div>					<div>5,908</div> <div>0,8959</div> <div>350,080</div> <div>10,159</div> <div>311,720</div> <div>3,5875</div> <div>36,820</div> <div>0,2580</div> <div>0,7235</div> <div>2,440</div> <div>265,500</div> <div>72,230</div> <div>80,290</div> <div>49,160</div> <div>4,975</div> <div>3,400</div> <div>4,472</div> <div>5,440</div>	<div>5,896</div> <div>0,8955</div> <div>350,100</div> <div>10,115</div> <div>311,750</div> <div>3,5875</div> <div>36,820</div> <div>0,2580</div> <div>0,7235</div> <div>2,442</div> <div>362</div> <div>72,100</div> <div>80,780</div> <div>49,160</div> <div>4,975</div> <div>3,400</div> <div>4,483</div> <div>5,455</div>	<div>5,80</div> <div></div> <div>338</div> <div>16,80</div> <div>329</div> <div>3,40</div> <div>82</div> <div>7,85</div> <div>0,25</div> <div>2,89</div> <div>302</div> <div>68</div> <div>76</div> <div>40,20</div> <div>4,10</div> <div>3,35</div> <div>4,20</div> <div>5,20</div>	<div>8,10</div> <div></div> <div>359</div> <div>16,80</div> <div>330</div> <div>3,40</div> <div>80</div> <div>8,00</div> <div>0,25</div> <div>3,00</div> <div>404</div> <div>77</div> <div>85</div> <div>40,20</div> <div>4,10</div> <div>3,75</div> <div>4,45</div> <div>5,55</div>	<div>Ord. (100 en barr.)</div> <div>Or fin (en lingot)</div> <div>Napoleón (200 F)</div> <div>Pièces Fr (10 F)</div> <div>Pièces Suisse (20 F)</div> <div>Pièces Latine (20 F)</div> <div>Souverain</div> <div>Pièces 20 dollars</div> <div>Pièces 10 dollars</div> <div>Pièces 5 dollars</div> <div>Pièces 50 pesos</div> <div>Pièces 10 florins</div>	<div>8970</div> <div>8660</div> <div>386</div> <div>365</div> <div>400</div> <div>400</div> <div>510</div> <div>2250</div> <div>1250</div> <div>795</div> <div>2680</div> <div>418</div>	<div>8960</div> <div>8650</div> <div>386</div> <div>365</div> <div>400</div> <div>400</div> <div>510</div> <div>2250</div> <div>1250</div> <div>795</div> <div>2670</div> <div>417</div>	<div>RÈGLEMENT MENSUEL (1)</div> <div>Lundi até mardi : % de variation 31/12 - Mardi até mercredi : montant du coupon - Mercredi até jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi até vendredi : compensation - Vendredi até samedi : quotité de négociation</div>						<div>ABRÉVIATIONS</div> <div>B = Bordeaux    L = Lille</div> <div>Ly = Lyon    M = Marseille</div> <div>N = Nancy    Ns = Nantes</div> <div><div>SYMBOLES</div><div>1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA</div><div>■ coupon détaché - ■ droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent</div><div>o = offert - d = demandé - / offre réduite - / demande réduite - # contrat d'animation</div></div>					



## MOTS CROISÉS

MONTE-CARLO	12	4	6	C	12	4	6	C	12	4	6	C	12	4	6	C	12	4	6	C
VENISE	15	10	5	G	15	10	5	G	15	10	5	G	15	10	5	G	15	10	5	G

<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>N</b>	<b>O</b>	<b>P</b>	<b>T</b>	<b>*</b>
averse	brune	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orange	pluie	tempête	neige

TUC = 2 heures uniformes coordonnées, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 temps en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ÉCHECS

Anatoli Karpov champion du monde FIDE. - Anatoli Karpov a remporté le titre de champion du monde FIDE en s'assurant le demi-point qui lui manquait lors de la vingt et unième partie du championnat du monde organisé à Djakarta par la Fédération internationale des échecs. Karpov a atteint le score de 12,5 points contre 8,5 points à son adversaire néerlandais Jan Timman.

## LÉGION D'HONNEUR

Défense  
Par décret paru au *Journal officiel* du samedi 30 octobre sont nommés chevaliers :  
MM. Jean Liard et Christophe Tschann.

## Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)

**46-62-75-13**

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS

**Le Monde et SPECTACLES**



سكان الليل

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 2 NOVEMBRE

TF 1

- 15.30 Feuilleton: La Clinique de la Forêt-Noire.  
16.15 Jeu: Une famille en or.  
18.40 Club Dorothée.  
18.50 Série: Premiers baisers.  
18.50 Magazine: Coucou, c'est nous!  
19.50 Divertissement: Le Bébête Show (et à 0.10).  
20.00 Journal, Tiercé et Météo.  
20.50 Cinéma: Rocky 3.  
22.30 Sport: Boxe.  
22.35 Magazine: Le Club de l'Anjou.  
0.15 Journal et Météo.  
0.20 Série: Intrigues.  
0.50 Magazine: Reportages.

FRANCE 2

- 15.40 Variétés: La Chénce aux chénisses.  
16.40 Jeu: Des chiffres et des lettres.  
17.05 Magazine: Giga.  
18.40 Jeu: Un pour tous.  
19.15 Jeu: Que le meilleur gagne.

FRANCE 3

- 13.30 Sport: Tennis.  
16.25 Jeu: Quésada.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.00 La 19-20 de l'information.  
20.05 Divertissement: La Grande Classe.  
20.30 La Journée des sports.  
20.50 Spectacle: La Cirque magique de Corée.  
22.05 Journal et Météo.  
22.35 Les Brûlures de l'Histoire.

CANAL PLUS

- 16.15 Magazine: 24 heures (rediff.).  
16.10 La Journée du cinéma.  
16.15 Cinéma: Rocketeer.

ARTE

- 16.00 Cinéma: La Pêche.  
16.30 Ca cartoon.  
18.45 Magazine: Nulle part ailleurs.  
20.30 Cinéma: L'Amour poursuit.  
22.05 Flash d'informations.  
22.15 Cinéma: Drugstore Cow-boy.  
23.50 Cinéma: Bianca.  
19.00 Sur le câble jusqu'à 19.00.  
17.00 Théâtre: Légendes de la forêt viennoise.  
19.00 Cinéma: Hala and Pace.  
19.30 Documentaire: Happy Birthday, AFN.  
20.30 6 1/2 Journal.  
20.40 Magazine: Transit.  
21.45 Cinéma: Le Sujet de l'empereur.  
23.35 Documentaire: Portrait d'une époque.

M 6

- 14.30 Magazine: La Vie à pleine tube.  
17.00 Variétés: Multitop.  
17.30 Série: L'Étalon noir.  
18.00 Série: Code Quantum.  
19.00 Série: Deux filles à Miami.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série: Papa bricole!  
20.35 Magazine: Grandeur nature.  
20.50 Série: Doctor Doom.  
22.45 Série: Mission impossible.  
23.40 Six minutes première heure.  
0.40 Théâtre: Le Miroir d'Aragon.  
1.35 Musique: Flashback.  
20.30 Archipel méditerranéen.  
21.30 Grand Angle.  
22.40 Les Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique: Coda.  
22.00 Concert.  
22.09 Ainsi la nuit.  
0.00 L'Heure bleue.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel méditerranéen.  
21.30 Grand Angle.  
22.40 Les Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique: Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert.  
22.00 Concert.  
22.09 Ainsi la nuit.  
0.00 L'Heure bleue.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Accessoires

DANS tout téléfilm qui se respecte, les objets partagent la vedette avec les comédiens. Canspé, service à café, voitures, téléphones, appartements, sont bien davantage que des accessoires psychologiques, des personnages à part entière. « A la vie à l'amour », sur TF 1, était un parfait prototype de ces œuvres électroménagères dont l'accessoirisme est la véritable eutrie, et dont les vedettes sont plus souvent passées par des magasins d'ameublement que par le conservatoire.

L'intrigue, donc - les relations d'un enfant et de sa mère divorcée - se déroule dans un milieu favorisé (ski, équitation, tableaux de maîtres chez les grands-parents, oncle et tante, garde du soir à l'hôtel, vieille maison de famille avec mille aux souvenirs dans le grenier), mais décontracté (voiture tout terrain, téléphones portables, parc immobilier se partageant entre loft et duplex) et moderne (craquelures achetées à la hâte chez le chinois, congélateur et four à micro-ondes). Les parents vivent certes chacun leur vie (répondeur téléphonique de papa, derrière lequel il écrit sans scrupules ses amours contingentes, week-ends au ski de maman), mais sont restés copains et complices (biscuits portés téléphoniquement par le grand-père aux appareils portables, énorme bouquet de papa quand il vient dîner chez maman). En dépit de ses lourdes responsabilités (écra-

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > Signifié dans « le Monde radio-télévision »; < Film à éviter; < On peut voir; < Ne pas manquer; < Chef-d'œuvre ou classique.

MERCREDI 3 NOVEMBRE

TF 1

- 6.00 Série: Côté cœur (et à 0.30).  
6.28 Météo (et à 6.58, 7.17).  
8.30 Club mini Zig-Zag. Jeyce.  
9.00 Journal.  
9.18 Dessin animé: Transmutazors (et à 7.25).  
9.20 Club min.  
9.25 Disney Club mercredi.  
9.30 Dessin animé: Les Gummi.  
9.40 La Bande à Picsou: L'Atelier de magie de Pierre Barclay.  
9.50 Club Dorothée matin.  
11.50 Jeu: La Roue de la fortune.  
12.20 La Juste Prix.  
12.50 Magazine: A vrai dire.  
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.  
13.40 Série: Highlander.  
13.45 Club Dorothée.  
14.30 Poney Breton: Ici bébé.  
16.25 Sport: Football.  
18.20 Série: Hélène et les garçons.  
18.50 Magazine: Coucou, c'est nous!  
19.50 Divertissement: Le Bébête Show (et à 23.50).  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Sport: Football.  
22.45 Magazine: Ex libris.  
23.55 Journal et Météo.  
0.00 Série: Intrigues (et à 4.25).  
0.50 TF 1 nuit (et à 1.50, 2.50, 3.45, 4.20).  
1.00 Documentaire: Histoires naturelles (et à 2.55).

FRANCE 2

- 5.55 Feuilleton: Les Aventures du jeune Patrick Pécarré (2<sup>e</sup> épisode).  
5.55 Série: Passions.  
5.55 Musique.  
5.10 Documentaire: Histoire des inventions.  
5.55 Feuilleton: Monsieur Belvédère.  
6.20 Dessin animé.  
8.30 Télématin: Accueil le journal à 7.00, 7.30, 9.00.  
8.30 Feuilleton: Amourusement vôtres.  
8.55 Feuilleton: Amour, gloire et beauté.  
9.20 Télématin 2.  
11.15 Flash d'informations.  
11.20 Jeu: Motus.  
11.50 Jeu: Pyramide (et à 4.30).  
12.25 Jeu: Ces ennemis-là.  
12.59 Journal et Météo.  
13.45 INC.  
13.50 Série: La Renard.  
14.50 Série: Les deux font la paire.  
15.40 Variétés: La Chénce aux chénisses (et à 5.00).  
16.35 Série: Hélène et les garçons.  
17.00 Magazine: Giga.  
18.35 Jeu: Un pour tous.  
19.15 Jeu: Que le meilleur gagne (et à 3.40).  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.50 Téléfilm: Grossesse nerveuse.  
22.20 Documentaire: Chroniques de l'Histoire d'Armentières.  
23.25 Journal et Météo.  
23.45 Sport: Tennis.  
1.05 Court métrage: Histoire courte.  
1.30 Magazine: Bas les masques (rediff.).  
2.40 Émissions religieuses (rediff.).  
4.05 Dessin animé (et à 4.55).  
4.10 Clip.  
4.15 24 heures d'info.

FRANCE 3

- 7.00 Premier service.  
7.15 Bonjour les petits loups.  
8.00 Les Minikoures.  
8.15 Les Minikoures: Denver.  
8.15 Les Minikoures: Denver.  
12.05 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine: Votre cas nous intéresse.  
13.30 Sport: Tennis.  
14.45 La Magazine du Sénat.  
15.00 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.  
16.45 Jeu: Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.00 La 19-20 de l'information.  
20.05 La Grande Classe.  
20.30 La Journée des sports.  
20.45 INC.  
20.50 La Marche du siècle.  
22.30 Journal et Météo.  
23.00 Mercredi chez vous.

CANAL PLUS

- 7.00 CBS Evening News.  
7.23 La Journée de l'emploi.  
7.25 Canaille paluche.  
7.50 Ca cartoon.  
8.35 Documentaire: Les Chimpes racontés par J. Goodall.  
9.00 Cinéma: Catharina de Russie.  
10.41 Flash d'informations.  
10.45 La Journée du cinéma.  
10.50 Cinéma: Vidéo Kid.  
12.30 Magazine: La Grande Famille.  
13.30 La Journée de l'emploi.  
13.35 Dénouement.  
14.30 Série animée: Chipie & Clyde.  
14.35 Documentaire: Histoire de chats.  
15.00 La Journée du cinéma.  
15.05 Téléfilm: Nom de code: Requiem.  
16.40 Dessin animé: Les Simpson.  
17.05 Les Superstars du catch.  
17.55 Sport: Football.  
20.30 La Journée du cinéma du mercredi.  
21.00 Cinéma: Par l'épée.  
22.25 Flash d'informations.  
22.35 Cinéma: Sexes faibles.  
0.00 Cinéma: L'Étoile.  
1.45 Documentaire: L'Arbre et les Fourmis.  
2.35 Surprises.

ARTE

- 17.00 Documentaire: Jazz in the Night.  
17.30 Magazine: Transit.  
18.40 Chronique: Le Dessous des cartes.  
19.00 Série: Hala and Pace.  
19.35 Magazine: Magamix.  
20.30 6 1/2 Journal.  
20.40 Documentaire: Ophée.  
21.40 Documentaire: L'emploi du mythe d'Ophée dans l'art occidental.  
23.15 Cinéma: La Criminelle.  
7.00 Informations: M 6 express (et à 9.00, 9.00, 10.00, 11.00, 12.00).  
7.05 Contact 6 Ménages.  
7.15 Les Matins d'Olivie (et à 9.05).  
9.05 M 6 boutique. Télé-écho.  
10.05 Boulevard des clips (et à 1.15, 9.10).  
11.05 Série: Cagney et Lacey.  
12.05 Série: Papa Schultz.  
12.35 Série: La Petite Maison dans la prairie.  
13.25 M 6 Kid.  
15.45 Magazine: La Tête de l'emploi.  
16.10 Magazine: Flashback.  
16.40 Magazine: Fax'O (et à 0.50).  
17.05 Variétés: Multitop.  
17.30 Série: L'Étalon noir.  
18.00 Série: Code Quantum.  
19.00 Série: Deux filles à Miami.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série: Papa bricole!  
20.35 Magazine: Écolo 6 (et à 0.45).  
20.45 Téléfilm: La Mort enterrée.  
22.25 Téléfilm: Strip-tease fatal.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes.  
21.32 Correspondances.  
22.00 Communautés des radios publiques de langue française.  
22.40 Les Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique: Coda.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara, de Florent; D sacrum convitium, de Messiaen, par le Chœur de Radio-France, dir. Guy Rélial.  
23.09 Ainsi la nuit.  
23.09 Concert (donné le 11 juillet lors des Académies musicales de Saintes): Suites pour violoncelle et piano, de Saint-Saëns; Suites pour violoncelle, de Bach, par Anner Byström, violoncelle.  
23.09 Concert (donné le 29 mai à l'église Notre-Dame-de-Travail à Paris): Drame Tausend Jahre op. 50 b. de Schoenberg; Minnesang pour douze voix mixtes, de Nünens; Quatre petites prières de saint François d'Assise, de Potencio; Asnara,



## AU JOUR LE JOUR

## Mémoire

Le fameux principe de subsidiarité, n'est-ce pas le principe de la répartition des tâches, peut trouver corps ailleurs que dans la politique et l'économie. Dans la mémoire par exemple. La région du Limousin vient d'organiser à Limoges une rencontre avec ses homologues, la «volodya» de Gdansk et la «Bazka» de Cracovie. Il ne s'agit pas de comparer des machines, ni de comparer des systèmes municipaux, mais de se recueillir, à trois, sur des souvenirs tragiques et encore douloureux d'une histoire européenne commune. Que ce soit à Dantzig, aujourd'hui Gdansk, à Nuremberg ou à Quedlinburg, les regards fixés sur l'ex-Yugoslavie, ont voulu apporter leur pierre à l'avenir de l'Europe sans bécotement de qu'elle ait de honneur. La politique étrangère régionale peut être modeste, ambitieuse et judicieuse à la fois.

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## DÉBATS

Maastricht : Une proposition pour l'Europe politique, par Laurent Cohen-Tanugi ; Droit : Cas jugés qui nous gouvernent, par Odon Vellet ; Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : «Europe, mon amour» (page 2).

## ÉTRANGER

## Avant la passation des pouvoirs à l'OLP

Le 13 décembre prochain, Israël devrait transférer à l'OLP l'administration du territoire de Gaza et de Jéricho, aux termes de l'accord signé, le 13 septembre dernier, à Washington. Plusieurs officiers de réserve israéliens ont appelé les militaires à désobéir à l'ordre «totale et illégal» qui leur serait donné de démanteler des colonies installées dans les territoires occupés (page 3).

## Burundi : l'heure de la «pacification»

Après leur coup d'Etat, les militaires tutsis ont durement réprimé aux actes de vengeance des Hutus. Viète dans une zone «pacifiée» la veille, Hutus incendiés, magasins pillés et les cadavres jonchant la piste : on peut suivre la progression de l'armée à la trace (page 8).

## Haïti : un entretien avec Robert Malval

La situation paraît bloquée en Haïti, où le président exilé Jean-Bertrand Aristide n'a pu reprendre le pouvoir le 30 octobre. L'ONU réclame l'ouverture, mercredi 3 novembre, de discussions entre Robert Malval, le premier ministre nommé par le président et pratiquement empêché de gouverner, et les militaires (page 8).

## SOCIÉTÉ

## Les inondations en Corse

Le plan ORSEC a été déclenché dans les deux départements corses, où le bilan des graves inondations qui affectent l'île s'élevait, mardi 2 novembre en fin de matinée, à deux morts et six disparus (page 12).

## SCIENCES • MÉDECINE

## Sous les décombres, le passé de Beyrouth

Tandis que se reconstruit le cœur de Beyrouth dévasté par la guerre, des archéologues côtoient les ouvriers des entreprises de travaux publics. Sous le contrôle de l'UNESCO, une campagne de fouilles devrait permettre de retrouver les vestiges de cette ville qui fut successivement phénicienne, perse, hellénistique, romaine, byzantine, arabe, croisée, du nouveau arabe, mamelouk, ottomane... (page 16).

## CULTURE

## Barbara au Théâtre du Châtelet

Voilà trois ans qu'on attendait Barbara, qu'elle n'apparaissait plus en scène, alors que l'intégralité de ses disques était parue. Elle revient, au Châtelet (page 19).

## ÉCONOMIE

## Volvo : délai de réflexion avant la fusion

Le conseil d'administration de Volvo a décidé, lundi 1<sup>er</sup> novembre, de reporter d'un mois l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui devait se tenir le 9 pour se prononcer sur le projet de fusion avec Renault (page 23).

## Services

Abonnements... 34  
Annonces classées... 34-40  
Carnet... 28  
Marchés financiers... 24-25  
Météorologie... 26  
Mots croisés... 26  
Radio-Télévision... 27  
La télématique du Monde :  
3815 LEMOND  
3817 LMDOC  
et 38-29-04-58

## Demain

L'Autriche aux marches de l'Union européenne  
Quatre ans après la chute du communisme, l'Autriche aspire à entrer de plain-pied dans l'Europe communautaire. Un supplément de cinq pages pour faire le point.

Ce numéro comporte un cahier «Initiatives» à folio 29 à 40

Le numéro du «Monde» daté mardi 2 novembre a été tiré à 392 958 exemplaires

## Après la libération des otages français

## Les ravisseurs menacent la communauté étrangère établie en Algérie

Un message contenant des menaces à l'égard des étrangers vivant en Algérie a été remis par ses ravisseurs à M<sup>me</sup> Michèle Thévenot, un des trois otages français libérés au cours du dernier week-end, a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> novembre, un communiqué du ministère algérien de l'intérieur.

L'opération de libération des otages s'est soldée par quatre morts et une arrestation dans les rangs des ravisseurs, dont le communiqué ne précise pas l'identité. Sur les quatre membres du groupe en fuite, deux ont déjà été condamnés à mort par contumace.

Le communiqué, qui donne la première version officielle sur les circonstances de la libération des trois otages consulaires, indique que Jean-Claude Thévenot et Alain Fressier ont été libérés dans le quartier des Eucalyptus, à l'est d'Alger. D'après la version officielle, leurs gardiens, qui ont pris la fuite à l'approche des forces de l'ordre, les ont abandonnés, ligotés, dans une maison.

Les forces de l'ordre ont exploité des renseignements obtenus lors du rattachement d'un quartier d'Alger, selon lesquels les deux Français étaient détenus dans une maison à Oued-Slama, près de Larbaa, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale. En arrivant sur les lieux, elles ont appris que les deux otages avaient été transférés dans une autre maison, située dans la banlieue d'Alger.

Accueillies par un tir nourri de la part du commando installé dans cette maison, les forces de l'ordre ont riposté, tuant un terroriste et en blessant un autre grièvement. Avant de succomber, ce dernier a révélé que les deux Français avaient été conduits, la veille, dans une nouvelle cachette par un certain Mouloud Bousslimani. En se présentant au domicile de ce dernier, les forces de l'ordre ont de nouveau riposté à des coups de feu, blessant Mouloud Bousslimani. A son tour, avant de mourir, celui-ci a donné l'adresse de la nouvelle cachette où il avait mené les deux otages.

## Mort de l'écrivain Georges Navel

L'écrivain Georges Navel est mort lundi, 1<sup>er</sup> novembre, à Laval-d'Aix (Drôme) où il résidait. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

[Né en 1904 en Lorraine, d'un père ouvrier fondeur et d'une mère paysanne, Navel rencontra en 1935 le philosophe Bernard Groethuyzen, qui l'encouragea à écrire. Son premier livre, *Travaux*, parut chez Stock en 1945 (repris dans «Folio» n° 1156), avec une préface de Paul Géraud. Suivirent *Parcours* (1950), *Sable et limon* (1952) et *Chacun son royaume* (1960), chez Gallimard, où Navel fit la connaissance de Jean Paulhan. *Travaux* connut un grand succès critique et commercial. La première édition fut épuisée en quelques jours. Plus tard, Georges

Friedmann, pour son *Travail en miettes*, exploita les récits de Navel comme documents sociologiques. Navel fit paraître en 1982 *Passages* (Le Sycomore). *Sable et limon* a été réédité chez Gallimard en 1989.]

**VIOLENCE** : un élève blessé par une arme à feu dans un collège de Brest. — Un élève a été blessé à l'œil, mardi 2 novembre, dans le collège des Quatre Moulins à Brest (Finistère), à la suite d'une altercation avec un camarade. Victime d'un pistolet à grenaille, le collègue a été transporté à l'hôpital Morvan de Brest. L'auteur du tir était entendu mardi au commissariat central de la ville.

## GATT : M. Balladur accuse la presse anglo-saxonne

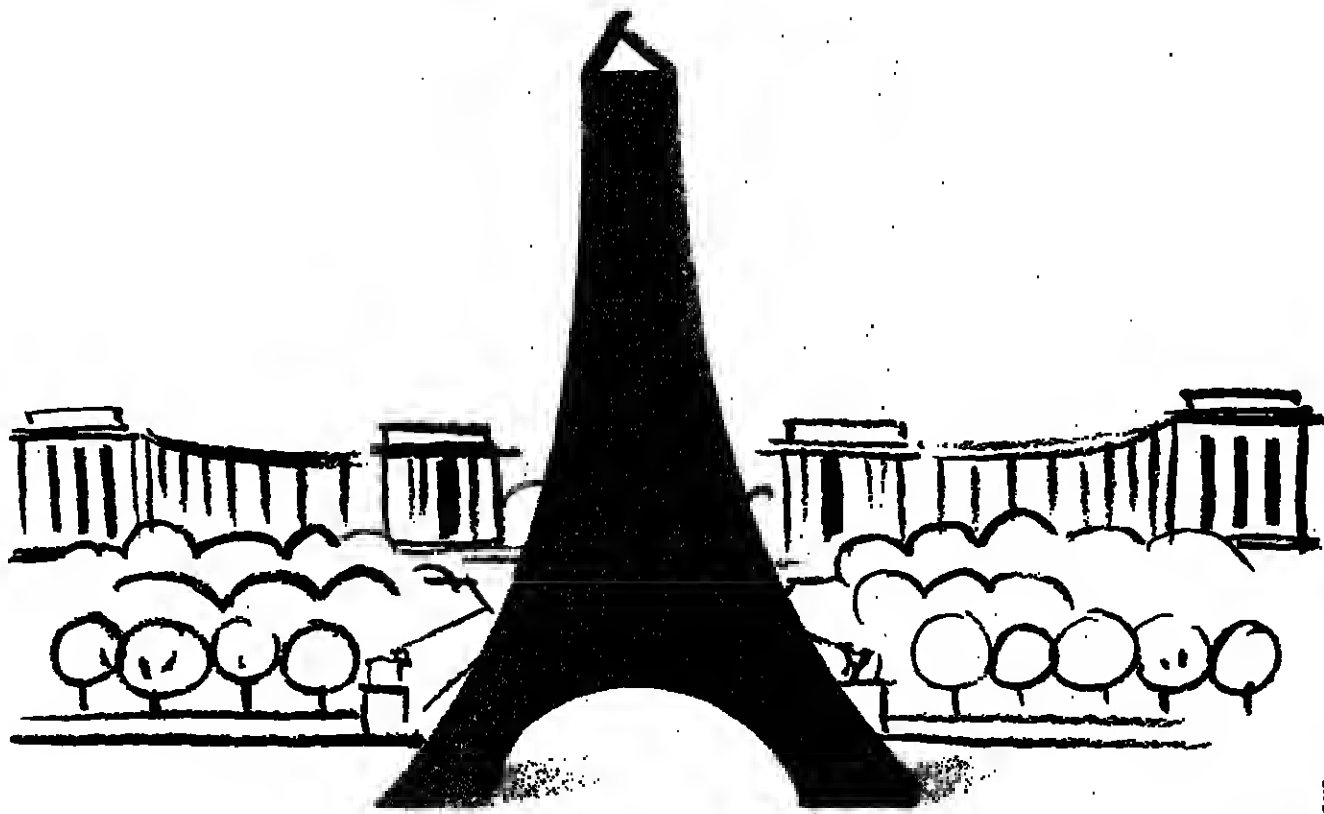
En visite à Moscou, Edouard Balladur a accusé la presse anglo-saxonne, mardi 2 novembre, de vouloir affaiblir la position de la France dans les négociations du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), en faisant une corrélation entre la gestion du conflit à Air France et sa position future dans les négociations du GATT.

Il s'agit «d'une vision d'une *travailleuse manuelle* forte», a estimé le Premier ministre lors d'un entretien avec quelques journalistes. «Cette vision est inspirée de façon trop évidente par un souci d'affaiblir la position de notre pays» dans ces négociations du GATT a-t-il ajouté.

A la suite du retrait par le gouvernement du plan de retour à l'équilibre de la compagnie aérienne, des quotidiens anglo-saxons s'étaient interrogés sur le fait de savoir si M. Balladur, après avoir «cédé à la pression de la rue» n'allait pas céder à la pression des agriculteurs français et rejeter un accord. — (AFP).

## «Témoignage chrétien» occupé par une partie du personnel

Des salariés et pigistes de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* ont occupé les locaux du journal, mardi 2 novembre. Cette occupation devrait durer jusqu'au 4 novembre, date de réunion des actionnaires (le Monde du 21 octobre). En grève depuis plus d'un mois, les salariés du directeur-gérant de *Témoignage chrétien*, Georges Montaron, s'opposent à l'ouverture immédiate sous l'égide d'un médiateur de négociations concernant des licenciements récents ainsi que l'ouverture de la «clause de conscience» (départ indemnisé pour les journalistes après inflexion de la ligne politique rédactionnelle d'un journal) qu'il a proposée aux quatre journalistes permanents restants. M. Montaron, selon lequel «le journal paraîtra normalement» en dépit de cette occupation, nous a indiqué que les licenciements, acceptés par l'inspection du travail, seraient examinés par le comité d'entreprise, et qu'il acceptait la clause de conscience. — (AFP, AP).

LES MEILLEURS PRIX SUR COMPAQ  
ÇA EMBALLE TOUT PARIS.

Chez IC.PC on ne sait faire qu'une chose mais on le fait très bien. Compaq, rien que Compaq. Unique en France, IC.PC vous propose les meilleurs



prix sur toute la gamme. Alors, si c'est un Compaq que vous cherchez, vous savez où le trouver : vous devriez déjà être chez IC.PC.

ENTRE COMPAQ ET VOUS ILY A IC.PC

IC.PC : 83/85 RUE DE JAVEL - 75015 PARIS FAX. 45 77 97 43 TEL. 40 58 00 58



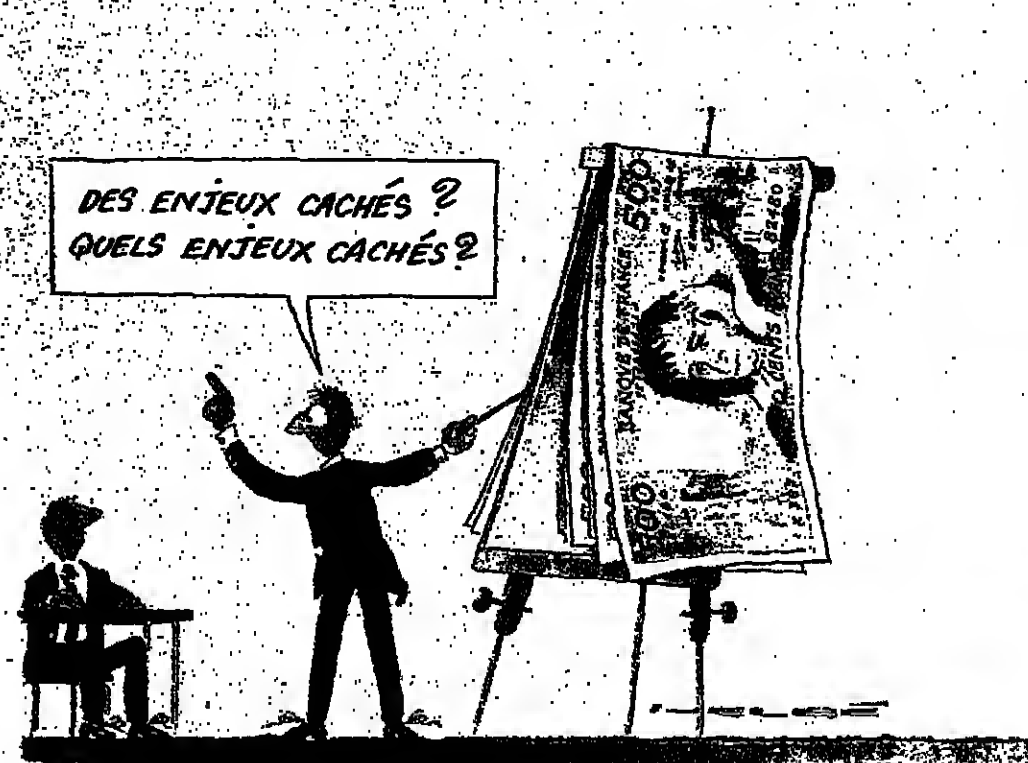
دكان من الدخان

# Le Monde

## INITIATIVES

### La formation professionnelle dans les turbulences

La conjoncture économique, le souci de rentabilité et la décentralisation modifient les règles du jeu



**D' les derniers décomptes, effectués par le ministère du travail (*Premières synthèses*, d'octobre n° 31), la formation professionnelle présente un bilan plus que satisfaisant. Tout confondu (Etat, régions, entreprises et ménages), en 1991, la dépense s'est élevée, dans ce secteur, à 111 milliards de francs et atteignait 1,7 % du produit intérieur brut. En 1987, elle correspondait à 71 milliards, seulement.**

D'où vient dans ces conditions, que les professionnels de la formation expriment le plus souvent un vague à l'âme ? Comment expliquer que le milieu bruisse de rumeurs inquiétantes où se mêlent le vrai et le faux, les annonces de faillites comme les sombres prédictions ?

Structuellement, ce domaine demeure un dédale, dans lequel se perdent les flux financiers. Son opacité dissimule une variété de situations. Des organismes collecteurs de fonds se portent bien et jouent parfois le rôle discuté de banquiers. Tandis que les organismes sont soumis aux aléas de la demande et vivent parfois au jour le jour, dépensant des sommes considérables en agios pour compenser les délais de paiement (90, 180 jours et parfois 360 jours pour l'Etat).

Derrière la façade indiscutable, puisque la formation professionnelle peut s'honorer de figurer parmi les priorités nationales, se trament des enjeux qui ne

sont pas tous avouables et qui, assourdis soient-ils, alimentent de terribles conflits d'intérêts. Gestionnaires paritaires ou pas, les partenaires sociaux y trouvent les moyens d'une certaine puissance. Fortes de leur implantation et de leur antériorité, les chambres consulaires sont jalouses de leurs prérogatives et sont fréquemment accusées par leurs concurrents « de casser les prix », tout comme les GRETA d'ailleurs, ces groupements d'établissements qui dépendent de l'éducation nationale. Depuis qu'elles en ont acquis la compétence, en 1983, les régions tentent d'augmenter leurs pouvoirs, en passe d'être reconnus par le projet de loi quinquennale sur l'emploi, mais plus ou moins contesté par le patronat et certaines branches professionnelles, dont l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). Tout récemment, dans une déclaration commune, les six partenaires sociaux (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-OGC et CGPME) de l'AGEFOS-PME, un fonds d'assurance formation, a, par exemple, sévèrement critiqué l'orientation gouvernementale.

**CONJONCTURELLEMENT**, la situation ne s'avère pas plus limpide. De tout temps, l'activité de formation a subi les effets d'une saisonnalité qui nuit à son efficacité et, surtout, ajoute à sa précarité. Quand vient l'été, l'inquiétude renaît dans l'attente du

renouvellement des programmes, soumis à la contrainte budgétaire de l'Etat. Régulièrement, les crédits reports sont contestés pour des actions qui s'étendent de part et d'autre de l'année légale. Chaque changement de gouvernement et, plus encore, chaque alternance politique, apporte son lot d'inconnus. Tel dispositif va disparaître, remplacé ou pas par un autre. L'accent sera mis sur une nouvelle formule en fonction de choix d'orientation différents et tout sera à reconstruire. Par exemple, le CFI (contrat de formation individualisé) a perdu de sa superbe et le programme PAQUE, qui permettait de signer des conventions pluriannuelles, semble avoir du plomb dans l'aile.

Dans ce contexte, le secteur souffre à la fois de maux permanents et de difficultés circonstancielles. Malgré l'adoption d'une convention collective, en 1983, puis la constitution d'une fédération professionnelle unique, les formateurs continuent de connaître des statuts précaires, au point que près de la moitié d'entre eux, sur 146 000, sont employés avec des contrats à durée déterminée. Emietée entre 36 000 organismes, dont 23 000 réellement actifs, la profession encasse le contrecoup de la conjoncture économique. Les grandes entreprises réduisent, ou plutôt surveillent de près, leurs budgets de formation, et cherchent à en maîtriser les coûts avec le souci d'améliorer le retour sur investissement. D'où une exigence renforcée de rentabilité qui contraint les organismes de formation à la rigueur.

Progressivement, de nouveaux concurrents apparaissent avec le déplacement de certaines frontières. Ainsi, les grandes entreprises développent la formation en « intra », par opposition aux stages inter-entreprises, quand elles ne deviennent pas elles-mêmes pourvoyeuses de formation. De même, les cabinets de conseils interviennent sur ce marché, pour compenser les baisses d'activité rencontrées ailleurs. Dans le même temps, les petites entreprises ou les moyennes se convertissent trop lentement aux actions de formation.

Comme si cela ne suffisait pas, le processus de décentralisation, promis par la loi de Michel Giraud, ajoute à l'incertitude, quel que soit son bien-fondé, à la limite. Lourd, lent et peu lisible, l'appareil de formation professionnelle s'est mis involontairement en position d'attente et des mois précieux risquent d'être perdus. Surtout, le passage sous la coupe des régions va entraîner des révisions qui seront forcément longues à faire admettre dans un système aussi écloité, et ce d'autant plus que les indications manquent sur le contenu concret des nouveaux équilibres à venir. Les élus régionaux, qui s'intéressent déjà moins aujourd'hui aux stages économiques, ne seront pas tous passionnés par la promotion des stages d'insertion, pourtant nécessaires aux publics de jeunes en difficulté. Les employeurs se demandent comment s'organiseront la cohérence entre les contrats d'objectifs établis par les professions et les contrats régionaux. Les syndicalistes craignent de perdre de leur influence. Bref, une zone de turbulence s'ouvre.

Alain Lebaube

- **Décentralisation inachevée**  
Un flou non artistique  
par Liliane Delwasse
- **Les formateurs en quête de statut**  
La création d'un syndicat professionnel  
par Jean Menanteau
- **Le règne de l'incertitude conjoncturelle**  
L'Etat, un partenaire versatile  
par Olivier Plot
- **Les embûches du marché public**  
L'Etat toujours le principal financier  
par Marie-Béatrice Baudet
- **Le malaise de la stagnation**  
Gagner en productivité  
par Catherine Leroy

page 30

page 31

- INSERTION
- De l'école au marché du travail
  - Vivre et travailler en banlieue
- SERVICES
- Faire de la qualité sans exclure
- TRIBUNE
- Quand trop de productivité tue la productivité

page 31

page 32

page 33

COMPAGNIE PARIS.

**C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est surtout pour les collectivités locales et territoriales le 16 novembre\* c'est le Monde Initiatives**

\*daté 17

Le Monde

Pour agir et pour réfléchir

**Euromaster Ingénieurs**

Ingenieur informatique et télécoms : premier choix dans un monde compétitif

Au sein du Groupe France Télécom, Citicom est un lieu privilégié pour acquiescer à l'avenir dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécoms.

Vous êtes de formation scientifique (Bac+4 minimum). Dans un marché de l'emploi où la compétence est chaque jour plus précieuse, vous êtes déterminé à valoriser votre potentiel et à prouver votre talent.

Le programme Euromaster de Citicom vous donne les compétences techniques et indispensables à l'exercice de responsabilité dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécoms.

D'une durée de 7 mois, l'Euromaster est conçu et dispensé par des professionnels du secteur. Diffusé au sein d'un réseau européen de centres : Paris, Montpellier, Varsovie, Nancy, Lille, Orléans, Lyon, Dunkerque, Turin, Budapest, Göttinge, il a pour vocation de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous n° 1111 à M. CITICOM, Service Sélection - 83, Boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris.

Pour en savoir plus sur Euromaster, appez 3617 90216, CITICOM.

**Citicom**  
Groupe France Télécom

NC Communication



## Décentralisation inachevée

Stages, insertion : les budgets n'ont pas suivi la philosophie

APRÈS une dizaine d'années de décentralisation, des ambiguïtés planent toujours sur la formation professionnelle. Et le projet de loi actuellement en discussion ne paraît pas de nature à apporter d'éclaircissements. « Entre l'Etat et les régions, c'est à peu près les relations d'un adolescent avec ses parents. On lui donne de l'argent de poche, sans le laisser en disposer à sa guise. On ne lui fait pas vraiment confiance, malgré le discours officiel, on le tient en laisse », explique Bruno Rémond, conseiller-maître à la Cour des comptes, et auteur du Livre blanc sur la décentralisation. En 1983, malgré ses velléités, l'Etat n'a pas laissé aux régions la responsabilité de former. Le principe législatif d'une compétence confiée à la région a été révélé une véritable volonté d'aller jusqu'au bout.

La philosophie de la formation professionnelle et son but ont été fixés à Paris : c'est l'insertion des jeunes, et cela est resté la priorité pour tous les ministres qui se sont succédés. Loin d'avancer dans la voie de la régionalisation, on a même régressé à partir de 1992. Le financement de l'Etat a été multiplié par 3,3 en dix ans, alors que celui des régions n'a fait que doubler. De 25 % en 1984, leur part est tombée à 15 % en 1993. En outre, l'organisme le plus important, l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), était resté en dehors du processus de décentralisation, et intouché par les mesures prises.

### Une masse soudaine de crédits

Tout porte à croire que les élus, lassés, sont en passe de se désintéresser de la formation, et de se contenter de gérer les stages à finalité économique, faute d'avoir du poids dans les stages à vocation d'insertion. Autre incertitude : les rapports entre formation et emploi : on a longtemps cru ou affecté de croire qu'une amélioration tout quantitative de la formation allait résoudre le problème de l'emploi. La déflation a suivi. On sait à présent que c'est faux, que le chômage est structurel, et atteint les cadres les plus diplômés, la formation restant, hélas, à la marge du problème.

Le projet discuté en ce moment prévoit de transférer désormais une plus grande partie des crédits affectés à la formation sur les régions, histoire d'être plus près du terrain, d'être en phase avec les basses d'emploi. Mais là aussi demeurent des interrogations que Bruno Rémond énumère. L'AFPA n'est toujours pas touchée, apparemment par cette évolution, et l'organisme reste

donc jusqu'à nouvel ordre hors du changement. Il est prévu de décentraliser en cinq ans les crédits affectés à l'insertion des jeunes, mais rien ne précise par quel processus. Les sommes seules seront-elles laissées à l'initiative locale, et l'Etat continuera-t-il à établir le modèle, la répartition, les normes et les orientations, ou bien se décidera-t-il enfin à responsabiliser les régions, en les laissant libres d'innover, d'investir, de donner des directives pédagogiques ?

Une inquiétude de plus : comment les régions s'y prendront-elles pour absorber cette masse soudaine de crédits ? Le doublement du budget les obligera à une refonte de l'appareil conceptuel, administratif, financier et intellectuel. Et effet, les équipes mises en place pour gérer une somme de 6,5 milliards de francs répartie sur vingt-deux régions ne sauraient faire face à la totalité du budget de la formation professionnelle, qui a une tout autre envergure et avoisinera les 12 milliards.

Les partenaires sociaux se posent eux aussi toutes sortes de questions et nagent dans le flou. A l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), Dominique de Calan, qui s'affirme un régionaliste convaincu, se demande comment se mettront en œuvre les transferts entre régions riches et régions pauvres, entre régions rurales et régions industrielles. Il souhaite surtout que les trois grandes régions industrielles ne gardent pas l'exclusivité de la formation à la production, sous peine de voir s'aggraver le fossé.

L'autre incertitude qu'il sent planer, c'est celle de l'articulation entre les contrats d'objectifs, signés avec les branches professionnelles, et les contrats régionaux. Qui négociera entre les régions et les groupes industriels qui travaillent sur le marché international ? « La loi donne un pouvoir aux régions. Accepteront-elles d'en céder une partie aux professionnels ? explique encore Dominique de Calan. C'est une grave question. Si elles refusent, il y a un risque de conflits et de délocalisations. » Autre angoisse à la CFDT : la région reconnaîtra-t-elle l'acteur syndical comme partenaire à part entière ? Rien de très précis n'est dit là-dessus, et la responsabilité à la formation professionnelle craint une certaine timidité de ce côté.

Ce sera sans doute aux textes réglementaires de mettre les points sur les i, et de préciser ce qui est encore bien vague. Mais là interviennent les luttes politiques internes à la majorité, entre centralisateurs et régionalistes. Et il est encore bien difficile de jouer les prophètes, et de deviner qui sortira gagnant.

Liliane Delwasse

Le Monde EDITIONS

### Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## Les formateurs en quête de statut

La précarité est toujours de règle pour les petits organismes

« NOUS sommes en voie de créer une véritable branche professionnelle à part entière », Directeur du Centre d'études supérieures industrielles (CESI), l'un des deux grands organismes de formation privée français avec l'Institut français de gestion (IFG), et vice-président de la toute jeune Fédération nationale de la formation (FNF), Jacques Barri est un homme optimiste. Enfin, à ses yeux, un secteur économique — celui de la formation professionnelle — est en voie de professionnalisation.

« Nous allons enfin acquiescer une réalité institutionnelle », s'enthousiasme-t-il. Ce mois-ci se met en place un syndicat professionnel unique. Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, les deux grandes organisations d'employeurs du secteur privé que sont la Chambre syndicale des organismes de formation (CSN-FOR) et l'Union nationale des organismes de formation (UNORF) fusionneront avec l'organisme patronal Synthes-formation. La Fédération nationale de la formation sera officiellement née. De surcroît, achèvement de cette reconnaissance, va être élaboré en partenariat avec l'Etat un contrat d'études prévisionnelles (CEP), à l'instar de ce qui a été fait déjà pour une vingtaine de branches professionnelles. Ce contrat devrait permettre d'y voir plus clair et d'analyser les métiers de la formation. Une mosaïque mal connue, difficile à cerner, au point qu'il y a dix ans l'idée de faire une carrière dans la forma-

tion apparaissait comme peu réaliste. Aujourd'hui encore, on considère-t-on pas que la durée moyenne d'occupation des postes varie de trois à cinq ans ? Quelles étapes, quelle progression, quelle carrière dans ces conditions pour les formateurs dans les quelques vingt-cinq mille organismes actifs ? Selon qu'ils soient permanents, à temps partiel, occasionnels et autres ? L'étude prévisionnelle s'avérera délicate à conduire.

### Des CDI intermittents

« Ce que nous vivons est un abaissement, commente néanmoins, de son côté, Yves Lasfargue, au siège du centre de formation CREFAC. Cela pour deux raisons : la signature d'une convention collective nationale intervenue en 1988, étendue en 1989, confère enfin un statut aux formateurs et règle pour partie la précarité qui caractérise la profession. »

Pour Tony Scarsotto, directeur du CREFAC, la convention collective a eu le mérite de mettre en place un régime de prévoyance au début de cette année, de créer une grille des qualifications qui n'existait pas, d'organiser le travail des formateurs, de rendre possibles enfin des négociations paritaires au niveau de la branche. Enfin, des contrats à durée

indéterminée intermittents (CDII) ont été instaurés. Ce dernier point, selon Yves Lasfargue, est d'importance. Il devrait permettre de « déprécier une partie des vacataires de la profession ». En effet, sur 146 900 personnes travaillant dans des organismes de droit privé, 69 700 le sont en contrat à durée déterminée (CDD). Par ailleurs, une charte signée en commun par l'UNORF et la CSN-FOR, garantissant la qualité de la formation et la définition future de normes de qualité, constitue d'autant d'une tentative de professionnalisation.

L'émergence d'une branche professionnelle et l'existence récente d'une convention collective, régissent-elles cependant la précarité ? « Elle demeure une spécificité de notre métier en étant plus galopante que jamais, s'indigne Jean-Patrick Girard (CFDT-formation, enseignement, privé). Avant de parler d'évolution des carrières, cet état de fait déplorable doit être considéré. 75 % des formateurs souffrent de cette situation, notamment des salariés de la formation, qui sont les vacataires et ceux qui n'ont pas de contrat du tout. L'une des causes de la précarité, ajoute-t-il, est la structure de la profession : quelque 23 000 organismes de petite taille. Pour évoluer dans notre secteur la seule possibilité est la mobilité. »

De fait, Jean-Patrick Girard met très sérieusement en doute la volonté de professionnaliser le secteur qu'appelle de ses vœux la Fédération de la formation pro-

fessionnelle. Selon le responsable CFDT, « l'existence de cette précarité et le manque de perspective de carrière qu'elle induit, la multiplicité des CDD devenue la règle, sont contradictoires avec cette volonté affichée ».

### Coup de neuf

D'autres observateurs, enfin, s'étonnent du mariage de la « Carpe et du Lapin » qui se déroule sous nos yeux afin de constituer une branche professionnelle. La fusion entre des organismes (associations et établissements à but lucratif) dont la culture, la philosophie sont différentes, peut en effet surprendre. Bernard Liétard, professeur au Conservatoire national des arts et métiers et fin connaisseur de la formation professionnelle, ne fait-il pas une séparation très nette entre les programmes sociaux, les programmes techniques ? « Il y a des statuts différents, des rémunérations différentes, le plus souvent en faveur des programmes économiques et au détriment des programmes sociaux et techniques », précisait Bernard Liétard, aux entretiens Coodorct tous l'année dernière.

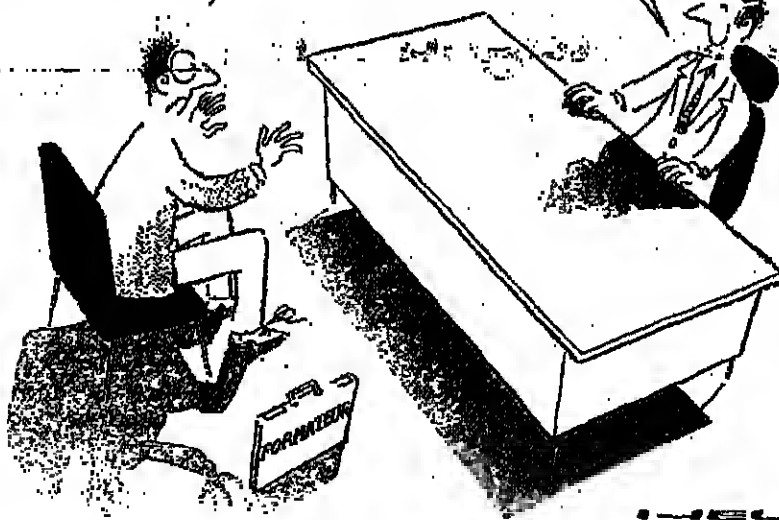
Ces interrogations, ces critiques, ne désarment pas pour autant les tenants d'un sérieux coup de neuf, ceux qui estiment qu'un secteur en pleine évolution doit savoir tourner la page avec son passé. L'apparition de nouveaux concepts, l'émergence de nouvelles fonctions et surtout la demande des entreprises l'exigent. « Celles-ci, plaide Tony Scarsotto, veulent de plus en plus être aidées quant à la gestion de leur évolution interne. Il leur faut de plus en plus d'experts, de consultants, de conducteurs d'actions de formation. Conséquence : de nouveaux métiers en amont et en aval de la formation sont en train de se développer. »

Ainsi le formateur devient-il consultant-formateur. S'il poursuit sa activité d'animateur traditionnel (le face-à-face pédagogique), on le verra de plus en plus évoluer selon les modernismes, vers la conception, l'ingénierie, le conseil, la gestion et le management. Ses débouchés ? Les ressources humaines, le recrutement, voire la communication. Les temps changent. Les fonctions aussi.

Jean Menanteau

QUOI ? QUOI ? ... PAS DE CONTRAT D'EMBAUCHE ? ...

OBJECTIF ZÉRO PAPIER !



## Le règne de l'incertitude conjoncturelle

Manque de continuité du partenariat avec l'Etat

« UN organisme qui travaille sur des fonds d'Etat n'a pratiquement aucune visibilité. Au-delà de trois mois il ne peut plus compter sur un engagement précis du communisme public. » Le jugement est dur. Il reflète pourtant clairement la réalité. Formulé par Yvon Minvielle, ancien directeur de l'INFRAP (Institut national de formation et de recherche sur l'éducation permanente), il est partagé par la plupart des responsables d'organismes de formation. Derrière l'apparent avantage de traiter avec un client aussi sûr que les pouvoirs publics se cachent des mécanismes qui font du partenariat avec les différents services de l'Etat un réseau de dépendances marquées par le règne de l'incertitude.

« Nous sommes obligés de jongler en permanence avec des bous de ficelle car les incertitudes liées aux programmes de formation commandés par l'Etat ne nous offrent que des garanties à court terme », souligne Jean-Pierre Cousquer, directeur de l'Institut breton d'éducation permanente (IBEP). Première incertitude : le renouvellement saisonnier des crédits affectés à tel ou tel programme. « Les dispositifs développés au niveau

national ou des régions sont en général renouvelés tous les semestres. Les enveloppes initialement prévues peuvent être réduites au dernier moment, voire tout à coup affectées à d'autres programmes que ceux qui étaient prévus au départ », explique-t-il.

### Les caprices de la politique

Résultat : les organismes se sentent concentrés sur certaines actions destinées à tel ou tel public et ont investi en matériel et en personnels de formation pour finalement se voir signifier par leurs commanditaires — soit la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) ; soit la Délégation régionale à la formation professionnelle (DRFP) ; soit encore la délégation départementale de l'ANPE ou les collectivités locales — que les crédits ne sont plus suffisants pour honorer le volume d'actions anticipées lors des appels d'offres précédents. « La seule solution est de diversifier les interventions pour éviter d'avoir tous ses œufs dans le même panier », remarque

Jean-Pierre Cousquer, qui se souvient notamment d'avoir vu un programme de lutte contre l'illettrisme non renouvelé par le conseil général du Finistère, alors que le dispositif était initialement prévu dans le cadre des actions départementales liées au RMI.

Seconde incertitude : les décisions politiques en matière de formation. Différentes priorités peuvent être définies successivement par une même équipe gouvernementale, voire, à l'occasion d'élections, par le nouveau gouvernement. « Le programme PAQUE [Préparation active à la qualification et à l'emploi] n'a conduit l'Etat à changer sa logique de partenariat », souligne François Bouyer, directeur pour la région Ouest de l'INFRAP. L'Etat a pris conscience qu'un régime d'achat public de prestations de formation non inscrit dans la durée pénalise la qualité du service. »

Pour une fois, les pouvoirs publics décident d'associer les organismes de formation à une convention sur deux ans, rompant ainsi avec la logique d'urgence des commandes rapides. Au printemps 1992, suivant à la lettre le cahier des charges lié au programme, François Bouyer monte différents partenariats

locaux afin de constituer les réseaux PAQUE destinés à la formation des jeunes ou qualifiés de seize à vingt-cinq ans. « Il nous était notamment demandé de recruter des chefs de projet et des chargés des relations avec les entreprises. »

Les différents investissements sont réalisés et l'INFRAP se retrouve à la tête de réseaux PAQUE sur deux bassins d'emplois en Bretagne. Un an plus tard, le nouveau gouvernement décide de ne pas reconduire le programme. Encore l'INFRAP est-il un organisme d'envergure nationale, capable de supporter les caprices de la politique.

Pour de nombreuses associations de formation, ce revirement, le manque de pérennité des programmes d'Etat peut se révéler fatal. Et effet, « la survie est très dure pour des petits organismes qui ne dépendent que de fonds publics », précise Stélla Cohen, directrice de l'association parisienne Créations. L'annulation de certaines actions, voire des périodes de flou total sur les nouvelles orientations à venir, comme celle que nous commissions actuellement, entraîne rapidement la faillite. »

Olivier Plot



turbulences

l'été de statut

Coup de neuf

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

le conjoncturelle

حکومت الرشید

DOSSIER

INITIATIVES

EXPÉRIENCES

# Les embûches du marché public

L'Etat demeure toujours le principal pourvoyeur de fonds

BIEN sûr il y a eu le changement de gouvernement, ce qui se traduit traditionnellement par une reprise en main des dispositifs d'Etat et donc par des retards dans les dotations financières. 1993 est, à ce titre, une année un peu particulière si l'on s'intéresse au marché public de la formation professionnelle. Mais, globalement, elle apparaît comme la continuité des difficultés déjà identifiées au cours des années précédentes.

Si l'on parle chiffres, l'Etat, selon l'étude (1) que vient de publier le ministère du travail, c'est le principal financier de la formation professionnelle (46,5 milliards de francs en 1991) même si, de 1987 à 1991, sa part s'est relativement tassée au profit des régions et de l'UNEDIC. Difficile pour autant d'en tirer une tendance à long terme puisque, en matière de fonctionnement des dépenses de la formation professionnelle sont déterminées tous les ans lors de l'élaboration du budget. Ce calendrier «couperet» est l'un des premiers accords rencontrés par le secteur qui réclame à cor et à cri des conventions pluriannuelles plus à même de garantir une continuité de fonctionnement. Jusqu'à maintenant, elles n'ont été que très peu mises en place.

Le deuxième problème tout à fait déterminant touche au principe même du financement. C'est-à-dire à l'heure/stagiaire payée par l'Etat aux organismes producteurs de formation, et qui oscille en moyenne, aujourd'hui, entre 24 francs et 27 francs. Ce système est absurde, s'insurge Pépita

Jodar, chargée de développement à l'ASSOFAC, un organisme privé à statut associatif spécialisé dans la formation des bas niveaux de qualification. Il ne correspond absolument pas au coût réel d'un suivi personnalisé des stagiaires.

## Le marché reste opaque

Les procédures suivies par l'attribution des marchés ne semblent pas non plus des mieux adaptées. Les appels d'offres censés assurer la recherche du meilleur rapport qualité-prix n'ont pas encore dans le pôle aux pratiques anciennes de fonctionnement en réseau, «le marché est opaque et le reste encore», reconnaît Yvon Minvielle, fin connaisseur du secteur et directeur de la publication *Emploi et Formation Hebdo*. L'ensemble des organismes de formation qui travaillent avec l'Etat ne luttent pas à armes égales, les grosses structures que sont l'AFPA, les GRETA ou les chambres de commerce encaissent plus facilement les chèques que ne le font les organismes moins importants. «Finalement», renchérit Pépita Jodar, nous en sommes réduits à nous autofinancer. A essayer de joindre les deux bouts en demandant à nos équipes de travailler plus qu'elles ne sont rémunérées, en collaborant avec des bénévoles d'ailleurs.» «Ou alors», insiste Yvon Minvielle, nous observons des coupes dans les sommes

allouées par les formateurs à la recherche-développement. Mais la tactique de loin la plus répandue est celle qui consiste à aller chercher secours auprès des banques. Les frais financiers des organismes de formation sont très importants.

Le cadre offert a besoin d'être aménagé. Comme l'indique Denis Plasse, directeur du cabinet technique de l'AFPA dont le budget repose à hauteur de 75 % sur des subventions d'Etat, «il n'existe pas aujourd'hui de véritable démarche d'évaluation qui mette en évidence l'efficacité sociale d'une formation et la bonne utilisation des fonds publics. Cela dit, l'Etat a conscience de la nécessité de changer son mode d'intervention en recourant plus systématiquement, par exemple, aux appels d'offres ou en lançant avec l'AFPA un contrat de progrès destiné à favoriser la restructuration de l'offre de formation en rassemblant autour de notre structure un réseau de partenaires». C'est une des voies possibles. Les organismes de formation de droit privé soumis à rude épreuve sur le terrain ont, eux aussi, l'intention d'être une force de proposition. C'est pour cela qu'ils viennent de constituer le Syndicat des formateurs professionnels travaillant sur fonds publics (SFP/FP) (2) afin de faire entendre leur voix.

Marie-Béatrice Baudet

(1) Premières synthèses, n° 31, octobre 1993.  
(2) SFP/FP, 30, rue Girardot, 93170 Bagnolet. Tél. : 43-63-17-80.

# Le malaise de la stagnation

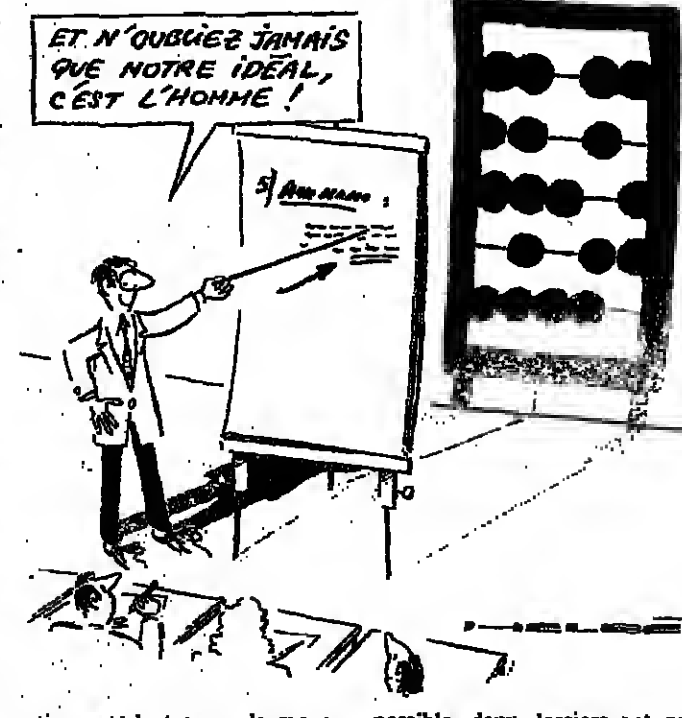
Le concept de rentabilité s'impose aux organismes de formation

«Le marché de la formation continue n'est pas un marché sinistré», affirme d'une seule voix Jean Wemaere et Jean-François de Zitter, respectivement président et vice-président de la Fédération de la formation professionnelle (FFP). «A moyen et long terme, c'est un marché porteur, créateur d'emplois», affirment-ils. Alors d'où vient ce léger malaise que l'on sent planer sur la profession? On est loin en effet des taux de croissance annuels de 10 %, 15 % voire 20 % des années 80-90. Les organismes de formation semblent avoir du mal à s'adapter à cette nouvelle situation. L'heure est à la remise en cause. «Il faut être plus performant que le voisin, plus productif, être plus créatif aussi et fournir des prestations de bonne qualité», affirme Jean Wemaere, par ailleurs PDG de l'institut DEMOS. Bref, il faut être rentable. Un «concept flow, voire obsolescence» dans un milieu fortement marqué par le statut associatif, fait remarquer Jean-François de Zitter, directeur général de l'IFC. Et pourtant...

Au cours des dix-huit derniers mois, un certain nombre d'organismes de formation, comme la CEGOS ou l'IFC, ont dû procéder à des plans de restructuration. Ce n'était pas forcément parce qu'ils employaient trop de personnel mais parce qu'il y avait des secteurs et des fonctions dans lesquels les effectifs étaient devenus pléthoriques», commente Jean-François de Zitter. Des organismes avaient surdéveloppé leur secteur ressources humaines alors qu'il aurait fallu étoffer le secteur contrôle de gestion, d'autres souffraient d'une croissance administrative...

A priori, la situation n'est pas franchement désespérée. «Dans leur globalité, les financements des entreprises n'ont pas beaucoup bougé. Cependant, il y a des variations au sein des entreprises», explique Jean Wemaere. «Les grandes entreprises qui, avant, consacraient plus que l'obligation légale à la formation ont tendance à réduire leur budget, explique-t-il, tandis que les PME sont de plus en plus conscientes de l'importance de la formation.»

Du coup, sa principale préoccu-



lation est de trouver le moyen d'entrer en contact avec les petites entreprises et d'adapter l'offre à la demande. Jean-François de Zitter n'a pas la même vision des choses. Pour lui, ce sont les très grandes entreprises qui feront la croissance du marché, car «elles sont en recherche d'une dynamisation de leurs ventes et elles ont une plus grande exigence du contrôle des coûts». Certes, concède-t-il, ces entreprises ont largement développé la formation en intra. Mais elles ont toujours besoin d'un «œil extérieur» pour les conseiller. Le marché des PME lui semble en revanche beaucoup moins porteur, «car ils n'ont guère de temps à décaler».

Reste le marché des entreprises de taille moyenne. Tous deux sont d'accord pour le trouver prometteur. «Il y a quinze ans, ces entreprises se faisaient plaisir en assurant leur propre formation», souligne Jean Wemaere. Elles ont fini par se rendre compte qu'il revenait beaucoup moins cher de sous-traiter.

Dans ce contexte de stagnation où il n'y a plus de fuite en avant

possible, deux dossiers ont pris une importance cruciale aux yeux de la Fédération de la formation professionnelle : les circuits de financement et les distorsions de concurrence. Les organismes de formation constatent un allongement du délai de paiement aggravé par l'existence de structures intermédiaires, comme les ASFO et autres FAF. Cette situation risque de conduire à la disparition des petites structures et à la limitation des investissements des plus grandes.

Par ailleurs, dans ce marché où interviennent une multitude d'acteurs, les organismes qui ont à supporter toutes les contraintes des entreprises privées souffrent de la concurrence des structures publiques ou parapubliques, comme les chambres de commerce, qui n'ont pas les mêmes contraintes et peuvent offrir des prix défilant toute concurrence. Pour la FFP, il devient urgent d'organiser un tour de table avec tous les partenaires concernés afin de mettre à plat tous ces problèmes.

Catherine Leroy

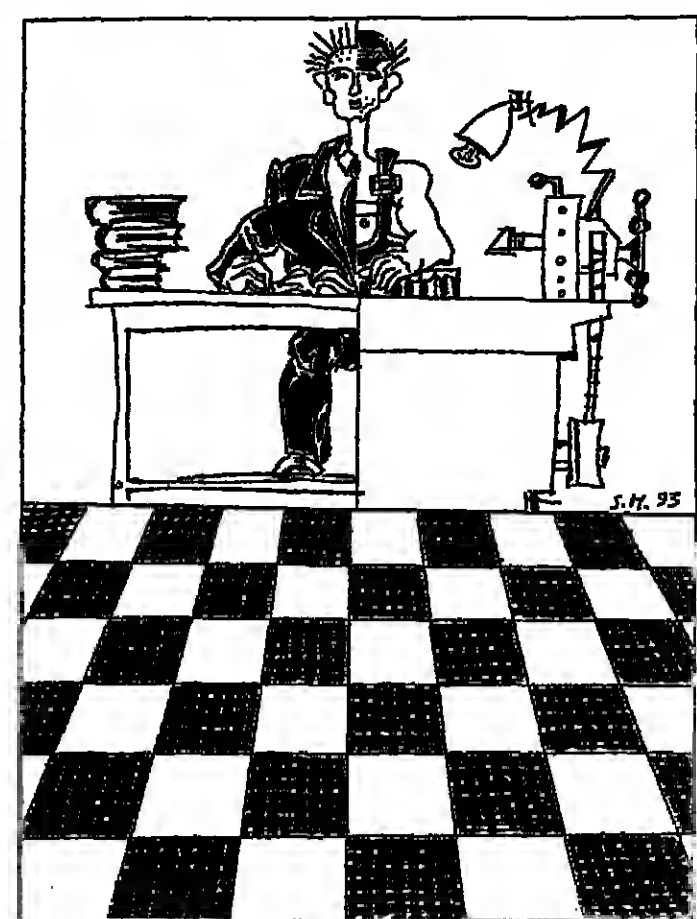
## INSERTION

# De l'école au monde du travail

Depuis dix ans, l'association Ecole et vie locale de Cergy-Pontoise prépare les jeunes au choix d'un métier

AU démarrage d'une association, on trouve une idée (ou un constat), un projet, des hommes. Pour Ecole et vie locale (EVL), qui naît en 1983 à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), ces derniers sont au nombre de trois : deux retraités - deux amis qui tiennent à rester des citoyens actifs - et un jeune adulte qui se prépare à devenir travailleur social. Leur idée : l'emploi n'est pas seulement l'affaire du gouvernement, elle est aussi celle de tous les citoyens. Leur projet : puisque les jeunes sortant du système scolaire ont beaucoup de peine à s'intégrer dans la vie active, aidons-les à découvrir leurs centres d'intérêt.

Leur terrain d'action sera la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, en plein développement, et les localités avoisinantes. «Nous avons commencé par des visites d'entreprises», se souvient Hélior Charlot. Pendant deux ans, nous avons fonctionné à deux (avec l'autre retraité) en y consacrant la presque totalité de notre temps. Mais approchant de ses soixante-dix ans, «je n'en pouvais plus...», il a l'idée de tenir une série de réunions de quartier pour demander de l'aide. Une bonne dizaine de retraités et de préretraités le rejoignent. Avec eux, EVL reprend de l'élan pour deux ans. Mais ces volontaires - et c'est bien naturel - ne sont prêts à donner qu'une part de leur temps : les mettre dans le bain et organiser le planning de leurs activités n'est pas simple. Hélior Charlot s'y épuise. Il décide d'arrêter. Le bénévolat montre ses limites.



## Un bureau dans une cave

Par chance, le maire de Cergy, sa commune, l'apprend : «N'abandonnez surtout pas ! Le conseil général a laissé entendre qu'il serait prêt à financer la moitié d'un poste de permanent pour peu que l'association trouve le complément. Eh bien ? Je me charge d'en fournir la moitié et d'obtenir des dix autres communes de la ville nouvelle qu'elles apportent le reste.» On est alors en 1988. EVL va enfin avoir son permanent. Hélior Charlot choisit Alain Steck, qui a longtemps travaillé dans la même société et noué une vraie amitié. «Nous avions des passions et des objectifs communs, une même conception du monde...»

L'entreprise qui emploie Alain Steck bat de l'aile, il a toujours été intéressé par les problèmes de formation et de communication, il entrevoit la possibilité de faire un travail qu'il aime... A quarante-deux ans, il saute le pas, quitte l'industrie pour diriger la minuscule structure associative qui n'a en caisse, pour lui, que le salaire d'un mois et n'aura jamais - au mieux - que celui d'un an. «J'ai la chance que mon épouse ait un emploi sûr, commente-t-il sobrement. Je peux me permettre de prendre ce risque, et elle me le permet...»

Il s'installe un bureau... dans la cave de son pavillon. Toujours modeste : «C'est un travail de militant...» De 1983 à 1985, Hélior Charlot n'a-t-il pas fait tourner l'association en payant de sa poche toutes les dépenses? Maintenant EVL dispose de vrais bureaux grâce à une subvention du Syndicat de l'agglomération nouvelle (SAN). Et quelques aides complémentaires, comme celle du Fonds d'action sociale (FAS) - versée parce qu'environ la moitié des enfants touchés sont de familles immigrées - lui permettent de faire face à ses dépenses de fonctionnement.

Anx vieilles d'entreprises (et d'administrations) se sont ajoutées, avec le temps, plusieurs activités nouvelles : une initiation au fonctionnement des entreprises qui amène Alain Steck dans une classe pour une demi-journée, en compagnie d'un bénévole de l'association ayant une expérience profession-

nelle. Des «présentations de métiers», qui rassemblent plusieurs classes pour leur faire découvrir les différentes facettes de la vente, de la communication, etc. Des initiations aux entretiens d'embauche et aux curriculum vitae. Des vastes opérations de «connaissance d'une branche professionnelle» des classes venues de divers établissements pour écouter les responsables de plusieurs entreprises.

C'est à la demande des enseignants que ces activités se sont développées. Et elles sont conçues comme un outil mis à leur disposition : pour éclairer leurs élèves; mais aussi leur permettre d'approfondir leur propre connaissance du monde du travail et les aider à entrer en contact avec des responsables d'entreprises pour des stages de jumelage, des prêts de matériels. L'association ne se substitue jamais à eux : «Le professeur, souligne Alain Steck, reste le maître dans sa classe. Je m'adapte à son cours. Quand il y a une visite d'entreprise, il est associé à la préparation.» Les professionnels sont, eux aussi, intégrés le plus possible à la démarche. Ils viennent dans l'école et ils participent au conseil d'administration d'EVL - où ils retrouvent enseignants et chefs d'établissement pour une réflexion commune. Bref, l'association est l'interface qui facilite les rapports des uns avec les autres, mettant à leur disposition ses relations, son expérience. Tout en laissant chacun libre de développer des liens «bilatéraux» une fois les premiers contacts pris : «Nous mettons les gens en relation, mais nous ne sommes pas jaloux de ce qui peut se développer ensuite entre eux sans nous. Au contraire.»

Les établissements scolaires concernés sont principalement les lycées (professionnels, techniques, polyvalents...), les collèges et les sections d'éducation spécialisée (SES). Trente-deux d'entre eux ont déjà travaillé avec l'association. En 1992-1993, EVL a réalisé une centaine d'interventions regroupant près de 2 500 participants. Les projets ne manquent pas : des expositions-débats à l'intention des parents, l'ouverture d'un local où les jeunes pourraient venir le soir pour y discuter avec les adultes de l'association. Ils portent la marque d'Hélior Charlot, infatigable semeur d'idées, de rêves, d'enthousiasme, toujours sur la brèche malgré ses soixante-dix-sept ans. «Ne parlons que de ce que nous sommes capables de réaliser, s'in-

quitte Alain Steck. Nous ne pouvons avancer que marche par marche... C'est-à-dire que nous avons toujours préparé sérieusement et discrètement nos avancées que nous avons gagné notre crédibilité.»

«Voilà bien le langage des nouveaux permanents d'associations : centré sur le professionnalisme et l'efficacité! s'indigne avec humour le président fondateur. Il faudrait tout de même que ceux qui ont conçu le projet et se sont battus pour le faire existent puissent continuer à rêver et s'exalter un peu! Son souci majeur est le désintérêt des citoyens à l'égard des questions économiques et du travail : «Pour un match sportif, pour une exposition de peinture, la foule accourt. Mais pour l'emploi, personne ne bouge. C'est un sujet dévalué, mis en dehors de la culture. Il faudrait lui rendre ses lettres de noblesse, le mettre au centre de grands débats.»

C'est peut-être la tension jusqu'ici maintenue entre ces deux pôles - efficacité concrète et imagination sociale - qui fait la séduction et la force de ce petit foyer de vie locale.

Marie-Claude Bedbeter

### COURS D'AMERICAIN EN NOVEMBRE

Faites des progrès réguliers et durables en anglais !

- cours de langue générale (journées, soir, samedi)
- grammaire intensive
- conversation dirigée
- anglais commercial
- préparation aux examens TOEFL & GMAT

Test de niveau gratuit et sans rendez-vous. N'attendez pas pour réserver une place, appelez-nous dès aujourd'hui !

THE  
AMERICAN UNIVERSITY  
OF PARIS

département de formation permanente

Tél. : 47-20-44-99



INSERTION

## Vivre et travailler en banlieue

A Pantin, une trentaine de structures se sont regroupées pour mieux aider les quartiers en difficulté

EN 1991, une dizaine de militants contre l'exclusion, en quête d'un toit pour réaliser leur projet d'insertion, repèrent une friche industrielle abandonnée à Pantin (Seine-Saint-Denis). Le propriétaire, un ancien entrepreneur en bâtiment, accepte de leur louer ses 2 500 m<sup>2</sup> de terrain et locaux. Pour réhabiliter l'ensemble, il leur faut 3 millions de francs provenant, à parts égales, de fonds publics, d'un prêt bancaire et de prêts de particuliers. Ainsi naîtra, mi-1991, après d'importants travaux réalisés par des chômeurs et des RMistes, la Maison des associations, des alternatives et de la formation (MAAFORM) (1).

«*Editer, c'est l'esprit de ce lieu, s'enthousiasme Jacques Archimbaud, président de la MAAFORM. Bâti en rénovant ces espaces, mais aussi en essayant de renverser l'image négative des banlieues par le biais de la formation, de l'insertion et de la solidarité. Une trentaine de structures se partagent les locaux.*

On y trouve des associations, une société de mutuelle et d'assurances, un cabinet comptable, une permanence d'accueil pour les personnes originaires des DOM qui publient le journal *Dom-Hebdo*, ainsi que des centres de formation organisant pour les chômeurs des stages en bâtiment, communication et graphisme, restauration et vente.

Les fresques ornent plusieurs murs de la MAAFORM ont été peintes dans le cadre d'une réalisation financière, entre autres par le Fonds social européen, réunissant des jeunes de France, de Grande-Bretagne, du Portugal et de Belgique.

Ont également élu domicile à la MAAFORM des entreprises telles

que le restaurant d'insertion Le Relais (voir encadré) ou Andines, qui importe et vend des objets artisanaux.

L'intérêt de ce regroupement a donc favorisé les synergies, permis de confronter les expériences et de mettre en commun des réseaux de relations afin d'agir plus efficacement en Seine-Saint-Denis. «*C'est une initiative de citoyens qui décident de faire quelque chose ensemble sans en demander le droit, parce que l'action venue d'en haut, des politiques, ne suffit plus*», résume Hédia Messaoudi, vice-président de la MAAFORM. «*La lutte contre l'exclusion est aujourd'hui tellement*

*lourde à porter qu'il faut travailler ensemble*, estime Belka Kheder, directeur du restaurant Le Relais. Et, face aux institutions, il est intéressant d'arriver groupés.

## Des relais d'information

Une philosophie semble unir tous ces partenaires : rien ne se réalisera durablement dans la banlieue si l'initiative ne vient pas de ses habitants, car eux seuls connaissent leurs besoins, savent s'appuyer sur leurs réseaux de solidarité et dispo-

sent de compétences et de savoir-faire qui n'ont besoin que d'être reconnus et développés. L'activité de l'association «*Centre pour la communication et la formation de l'espace local*» (CCFL) illustre cette optique. Engagée notamment dans la lutte contre le sida, aux côtés du milieu médical, ses animateurs circulent en minibus dans les cités pour distribuer des fioles d'eau de Javel aux toxicomanes qui les utilisent pour nettoyer leurs seringues. CCFL forme également des jeunes de ces quartiers à jouer le rôle de «*relais de messages d'information et de prévention de la santé*», explique Karim Abboud,

responsable de CCFL. «*Nous avons débuté à l'époque où l'on disait pourtant que les jeunes devaient quitter leurs quartiers pour s'en sortir. Nous, nous avons confirmé qu'au contraire ils étaient attachés à leurs cités et que leur intégration pouvait s'y faire*». A l'issue de leur formation, ils sont susceptibles d'être embauchés par des associations ou des municipalités ou de poursuivre leur formation en tant qu'éducateur ou animateur.

Côté insertion, il s'agit de soutenir les projets des banlieues ainsi que les initiatives de développement local portées par des groupes dans les régions qui ont du mal à se

faire épanouir par les banques. La MAAFORM comprend ainsi un ensemble de structures axées sur l'aide à la création d'entreprises, telles que Solidarité Emploi, que préside Aline Archimbaud, député européen Vert qui, par des prêts sans intérêts, favorisent des projets d'utilité sociale ou encore Garrigue, une société coopérative de capital risques. Ces outils financiers et d'autres encore, éparpillés en France comme les CIGALE (club d'investisseurs pour la gestion alternative et locale de l'épargne), font partie du Réseau de l'économie alternative et solidaire (REAS), créée il y a une dizaine d'années, dont le siège se trouve à la MAAFORM. Le dernier-né : Génération Banlieue, groupe d'associations de jeunes de quartiers de Vaulx-en-Velin, Lille, Bondy et Toulouse, dont l'objectif est d'aider à la création d'activités économiques dans les zones urbaines en difficulté et qui devrait pouvoir compter, d'ici la fin de l'année, sur le Fonds commun de placements à risques de 2,5 millions de francs (5 millions par la suite).

«*Nous travaillons également sur un projet de banque européenne qui fonctionnera sur des critères éthiques autour du développement régional, de la citoyenneté, de l'écologie et des alternatives*», précise Jacques Archimbaud, à l'origine de ce réseau dont il est directeur général. L'idée du REAS est de passer du stade du bricolage à celui d'institution comptant dans la vie politique de ce pays.

Francine Alzicovici

(1) MAAFORM, 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin. Tél. : 49-15-04-00.

## A l'école de la vie

MURS en briques, sol en béton, grandes fenêtres d'atelier, c'est le décor sobre mais élégant du restaurant Le Relais, qui accueille des jeunes de seize à vingt-cinq ans dans la cadre de stages PAQUE (Préparation active à la qualification et à l'emploi) ou CFI (Crédit formation individualisée) et devrait ouvrir prochainement cinq postes d'insertion. Pour ses responsables, la restauration conviendrait bien aux profils de ces jeunes désorientés, qui ont quitté l'école très tôt, ont eu des problèmes familiaux ou avec la justice. «*En cuisine, j'insiste sur la présentation de l'assiette*, explique Gilbert Frégar, chef de cuisine formateur. Parce que ce que l'on présente aux clients nous représente et marque le respect que l'on

attache eux autres. Pour les jeunes, c'est une découverte qu'il les valorise. Une découverte aussi de plats inconnus, de la différence qu'ils ne savaient pas toujours faire entre du poisson et de la viande.

Patrick Giordanelli, responsable de formation en salle, compare, lui, le restaurant à une scène de théâtre. «*Il y a un côté magique : on passa un uniforme et on est quelqu'un d'autre. Il faut enlever les stigmates*». Et chaque jour se joue un nouveau spectacle, avec des acteurs qui ont la trac et qui parlent craquent. En fin de service, les formateurs réunissent les jeunes autour d'un café pour faire le point. «*Ils émettent qu'on leur donne notre avis*», souligne Patrick. Il y a quelque-

fois des bagarres, des rivalités, des jeunes qui, lorsqu'ils déjeunent, se servent d'énormes assiettes et ne laissant rien aux autres. «*C'est leur éducation, commente Patrick. Certains ont faim, ont grandi eu café au lait et au pain*». L'apprentissage du dialogue et de la solidarité fait également partie du programme.

Manu, dix-neuf ans, condamné par la justice à une mise à l'épreuve de cinq ans, estima avoir changé grâce au stage. «*J'ai l'impression que je suis sorti du noir, dit-il. J'ai toujours envie de faire des bêtises mais je lutte contre moi-même. Je préfère suer au travail que d'aller en prison. Ici je me sens soutenu, je peux parler de mes problèmes*». Des problèmes de logement pour

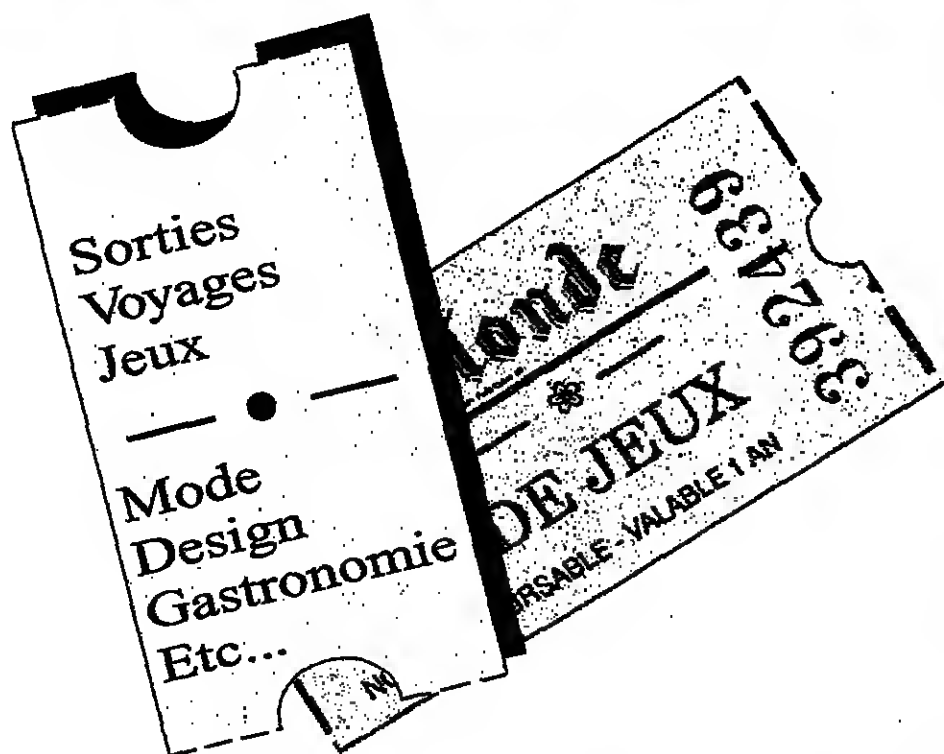
Manu, de santé, de drogue ou d'argent pour d'autres. «*On est à la fois le papa et la maman*, confie Belka Kheder, responsable du Relais, mais on n'entre pas dans n'importe quel défilé. Nous n'acceptons que ceux qui ont un réel désir de s'en sortir car on veut faire de la qualité et les places sont chères.

A l'issue des formations, 40 % des stagiaires, en moyenne, trouvent un emploi dans la restauration, 30 % dans d'autres domaines et 30 % n'ont pas de solution. Certains employeurs, souligne Belka Kheder, ont rompu leur engagement de signer des contrats de qualification parce que les jeunes étaient «*trop typés*».

F. A.

Le Monde  
temps libre

Le nouveau supplément de vos loisirs



Chaque vendredi dans le Monde daté samedi  
Passez un bon week-end avec Le Monde

## Le Monde

RADIO-TÉLÉVISION  
LA SÉLECTION DU MONDE

## LE NOUVEAU SUPPLÉMENT

Le meilleur de la télévision  
Le meilleur de la radio  
Le meilleur du câble

Chaque samedi, dans le Monde daté dimanche (uniquement)



حكايا من الشمال

EXPÉRIENCES

RENDEZ-VOUS

SERVICES

TRIBUNE

## Faire de la qualité sans exclure

Associer l'ensemble du personnel aux enjeux de l'entreprise

DANS les activités de vente et de restauration, notamment, la bataille de la qualité de service (technicité de la prestation offerte, accueil, présentation) exige de l'ensemble des acteurs concernés, y compris des personnels les plus dévalorisés sur le plan culturel, des savoir-faire et des compétences relationnelles toujours plus sophistiquées. Le risque est grand, comme dans l'industrie hier, d'exclure les catégories sociales jugées incapables de relever ce défi. Surtout qu'en période de fort chômage les plus qualifiés rechignent de moins en moins à occuper des boulots jugés hier encore dévalorisés. Sans compter les étudiants qui s'intéressent à ces jobs, de plus en plus souvent proposés à temps partiel.

### Un engagement collectif

La Générale de restauration mène, depuis trois ans, son combat pour la qualité. Un passage obligé dans un secteur concurrentiel toujours plus technique. Aujourd'hui, la gestion d'un restaurant collectif est complexe. Technologies agro-alimentaires, respect des règles d'hygiène, prise en compte des spécificités culturelles et comportementales des clients, les hommes et les femmes de terrain ont une responsabilité de plus en plus grande à jouer. Les patrons de restaurant doivent ainsi être de bons cuisiniers, de bons gestionnaires et de bons animateurs.

Mais pas question de demander aux hommes de terrain de s'impliquer dans la qualité si, en haut de la pyramide, on ne donne pas le même exemple. Selon un processus de concertation descendant et ascendant, tous les niveaux hiérarchiques de l'entreprise, depuis la direction générale jusqu'aux opérationnels, en passant par les responsables régionaux, c'est-à-dire les restaurants eux-mêmes, sont impliqués dans ce chantier.

La première étape a consisté à mettre sur le papier les valeurs incarnant la philosophie qualité qui doit guider les décisions et le comportement de chaque collaborateur, quelle que soit sa responsabilité. Huit mots-clés ont ainsi été sélectionnés : bon respect, évidemment, mais aussi respect de l'autre, des engagements, modernité face à l'environnement, etc.

Etape suivante : chaque responsable s'est engagé sur des objectifs qualité. Il s'agit en fait de points d'efforts très concrets, baptisés par la firme « losanges rouges ». Ainsi, le responsable de restaurant doit mettre en œuvre avec son équipe douze losanges : les plats sont simples, familiaux et goûteux, la vaisselle et les plateaux sont propres, secs et en bon état, l'hygiène corporelle est irréprochable, le convive bénéficie d'un accueil poli, personnalisé et chaleureux.

Pour sensibiliser son personnel, il s'appuie sur un outil pédagogique participatif mis au point par l'université d'entreprise d'Accor, l'un des actionnaires de l'entreprise. Objectif : créer les conditions d'un

dialogue naturel sur le sujet et non s'en tenir à une pratique qui s'apparenterait à celle des cercles de qualité, jugée trop intellectuelle pour susciter l'adhésion. « Les personnes qui occupent des emplois modestes sont très concernées par la qualité de leur travail. L'important est de créer le dialogue pour que le changement vienne d'en bas et ne soit pas imposé », explique Marc Landon, directeur de la qualité.

Ainsi, les salariés des restaurants sont invités à exprimer leur avis personnel sur les différents losanges. Que constate-t-on ? « Souvent, ils savent très bien ce qu'il faut faire pour améliorer telle ou telle chose, mais généralement, on ne leur demande pas leur avis », constate encore notre interlocuteur. Par exemple, une plongeuse à laquelle on reprochait de mal laver la vaisselle a expliqué qu'il suffisait simplement de modifier la disposition et l'agencement des couverts dans la machine pour éviter le problème.

Parfois, peu de chose est nécessaire pour faire évoluer en douceur les comportements. Ainsi, le responsable d'un restaurant ne savait pas comment aborder son chef de cuisine pour lui faire comprendre sans créer de blocage qu'il devait se raser de plus près. Au cours d'une discussion collective sur les questions d'hygiène corporelle, les femmes du restaurant ont, après une courte hésitation, exprimé leur point de vue sur sa barbe. Silence de la personne visée. Mais, quelques jours après, l'homme s'est présenté à son travail particulièrement bien rasé.

### Motivation des salariés

À la Générale de restauration, on constate que l'amélioration de la qualité de service est un formidable outil de motivation des salariés, à tous niveaux. Le constat est identique aux Déménageurs bretons, qui font, eux aussi, de la qualité leur cheval de bataille. Ici, bien sûr, il faut se battre en interne comme externe, car l'image du déménageur « gros bras, petite tête » à la vie dure. Pour séduire la clientèle, l'entreprise a mis en valeur le service. Outre le démontage, elle offre à ses clients un choix de prestations « anti-stress » inclus dans le prix de vente.

Exemple parmi d'autres : grâce à un accord passé avec OK Service, une chaîne de nettoyage, les clients sont assurés que leur ancien appartement sera nettoyé après leur départ. Sur le plan interne, la firme s'est lancée dans un vaste programme de sensibilisation et de formation à la qualité. Sortant souvent d'un milieu dévalorisé et en situation d'échec scolaire, les jeunes déménageurs reçoivent une formation complète portant aussi bien sur les techniques du métier que sur l'accueil de la clientèle. Leur travail est régulièrement évalué grâce à des fiches de qualité retournées par les clients (pour être sûrs qu'ils répondent, on leur offre une carte de visite à leur nouvelle adresse). La qualité est également devenue un outil de motivation et de mobilisation. Ainsi, l'entreprise a créé des challenges pour récompenser les déménageurs les plus réussis.

Catherine Lévi

## Quand trop de productivité tue la productivité

par Michel Gutsatz, Daniel Kaplan, Eric Loiselet et Jacques-Emmanuel Ottavi

AUJOURD'HUI un bon gestionnaire est un gestionnaire qui licencie - pardon : qui améliore la compétitivité de son entreprise en augmentant la productivité. Et le terme de « productivité » se trouve entièrement assimilé au rapport chiffre d'affaires/effectif : « La survie d'une entreprise tient à sa productivité. Cette productivité entraîne des licenciements massifs (1) ». Cette productivité-là croît sans cesse du fait de l'automatisation et de la peur des dirigeants d'entreprise devant tout ce qui travaille sous contrat. A terme, elle tendra vers l'infini dans des entreprises sans salariés. Ce serait parfait. Il ne manquerait plus que des consommateurs.

On croirait pourtant se souvenir que les manuels de gestion définissent la productivité de manière plus large, par le rapport production - valeur ajoutée/ressources employées - travail et capital. Ainsi on peut certes devenir plus productif en réduisant les ressources, mais aussi en augmentant la valeur de ce qui est produit à no coût donné.

Du côté des ressources, les charges salariales représentent souvent le premier poste de coûts de l'entreprise. Mais on peut aussi gagner en productivité en réduisant le coût de ses locaux (par exemple en délocalisant), ou celui de la consommation (et le gaspillage) de matières premières, voire le nombre et la taille des machines : qu'on songe à l'effondrement des coûts de l'informatique depuis dix ans, que freinent souvent les grandes rationalisations que sont les directions de l'organisation et de l'informatique, attachées à des modèles et des techniques obsolètes.

Et puis il y a la valeur, cette grande oubliée d'une période où les entreprises sont entièrement soumises à la tyrannie des coûts. Si l'on repartait de Socrate, cette merveille de productivité ? Sa principale conséquence visible est de faire fermer des guichets dans toutes les gares. Mais la sensible dégradation de la qualité (donc de la valeur) du service de la SNCF, qui n'est pas

uniquement due aux problèmes de démarrage du système, fait fuir les voyageurs vers la voiture ou l'avion, en attendant peut-être la concurrence ferroviaire. On dépense (peut-être) moins, mais on gagne moins : où est le gain de productivité ?

Sans entrer dans le débat entre crise de l'offre et crise de la demande, constatons qu'au quotidien les entreprises voient baisser leurs carnets de commandes. La plupart réagissent en réduisant leur point mort, en « dégraissant », comme on dit aimablement : des entreprises prospères leur emboîtent le pas, par précaution, on par ce qu'est la mode. Il arrive qu'elles aient raison. Bien souvent, cependant, ces entreprises se privent d'un savoir-faire et d'une expérience de valeur et réduisent la qualité du service à la clientèle, leur capacité à innover, à réagir vite aux mouvements du marché, à traiter les cas particuliers... Or les entreprises qui tirent le mieux leur épingle du jeu à somme négative que nous jouons actuellement sont celles qui innove dans leurs produits ou dans leurs services : les VPCistes, les services de télécommunications, etc.

Autre exemple : un petit parfumeur qui achetait depuis quinze ans ses matières premières chez le même fournisseur a passé récemment une commande de 3 500 francs et reçu une facture de... 13 500 francs. Bien informé par sa comptabilité analytique, son fournisseur avait constaté que le traitement des petites commandes lui revenait cher, et avait donc décidé d'ajouter 1 000 francs à chaque ligne de commande inférieure à un seuil minimum. Dans le même temps, une entreprise asiatique confrontée au même constat aura modifié son processus de production et de distribution pour traiter les petites commandes de manière moins coûteuse - et obtiendra désormais les commandes de notre parfumeur. Le fournisseur français, lui, verra bien sûr ses commandes décroître : il licenciera, deviendra encore moins réactif et perdra encore des commandes. Il licenciera encore, en réclamant des protections aux frontières, on va le voir.

minant le SMIC, les charges sociales, la difficulté de licencier (qui force à licencier) et autres malheurs subis.

Nos entreprises sont trop souvent prisonnières de modèles de gestion et de décision archaïques hérités du taylorisme. Trop de « gestionnaires » ignorent la logique de fonctionnement des diverses activités de leur entreprise et s'en remettent aux seuls chiffres issus de leurs systèmes de gestion. Ils ne considèrent le travail que comme une quantité à réduire. Or il y a de formidables gisements d'emplois et de productivité (par la valeur) dans le service à la clientèle, dans l'innovation, dans la qualité.

Il y a, en pleine crise, des entreprises qui tirent parti de ces gisements et inventent de nouveaux modèles de développement. Ces modèles trouvent leur origine dans une réflexion conjointe sur la compétitivité et les nouvelles technologies : ils sont conduits à anticiper sur les nouveaux métiers de l'entreprise et se fondent autant que possible sur la qualité, la motivation et l'expérience des salariés en place. Sur cette base s'élabore une nouvelle organisation du travail et se met en place un fort investissement dans la formation des salariés. Ceux-ci se voient alors offrir le choix entre s'adapter aux évolutions nécessaires ou quitter l'entreprise.

« Dans le long terme, nous sommes tous morts », rappelleront certains patrons d'out la trésorerie crève le plancher. Ceux-là ont sans doute raison de rationaliser, mais devraient bien s'interroger sur les facteurs internes qui les ont conduits là où ils se trouvent et sur leur propre responsabilité. Quant aux autres, ils conviendront que sans le long terme nous sommes tous aussi morts : il est grand temps de refaire un peu de stratégie et de revisiter l'organisation.

► Michel Gutsatz, Daniel Kaplan, Eric Loiselet et Jacques-Emmanuel Ottavi sont consultants associés indépendants, travaillant sur le changement dans l'entreprise.

(1) J. Brun, le Monde daté 21-22 mars 1993.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Berne-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guille  
Isabelle Tardif  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 44-63-71-72. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde SA.

## Le Monde

TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LE MONDE  
Le Monde - Documentation  
36-17 UNODC ou 36-25-04-58  
Imprimerie  
du « Monde »  
12, rue de Valenciennes  
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 208.806F  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BERNE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-68-11. Microfilms : (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Berne-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 9 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE selon
3 mois	536 F	572 F	799 F
6 mois	1 036 F	1 122 F	1 599 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE code d'accès ABO  
« LE MONDE » (LSP) - périodique à publication hebdomadaire 5 892 par an (y compris « LE MONDE » 1, place Hubert-Berne-Méry - 94852 IVRY-SUR-SEINE - France. Second code postale pour le Canada N.Y. US. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LSP of NY Inc. 1141, Campbell Ave. New York, NY 10019 - USA  
Pour les abonnements étrangers au LSP  
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 7041 USA  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 M0101  
Durée choisie :  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

## CERTIFICAT EN DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Formation professionnelle bilingue (anglais-français) dans les domaines du droit commercial international, droit français des affaires et droit communautaire... pour ceux qui travaillent déjà au sein d'un service juridique d'entreprise ou d'un cabinet d'avocats internationaux, ou ceux qui désirent percer dans ce domaine.  
SESSIONS D'INFO GRATUITE  
MARDI 16 NOV. à 18 h 30 ou  
JEUDI 18 NOV. à 12 h 30.  
RÉSERVEZ UNE PLACE

## THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente  
Tél. : 45-51-64-58

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappet  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Manuel Lambert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Thomas Fereenc  
Bernard Le Gendre  
Jacques-François Simon

Anciens directeurs :  
Hubert Bernès-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Lesourne (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-98  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BERNE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-60-30-10

## INGÉNIEURS ET CADRES

Issus de grandes entreprises pour vous repositionner en PME/PMI. Temps plein ou partiel, transmission, stage conventionné par la Corse Régionale de l'île de France du 15 Novembre 93 au 6 Janvier 94 (300 Heures).  
Droit d'inscription financé.  
Contacteur Mme Normand, APERP - 22 Bd Gambetta 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX  
Tél. 40 93 44 22

## Le Monde ÉDITIONS

NIPPON  
LE JAPON DEPUIS 1945  
William Horsley, Roger Buckley  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Avec Le Monde sur Minitel  
ÉTUDIANTS,  
PLUS DE 10 000 OFFRES DE STAGES  
À VOTRE DISPOSITION  
36.15 LE MONDE  
Tapez STAGES

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

### L'EXPLORATION DE L'UNIVERS un défi pour l'Europe et ses meilleurs ingénieurs

L'ESO - European Southern Observatory - est un organisme international unique, composé de 13 États membres et de 12 États associés. Son siège est à Garching, près de Munich, en Allemagne. L'ESO a pour but de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'astronomie et de la physique des étoiles. Elle a financé la construction de télescopes géants, dont le plus célèbre est le VLT (Very Large Telescope) au Chili. L'ESO est actuellement en train de construire le VLT2, un télescope de 8,2 mètres de diamètre, qui sera le plus grand télescope du monde. L'ESO est également responsable de la gestion de l'observatoire du VLT au Chili. Elle a pour mission de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'astronomie et de la physique des étoiles. Elle a financé la construction de télescopes géants, dont le plus célèbre est le VLT (Very Large Telescope) au Chili. L'ESO est actuellement en train de construire le VLT2, un télescope de 8,2 mètres de diamètre, qui sera le plus grand télescope du monde. L'ESO est également responsable de la gestion de l'observatoire du VLT au Chili.

#### SCIENTIFIQUE DU PROGRAMME VLT (Réf. EVL 008) Division VLT

Profil: le candidat retenu sera titulaire d'un Doctorat en Astronomie ou Physique et devra faire preuve de plusieurs années d'expérience en observation astronomique et d'excellentes références en recherches astronomiques. Il/elle devra avoir démontré une certaine aisance dans l'utilisation de télescopes modernes et de leur instrumentation.

Responsabilités: le candidat choisi dépendra du responsable du Programme VLT. Il/elle participera aux études techniques tout en considérant les priorités scientifiques et devra, à l'aide de ses recherches, trouver des solutions techniques, depuis la définition jusqu'à la réalisation. Un certain temps lui sera imparti pour mener à bien un programme de recherches scientifiques, indépendamment ou en groupe.

#### INGENIEUR MECANIQUE (Réf. EVL 009) Groupe Ingénierie Système de la Division VLT

Profil: le candidat retenu possèdera un diplôme universitaire ou diplôme universitaire technique en ingénierie mécanique et bénéficiera d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle. Une expérience pratique du suivi de la fabrication, de l'assemblage, de l'intégration et des tests sur télescopes ou sur de grands systèmes électromécaniques complexes est nécessaire, ainsi qu'une expérience de l'assemblage et de l'intégration sur des sites isolés. Une connaissance de l'espagnol serait un atout.

Responsabilités: durant la phase de développement en Europe, il/elle élaborera le plan d'intégration et de test, établira le plan de maintenance et en détaillera les besoins et mènera à bien l'assemblage, l'intégration et les Tests (ATT) relatifs à

chaque sous-système. Durant la phase d'intégration et de mise en service à l'observatoire du VLT au Chili, il/elle sera responsable de la coordination et de la gestion des différentes tâches ATT qui devront être accomplies sur le site du Chili par les firmes contractantes et le personnel de l'ESO, ainsi que du personnel de support local et de la logistique sur le site.

#### INGENIEUR EN ELECTRONIQUE (Réf. EVL 338) Département Electronique de la Division VLT

Profil: le candidat retenu sera titulaire d'un diplôme universitaire ou équivalent et aura environ 6 ans d'expérience pratique du développement de circuits analogiques et digitaux dans le domaine de l'ingénierie d'asservissement feedback. Une expérience des systèmes asservis, contrôleur d'état, caméras TV à haute sensibilité et autres applications électroniques serait un avantage.

Responsabilités: le candidat choisi sera chargé du développement de systèmes de contrôle feedback pour les télescopes et leur instrumentation; ce qui comprend la conception de systèmes de logiciels gestionnaires pilotes et d'asservissement, ainsi que l'installation, les tests et la documentation de systèmes d'exploitation.

#### INGENIEUR INFORMATIQUE Contrôle informatique de configuration - bibliothécaire (Réf. EVL 337) Département Electronique de la Division VLT

Profil: le candidat retenu possèdera un diplôme universitaire en informatique ou équivalent. Quelques années d'expérience du langage C et du système UNIX, ainsi qu'une familiarisation avec les méthodologies de développement et les outils de contrôle de configuration sont essentielles.

Responsabilités: ce poste sera affecté au Groupe Informatique du Département Electronique de la section chargée de l'ingénierie informatique du VLT. Il/elle travaillera sous supervision et sera chargé de la partie administrative de la bibliothèque informatique du VLT (archivage et distribution).

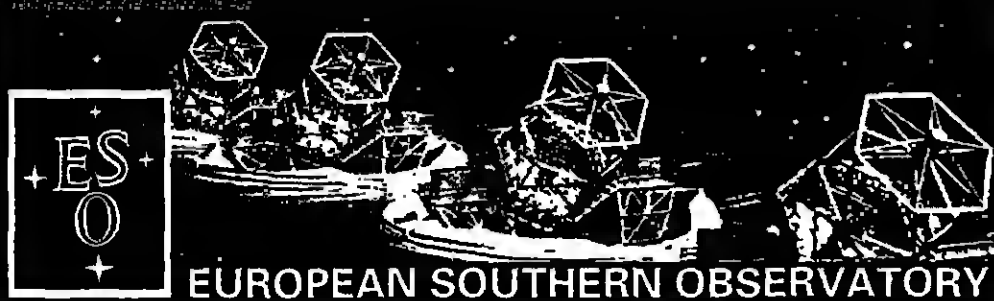
#### INGENIEURS INFORMATIQUE (Réf. EVL 330) INGENIEURS INFORMATIQUE DE SOUTIEN (Réf. EVL 334) Département Electronique de la Division VLT

Profil: pour ces postes, les candidats retenus seront titulaires d'un diplôme universitaire en informatique, en ingénierie électronique ou équivalent. Une expérience d'au moins 2 ans du langage C et du système UNIX au niveau application technique et contrôle en mode connecté est essentielle. Une expérience des systèmes d'exploitation de microprocesseurs et la capacité d'être des logiciels gestionnaires pilotes sont importantes. Une familiarisation avec les méthodologies de développement est exigée.

Responsabilités de l'ingénieur informatique affecté au Groupe Informatique du Département Electronique: le candidat choisi sera responsable du développement de logiciels de contrôle pour les télescopes et des instruments ou détecteurs basés sur des microprocesseurs pour le VLT.

Responsabilités de l'ingénieur informatique de support affecté au Groupe Informatique du Département Electronique: le candidat choisi sera chargé du développement des logiciels du VLT. Ultérieurement, il/elle sera responsable du soutien des logiciels (maintenance et suivi) à l'Observatoire du VLT.

Formation: ESO offre une formation continue et intensive. La qualification, la sécurité et le bien-être de nos employés sont des priorités. ESO offre une formation continue et intensive. La qualification, la sécurité et le bien-être de nos employés sont des priorités. ESO offre une formation continue et intensive. La qualification, la sécurité et le bien-être de nos employés sont des priorités.



Nous sommes un *Groupe International*, dans le secteur de produits de grande consommation, et recherchons un

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour notre Manufacture d'allumettes au NIGERIA. Elle est leader sur son marché, emploie plus de 700 personnes, a son siège social à IBADAN et quatre usines dans différentes villes.

Le candidat choisi aura entre 35 et 50 ans, avec quelques années d'expériences réussies à la direction d'une société de production de produits de grande consommation. Il aura un savoir-faire industriel dans ce secteur et plus particulièrement en organisation, comptabilité budgétaire, finance et marketing. L'anglais courant est indispensable. Une expérience en pays en voie de développement sera un plus apprécié.

Pour ce poste de responsabilité, nous offrons une rémunération attractive, couverture sociale comprise, et de bonnes conditions de vie sur place.

Adresser votre réponse avec CV détaillé et photo sous chiffre 44-68114, PUBLICITAS, case postale, CH-8021 Zurich.

Groupe industriel de dimension internationale à très forte notoriété recherche pour l'ue de ses filiales son

### Contrôleur Financier au Brésil

300/330 KF + avantages

Rattaché au Directeur de la filiale, vous encadrez et motivez une équipe de cinq personnes.

Votre fonction vous conduit à superviser la comptabilité, gérer la trésorerie et assurer le contrôle de gestion de la filiale.

Les aspects juridiques et fiscaux sont également de votre ressort. Agé de 30/35 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins trois ans acquise soit en cabinet d'audit soit dans un poste de Contrôleur de Gestion Industriel. La maîtrise du portugais est nécessaire.

De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Contacter Sylvain Rougeau au (1) 47.57.24.34 ou adresser CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Michael Page Finance, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex sous réf. SR9593MO.



Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement Financier

## LES DIRIGEANTS

Direction générale  
Direction générale adjointe - Secrétariat général

### Directeur Commercial industrie

Basé à Paris et dépendant de notre Direction Générale, vous développerez nos ventes dans le secteur industrie. Vous dirigerez une équipe commerciale et technique de 20 personnes et participerez aux réunions internationales.

A 33/39 ans maximum, Centraflex (Paris, Lyon, Nantes) Polytechnicien, ou Arts et Métiers, vous maîtrisez l'anglais (niveau négociation). L'allemand est un plus. Véritable professionnel de la vente de produits techniques, vous avez pu au cours d'une expérience de 8 à 15 ans, démontrer vos qualités d'encadrement et votre sens aigu de la négociation.

Homme de marketing et de terrain, vous savez également établir des relations d'affaires au plus haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV, prétentions et 2 photos, sous la référence 198 à notre Conseil JB BENOIST.

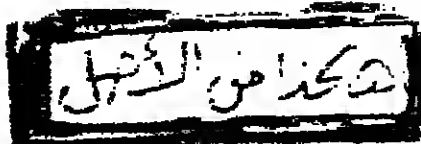
Filiale d'un groupe international implanté dans plus de 60 pays, nous sommes une importante société leader sur le marché du collage élastique. Nous recherchons un Directeur commercial pour le secteur industrie.

EUROPEAN SEARCH GROUP  
RESSOURCES HUMAINES  
10, rue Vignon - 75009 PARIS

ALLEMAGNE - BELGIQUE - ESPAGNE - GRANDE-BRETAGNE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 3 novembre 1993 35

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

**"L'Audit au GAN, une assurance de réussite"**

■ Le Gan, l'un des tous premiers groupes du secteur de l'Assurance recherche :

**2 AUDITEURS**

Rattachés à la Direction de l'Audit, vous serez chargés de réaliser des missions d'Audit, au Gan et dans ses filiales (françaises et étrangères). Ces missions, au sein d'unités tant opérationnelles que fonctionnelles, concernent toutes les grandes fonctions du Groupe. Pour assurer toutes ces missions, cette équipe se compose d'auditeurs ayant des formations et des expériences diversifiées : actuelles, ingénieurs financiers, organisateurs...

Afin de compléter les compétences existantes, nous recherchons :

- un Auditeur diplômé d'une école d'ingénieurs ayant 5 ans d'expérience en souscription de risques industriels. Réf. PR1
- un Auditeur de formation école de commerce ou universitaire complétée par un DESCF, ayant au moins 3 ans d'expérience d'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER acquise dans le secteur de la banque et/ou de l'assurance. Réf. PR2

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi, au Gan, DRH/GRC, 2 rue Pille-Will, 75448 Paris Cedex 09.

**gan**  
ASSURANCES

L'ÉNERGIE DE TOUTS LES PROJETS

CLIFFORD CHANCE, cabinet international d'avocats recherche dans le cadre du développement de son activité "Corporate finance/ingénierie financière" plusieurs

### AVOCATS DROIT FINANCIER

Vous intervenirez auprès d'une clientèle nationale et internationale sur des dossiers de droit bancaire, financier et boursier, droit des sociétés et des valeurs mobilières : acquisition et financement de sociétés cotées et non cotées, capital-risque, opérations sur valeurs mobilières (obligations composées, warrants, offres publiques de vente d'actions, émissions internationales...), produits dérivés (swaps, options...), prêts de titres, produits financiers structurés, etc...

Avocat ou titulaire du CAPA, vous possédez une formation juridique supérieure (DESS, DEA, Magistère, Doctorat), complétée idéalement par un diplôme de grande école (HEC, IEP, etc., MBA).

Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une expérience acquise soit dans un cabinet juridique international soit au sein de la direction juridique d'une société cotée ou d'une grande banque. Rigoureux et pragmatique, vous possédez le sens des contacts humains et le goût du travail en équipe.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la réf. ADF/LM à Clifford Chance, Département des Ressources Humaines, 112 av. Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 Paris cedex 16.

### CLIFFORD CHANCE

AMSTERDAM BARCELONE BRUXELLES BUDAPEST DUBAI FRANCFORT HONG KONG LONDRES MADRID MOSCOW NEW YORK PARIS SINGAPOUR TOKYO VIENNE BUREAU ASSOCIÉS BRUXELLES ROYAL ABADIE

Nous sommes le 1er groupe français de dimension internationale sur le marché du diagnostic biologique, plus de 3000 personnes, 2,5 milliards de F de C.A. près de 70 % à l'international, au travers d'un réseau de plus de 20 filiales. Nous commercialisons des systèmes (instruments et réactifs) destinés aux laboratoires d'analyses médicales et de l'industrie. Nous recherchons le

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER de bioMérieux ITALIA**  
(basé à Florence)

Notre filiale italienne réalise un chiffre d'affaires de 250 millions de francs et compte 200 personnes. Elle assure la distribution de nos produits sur le marché italien et une partie de la recherche et de la production d'instruments du groupe.

Véritable n°2 de la filiale, vous répondrez au Directeur Général Italie et fonctionnellement à la Direction du Groupe.

Vous superviserez les équipes de contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie et gèrerez l'établissement des différents reportings.

Vous coordonnerez les dossiers juridiques et sociaux en liaison étroite avec le siège français.

Vous suivrez la gestion du personnel de la filiale, l'informatique, la logistique et les achats.

A 35/40 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, avez l'expérience du management d'équipes importantes, d'une Direction Administrative et Financière opérationnelle acquise au sein d'un groupe international.

Vous maîtrisez parfaitement l'italien et l'anglais.

Merci d'adresser un dossier complet (lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle) à bioMérieux, Direction des Ressources Humaines, A l'attention de Monsieur ALERNI, Chemin de l'Orme - 92280 MARCY L'ÉTOILE.

**bioMérieux**

LA 2<sup>ème</sup> ÉTAPE DE VOTRE CARRIÈRE

**JURISTE**  
en droit des affaires

Implanté en Haute Saône, nous sommes un Groupe industriel et commercial réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de francs.

Au sein de notre direction juridique et fiscale de la holding, notre mission principale sera de prendre en charge les dossiers et projets relevant du droit de la propriété industrielle (brevets, marques, modèles...) et du droit commercial (contrats, consommation, publicité, distribution...).

Nous vous offrons cette mission st. après votre formation juridique (maîtrise, DEA, DES). Vous aurez acquis une première expérience de 3 à 5 ans au sein d'un cabinet juridique ou d'un service juridique d'une grande entreprise.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) réf. 10-43/M à CURRICULUM 6 passage La Fontaine 75018 PARIS qui transmettra.

Une banque française de premier plan recherche pour deux de ses agences importantes des

**Directeurs d'agence**  
REGION CENTRE BRETAGNE

■ Associés pleinement à la mise en oeuvre du Plan d'Action de la banque, vous gèrerez et développerez vos agences comme de véritables centres de profit.

■ Animant une équipe de plus de 20 collaborateurs, vous disposez de moyens d'action élaborés vous permettant de fidéliser votre clientèle et d'accroître la position de vos agences sur leurs marchés.

■ A 35 ans environ, de formation ESC, universitaire ou bancaire (ITB/CESB), vous pouvez justifier d'une expérience réussie d'au moins dix ans dans l'exploitation bancaire, entreprises et particuliers. Vos qualités de manager et de gestionnaire sont vos principaux atouts pour faire progresser votre carrière dans une banque qui saura reconnaître vos talents.

■ Veuillez contacter Frédéric FOUCARD au (1) 42 89 09 17 ou envoyer un dossier de candidature complet en mentionnant la référence 1548/FMF pour le poste en région Centre et 1558/FMF pour le poste en Bretagne à NORMAN PARSONS - 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.

**Norman Parsons**  
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

ING LEASE Filiale française de leasing d'un important groupe de service financier européen (50 000 personnes). ING LEASE recherche pour son agence Ile de France un :

**INGENIEUR D'AFFAIRES CREDIT BAIL**

Vous serez chargé de prospecter un marché, d'élargir et de développer un portefeuille de clients susceptibles d'utiliser le CREDIT, le CREDIT BAIL et la LOCATION pour le financement de leurs investissements productifs.

A 25/30 ans, de formation supérieure commerciale et/ou gestion financière, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans à un poste opérationnel de terrain dans un secteur similaire.

Vous parlez anglais et maîtrisez la micro-informatique.

Poste basé en région parisienne Est.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 36 à notre conseil : A.L. PARTNERS - 86/88 Grande Rue - 92310 SEVRES.

**A.L. PARTNERS**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

DHL Worldwide Express est le leader international du transport express aérien de colis et documents en porte à porte, avec 34 000 collaborateurs dans 223 pays. En France, nous sommes 900 collaborateurs répartis sur 19 sites. Pour assurer notre forte croissance, nous recherchons un

**RESPONSABLE DES ACHATS**

Vous êtes chargé d'optimiser l'ensemble des achats de notre société sur la France (produits, services, investissements) et de redéfinir les modes de fonctionnement interne correspondant.

De formation supérieure (Bac + 4/5), anglais courant, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction avec la responsabilité d'un service achat. Poste basé à Roissy.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. RA/113 à DHL, Service emploi-recrutement, ZI Paris Nord II, 161 rue de la Belle Étoile, BP 50252, 95957 ROISSY CDG.

**DHL**  
WORLDWIDE EXPRESS

trôleur  
ancier  
Bésil

FP

IRIGEANTS

HT  
cial

instantanément nos  
avoir l'obligeance  
toutes les lettres  
et de restituer  
les documents  
confiés.

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

PME du secteur des produits textile de luxe (CA : 50 millions de Francs), filiale française de distribution d'un prestigieux groupe américain, sous l'impulsion d'une nouvelle présidence déterminée à engager une nouvelle phase d'expansion, nous recherchons notre :

### CONTROLLER

Paris +/- 350 KF

Assisté d'une petite équipe, en charge de tous les aspects comptabilité, finance, fiscalité, reporting, administration du personnel, vous travaillerez en collaboration étroite avec notre Directeur Général.

Agé de 30 à 35 ans environ, de formation supérieure type ESC + DECS, vous justifiez d'une solide expérience des techniques comptables, du contrôle de gestion et du reporting anglo-saxon. Vous êtes "business minded" et maîtrisez parfaitement l'anglais et la micro-informatique de gestion. Rigueur, efficacité, esprit d'équipe, adaptabilité et sens de l'initiative sont des qualités que nous recherchons pour nous aider à faire face à nos nouveaux enjeux.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. H388M, à Monique HERBET - Ernst et Young Conseil - 51, rue Louis Blanc - Cedex 75 - 92037 Paris-La Défense 1 qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

### JURISTE CONTENTIEUX (CDD)



Abbey National France, filiale d'Abbey National, une des principales institutions financières britanniques est spécialisée dans le financement immobilier. Elle recherche, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, un juriste contentieux pour son implantation parisienne. Il sera chargé d'étudier et de traiter intégralement et de manière autonome les dossiers contentieux dans le secteur prêts à court terme. En contact permanent avec les auxiliaires de justice, il assurera auprès d'eux le suivi des dossiers. Ce poste s'adresse à un candidat, ou une candidate, de formation juridique supérieure ou ayant acquis par son expérience un niveau équivalent. Des connaissances pratiques et appliquées au domaine des prêts immobiliers sont nécessaires, en particulier concernant les voies d'exécution, les sûretés immobilières et les procédures civiles et collectives. Ecrire à Michel OLARI en précisant la référence D/1041M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39.

Abbey National France, filiale d'Abbey National, une des principales institutions financières britanniques est spécialisée dans le financement immobilier. Elle recherche, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, un juriste contentieux pour son implantation parisienne. Il sera chargé d'étudier et de traiter intégralement et de manière autonome les dossiers contentieux dans le secteur prêts à court terme. En contact permanent avec les auxiliaires de justice, il assurera auprès d'eux le suivi des dossiers. Ce poste s'adresse à un candidat, ou une candidate, de formation juridique supérieure ou ayant acquis par son expérience un niveau équivalent. Des connaissances pratiques et appliquées au domaine des prêts immobiliers sont nécessaires, en particulier concernant les voies d'exécution, les sûretés immobilières et les procédures civiles et collectives. Ecrire à Michel OLARI en précisant la référence D/1041M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39.

**Votre ambition et votre rigueur sont les nôtres !**

Nous sommes une entreprise de services réalisant un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs et recherchons notre

### Responsable du Contrôle de Gestion

De formation supérieure (Grandes Écoles de Commerce, option comptabilité finance ou Maîtrise de gestion complétée par un DECS), vous justifiez d'une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire ainsi qu'en audit et en management d'équipe.

Poste à pourvoir à PARIS. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. D2532 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE cedex qui transmettra.

**Un avenir gonflé d'énergie**

### JURISTE

Nous sommes une fédération professionnelle représentant 6000 mutuelles, 40 milliards de chiffre d'affaires, leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé avec 25 millions de personnes protégées.

Au sein d'une petite équipe de professionnels, vous aurez un rôle de juriste généraliste pour donner des conseils et rédiger des études au profit des services de notre organisme et de ses adhérents. Vous participerez activement à l'étude des Directives Européennes.

Vous possédez une maîtrise de Droit complétée par un 3ème cycle spécialisé en Assurances (DESS, Institut des Assurances). Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum. Qualités relationnelles et rédactionnelles, sens de l'analyse et de la synthèse, esprit d'équipe sont vos points forts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence JS, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à l'attention de Marie-Christine DANE MUTUALITE FRANÇAISE 255 rue de Vaugirard 75719 PARIS CEDEX 15. Confidentialité assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence JS, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à l'attention de Marie-Christine DANE MUTUALITE FRANÇAISE 255 rue de Vaugirard 75719 PARIS CEDEX 15. Confidentialité assurée.



L'INTELLIGENCE MUTUELLE

### Secrétaire général



Sous l'autorité du Bâtonnier et des Membres du Conseil de l'Ordre, vous êtes chargé d'assurer la gestion administrative du Barreau et la coordination des différents services et commissions.

Vous unirez votre équipe (110 personnes) en prenant la responsabilité de l'organisation et de la gestion interne et externe (informatique, comptabilité, publications, colloques...).

Justifiant d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle et titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit, vous pratiquez si possible l'allemand et/ou l'anglais. Votre expérience a été acquise en entreprise, cabinet ou collectivité publique.

Ce poste est basé à Strasbourg et suppose une grande disponibilité.

L'évolution de la profession et la nature de la fonction proposée confèrent à ce poste un intérêt réel pour une personne très motivée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. PL/14SG/M, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

### Staff Consultants

23 boulevard de l'Orangerie, 67000 Strasbourg.

STRASBOURG  
PARIS  
LYON  
NEW YORK

### CIC Banque Régionale de l'Ouest

Banque Régionale de l'Ouest, 911 personnes, filiale du Groupe CIC recherche

### Conseiller en Gestion de Patrimoine

Au sein de l'une de nos Directions en région Centre, vous aurez pour mission de développer et fidéliser une clientèle de particuliers de très haut niveau. A 30/35 ans, de formation supérieure ou ITB, vous possédez une expérience significative du marché des particuliers et patrimonial. Excellent technicien, vos qualités relationnelles feront de vous un excellent commercial capable de gérer au mieux votre portefeuille de clients. Rf. CGP

### Responsable du Marché des Entreprises

Directement rattaché à la Direction de l'Exploitation, vous serez l'animateur du Marché des Entreprises pour l'ensemble du réseau. Vous aurez pour mission de concevoir, proposer à la Direction Générale une stratégie de développement du marché dont vous serez la charge. Vous assurerez la mise en œuvre de cette stratégie tant au plan des emplois que des ressources, des produits et services bancaires dans le respect des règles d'attribution et de suivi des engagements définies par la Direction Générale. Vous participerez, en outre, pour l'ensemble de votre marché à l'élaboration du PAC Entreprises et définissez les objectifs des commerciaux dont vous analysez et contrôlez les résultats.

A 35/40 ans, homme de marketing et d'animation de réseau expérimenté, vous maîtrisez parfaitement le marché des entreprises et des crédits. Votre tempérament commercial et votre dynamisme vous permettront de mener à bien une mission à la hauteur de votre ambition. Ce poste est basé au siège à BLOIS.

Rf. RME

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant la référence choisie à la BPO - DCRH - BP 49 - 41003 BLOIS Cedex.

Groupe Financier spécialisé dans l'immobilier d'entreprise recherche le

### Directeur Juridique de sa Direction Gestion Immobilière.

Responsable des Départements Contentieux et Recouvrement, il conseillera les collaborateurs chargés de gérer le patrimoine immobilier. Diplômé d'études supérieures en Droit, spécialiste des baux commerciaux, vous avez au moins 10 ans d'expérience dans un service juridique et vous maîtrisez parfaitement les procédures contentieuses.

Merci d'envoyer votre candidature manuscrite, Curriculum-Vitæ et prétentions sous la réf. 94.382 à : PRB Communication - 17 rue Bergère - 75009 PARIS qui transmettra.

### INSTITUT GUSTAVE-ROUSSY (Villejuif)

(Centre de lutte contre le cancer)

rech. CADRE JURIDIQUE

chargé (e) des assurances et des affaires générales (ainsi que de la tenue à jour de la documentation et des textes réglementaires)

licence ou maîtrise de droit privé (5 ans d'expérience indispensable dans le domaine des assurances)

Et, avec CV et prétentions à Monsieur le Secrétaire Général de l'IGR rue Camille-Desmoulins - 94800 Villejuif



# LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

**MDIS**

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS est un groupe international de 1 600 personnes qui conçoit et développe des systèmes d'informations (matériels, logiciels et services) dédiés à des marchés spécialisés. Notre division "Systèmes Financiers", présente auprès de 70 banques, souhaite intégrer dans le cadre du lancement de sa nouvelle offre multi-plate-formes PRO-IV IBS :

## Consultant bancaire

Mission : vous avez en charge, au sein d'une structure légère et dynamique, la présentation de notre offre, la qualification des besoins de nos clients concernant leur système d'informations Back-Middle-Office et la réponse aux appels d'offres. Vous assurez également la formation et le consulting auprès de nos clients et participez à la définition des spécifications fonctionnelles de nos systèmes.

Profil : âgé de 35/40 ans, vous possédez une formation supérieure (Bac + 5) et 10/15 ans d'expérience du Back-Middle-Office en tant que responsable au sein d'une banque ou en tant que consultant d'une société de conseil spécialisée dans ce domaine. Cette fonction requiert la maîtrise de l'anglais ainsi qu'une mobilité nécessitée par de fréquents déplacements à l'étranger. Votre aisance relationnelle et votre goût pour l'approche commerciale favoriseront naturellement votre réussite.

Pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence CBLM/1193 à notre conseil EUROSERV, 121 bd Diderot, 75012 Paris.

**EuroServ**

**E7**

**EUROSEPT ASSOCIES**

Conseil en Organisation

recherche

## Consultant(s)

pour renforcer son pôle d'activité  
Conseil en Achats

Nous recherchons des candidats ayant une expérience réussie d'au moins cinq ans dans le domaine des achats en milieu industriel.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience en évoluant vers le métier de conseil de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence PME à Isabelle Dichant - 98 Route de la Reine 92513 Boulogne cedex.

## JEUNE RESPONSABLE MARKETING

Les Editions du Centre de Psychologie Appliquée, filiale d'un groupe européen, sont spécialisées dans la conception et l'édition d'outils d'évaluation psychologique. Leader de ce secteur, nous connaissons depuis plusieurs années un taux de croissance soutenu.

En créant ce poste, nous souhaitons vous confier le développement de notre politique marketing. En relation étroite avec la direction générale, vous serez chargé de promouvoir des outils d'évaluation et de ressources humaines auprès d'une clientèle de professionnels exigeants (administrations, entreprises du secteur privé, professions libérales). Autonome, vous serez garant de la pertinence de vos choix stratégiques et des moyens utilisés en assurant la gestion des budgets correspondants.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez 5 ans d'expérience réussie en tant que chef de produits, assortie d'une bonne connaissance des techniques du marketing direct, acquise dans l'idéal chez un éditeur ou un groupe de presse. Vous avez l'habitude d'utiliser l'anglais comme langue de travail.

Intéressé par notre domaine d'activité, vous souhaitez mettre votre créativité et vos capacités d'adaptation au service d'un marché très spécifique. Pour ce poste complet et évolutif, nous recherchons un candidat doté d'un fort esprit d'équipe et d'une grande ouverture intellectuelle. Notre siège est situé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. R/LM à notre Conseil KP Consultants - 87, rue de la Saussière - 92100 Boulogne.

**ecpa**

**KP Consultants**  
Ressources Humaines - Nouvelles Technologies

## INGENIEUR STATISTICIEN

**SECODIP  
SOFRES  
(1000  
personnes,  
IMD de CA)**

est le premier  
Groupe français  
spécialisé dans  
les études de  
Marchés et  
les Sondages.  
Pour notre  
département  
recherche et  
développement  
nous  
recherchons  
notre

De formation ENSAE ou Bac+4/5 (Statistiques, économétrie), vous justifiez d'une expérience d'environ 3 ans sur des sujets de type Univers et Echantillons.

Votre mission permanente ira de la définition des échantillons et des plans de sondages (fréquence, mise à jour, recensement, redressement, etc...) à l'assistance et au conseil au service Gestion des Echantillons ainsi qu'aux commerciaux sur la faisabilité des études.

De plus, vous serez amené à participer à des groupes de travail sur le projet Panel Téléphonique et à des chantiers du service Recherche et Développement. Enfin vous serez chargé de l'assistance scientifique et technique tant en interne qu'en externe.

Pour ce poste diversifié nous recherchons un candidat alliant esprit d'analyse et de synthèse, goût du travail en équipe et sachant dialoguer avec des interlocuteurs très divers. La pratique de l'anglais est indispensable.

Pour ce poste basé à Chambourcy, merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. ST à SECODIP - DRH BP 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex.

Important Groupe Agro-alimentaire  
recherche pour l'une de ses usines dans le  
Nord de la France son

## Responsable Conditionnement

Vous êtes un homme de terrain, manager de tempérament, rigoureux et humain, professionnel du monde industriel, vous savez ce que signifient les notions de coûts, de délai et de rentabilité.

De formation Ingénieur Agro ou Arts et Métiers, vous possédez une première expérience acquise en production (5/8 ans) ou dans un service technique vous permettant de prendre la responsabilité d'une équipe de 80 personnes et d'une quinzaine de lignes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. 94/202 à CARRE TURENNE - 129, rue de Turenne 75003 PARIS qui transmettra.

## insight

LEADER EN QUALITATIF

Leader français des études qualitatives et créatives pour le marketing et la communication  
Société spécialisée du groupe IPSOS  
(17 sociétés réparties dans huit pays européens)

recherche

## DIRECTEURS D'ÉTUDES QUALITATIVES CHARGÉS D'ÉTUDES QUALITATIVES

Ces postes concernent des hommes et des femmes ayant au moins trois ans d'expérience réussie dans la fonction en cabinet d'étude.

- Ils réaliseront des études nationales et internationales pour les plus grandes marques.
- Ils travailleront en équipe avec les spécialistes des études et des outils quantitatifs du groupe IPSOS.
- Ils participeront aux sessions de problem solving et aux ateliers stratégiques avec nos clients.
- Ils contribueront au développement de nouvelles méthodes d'études qualitatives.

Adresser lettre de motivation, curriculum vitae avec photo et prétentions à INSIGHT

44, rue Fortuny, 75017 PARIS  
Tél. : (1) 44-15-29-29 - Fax : (1) 46-22-52-26

## MORENO INTERNATIONAL

"L'ESPRIT CONSEIL"  
SOUFFLE SUR  
L'ALSACE LORRAINE.

réaffirme aujourd'hui sa participation active au développement de la région Alsace-Lorraine.

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires pour leur fidélité qui nous permet ainsi d'être encore plus proches d'eux, d'améliorer la qualité de nos prestations, et grâce à ces nouveaux moyens, de développer "L'Esprit Conseil" qui nous est cher à travers 5 départements :

- Recrutement - Organisation/Intégration/Conseil en Structures
- Audit Humain
- Conseil en Gestion de Carrière - Bilan de Compétences
- MORETAM/Ingénierie Sociale
- Outplacement individuel ou collectif. Mise en place de plan social.

Vos interlocuteurs sur Metz : Marie Christine MASSARD et Guy MORENO

REIMS Tél : 26.40.15.70 Fax : 26.47.14.75  
PARIS Tél : 49.53.00.45 Fax : 49.53.00.47  
METZ Tél : 87.76.82.81 Fax : 87.76.78.17

**MORENO INTERNATIONAL**  
REIMS - PARIS - METZ

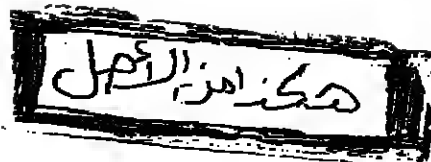
CABINET-CONSEIL EN RESSOURCES  
HUMAINES, ÉTABLI À PARIS ET EXERCICANT  
SON ACTIVITÉ DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES,  
SOULAITE RENCONTRER POUR RENFORCER  
SA CELLULE "SEARCH"

## Chargé(e) de recherche

Temps partiel ou free-lance

Vous justifiez d'une expérience confirmée au sein de cabinets généralistes, où vous avez traité de manière autonome des missions d'approche directe portant sur des postes et des secteurs d'activités variés. Il vous sera confié des missions ponctuelles, que vous traiterez en étroite collaboration avec les consultants du cabinet. Nous remercions les personnes intéressées d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. 46000, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA SYSTEM



## LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

Etablissement financier  
filiale d'une banque étrangère de premier plan recherche

### ECONOMISTE DE MARCHÉ JUNIOR

Intégré(e) au sein d'une équipe française, elle-même rattachée à un département d'analyse de réputation internationale, vous participez aux études macro-économiques et à la stratégie sur les marchés d'actions et d'obligations. Au sein de la salle des marchés, vous intervenez dans la conception de documents destinés à notre clientèle française et internationale ainsi que dans la préparation des réunions d'information. Basé(e) à Paris, votre activité couvrira essentiellement la France mais aussi les marchés internationaux pour les besoins de notre clientèle domestique.

Agé(e) de 25 à 28 ans, vous êtes débutant(e) ou vous avez acquis une première expérience en entreprise ou dans un institut de conjoncture. Votre formation de base en macro-économie (IEP, ENSAE, Université, ...) a été complétée par une spécialisation en économie financière et/ou internationale, de préférence à l'étranger. Maîtrisant bien l'anglais à l'oral et à l'écrit, vous possédez de solides connaissances en micro-informatique et en statistique ainsi que de réelles aptitudes à la rédaction et à la communication.

Merci d'adresser votre CV sous référence CAB/3056.

FAIRWAY Horizon Financier  
27, rue Marbeuf 75008 PARIS

FAIRWAY  
H O R I Z O N

### CONSULTANT - DIRECTEUR DE CLIENTÈLE

Rejoignez une équipe de consultants spécialisés dans le marketing des bien industriels et des services

A 35-40 ans, vous avez une double expérience :

- de responsable marketing dans une grande entreprise internationale,
- et de consultant, directeur de clientèle, dans un cabinet de conseil de Direction.

Vous avez démontré que vous saviez conjuguer avec talent, négociation commerciale et compétences pointues dans les domaines du développement d'entreprise, du marketing et du management.

Vous souhaitez aujourd'hui donner un nouveau souffle à votre carrière en rejoignant un cabinet de conseil de Direction en expansion offrant une large autonomie d'action et de réelles possibilités de développement personnel.

Vous intégrerez une équipe de consultants avec laquelle vous partagerez concepts, méthodes et savoir-faire et au sein de laquelle vous contribuerez à la définition de la stratégie du cabinet.

Faites-nous parvenir votre dossier à CYRIL APPELL SA  
163/165, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Les candidats qui n'auront pas été contactés par le Cabinet avant le 24 novembre devront considérer que leur candidature n'a pas été retenue.

Pour être encore plus efficace avec ses clients et ses candidats  
Pierre BUCCAI a le plaisir de vous communiquer  
sa nouvelle adresse :

CONCORDANCES - Conseil en recrutement  
77-79 rue François Mermet - 69160 LYON TASSIN

Tél. : (16) 78 34 50 27  
Fax : (16) 78 34 21 37



CONCORDANCES  
Entre les Hommes et les Entreprises

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

NANTES

La Ville de Nantes  
250 000 habitants  
dans une agglomération  
de 500 000 habitants

recherche son

### Délégué au développement culturel

Vous aurez en charge la mise en œuvre de la politique culturelle municipale. Vous assurerez la coopération avec les organismes publics (Orchestre Philharmonique des Pays de la Loire) et les associations culturelles partenaires. Vous aurez la tutelle des établissements municipaux (Musée des Beaux Arts, Muséum d'Histoire Naturelle, Musée du Château des Ducs de Bretagne, Bibliothèques, Ecole Régionale des Beaux Arts, Conservatoire de Région, Planétarium) soit plus de 500 agents.

Vous contrôlerez le budget culturel, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Vous participerez au comité de direction de la ville.

Imaginatif, ouvert sur la diversité des pratiques culturelles contemporaines, vous possédez des qualités incontestables de gestionnaire, vous avez une parfaite connaissance du milieu culturel et une polyvalence de haut niveau.

Les candidatures sont attendues avant le 15 novembre 1993.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à notre conseil Anne Grillon - LIGHT  
5/7 rue Jeanne Braconnier - 92366 MEUDON-LA-FORET cedex.

LIGHT



La ville  
de Chartres

(42 000

habitants

au centre

d'une

agglomération

de 85 000

habitants)

900 agents

met en place une DIRECTION DES RESSOURCES  
HUMAINES et recrute son

### DIRECTEUR

#### MISSION

Sous la responsabilité du Secrétaire Général, vous aurez à définir, coordonner et piloter les objectifs et les fonctions de la Direction des Ressources Humaines :  
▼ recrutement ▼ Formation ▼ Gestion Administrative du Personnel ▼ Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences ▼ Communication interne ▼ Relations avec les partenaires sociaux.

#### PROFIL

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), vous possédez une expérience probante de la Gestion des Ressources Humaines dans le secteur public (sans minimum) et une connaissance affirmée du statut de la Fonction Publique.

#### QUALITÉS REQUISES

Dynamisme ▼ sens de la négociation et des responsabilités ▼ capacité d'initiative et d'innovation ▼ rigueur ▼ discrétion et disponibilité.

#### RECRUTEMENT

▼ Selon conditions statutaires, ouvert aux agents du grade de Directeur ou d'Attaché principal ayant vocation à accéder au grade de Directeur  
▼ ou par voie de détachement ou contractuelle.

Candidatures à adresser à Monsieur le Maire de Chartres - Place des Halles - 28000 CHARTRES, avant le 30 Novembre.

Renseignements auprès de Monsieur le Secrétaire Général : 37 23 40 85



# LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

## Chef de Produit Senior

OPERATOR Text, OPERATOR Numéric, des services novateurs qui ont su trouver leur cible et assurer la notoriété d'une entreprise en pleine expansion !

Nous sommes aujourd'hui 170, commercialisons des services de radiomessagerie (produit de communication mobile). Comme OPERATOR, vous êtes à l'écoute des nouveaux besoins de communication. Devenez notre Chef de Produit Senior. Rattaché au Directeur Marketing, vous proposerez et mettez en œuvre le Plan "Today", en orchestrant les compétences d'une petite équipe. A 28/30 ans, 4 ans d'expérience, dans le secteur informatique ou Télécom, complétez votre formation théorique acquise dans une école de commerce (ESSEC). Bilingue Anglais, vous êtes prêt à relever le défi. Votre sens de l'initiative, votre ouverture d'esprit et votre aptitude à percevoir les choses avant les autres détermineront votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et lettre de motivation) à OPERATOR - 72 rue Régnault - PARIS CEDEX 13

Important groupe français recherche

## Acheteur

Produits Diététiques Consommateurs

### Responsabilités :

- étudier les offres de produits diététiques et de compléments alimentaires en Europe et aux USA,
- sélectionner l'offre produits du groupe,
- négocier avec les fournisseurs.

### Profil :

- 10 ans minimum d'expérience acquise impérativement dans un poste d'Acheteur au sein d'une société spécialisée en distribution de Produits Diététiques, anglais courant, lu, parlé, écrit, indispensable, intégrité, dynamisme et créativité.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite et rémunération sous réf. 001C070M à notre Conseil,

Crismer Collins - 94 rue Lauriston 75116 Paris qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

## ACTEON CONSEIL S.A. CHANGE D'ADRESSE...

A partir du 3 novembre 1993

Michel Ancelin  
sera heureux de vous accueillir  
dans ses nouveaux locaux :

302 rue Garibaldi,  
69007 LYON.  
Tél. 72.80.80.44  
Fax 72.80.80.36



## COMPUTER ASSOCIATES

Le leader mondial de l'industrie de logiciels : 7.000 personnes, un développement en 11 et 12, un chiffre de 2.000 M\$ par an. En France : 200 collaborateurs, chiffre de 2.000 M\$.

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

PARIS-PROVINCE

400-500 KF +

Nous vous offrons un portefeuille de clients "grands et moyens systèmes". Vous serez chargé de développer nos ventes sur l'une des lignes de produits suivantes : logiciels systèmes, bases de données et outils de développement, produits applicatifs. Vos interlocuteurs : les Directeurs Informatique Générale, Finance... des grandes entreprises. A 27/32 ans environ, vous justifiez d'une réussite évidente (au moins 11 à 15 ans minimum) dans la négociation à haut niveau auprès de grands comptes, acquise par exemple chez un vendeur de matériels informatiques ou un SSII. Vous disposez d'une formation supérieure Bac + 4 + 5 (Licence, Ecole Supérieure, Université). Notre esprit de conquête et d'innovation ainsi que les possibilités d'évolution offrent surtout l'attrait d'excellents commerciaux, capable d'adhérer à notre ligne culture d'entreprise, d'assurance, d'exigence et d'engagement personnel.

Merci d'adresser CV, photo, lettre (en précisant votre rémunération actuelle et la région souhaitée) à notre Conseil-MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la réf. 5934132M, jointée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

# SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

La SANEF, Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (1890 personnes, CA = 3,1 milliards de F), exploite et gère plus de 1000 kms d'autoroutes avec un trafic moyen de 21.000 véhicules/jour.

Pour mieux prendre en compte les conséquences de ce trafic sur l'environnement, la Direction Générale crée le poste de

## CHARGE DE MISSION ENVIRONNEMENT

afin d'aider les 3 Directions d'Exploitation de METZ, REIMS et SENLIS à poursuivre et développer les réalisations visant à réduire les pollutions ou nuisances liées aux hydrocarbures, bruits, sels, gaz, déchets... et à protéger le milieu naturel (faune et flore).

La mission du titulaire s'étendra au préventif pour les constructions futures avec le suivi des Plans Objectif Environnement.

Diplômé (e) de l'enseignement supérieur, votre technicité et votre expérience se conjuguent pour vous faire reconnaître comme un spécialiste dans ce domaine.

Le sens relationnel est une de vos qualités reconnues, elle vous sera indispensable pour mener à bien les négociations internes et externes : DDA, DIREN, Collectivités Locales, Associations...

Le poste rattaché au Directeur Général est, de préférence, basé à SENLIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence CME/LM à Raymond POULAIN RPC - 28, rue du Docteur Finlay - 75015 PARIS

**Raymond Poulain Consultants**

## Marketing Manager

Equipement automobile

Raychem, filiale française d'un groupe américain spécialisé dans les produits de haute technologie, doit son fort développement à un état d'esprit permanent d'innovation, d'efficacité et d'ingéniosité.

Ingénieur passionné de technologie et de marketing, vous dirigerez au niveau européen le développement marketing de nos produits d'équipement électrique destinés au marché automobile.

Au carrefour de notre division produits, de notre direction des ventes, de nos clients équipementiers et des constructeurs automobiles, vous dépendez du Directeur Europe.

Dans un contexte fortement concurrentiel et évolutif, vous étudiez en permanence le marché; vous analysez nos parts de marché et le référencement de nos produits, à court, moyen et long terme; enfin, vous élaborez un plan d'action pour promouvoir nos produits nouveaux ou existants et en suivez le déroulement.

En amont du développement et en fonction des objectifs internes et externes, vous aidez à la définition de nouveaux produits, en assurez le lancement et en mesurez la réussite.

De formation ingénieur complétée d'un 3<sup>e</sup> cycle marketing ou MBA, vous avez acquis depuis 3 à 5 ans une expérience de chef de produit industriel. Ouvert et relationnel, doté d'une réelle capacité à mesurer les risques et à prendre des responsabilités, vous savez influencer et convaincre les autres. Vous êtes également disponible pour vous déplacer à 50 % de votre temps et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Pour nous rejoindre, merci d'adresser, sous réf. MM/LM, votre candidature à Raychem, Francine Roymond, BP 8300, 93802 Cergy-Pontoise Cedex.

**Raychem**

APPUI TECHNIQUE, CONSEIL ET FORMATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, ESSAIS, QUALITÉ, NORMALISATION, LE CTBA : LE PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ DES ENTREPRISES DU BOIS ET DE L'AMEUBLEMENT



## Ingénieur d'affaires Bois, Ameublement, Construction et Industries Connexes

Chargé de promouvoir la Veille Technologique, vous développez votre portefeuille de clients : des industriels du bois, de l'ameublement, de la construction et des secteurs d'activités connexes. A l'écoute de leurs besoins, vous imaginez et concevez un projet personnalisé, le vendez puis le mettez en œuvre en sous-traitant la réalisation auprès de spécialistes internes et/ou externes.

Ingénieur généraliste, 30 ans minimum, vous avez valorisé votre première expérience technique par la vente de prestations de service auprès de PME-PMI du secteur bois-ameublement.

Votre pratique courante de l'anglais vous permettra d'intervenir tant en France qu'en Europe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 93/VTE/02 au C.T.B.A - Ressources Humaines - 10, av. de Saint-Mandé - 75012 PARIS.

## SECTEURS DE POINTE

## Food Scientist

Häagen-Dazs Europe, filiale du groupe Grand Metropolitan, connaît une réussite exemplaire se traduisant par une croissance très rapide (120 millions de \$ de CA), 1 000 personnes en Europe, implantation dans 12 pays. La qualité de nos produits constitue un élément clé de notre succès. Aujourd'hui, nous recherchons pour renforcer notre équipe Qualité un Food Scientist.

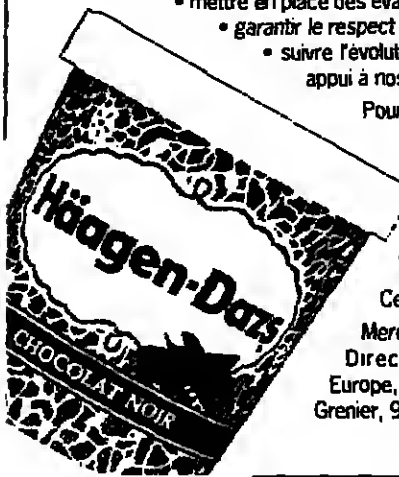
En collaboration avec nos équipes techniques aux Etats-Unis, le marketing Europe, notre usine européenne implantée à Arras (62) et les différents pays, votre mission consiste à :

- rechercher, tester et valider de nouvelles sources d'approvisionnement en matières premières pour la fabrication de nos crèmes glacées,
- mettre en place des évaluations sensorielles,
- garantir le respect des législations en matière de packaging,
- suivre l'évolution de ces législations au plan européen afin d'apporter votre appui à nos équipes locales.

Pour réussir dans cette fonction, vous avez acquis depuis 5 ans une expérience similaire dans le domaine alimentaire lié aux produits haut de gamme et vous possédez une bonne connaissance de l'environnement européen, de ses normes et législations. Homme ou femme de communication et de dialogue, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Ce poste est basé à Arras.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction des Ressources Humaines Europe, Häagen-Dazs, 69-71 avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.



## Research programme directors

The eyes and ears of the Information Technology industry  
The voice of authority

FOR MORE THAN A DECADE, GARTNER GROUP HAS BEEN THE WORLD'S FOREMOST PROVIDER OF BUSINESS INFORMATION AND ANALYSIS. ASSISTED BY THE INFORMATION TECHNOLOGY INDUSTRY, OUR RESEARCH STAFF HAS DEVELOPED A REPUTATION FOR THE QUALITY OF OUR RESEARCH. WE OFFER OUR OWN ANALYSIS TO THE INDUSTRY WITH AUTHORITY. OUR RESEARCH STAFF HAS BEEN RECOGNIZED BY THE INFORMATION TECHNOLOGY INDUSTRY AS THE MOST TRUSTED SOURCE OF BUSINESS INFORMATION. OUR RESEARCH STAFF HAS BEEN RECOGNIZED BY THE INFORMATION TECHNOLOGY INDUSTRY AS THE MOST TRUSTED SOURCE OF BUSINESS INFORMATION. OUR RESEARCH STAFF HAS BEEN RECOGNIZED BY THE INFORMATION TECHNOLOGY INDUSTRY AS THE MOST TRUSTED SOURCE OF BUSINESS INFORMATION.

As we continue to expand within Europe, we are looking for similarly talented and respected professionals to join us at a variety of levels in the following Technology sectors:  
European Telecommunications Strategies  
emphasis on Network Design strategies for large organisations  
Applications Development & Software Engineering  
Positions are based in Paris, although we will also consider appointments in Windsor - and all opportunities will involve international travel.  
Reflecting both your own standing within the industry and that of Gartner Group, remuneration packages will not be a limiting factor for the right people.  
Please write with full career history in English to: Mrs Bernadette THOMAS, Gartner Group, Parkside House, 33-39 Sheet Street, Windsor, Berkshire SL4 1BY Angleterre.

**GartnerGroup France**

## Directeur des Travaux et de la Maintenance

Dans le cadre de la stratégie de développement de l'Aéroport Nice Côte d'Azur, vous aurez pour mission, avec une équipe d'environ 120 collaborateurs, de :

- Réaliser les études prospectives nécessaires au développement des installations aéroportuaires,
- Elaborer et assurer la maîtrise d'ouvrage des programmes de travaux,
- Superviser la maintenance des ouvrages, bâtiments, installations et matériels de la concession aéroportuaire.

De formation Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Ponts ou équivalent), plus spécialisation en gestion, vous avez une solide expérience de la conduite d'études et de grands projets, si possible dans un environnement similaire.

Adresser cv et prétentions sous Réf. CT 139 au Cabinet PROFILS - 5, avenue du Puits - 06000 NICE - Minitel 3615 JOBLEADER.



## Roland Moreno, l'inventeur de la carte à puce

recherche un



- Cet ingénieur maîtrise les problèmes mécaniques et d'injection plastique liés au packagings et à la connectique des produits électroniques.
- Il assiste les responsables de produits sur les choix de conception liés à l'industrialisation.
- Des bases théoriques solides lui permettent de gérer efficacement la sous-traitance aussi bien en études qu'en production.

Le poste est basé en région parisienne. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à : RMT - 137, boulevard de Sébastopol, 75002 PARIS.



Dans son usine implantée en Lorraine, à proximité du Luxembourg, JVC Manufacturing France fabrique du matériel HIFI grand public pour le marché européen. L'usine est bien structurée et emploie actuellement près de 300 personnes.

## Responsable des Achats JVC Lorraine

Notre recherche d'un Responsable des Achats se justifie principalement par notre volonté d'intégrer progressivement des fournisseurs européens dans les domaines pièces plastiques, pièces mécaniques, boîtiers, composants électroniques.

La personne que nous recherchons a une expérience des achats, acquise en usine de production. Nous pensons qu'une formation technique (de type Ingénieur généraliste) vous donnera de bons atouts pour ce poste.

Vous menez la phase prospective de recherche des fournisseurs, prenez en compte leur faisabilité technique, participez à la mise en place de l'assurance qualité et négociez des partenariats durables.

Vous parlez couramment l'anglais et considérez notre proposition comme une opportunité à saisir, alors faites le nous savoir en adressant votre dossier de candidature complet (lettre de motivation manuscrite + CV + photo) à notre Conseil en Recrutement sous la référence 648/MD.

Discrétion et confidentialité totale vous sont garanties.



Groupe Industriel recherche pour une de ses filiales spécialisées dans les composants passifs pour systèmes électroniques

## Directeur de projet

circuits imprimés avancés 400 KF +

Dans le cadre d'un nouvel axe stratégique de développement, nous souhaitons confier à un ingénieur expérimenté la responsabilité technique d'un projet circuits imprimés avancés.

En étroite collaboration avec la Direction Technique et Industrielle, vous serez chargé du développement de ce projet et vous aurez la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau.

Après une expérience de plusieurs années dans le circuit imprimé, vous souhaitez vous investir dans un projet très technique de dimension internationale.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ce poste basé en Ile de France. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) sous réf. 2500 à MORENO INTERNATIONAL, 34 rue du Calvaire - 75008 PARIS.

## PATRON D'UN CENTRE DE PROFITS TRAVAUX

IMPORTANT GROUPE GENIE CLIMATIQUE (1 400 personnes) recherche pour sa Direction d'Ivry sur Seine (94) un ingénieur diplômé (35/40 ans). Vous serez responsable du développement de ce centre de profits qui réalise aujourd'hui un C.A. de 50 MF ainsi que du suivi de la clientèle, de la gestion, des

études et de la réalisation. Vous possédez une expérience significative de la fonction. Votre autorité naturelle et votre aptitude à la coordination seront de bons atouts. Envoyez lettre, CV, photo sous réf. 2369 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou tapez 3616 EUROMES code 2369

EUROMESSAGES

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02  
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

VAE